

F. ECONOMIE BERLICHE
IN
1860

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

338(493)'1960,,

1961
**L'ÉCONOMIE
BELGE**

EN
1960



BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
59 AVENUE FONSNY

1961

LECONOMIE
BELGE



BUREAU

DE DOCUMENTATION ET D'INVESTIGATION
DE LA FONCTION PUBLIQUE

1961

AVERTISSEMENT

Tel qu'il est présenté cette fois encore, dans des conditions de difficultés matérielles déjà signalées depuis quelques années et qui n'ont pu être écartées, le rapport annuel sur la situation économique de la Belgique fournit, après quelques indications d'ordre général, de brefs aperçus par secteur d'activité. Le secteur de l'énergie, en raison de l'importante évolution du secteur charbonnier, est resté l'objet d'une attention particulière.

Cet exposé est suivi de la collection des tableaux statistiques et graphiques reproduits chaque année, ainsi que d'un répertoire de faits relatifs à la vie économique du pays en 1960.

Bruxelles, le 17 novembre 1961.

AFFRISTEMENT

collaboré à plusieurs des plus grands journaux de la France et
qui me fait faire le présent avertissement pour prévenir toute confusion
qui pourra exister entre les deux œuvres éminentes et très différentes
que sont celle de Léonard de Vinci et celle de Georges Braque.
L'œuvre de Léonard de Vinci est une œuvre d'art qui fut créée au cours de
plusieurs années et qui résulte de l'application constante de la méthode
scientifique et technique de l'artiste. Ses œuvres sont donc très
différentes de celles de Georges Braque qui fut un peintre très
original et dont l'œuvre est principalement basée sur l'impressionnisme.

Paris, octobre 1910. M. Georges Braque.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Bien qu'en progrès constant depuis 1958, l'évolution industrielle de la Belgique, comparée à celle des autres pays du Marché commun, garde un caractère marginal, au sein de la Communauté Economique Européenne. Même sans tenir compte des charbonnages, objets d'un problème de structure particulier, l'expansion de l'ensemble des industries manufacturières de la Communauté a, en général, dépassé le rythme de l'activité belge.

De même qu'en 1959, l'indice belge de 1960 (charbonnages, industries alimentaires et bâtiments exclus), calculé par l'Office statistique des Communautés européennes, a augmenté de 7 % environ par rapport à l'année précédente. Celui de la Communauté a augmenté de 13 %, contre 8 % en 1959. En 1958, la stagnation des industries manufacturières de l'ensemble de la Communauté avait été accompagnée d'un recul de l'ordre de 5 % en Belgique.

Cependant, en 1960, l'accroissement des exportations, essentiel à l'économie nationale, a été dû, pour 80 % environ, à l'augmentation des ventes aux autres pays de la Communauté Economique Européenne. Cette augmentation a surtout porté sur les produits sidérurgiques, ceux de l'industrie des fabrications métalliques, les métaux non ferreux et les textiles, c'est-à-dire les biens les plus exportés traditionnellement. Ce fait s'explique par les grands progrès des pays de l'Europe occidentale ainsi que par l'augmentation des investissements et de la consommation intérieure. Il faut y ajouter le développement du commerce intraeuropéen, tant au sein du Marché commun qu'entre le Marché commun et la Zone de Libre-Echange. Le résultat en a été un élargissement exceptionnel des débouchés belges européens, compensant et au-delà la diminution des exportations vers le Congo et les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont connu, en 1960, un retournement conjoncturel dû au recul sensible des investissements privés et au renversement du stockage. Cette récession a déprimé les marchés commerciaux et les cours des principales matières. La baisse a aggravé la situation des pays producteurs de biens primaires; en revanche, elle a amélioré les termes d'échange de l'économie européenne, lui ouvrant une compensation à la réduction des ventes en Amérique du Nord, par l'augmentation des débouchés intérieurs.

La faiblesse de la demande de matières premières dénote de plus en plus un changement de structure. Les techniques industrielles élargissent l'utilisation plus rationnelle et moins volumineuse de ces matières, ainsi que leur remplacement par des produits de synthèse. Une grande part de la pression sur le dollar et la livre sterling est due à la faiblesse des prix des matières premières.

Au cours des dernières années, les reculs cycliques ont peu à peu perdu, dans les pays industrialisés d'Occident, le caractère général qu'ils avaient avant guerre. Ils affectent moins l'ensemble des branches d'activité, que des secteurs particuliers, et ils ne se propagent plus toujours d'une zone géographique à une autre. Ainsi, le Nord de l'Amérique a été isolé dans une récession qui, d'ailleurs, a très peu touché la consommation courante et n'a pas empêché la production des services de croître. Au surplus, la haute conjoncture européenne de 1960 a pu se développer sans les tensions et distorsions des paiements internationaux, éprouvées dans les périodes d'expansion de 1951 et de 1957.

Cette poussée de l'activité industrielle des pays d'Europe occidentale et le recul partiel, mais atténué, de l'activité industrielle aux Etats-Unis, ont été réalisés dans un climat de stabilité des prix, mais d'autres secteurs ont dû consentir certains sacrifices : notamment l'agriculture des pays moins développés et même celle des régions industrialisées, ainsi que la production des matières premières.

La République fédérale allemande, deuxième client de l'U.E.B.L., est le débouché extérieur de la Belgique qui a été le plus développé en 1960. Ce pays a connu, dans cette période, un rythme d'expansion économique très élevé, qui n'a été dépassé que par celui des Pays-Bas et de l'Italie. Le produit national brut allemand a augmenté encore plus vite en 1960 qu'en 1959. La pénurie de main-d'œuvre a été aggravée, la hausse des salaires, accélérée malgré l'accroissement de la population active. Ceci explique le boom des dépenses d'équipement industriel qui a ouvert des débouchés supplémentaires exceptionnels aux pays voisins de l'Allemagne. La République fédérale a néanmoins gardé, en 1960, une balance commerciale et une balance des paiements très excédentaires.

Les pays voisins de la Belgique ont pu développer simultanément leur consommation, leurs investissements et leur commerce extérieur. Cette expansion accrue a, en 1960, non seulement suscité, comme en 1959, un progrès de la production industrielle belge, mais surtout des investissements de l'industrie et, dans une mesure moindre, de la consommation. Il semble certain que, cette fois, les dépenses d'équipement pour l'extension de l'appareil de production aient été ajoutées à celles de la rationalisation. La consommation gardant un faible développement, en dépit d'une conjoncture aussi favorable, on voit à quel point, le marché intérieur offre peu d'accroissement de débouchés, dans les structures actuelles.

Ayant une population de faible accroissement, et, partant une main-d'œuvre très fixe, la Belgique devra accroître son équipement, pour répondre à une demande en progrès si marqué. Elle n'a pas, comme les Pays-Bas et la République fédérale allemande, connu une pénurie de main-d'œuvre, sauf pour certaines qualifications dans des secteurs aussi occupés que la construction des logements. Celle-ci a été à nouveau accélérée, tandis que l'édification de bâtiments industriels a suivi le même rythme que l'année précédente, ce qui contraste avec la forte poussée des investissements en outillage. Il est probable qu'une part accrue des constructions de génie civil

destinées à l'industrie a été consacrée aux nouvelles entreprises, plus nombreuses en 1960 qu'en 1959.

Selon les enquêtes semestrielles de la Banque Nationale sur la tendance des dépenses d'investissements nouveaux en capital fixe dans l'industrie, il y aurait eu un véritable boom de ces investissements depuis le début de 1960. Dans les secteurs observés, la sidérurgie, l'industrie des fabrications métalliques, l'industrie textile, les raffineries de pétrole, les industries du papier, du cuir et de la transformation du bois, les exploitations électriques, les dépenses auraient augmenté, par rapport à la moyenne semestrielle de 1959, de 20 % au premier semestre de 1960 et de 37 % au second semestre. L'amélioration des débouchés extérieurs surtout et aussi l'action stimulatrice de l'Etat ont eu un plein effet.

En revanche, le secteur public a moins investi que l'année précédente, mais, les dépenses de consommation de l'Etat auraient augmenté de près de 3 %. La consommation privée semble avoir augmenté : celle des aliments et des biens durables en particulier. La vente de ces derniers a été facilitée par les crédits consentis aux acheteurs. Cet accroissement à peu près général de la demande intérieure et extérieure, a suscité une augmentation notable du rythme de l'activité industrielle belge. Elle n'a entraîné toutefois qu'une hausse moins que proportionnelle de la consommation de l'énergie et des matières mises en œuvre, signe évident d'une amélioration des techniques de production.

Pour un indice d'activité industrielle plus élevé de 8,6 % d'une année à l'autre, la consommation apparente brute, sous forme primaire d'énergie n'a augmenté que de 2,7 %. Le tonnage de coke consommé en sidérurgie, pour produire 11,6 % de plus d'acier brut, n'a haussé que de 4,4 %. Une plus grande part du marché intérieur du charbon a été réservée à la production nationale; des primes ont été accordées à l'exportation et, en dépit de la haute conjoncture, l'écoulement global du combustible solide n'a que peu augmenté. Ceci montre combien l'amélioration est précaire.

L'activité de la sidérurgie belge, nonobstant le lent recul des prix mondiaux, a progressé; un tiers de la production a été exporté dans les pays de la C.E.C.A. Les investissements annuels belges ont apparemment doublé dans ce secteur. Pourtant, la quote-part de l'industrie nationale dans la consommation intérieure apparente a diminué. La situation difficile de l'industrie extractive, de celle des chantiers navals et de celle des usines de matériel roulant a ralenti par rapport à 1959, la vente globale des produits les plus lourds. L'expansion de la production des métaux non ferreux a dépassé les précédents records. L'activité de l'industrie des fabrications métalliques reflète le boom des investissements. La reprise y a été renforcée et les commandes ont dépassé les livraisons. Toutefois, une faiblesse fondamentale subsiste : la moitié seulement de l'ensemble des besoins intérieurs en produits de l'industrie des fabrications métalliques aurait été couverte par les producteurs belges, et cette part ne serait que d'un quart pour des produits élaborés, telles les machines-outils, celles du textile, les appareils de mesure, les véhicules à moteur terrestres et aériens. En 1960, le progrès

des importations de fabrications métalliques a été trois fois plus grand que celui des livraisons de l'industrie nationale au marché intérieur.

La branche du textile a atteint un nouveau record; elle tend de plus en plus à une production de haute qualité, exportée surtout en République fédérale allemande et aux Pays-Bas. Cela lui a permis de pallier les effets de la crise congolaise et ceux de l'installation d'industries textiles dans les pays sous-développés.

L'ensemble des moyens de transport a été utilisé plus intensément, en particulier au début de l'année. La part des chemins de fer a diminué au profit de celle des voies fluviales. Anvers a connu une activité record.

Dans l'ensemble, la réserve de main-d'œuvre disponible a pu répondre, sans tension, à l'augmentation du nombre des emplois offerts. L'effort d'investissement de l'industrie en témoigne : la rationalisation de l'utilisation de la main-d'œuvre a été intensifiée en 1960. Par endroit, il y a eu pénurie de certains spécialistes du travail du métal et de la construction. Mais l'absence de tension a prévalu et l'augmentation des salaires, moins rapide que l'année précédente en témoigne, les hausses dues à de nouvelles conventions salariales ont été atteintes dans les secteurs d'activité les plus en expansion. D'autre part, les prix de détail et de gros ont été stables : la baisse des cours des matières premières a été répercutee sur les prix des produits demi-finis.

Le volume de l'épargne a bénéficié de l'amélioration des revenus, et les bénéfices non distribués des entreprises atteignent un record. Le marché des capitaux a été aussi abondant qu'en 1959, mais les taux d'intérêt ont été raffermis, à cause de l'augmentation de la dette publique. La demande de capitaux sur le marché a augmenté, venant de l'accroissement sensible des émissions de l'Etat, et du niveau élevé des émissions nettes d'actions, celles des obligations ayant aussi été importantes.

Malgré la reprise conjoncturelle, les pouvoirs publics n'ont pu empêcher un accroissement de leurs dépenses. De ce fait, en dépit de recettes fiscales meilleures, le découvert de la Trésorerie a été aussi important que dans les années de récession. Il en est résulté une influence expansive du secteur public pareille à celle des années précédentes; à quoi il faut ajouter l'expansion de plus en plus accusée du secteur privé depuis le 2^e semestre 1959.

L'assainissement des finances publiques n'ayant pu être accompli en 1960, le Trésor a dû couvrir une part importante des dépenses de consommation de l'Etat, par l'emprunt et plus spécialement en monnaies étrangères, afin de ne pas alourdir le marché belge des capitaux.

L'aggravation des dépenses a été due à l'augmentation des charges de la dette publique, de l'instruction publique et aux dépenses exceptionnelles entraînées par la crise congolaise.

L'expansion du stock monétaire a été plus faible en 1960 qu'en 1959, mais la vitesse de rotation des dépôts à vue dans les banques, a augmenté. Les moyens d'action de ces institutions ont été très accrus et utilisés de façon plus intensive par les entreprises privées et par les particuliers, que l'année précédente. D'où la faiblesse du résescompte à la Banque Nationale,

Revenu national belge de 1952 à 1960 (a)

(aux prix courants - en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)
1. Rémunération des salariés (avant taxation).	173,84	176,99	183,04	194,55	209,01	227,39	234,36	236,06	252,22
a) Salaires et traitements	144,87	146,91	151,90	160,86	173,30	187,52	192,99	195,01	207,22
b) Rémunération des forces armées ...	8,08	8,70	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,16	12,10
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	20,89	21,38	22,10	24,08	26,35	29,97	30,74	29,89	32,90
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation)	91,73	96,84	100,02	102,73	104,68	107,56	107,26	110,18	112,14
a) Agriculture, horticulture et sylviculture.....	20,45	22,09	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,72	22,62
b) Professions libérales	8,38	8,65	9,29	9,52	9,95	10,19	11,20	11,86	12,52
c) Commerce et artisanat	62,90	66,10	69,30	71,60	73,90	74,10	73,80	74,60	77,00
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	4,86	4,86	5,31	5,99	6,45	6,20	5,58	5,96	6,33
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation).	36,91	42,20	46,52	50,19	54,71	57,59	59,98	62,37	66,86
a) Intérêts	8,49	9,51	10,68	11,87	12,78	13,56	14,70	15,70	16,95
b) Loyer	19,20	23,90	26,90	28,00	30,00	31,10	33,40	35,60	37,00
c) Dividendes et tantièmes	9,22	8,79	8,94	10,32	11,93	12,93	11,88	11,07	12,91
5. Libéralités des sociétés	0,36	0,34	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40	0,50
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	6,56	6,24	8,80	11,38	12,51	9,40	6,28	9,74	9,92
7. Impôts directs des sociétés, quelle que soit leur forme juridique	9,21	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,79	7,52	8,98
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	1,47	1,89	1,67	1,56	1,43	1,43	0,10	1,56	2,00
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,29	0,52	0,72	0,97	0,82	0,84	0,89	0,89	0,82
10. Moins : intérêt de la dette publique	- 7,65	- 8,22	- 8,98	- 10,09	- 10,62	- 11,04	- 11,89	- 13,20	- 14,93
Revenu national net au coût des facteurs ...	317,58	328,99	344,36	364,50	387,78	408,52	410,75	421,48	444,84

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les résultats ont été obtenus en appliquant la méthode décrite dans le *Bulletin de Statistique*, 42^e année, n° 3, mars 1956, p. 581-618. Le revenu national ainsi calculé est donc conforme aux normes admises par la Commission du Revenu National (actuellement remplacée par la Commission de la Comptabilité Nationale). Pour passer de cette notion à celle qui est définie par l'O.E.C.E. et l'O.N.U., il convient d'ajouter les deux premiers postes ci-dessous indiqués au montant établi, et d'en soustraire les deux derniers possibles.

(b) Données provisoires.

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)
1. Frais de transport et cotisations syndicales	3,52	3,68	3,79	3,87	4,08	4,27	4,35	4,42	4,56
2. Intérêts imputés pour services gratuits d'organismes financiers	2,25	2,27	2,30	2,50	2,70	2,90	3,20	3,60	4,00
3. Impôt foncier et contribution nationale de crise sur les propriétés bâties appartenant aux particuliers	-2,35	-2,50	-2,64	-2,84	-3,08	-3,49	-3,67	-4,26	-4,91
4. Impôt foncier et contribution nationale de crise sur les bâtiments d'exploitation des sociétés ...	-0,53	-0,56	-0,61	-0,64	-0,69	-0,80	-0,86	-1,01	-1,15

en dépit des grands besoins de liquidités. L'institut central d'émission a relevé son taux d'escompte au milieu de l'année, surtout pour combattre les spéculations exceptionnelles dues aux événements du Congo.

L'importance du solde positif des opérations sur marchandises et celle de l'entrée nette des capitaux, due aux engagements à court terme du Trésor public, sur les marchés financiers étrangers, ont permis de clôturer la balance globale des paiements de l'U.E.B.L., à l'inverse de l'année précédente, par un large boni, malgré l'ampleur des exportations de capitaux privés.

* *

Au total, la reprise de 1959 s'est muée, l'année suivante, en haute conjoncture; l'économie belge a bénéficié d'une expansion sans heurts, à l'abri de tensions prononcées. Les mouvements spéculatifs dus à la crise congolaise, ont été éphémères. Les prix intérieurs ayant été stables, les disparités internationales de prix ont favorisé la Belgique. Pourtant, les rigidités de la structure économique du pays, celles de l'appareil de production ainsi que celles de la composition de la main-d'œuvre, n'ont pas encore permis au pays de participer, dans la même mesure que les autres membres de la Communauté économique européenne, à la poussée exceptionnelle de l'activité industrielle en Europe occidentale.

APERÇU PAR SECTEUR

pulation L'évolution démographique de l'année écoulée a été caractérisée par un faible recul du nombre des naissances et une augmentation très forte du nombre des décès.

La natalité a été influencée défavorablement par un fléchissement du nombre des mariages pendant les années précédentes — conséquence du faible coefficient de natalité des années qui ont précédé la guerre — et par le départ de travailleurs étrangers.

L'aggravation de la mortalité découle sans doute plus de facteurs accidentels, tels que les conditions climatiques défavorables, que du vieillissement de la population.

Si l'accroissement naturel est inférieur à l'année précédente, l'augmentation globale de la population soutenue par un solde migratoire de 7 000 unités environ, a été à peu près la même qu'en 1959; ce sont les régions flamandes et le Brabant qui ont bénéficié de cette augmentation. En Wallonie, par contre, le nombre des habitants était à la fin de 1960 un peu moins élevé qu'un an auparavant, l'émigration ayant dépassé l'accroissement naturel de la population.

Le solde migratoire provient surtout du retour d'une partie des Belges du Congo. Le nombre des autorisations de travail délivrées à des immigrants a d'ailleurs été faible et un certain nombre de mineurs étrangers ont quitté le pays.

Emploi Sauf dans les mines, les progrès de l'expansion ont suscité une augmentation du nombre des emplois offerts ; globalement, la réserve de main-d'œuvre disponible dans le pays a pu y répondre. Mais par endroit et pour certains spécialistes du travail du métal et de la construction, il y a eu pénurie.

Le rythme de l'augmentation de l'emploi est demeuré assez faible. Il a été influencé défavorablement par la crise charbonnière et par l'accroissement de la productivité. Le nombre total des travailleurs occupés, à la fin de 1960, était encore inférieur à celui de la période précédente de haute conjoncture.

Dans l'industrie, il y a eu, en moyenne, près de 10 000 ouvriers occupés de plus qu'un an auparavant. Cet accroissement, assez faible, résulte de tendances divergentes. Tandis que le nombre des ouvriers mineurs a de nouveau diminué de 20 000 unités en raison des fermetures de mines, fermetures qui ont eu aussi des conséquences défavorables sur les industries complémentaires, le nombre de travailleurs de l'indus-

trie manufacturière a augmenté d'environ 30 000. Le rythme d'augmentation des embauchages a été un peu plus élevé qu'en 1959, dans la plupart des branches d'industrie. Quelques secteurs, comme l'industrie de la chaussure, ont dû licencier des travailleurs.

Les ouvriers de la construction ont été, en moyenne, un peu plus nombreux qu'en 1959. D'après les données de l'Institut National de Statistique, l'évolution de l'emploi a cependant été moins favorable pour eux que l'année précédente : c'est ainsi qu'au deuxième semestre leur nombre est revenu en dessous du niveau de 1959 : la réduction des travaux publics est la principale cause de cette évolution.

Les statistiques de l'Office national de Sécurité sociale révèlent que l'augmentation du nombre des employés a été un peu supérieure à celle du nombre des ouvriers ; le glissement de la catégorie des ouvriers vers celle des employés semble donc avoir persisté en 1960.

Chômage

Les progrès de l'emploi ont entraîné une certaine diminution de la réserve de main-d'œuvre. Le nombre des demandeurs d'emploi (chômeurs complets et chômeurs mis au travail par les autorités) a fléchi, sa moyenne étant d'environ 120 000, soit 22 000 unités de moins qu'un an auparavant. Dans presque toutes les branches d'activité, les charbonnages exceptés, la moyenne de chômeurs complets recensés est moindre qu'en 1959.

La diminution de la réserve de main-d'œuvre de 1959 à 1960 dépasse celle de 1956 à 1957, mais est encore inférieure à celle de 1955 à 1956.

Le niveau moyen du chômage complet est à peu près aussi élevé en 1960 qu'en 1958. Beaucoup de salariés congédiés lors du repli conjoncturel — principalement des ouvriers âgés — n'ont pas été réembauchés bien que le niveau de la production soit notablement plus élevé qu'avant la dépression. Une grande partie des travailleurs les plus âgés sont d'ailleurs considérés comme étant moins aptes au travail par les services de l'ONEM. A la fin de 1960, on estimait qu'environ 47 % des demandeurs d'emploi étaient aptes au travail, 36 % étaient considérés comme partiellement aptes et la réintroduction dans le processus normal de production des 17 % restants était considérée comme à peu près impossible.

Sans tenir compte des mineurs, le chômage par roulement est revenu à peu près au niveau de 1957. Dans la plupart des branches d'activité, le travail a été plus régulier qu'un an auparavant, surtout dans l'industrie textile où le chômage partiel est souvent très répandu par suite de l'évolution plutôt irrégulière des commandes.

La répartition du chômage a été quelque peu modifiée. Rapporté au nombre de travailleurs salariés, le recul a été le plus grand dans les provinces des deux Flandres et aussi du Hainaut.

Sous l'influence de l'expansion, la répartition d'après la durée a

aussi été modifiée ; l'importance relative du chômage court a diminué, tandis que la proportion des classes plus âgées a augmenté.

iculture Le revenu net des exploitations agricoles et horticoles a reculé en 1960. La valeur brute de la production agricole a d'ailleurs subi une diminution, compensée en partie par une réduction des coûts. Le recul provient surtout des produits des cultures, dont le prix moyen a fléchi de 6 %. En dépit d'une baisse du niveau des prix, la valeur brute du produit de l'élevage a augmenté, surtout dans le secteur laitier. Les résultats financiers ont été moins favorables en horticulture que l'année précédente, les légumes ayant baissé de prix ; pour les fruits, les prix ont été satisfaisants, mais la production a été restreinte, à la suite de gelées nocturnes tardives.

L'année 1960 a été marquée par un mauvais été et une moisson difficile. Le rendement à l'hectare a néanmoins été, dans la plupart des cas, plus élevé qu'au cours de l'année précédente, marquée par la sécheresse ; pour le froment d'hiver et l'orge d'hiver, il a cependant été un peu plus faible. Bien que la production de pommes de terre ait accusé une augmentation considérable, le résultat financier de cette culture a été beaucoup moindre. Le rendement des betteraves a été très élevé et la production de sucre a atteint un record. La qualité du lin a été moins bonne, par suite du mauvais temps, mais la récolte a été plus abondante qu'en 1959. Par contre, la production des cultures fourragères a été favorisée par le temps.

Comme chaque année, le cheptel chevalin a diminué par suite de la mécanisation. Tandis que le nombre des porcs a augmenté, le cheptel bovin a diminué, uniquement en vaches laitières. Néanmoins, la production de lait a nettement augmenté ; il est vrai que, l'année antérieure, les conditions météorologiques n'avaient pas été favorables. La hausse des livraisons de lait s'est poursuivie, tant pour le lait de consommation que pour celui destiné à l'alimentation du bétail. La production des dérivés du lait a augmenté et, après le fléchissement de 1959, la production de beurre s'est redressée. De même qu'en 1958, il y a eu un solde net d'exportation de beurre. Le prix moyen, au producteur, du beurre de laiterie a été plus élevé que l'année précédente ; celui du beurre de ferme a, par contre, été un peu plus faible.

Comme en 1959, l'augmentation de la consommation de viande a été moins élevée que celle de la production, de sorte que le solde d'importation a encore fléchi. Dans le secteur des bovidés, l'exportation des veaux a été soutenue par le Fonds agricole. Si le gros bétail a été plus cher que l'année précédente, les prix des porcs, par contre, ont été moins élevés ; au premier semestre, ils ont même atteint un minimum, mais au deuxième semestre le marché a été beaucoup plus ferme, grâce à d'importantes expéditions vers la France.

La politique agricole n'a pas subi de changements importants. Les efforts en faveur d'une structure équilibrée de la production agricole, c'est-à-dire judicieusement répartie entre les spéculations végétales et

animales, ont été maintenus. Ils visent aussi à améliorer la structure agricole et à rationaliser l'appareil de production, tout en maintenant le régime de l'exploitation familiale.

Le Fonds d'investissement agricole doit y contribuer. La tâche de ce fonds consiste à favoriser l'adaptation au progrès technique des bâtiments d'exploitation, du matériel et des habitations et à donner une solution aux problèmes de crédit découlant de la nécessité d'adapter la structure des exploitations aux changements des conditions économiques. Il fournit également les garanties nécessaires et accorde des bonifications d'intérêt ; c'est-à-dire qu'il rembourse la différence entre l'intérêt normal et le taux réduit des emprunts consentis au secteur agricole par les institutions de crédit reconnues.

Pêche maritime Après le fléchissement de 1959, les apports de poisson dans les ports belges ont augmenté en 1960. Ceci vaut pour le poisson de fond, dont le prix moyen a haussé.

L'amélioration dont la pêche côtière avait bénéficié en 1959 et qui était d'ailleurs due au temps doux, n'a été que temporaire. Les apports de crevettes ont de nouveau diminué et sont tombés en dessous du bas niveau des années 1957 et 1958. Grâce aux prix plus élevés, la recette a cependant été plus importante qu'au cours de cette dernière année. Les apports de poissons pélagiques ont également diminué, en même temps que les prix fléchissaient.

Industrie L'amélioration de la production industrielle, perçue en 1959, a persisté en 1960. Le nouvel indice de l'activité industrielle, dressé par l'Institut National de Statistique, a augmenté de 8,6 % par rapport à 1959. Comparé au niveau de haute conjoncture atteint en 1957, le progrès est de 4,8 % en dépit du fléchissement considérable de la production charbonnière.

En 1960, comme en 1959, les progrès de la production ont été plus faibles que ceux enregistrés dans les autres pays de la C.E.E. A long terme, la croissance paraît plus lente en Belgique que dans les autres pays industriels évolués, les Etats-Unis et le Royaume-Uni exceptés.

Le climat industriel a cependant été modifié depuis quelque deux ans. Jusqu'en 1958, les investissements belges ont eu plus pour but d'économiser de la main-d'œuvre ou du charbon que d'étendre la capacité de production. Depuis la réalisation de la Communauté économique européenne, par contre, de nouvelles entreprises ont été érigées et d'autres agrandies, en grande partie avec le concours du capital étranger et l'aide de l'Etat prévue dans les lois d'expansion. La rationalisation n'a cependant pas été négligée, mais, plus qu'auparavant, elle a pris la forme de fusions d'entreprises et de répartition du travail, entraînant la spécialisation.

La suppression graduelle des obstacles au commerce, entre les six pays, a permis de compenser le recul des exportations vers le Congo et l'Amérique du Nord.

D'une année à l'autre, la consommation apparente brute d'énergie, exprimée sous sa forme primaire, n'a augmenté que de 2,7 %; or, pendant ce temps, l'indice de l'activité de l'industrie manufacturière (I.N.S.) a haussé de 8,6 % et l'expansion a même surtout favorisé les secteurs gros consommateurs d'énergie. C'est qu'il faut tenir compte des économies réalisées par la mise en œuvre d'appareils plus perfectionnés, par l'amélioration des méthodes de production ainsi que par la substitution aux combustibles solides d'autres formes d'énergie.

L'expansion des besoins de la sidérurgie et des centrales électriques n'a entraîné qu'une augmentation de 2,3 % de la consommation apparente totale de combustibles solides. Par contre, les ventes de produits pétroliers ont progressé de 11,1 %, en dépit de la légère diminution de la consommation d'essence. La part des combustibles solides dans la consommation totale d'énergie a, par conséquent, continué de flétrir.

Le profond recul de l'écoulement intérieur global de *charbon*, apparu dans la deuxième moitié de 1957 et en 1958 a été suivi par une stabilisation, avec une légère tendance à la hausse; il a été livré 25,1 millions de tonnes, contre plus de 30 millions en 1956.

Le recul considérable des exportations de charbon, enregistré depuis 1956, a aussi pris fin au milieu de 1960; le progrès du deuxième semestre a cependant un caractère un peu artificiel du fait de l'octroi de deux sortes de primes à l'exportation : — pour les ventes à l'Italie d'une part et aux pays tiers d'autre part, à charge d'un fonds temporaire alimenté par un impôt triennal dégressif sur le fuel-oil — ; les primes couvrent la moitié de la différence entre le barème et le prix. En dépit de cette amélioration, les exportations n'ont pas atteint le tiers de celles réalisées en 1955. Il faut rappeler que les exportations vers la France, les Pays-Bas, le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale allemande, comme du reste les importations en provenance de la C.E.C.A. et des pays tiers, sont contingentées, depuis le 1^{er} janvier 1960 et jusqu'à la fin de 1963, dans le cadre de l'isolement partiel du marché charbonnier belge.

Malgré la légère augmentation, l'écoulement global de charbon n'a pas dépassé 27 millions de tonnes, contre 36 millions en 1955. Le niveau des deux années précédentes a été difficilement maintenu en dépit de la haute conjoncture; il faut en conclure que l'équilibre atteint est très instable et que le moindre fléchissement de l'expansion conjoncturelle provoquerait un nouveau recul. L'isolement du marché belge, depuis le début de 1960, devient d'ailleurs chaque année moins absolu. Les importations avaient été restreintes à 4 millions de tonnes dont 2,9 millions sont livrées par les pays de la Communauté; elles ont fluctué, depuis le milieu de 1959, autour de 300 000 t par mois, contre plus de 500 000 t dans la deuxième moitié de 1958 et au premier semestre de 1959.

L'adaptation de l'offre intérieure et de la capacité de production, à ce nouveau palier, a été poursuivie tandis que le recul des importations

et un léger progrès des livraisons globales ont provoqué une augmentation de 5,7 % des ventes de charbon belge : 23,5 millions de tonnes, contre 22,2 millions. La capacité de production a été réduite de 2,5 millions de tonnes et la production a été freinée notamment par le maintien de l'arrêt du recrutement de mineurs étrangers ; le nombre des travailleurs inscrits a ainsi été réduit de 18 000. La perte de production par chômage, pour des raisons économiques, est évaluée à 3,1 millions de tonnes pour 1960, dont les trois quarts pour le bassin de la Campine dont le prix de revient est cependant plus favorable, contre 5,7 millions de tonnes en 1959. En définitive, la production charbonnière, malgré les grèves de fin d'année, a été maintenue au niveau de 1959, soit 22,5 millions de tonnes, contre 29 à 30 millions de tonnes avant 1958. La part de la Campine, malgré le nombre plus élevé de jours de chômage, a augmenté jusqu'à 42 % contre 36 % en 1957.

Les stocks des mines ont pu être réduits d'un million de tonnes ; ils atteignaient cependant encore 26 % des ventes globales de 1960 et 29 % de la production. Toute l'année, l'interdiction de vendre plus de 20 % des stocks non saisonniers a été maintenue et les primes à l'exportation n'ont été accordées que pour le charbon nouvellement extrait.

L'augmentation des ventes des charbonnages belges, jointe à une diminution du chômage et à la réduction des stocks, qui a permis un recours plus faible au crédit bancaire, de même que le progrès considérable de la productivité globale des mineurs a amélioré les prix de revient. Cette amélioration a été surtout importante dans les bassins wallons par suite de la fermeture des mines à prix de revient plus élevés et d'une réduction plus forte des jours de chômage, mais elle a été freinée par les grèves de fin d'année. Le nombre de travailleurs, qui avait atteint 154 000 fin janvier 1958, étant retombé à 121 600 fin 1959 et à 103 600 fin 1960, la production moyenne par travailleur et par poste de 8 heures a augmenté de 13,5 % pour le fond et de 12,3 % pour le fond et la surface. Ceci constitue de loin le progrès le plus important depuis la guerre ; mais, s'il dépasse largement ceux obtenus en France, aux Pays-Bas et en Sarre, il n'a guère rapproché les bassins belges de celui de la Ruhr, dont l'importance est prédominante en Europe occidentale. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il s'agit ici de la productivité moyenne influencée favorablement par la fermeture des mines et l'augmentation de la part des puits limbourgeois, mais défavorablement par les interruptions de travail de toute nature.

Mais l'amélioration du prix de revient moyen a été de pair avec une nouvelle réduction du prix de vente moyen. Cette baisse est due en partie à l'introduction de barèmes de prix moins élevés et aux primes d'été ; elle est aussi une conséquence de l'accroissement de la part des charbons campinois, moins chers, et des rabais qui ont dû être pratiqués pour faciliter les ventes.

La perte, à la tonne extraite, a, sauf pour la Campine, été moins élevée que pour les deux années antérieures.

En accord avec le programme d'assainissement, les subsides directs, au sens strict du terme, ont été réduits de 918 à 530 millions de francs. Par contre, de nouveaux postes, aide salariale et primes à l'exportation, ont été créés et le montant des avances récupérables octroyées a augmenté. Finalement, les subsides directs et les avances totalisent 787 millions, soit 400 millions de moins qu'en 1959. Malgré la diminution du nombre des travailleurs, les subsides à caractère social ont augmenté de 400 millions du fait du nombre croissant des pensionnés.

Le niveau peu élevé des ventes, en dépit de la haute conjoncture ; le faible progrès relatif de la productivité par rapport à la Ruhr ; les programmes d'assainissement des pays voisins ; la persistance d'un solde comptable négatif ; les difficultés d'exportation et le caractère artificiel de la réduction temporaire des importations, montrent la précarité de la légère amélioration. De plus, il ne semble pas que la baisse des prix, commencée en 1958 dans le secteur des produits pétroliers, soit sur le point de prendre fin, de sorte que, sauf intervention des pouvoirs publics, la détérioration du marché du charbon-vapeur persistera.

L'écoulement du charbon n'est pas touché seulement par le remplacement rapide du charbon-vapeur par des huiles combustibles ; depuis peu des progrès considérables ont été réalisés dans son utilisation ; ceux-ci peuvent représenter jusqu'à 40 % d'économie de coke dans certains hauts fourneaux. En 1960, les livraisons de coke à l'industrie sidérurgique n'ont augmenté que de 4,4 %, bien que la production de fonte ait progressé de 9,3 % et celle d'acier brut de 11,6 %. Contrairement aux années précédentes, les ventes de coke aux autres utilisateurs ont augmenté, surtout aux fonderies et à l'industrie chimique. Les cokeries ont utilisé 4,8 % de charbon en plus ; sous l'influence des restrictions à l'importation, elles ont acheté 11,3 % de charbon belge en plus, tandis que la quantité de fines à coke importées a diminué de 11,8 %, de sorte que la part du charbon belge dans le total des achats est passée de 71 à 75,6 %.

Les cokeries ont produit 5,5 % de gaz en plus ; pour le gaz de haut fourneau l'augmentation est évaluée à 7,6 %. Les fermetures de charbonnages ont, par contre, réduit le captage du grisou. Compte tenu de la consommation propre et des pertes chez les producteurs et chez les distributeurs et de l'évolution des importations et des exportations, la consommation intérieure globale de gaz de distribution (c'est-à-dire la totalité du gaz sauf le gaz de pétrole liquéfié et le gaz livré directement aux utilisateurs industriels par les raffineries de pétrole) a augmenté de 6,4 % ; ceci constitue un rythme d'augmentation beaucoup plus élevé qu'au cours des années précédentes.

L'augmentation de la consommation d'électricité a aussi été plus forte que précédemment : 8,4 %. L'utilisation de pétrole pour la production d'électricité, qui avait fléchi en 1959 à la suite de l'interdiction d'utiliser les schistes de terril, est revenue en 1960 au niveau de 1958.

La consommation globale de *produits pétroliers* continue de progres-

ser rapidement : 11,1 % en 1960, exclusivement à cause de la demande croissante d'huiles combustibles, de gaz et de produits chimiques.

La consommation d'essence, dont le rythme d'accroissement avait continuellement fléchi ces dernières années a été, en 1960, pour la première fois depuis la guerre, moins élevée que l'année précédente ; la tendance est à l'utilisation de véhicules plus économiques.

La consommation intérieure apparente de gasoil et de fuel-oil a augmenté de 16 %, alors que la consommation non spécifique de combustibles solides, c'est-à-dire les livraisons autres qu'à la sidérurgie et aux centrales électriques et non compris la consommation propre des producteurs, en dépit de la haute conjoncture, a fléchi de 0,2 %. Ce contraste frappe d'autant plus qu'en 1959 et en 1960, les huiles minérales ont été taxées plus lourdement et que les producteurs de combustibles solides ont fait un effort sérieux pour abaisser leurs prix et mettre sur le marché des appareils plus économiques et d'un emploi plus aisé.

Industrie manufacturière

En 1960, la haute conjoncture des pays d'Europe occidentale a déterminé, chez eux, un nouveau record de la *production sidérurgique*. A la suite d'une diminution des commandes des pays tiers, la demande globale aux producteurs de la C.E.C.A. a accusé une légère tendance à la stabilisation ; en effet, l'augmentation des achats intérieurs et des achats mutuels des pays de la C.E.C.A. n'a fait que maintenir le volume global des commandes au niveau de 1959.

De plus, la concurrence internationale s'étant fort accrue, notamment celle des Etats-Unis, du Japon et du Royaume-Uni, les prix ont lentement reculé sur le marché sidérurgique mondial ; à la fin de l'année, ils étaient de 10 % inférieurs au niveau de janvier 1960.

Le rythme d'expansion de l'industrie sidérurgique belge qui, pour les onze premiers mois, avait déjà été dépassé par l'Italie, l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas, a en plus été défavorablement influencé par les grèves de fin décembre.

Dans les produits finis, il faut noter surtout le progrès des tôles fines laminées à froid — une tendance qui se marque déjà depuis 1956 — et des aciers plats. Par ailleurs, les ventes sur le marché intérieur (Grand-Duché de Luxembourg compris), de produits lourds et demi-lourds sont demeurées en dessous du niveau de 1959, à cause de la situation économique difficile de l'industrie extractive, des chantiers navals et du secteur du matériel roulant, alors que tous les autres secteurs ont augmenté leurs achats. Au total, la quote-part de l'industrie nationale, dans la consommation intérieure visible, a diminué.

La notion de marché national semble perdre de son importance parmi les pays de la Communauté, en raison de l'intégration des marchés sidérurgiques des six partenaires. En 1960, grâce à la demande exceptionnelle de la France et de l'Allemagne occidentale les exportations belges, surtout de produits demi-finis, ont fort augmenté vers ces pays

et, dans une moindre mesure, vers les trois autres partenaires. Ainsi les cinq Etats membres ont reçu un tiers de la production sidérurgique belge.

Les sidérurgistes belges ont réalisé d'importants investissements en 1960, dont la valeur globale a été double de la moyenne 1957-1959, ce qui a contribué à augmenter de plus de 10 % la capacité de production d'acier Thomas. Ils ont réussi, contrairement à d'autres pays de la C.E.C.A., à augmenter leurs livraisons. Pourtant la concurrence des autres grands producteurs devient de plus en plus âpre ; les pays neufs créent eux-mêmes une industrie sidérurgique ou étendent les entreprises existantes ; les Etats-Unis, qui à cause des grèves avaient accru leurs achats, en 1959, sont redevenus exportateurs. Les pays du Moyen-Orient, clients traditionnels de la sidérurgie belge, ont fort augmenté leurs achats, tandis que les pays de l'Europe orientale ont aussi placé des ordres importants. La demande congolaise est tombée, en tonnage, au cinquième de celle de 1957.

Le secteur des *métaux non ferreux* a été marqué par une vive expansion qui a dépassé de loin les records de la précédente haute conjoncture. Les entreprises belges se sont efforcées de diversifier les sources d'approvisionnement, surtout de zinc et de plomb, tandis que les pays neufs entendent créer leur propre industrie de transformation.

Parmi les métaux bruts, le progrès le plus important a été enregistré pour le cuivre. La levée des restrictions à la production de l'étain a constitué un vif stimulant pour cette industrie, bien qu'il subsiste encore un retard considérable par rapport à d'autres années d'après-guerre dû aux difficultés d'approvisionnement en minerais congolais. Le fléchissement de la production de plomb, en cours depuis 1956, a été interrompu pour la première fois.

Les progrès ont encore été plus considérables dans le secteur des produits demi-finis. Les possibilités d'utilisation toujours croissantes de l'aluminium expliquent le rythme d'expansion qui caractérise ce secteur depuis 1950. Seule, la production de demi-produits en zinc a, comme les années précédentes, diminué.

La reprise qui s'annonçait dans l'*industrie des fabrications métalliques*, depuis la deuxième moitié de 1959, a encore gagné en vigueur. Un nouveau record a été atteint, aussi bien pour les commandes que pour les expéditions et le nombre des travailleurs inscrits a augmenté plus vite que le nombre des heures de travail prestées ; celles-ci ont été anormalement influencées par les grèves de la fin de l'année.

Le rythme d'accroissement des commandes destinées à l'exportation a dépassé, comme en 1959, celui des ordres du marché intérieur. Les expéditions ont accusé une tendance semblable. L'interpénétration économique des six pays du Marché Commun — où la haute conjoncture n'a guère été interrompue depuis 1956 — n'y est certainement pas étrangère. En 1960, plus des deux tiers des produits importés étaient originaires de la Communauté Economique Européenne, alors que ces pays ont acheté près de la moitié de nos exportations. Tandis que les expéditions

au marché intérieur ont augmenté de près de 3 milliards, les importations ont progressé trois fois aussi vite. D'après certaines évaluations, environ la moitié seulement des besoins spécifiques intérieurs de produits de l'industrie des fabrications métalliques serait couverte par les livraisons de l'industrie belge. Ce taux est beaucoup plus élevé pour les produits de première transformation mais diminue au fur et à mesure que le degré d'élaboration augmente. Il n'est que d'un quart ou moins pour les autos et parties d'auto, les machines-outils, les appareils de mesure, les machines textiles et les avions.

L'affaiblissement de la demande congolaise a influencé dans une mesure assez considérable les ventes de certaines branches, notamment celles des tôles galvanisées, des motos et vélos, la construction métallique et certains secteurs de la construction mécanique.

L'augmentation de la demande de produits de première transformation est venue surtout du marché intérieur, seuls la tréfilerie et l'étirage ont reçu d'importantes commandes étrangères. La vente de biens de consommation durables a été très satisfaisante, mais les livraisons intérieures, notamment d'accessoires du bâtiment, sont freinées par une augmentation des importations. La demande nationale de biens d'équipement s'est développée, surtout dans la deuxième moitié de 1960 ; les commandes étrangères, par contre, sont demeurées toute l'année à un niveau élevé. En prévision de l'augmentation de la concurrence, dans le cadre du Marché commun, d'importants accords de coopération ont déjà été conclus avec des firmes étrangères, dans certains secteurs de la production de biens d'équipement. Cependant, une profonde réorganisation économique et technique et la spécialisation ont été entamées, notamment dans les secteurs des machines motrices, des appareils de levage et de pesage, des instruments de mesure et de laboratoire. Il faut noter la forte augmentation des exportations de machines-outils qui correspondent à peu près aux trois quarts de la valeur des importations. L'état de crise du secteur du matériel de chemin de fer menace l'existence de certaines entreprises. La reconstruction de la flotte intérieure allège temporairement les difficultés des constructeurs. Dans les ateliers de montage de véhicules automobiles, l'activité a été très élevée, bien que le nombre des voitures importées ait fort augmenté. Stimulée par une demande étrangère toujours croissante, la production d'armes a augmenté ; il semble cependant que la production liégeoise d'armes de chasse rencontre de sérieuses difficultés.

Globalement, 1960 a été une année favorable pour l'*industrie chimique*, bien que la plupart des prix aient été déprimés par l'accroissement de la concurrence. Cela a été le cas notamment pour les engrains azotés ; en dépit des baisses de prix, l'exportation a fléchi et une part plus grande de la production nationale a été écoulée sur le marché intérieur. Dans le secteur de la chimie organique, le niveau de l'activité est demeuré élevé durant la plus grande partie de l'année écoulée, puis il a fléchi au dernier trimestre. La demande de dérivés du charbon a fort augmenté ; les quantités exportées d'huiles de goudron ont doublé

par rapport à 1959. La vente de couleurs et de colorants a été favorisée par la forte activité des industries textiles et de la construction, aussi bien en Belgique qu'en Europe occidentale. L'extension de la capacité de production dans le secteur pharmaceutique a encore progressé, malgré le recul des exportations ; les importations ont diminué en tonnage mais augmenté en valeur. La production de savons et de détergents qui, comme dans les autres pays de la C.E.E., était demeurée stable depuis quelque deux ans, n'a subi aucune modification importante. La production d'allumettes est freinée par le recul persistant de l'exportation.

Grâce, surtout, à une nette augmentation des exportations, la production de l'*industrie textile* a été fort supérieure au niveau de 1959 et, d'après l'indice de l'Institut National de Statistique, le sommet de la haute conjoncture précédente a été dépassé. Les importations globales ont assez fort augmenté, mais cette évolution a été plus prononcée pour les produits élaborés que pour les matières premières. Les prix de gros et de détail ont accusé une grande stabilité ; seuls, les cours du jute brut ont marqué une vive hausse.

La situation diffère cependant selon les secteurs. L'industrie cotonnière, qui avait traversé une crise en 1958, a repris son expansion, sans atteindre cependant les résultats records de 1957. Les exportateurs de fils de coton s'efforcent d'étendre leurs débouchés aussi bien en Allemagne qu'en Amérique et en Asie. La vente de tissus de coton en Belgique montre un retard important par rapport à la précédente haute conjoncture. La filature de laine peignée a fort progressé alors que celle de laine cardée a légèrement diminué. Le recul des ventes de tissus de laine dans le pays a été neutralisé par une augmentation des exportations. Dans le secteur de la filature du lin, la production dépasse nettement le niveau de l'année précédente grâce, notamment, à l'apparition du nouveau procédé de filature de fibres de lin non roui ; la vente de tissus de lin a fort progressé, non seulement en Belgique mais aussi à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, en Allemagne occidentale et en Suède. Il faut aussi noter l'importation croissante de produits de lin de haute qualité en provenance du Royaume-Uni. L'insuccès de la récolte de jute au Pakistan a freiné la production durant la deuxième moitié de 1960. Les importations de tissus et de sacs de jute d'Asie et des pays du bloc oriental ont fort augmenté : en 1960, 40 % seulement de la consommation intérieure de tissus et de sacs de jute ont été couverts par la production nationale, contre 72 % en 1950. Dans le secteur des fibres artificielles et synthétiques, il subsiste pour les filés et tissus, malgré une amélioration par rapport à 1959, un recul par rapport à la précédente haute conjoncture. Pourtant ce secteur a été le théâtre d'efforts marqués d'investissement d'essais de diversification de la production et de la réalisation de nouveaux produits. Les progrès des fils synthétiques continus, apparus en 1955, persistent sans flétrir. La production de fibranne a augmenté malgré le recul des exportations vers le Congo. Les importations de filés de fibranne, dont plus de la moitié provient d'Espagne, continuent

d'augmenter. L'accroissement de la vente intérieure de couvertures de coton n'a pu compenser la perte du marché congolais qui, jusqu'ici, constituait un débouché très important. La production de couvertures de pure laine, dont le prix de revient est assez élevé, est en légère diminution ; par contre la fabrication de couvertures faites de fibres mélangées a fort augmenté. Le recul des tapis de laine a été largement compensé par les progrès des tapis en autres matières, surtout en jute. Dans le secteur des tissus d'ameublement, la situation a été très favorable. L'industrie de la bonneterie a, pour la première fois, travaillé plus de fils de coton que de fils de laine. Les progrès des fils synthétiques sont cependant frappants. Les exportations de vêtements de dessus en tricot ont encore augmenté et elles représentent déjà deux tiers du total des exportations de bonneterie. Le secteur de la confection est caractérisé par le progrès des ventes de la plupart de ses branches.

En 1960, l'activité de l'*industrie de la chaussure* a fort augmenté. Bien que l'expansion des exportations ait continué, les quantités importées ont atteint le double des exportations. Les tanneries n'ont pas profité de cette situation : la diminution de l'activité est très sérieuse dans le secteur du cuir lourd, à cause de l'utilisation croissante des produits de substitution et d'une diminution des possibilités d'emploi.

L'augmentation de la consommation intérieure a favorisé la production de la plupart des *industries alimentaires*, la brasserie exceptée. Par suite des conditions climatiques favorables, la production sucrière a été extraordinairement élevée. La production de confiture a atteint un record, en dépit de la concurrence extérieure toujours plus vive. Alors que la production de margarine a progressé au même rythme que les années précédentes, l'exportation a fort augmenté.

Les ventes de *tabac* qui, depuis trois ans, fluctuent autour du même niveau, ont subi l'influence de la demande croissante de produits de qualité.

L'*industrie du papier* a passé une très bonne année. La production de toutes les sortes de papier et de carton a augmenté, de même que celle d'articles en papier : la part de la Belgique dans la production globale de papier des pays de la C.E.E. est demeurée inchangée. Cependant, la consommation intérieure a augmenté plus que la production nationale et que les exportations et plus de la moitié des besoins intérieurs en papier et carton ont été couverts par les importations, contre 38 % en 1950.

La vive activité, qui a marqué l'*industrie de la construction* est due, pour une bonne part, à l'intensification de la construction d'habitations. Le nombre des autorisations de bâtir et celui des maisons achevées ont atteint de nouveaux records. Cependant, moins de primes à la construction ont été accordées en 1960 qu'au cours de l'année record 1959. Le retard de la construction des bâtiments professionnels par rapport à la précédente haute conjoncture demeure considérable. Les travaux publics ont été moins actifs que l'année précédente.

L'intense activité de la construction, en Belgique comme dans les

autres pays de l'Europe occidentale, n'a pas suscité une trop grande tension sur le marché des matériaux de construction. La Belgique est le seul pays de la Communauté économique européenne dont la production cimentière soit demeurée en dessous du niveau de 1959. Ceci est dû à l'étroitesse du marché national et à la diminution des expéditions outre-mer. Les commandes de verre à vitres (dont au moins 90 % viennent de l'étranger, surtout des Etats-Unis et des Pays-Bas) qui avaient considérablement augmenté depuis la fin de 1958, ont été, en 1960, inférieures d'un quart à l'année précédente. L'expansion des glacières a été freinée par les difficultés de certaines entreprises automobiles. Dans le secteur du verre creux, par contre, l'accroissement de la production a été considérable. Grâce à l'augmentation de la demande intérieure, qui est cependant demeurée moins élevée qu'au cours de la précédente haute conjoncture, la production de briques a atteint un niveau très élevé. Le recul, par rapport aux années 1955-1957, est cependant encore important. Dans les carrières, l'activité a également augmenté, tandis que les progrès de la production du calcaire et des dolomies ont persisté.

transport L'expansion conjoncturelle et l'intensification du commerce entre les partenaires de la C.E.E. ont aceru l'activité des entreprises de transport. Les statistiques disponibles ne donnent cependant pas une image complète de l'évolution, aucune donnée n'existant pour la branche dont l'expansion est peut-être la plus rapide, le transport par route. Les statistiques relatives à l'année 1960 ont aussi été influencées par les grèves des derniers jours de décembre.

Par suite du ralentissement de l'expansion conjoncturelle en 1960, le rythme d'accroissement des transports de marchandises, par chemin de fer et par voie fluviale, a diminué. Cette évolution a cependant été moins ressentie par ce dernier moyen de communication à cause de l'évolution qui l'avantage au détriment du chemin de fer. Pour la première fois, le tonnage transporté par voie fluviale a été plus élevé que celui transporté par chemin de fer, mais le parcours moyen a été moindre. L'expansion du transport routier paraît s'accélérer.

La vente des véhicules utilitaires neufs a crû depuis l'automne de 1959 et s'est élevée à près de 17 600 pour la période d'août 1959 à juillet 1960, contre 15 300 au cours des 12 mois précédents. Le nombre des véhicules servant au transport de marchandises est passé de 160 000, en août 1959, à 167 000 un an plus tard, soit 4 % d'augmentation, au lieu de moins de 3 % au cours de la précédente période d'un an.

L'augmentation du trafic de marchandises par chemin de fer ralentit graduellement. Après un vif recul estival, le tonnage global transporté en octobre et novembre n'a été que 3 % plus élevé qu'un an auparavant, tandis que le taux d'accroissement s'élevait encore à 16 % pour le premier trimestre et que, pour l'année entière et en dépit des grèves du mois de décembre, la progression est de 4 %. En 1960, le volume des marchandises transportées a été inférieur de 9 % à 1956, année du précédent sommet conjoncturel ; en outre, la structure des

marchandises transportées a subi des changements considérables ; les transports de minéraux ont été beaucoup plus élevés qu'en 1956, mais ceux de combustibles solides, de produits métalliques, de matériaux de construction, de produits de carrières et de produits chimiques ont diminué.

La navigation intérieure, par contre, a transporté en 1960 plus de produits des trois derniers groupes ci-dessus qu'en 1956 et les transports de charbon et de coke sont demeurés équivalents. Globalement, les transports fluviaux ont été, l'an passé, de 16 % plus élevés qu'en 1956. Le tonnage transporté sur péniches a été pour la première fois plus important que celui transporté par chemin de fer.

De 1959 à 1960, le poids des marchandises transportées par voie fluviale a augmenté de 12 %. Le rythme d'accroissement a ralenti graduellement en cours d'année.

Le nombre des navires enregistrés au port d'Anvers et leur tonnage global ont atteint un nouveau record, tandis que leur tonnage moyen a augmenté très légèrement. Les chargements et déchargements de navires de mer ont plus augmenté que le tonnage des navires entrés, mais ils sont demeurés moins élevés qu'en 1956 et 1957. Les expéditions ont été plus fortes qu'en 1956, mais les apports sont demeurés moindres, par suite du fléchissement des importations de charbon à moins d'un cinquième des quantités de 1956 (3,4 millions de tonnes). Par contre, les importations de la plupart des autres catégories de marchandises ont été beaucoup plus importantes qu'au cours de cette année-là. Les importations de charbon et de coke ont encore fléchi par rapport à 1959.

Au port de Gand, le trafic de marchandises est demeuré à peu près aussi élevé que l'année précédente. Le tonnage chargé a diminué, mais les entrées de marchandises ont augmenté, surtout pour le transit.

La composition de la flotte marchande battant pavillon belge a subi quelques changements non négligeables. De nombreux bâtiments ont été vendus et en général remplacés par des unités plus grandes. La flotte a été rajeunie ; le nombre de navires a diminué d'une unité, mais leur tonnage global a sensiblement augmenté, à la suite notamment de la mise en service de deux très gros tankers. Le tonnage désarmé a légèrement fléchi.

Le transport de fret par avion a fort augmenté en 1960. Après avoir fléchi de 8 % en 1959, l'augmentation des frets sur l'ensemble des aérodromes belges a atteint 48 % en 1960. L'accroissement n'atteint cependant que 25 % sur l'aérodrome de Zaventem mais, à Ostende, où le trafic est constitué surtout des voitures de touristes britanniques, l'augmentation en tonnage a été de 91 %.

Le trafic des passagers sur les aérodromes belges n'a augmenté que lentement en 1960. Le progrès est de 13 % et le trafic est demeuré inférieur au niveau atteint en 1958. Le nombre des appareils a encore augmenté plus faiblement, mais leur coefficient de chargement s'est amélioré.

A la suite des événements du Congo, le trafic des passagers de la Sabena a été exceptionnellement élevé en été et le nombre de voyageurs-kilomètre a été en 1960, 58 % plus élevé qu'en 1959, le trafic postal, par contre, a fléchi considérablement.

Depuis la reprise conjoncturelle de 1959, l'accroissement des dépenses des consommateurs semble en grande partie se diriger vers les biens de consommation durables, notamment les voitures. La vente de véhicules neufs est passée de 96 000, pour la période août 1958-juillet 1959, à 118 000 un an plus tard ; le nombre de voitures en circulation dans le pays était estimé à 685 000 en août 1959 et à 754 000 en août 1960, soit une augmentation de 10 % (8 % au cours de chacune des deux années précédentes). Le nombre des autobus a augmenté également, mais le nombre des motos a fléchi graduellement. L'augmentation du nombre des vélosmoteurs est revenue à 10 % en 1960 contre 16 % en 1959 et le nombre des vélos continue à flétrir très lentement.

L'usage croissant des véhicules à moteur et spécialement des vélosmoteurs pourrait être une des causes du fléchissement du trafic de la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, où le parcours moyen reste assez faible. En 1960, le recul n'a été que de 1 %, contre 2 % en moyenne pour la période 1957-1959, abstraction faite de l'influence de l'Exposition. Le glissement entre les divers moyens de transport s'est cependant poursuivi.

Globalement, le trafic de voyageurs de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges a un peu augmenté en 1960. Le trafic avec billet ordinaire, qui était demeuré à peu près stable depuis des années, à l'exception de l'augmentation de 1958, a fléchi très légèrement, mais le trafic de pointe des derniers jours de décembre a été fort perturbé par les grèves. Le trafic par abonnement de travail ou de semaine, lié au niveau de l'emploi dans certaines régions, a fléchi de 1957 à 1959, mais il a augmenté depuis. Pour les onze premiers mois de 1960, ce trafic a été près de 3 % plus élevé qu'un an auparavant, mais le montant annuel n'a pas augmenté par suite des grèves de décembre. Le trafic continue de croître pour toutes les autres formes d'abonnement ; le rythme de la progression a dépassé 4 % en 1960.

En 1960, le secteur de la distribution a connu un progrès marqué dans tous les domaines.

Le nombre des entreprises commerciales, soumises à la sécurité sociale, a augmenté dans une mesure beaucoup plus forte que l'année précédente (+ 2,9 %) et l'importance du personnel appointé et salarié s'est encore accrue plus vite (+ 4,16 %).

Le nombre des inscriptions au Registre de commerce dépasse toujours celui des radiations, aussi bien pour les affaires individuelles que pour les sociétés commerciales ; cependant, le solde positif est moins élevé cette année, par suite d'une augmentation beaucoup moins considérable du nombre des affaires individuelles et en dépit d'un plus fort accroissement du nombre des sociétés commerciales.

Le nombre de sociétés créées pour le commerce de gros et de détail a dépassé celui de l'année précédente déjà en fort progrès ; cependant, l'avance est plus marquée pour le commerce de gros que pour celui de détail ; de plus, l'importance du nombre des sociétés de personnes à responsabilité limitée est plus grande dans le commerce de gros. Le capital nominal moyen des nouvelles sociétés de commerce de détail a été anormalement élevé du fait de la création de quelques sociétés anonymes ; il a aussi augmenté pour le commerce de gros. Le montant nominal des augmentations de capital est demeuré, pour le commerce de détail, au niveau de l'année précédente, tandis que pour le commerce de gros il a de nouveau fort augmenté. Le nombre des sociétés dissoutes par liquidation ou fusion a été plus élevé qu'en 1959 ; l'excédent global des créations sur les suppressions a cependant augmenté par rapport à l'année précédente, mais il n'est dû qu'au commerce de gros.

Le nombre des faillites aussi bien que celui des concordats judiciaires ont diminué par rapport à l'année précédente ; le recul est assez prononcé pour les concordats judiciaires (25 %).

L'accroissement des ventes dans les grands magasins à rayons multiples (+ 8,3 %) est plus considérable que l'année précédente. Il y a eu aussi progrès dans les coopératives (+ 4,5 %), mais dans les chaînes de magasins spécialisés en produits alimentaires l'avance (+ 4,5 %) a été moins forte qu'en 1959 (+ 5,3%). Les ventes des grossistes en alimentation générale ont augmenté à peu près dans la même mesure que celles des grands magasins. Or, l'indice global des prix de détail est demeuré stable au cours de cette période, de même que l'indice partiel des produits alimentaires.

Au cours de l'année 1960, l'activité de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel a connu un développement sans précédent. Par suite de la forte augmentation du nombre de crédits accordés et aussi de leur montant moyen, le record de l'année précédente a été dépassé de plus de 60 %. Ceci est attribué à une plus large notoriété du réseau, à l'élargissement des conditions d'octroi des crédits et à l'évolution de la conjoncture au cours de l'année écoulée. L'importance relative du commerce de gros et de détail, dans le nombre de crédits professionnels accordés et dans leur montant global, a diminué à nouveau et est revenue respectivement de 20,5 % et 19,5 %, en 1959, à 19,9 % et 19,1 % en 1960. Le produit du Timbre et des taxes assimilées a augmenté de 5 % par rapport à 1959.

Tourisme

L'activité touristique de l'année 1960, exprimée en nuitées, a été de peu supérieure (2 %) à celle de 1959.

Cependant, le tourisme étranger a fort augmenté, après l'année creuse qui a suivi celle de l'Exposition Universelle de Bruxelles. Des progrès de 10 à 20 % caractérisent le nombre de nuitées des ressortissants des principaux pays traditionnels. La clientèle originale des Pays-Bas ne se développe plus guère depuis 1955. Les Britanniques, en

dépassant de loin le million, sont les seuls à avoir presque rejoint le record de 1958.

Le nombre de nuitées des Belges, compte non tenu des campeurs, a diminué, en raison, uniquement, d'une moindre affluence au littoral pendant la saison juin-septembre.

Depuis 1957, c'est toutefois le littoral qui, des différentes régions du pays, a le plus bénéficié de l'afflux touristique. Dans les Ardennes et la vallée de la Meuse, la progression a été plus lente et ailleurs, elle a été nulle.

Le tourisme social dans les établissements de vacances s'étend toujours davantage, tandis que le tourisme par relais est stationnaire. Le camping, malgré les mauvaises conditions climatiques de la saison, a progressé de 15 % en un an, tant sous l'influence nationale qu'étrangère.

Abstraction faite du camping, les nuitées de touristes belges se répartissent ainsi, d'après le mode d'hébergement : 23 % à l'hôtel, 9 % dans un établissement de tourisme social, 16 % en colonie de vacance, 47 % en appartement ou villa. Pour les étrangers, la part des hôtels est de 76 %, celle des villas ou appartements de 15 %.

Selon l'estimation de la Banque Nationale, les recettes et dépenses de tourisme ayant crû, chacune, de un milliard, laissent un solde négatif inchangé de 1,4 milliard. Depuis 1957, les dépenses ont plus que doublé tandis que les recettes n'ont augmenté que de moins d'un tiers. La part du tourisme dans l'ensemble des transactions sur services va croissant.

finances de l'Etat L'expansion de l'activité économique, surtout affirmée pendant le premier semestre de 1960, a influencé les finances de l'Etat ; les recettes fiscales ont accusé une nette amélioration. Cependant, en raison de l'accroissement des dépenses, le découvert de trésorerie est resté à peu près au niveau de celui des années de récession. En fait, l'action des pouvoirs publics a été aussi expansionniste qu'auparavant. Malgré la reprise conjoncturelle, aucun surplus budgétaire n'a pu être constitué.

En 1960, une part importante des dépenses de consommation a dû encore être couverte par l'emprunt. Mais, les conditions étant plus onéreuses et, à certains moments, plus difficiles sur le marché belge des capitaux, le Trésor a dû recourir dans une plus large mesure aux emprunts à court terme en monnaies étrangères.

Le problème de l'assainissement des finances publiques a donc subsisté. Il a donné lieu au vote d'une loi instaurant une limitation des dépenses et une accentuation de la fiscalité, le but étant de couvrir, par les seules recettes ordinaires, la totalité des dépenses courantes et de ne financer par l'emprunt que les dépenses d'investissement de l'Etat.

L'essor de l'économie belge aurait dû faciliter la restauration des

finances de l'Etat par la réduction de certaines dépenses et la réalisation de plus-values fiscales.

En 1960, le découvert du budget ordinaire, considéré sans distinction d'exercice, a nettement décrû par rapport aux deux années précédentes en dépit d'une nouvelle aggravation des dépenses. Cette amélioration est imputable à l'augmentation de 8 % des recettes fiscales par rapport à 1959, laquelle a été favorisée par le développement de l'activité économique, dans un climat de stabilité des prix. Les taux d'imposition n'ont plus été majorés ; les droits d'accises l'avaient été fin 1959, sur les huiles légères et gasoils.

Au début de 1960, les recettes fiscales ont évolué de façon assez irrégulière, accusant parfois, par rapport aux prévisions initiales, des moins-values substantielles. Celles-ci ont été résorbées dans la suite et, en fin d'année, les recettes accusaient une plus-value, par rapport aux estimations sur la base de l'année civile.

Les contributions directes ont marqué une nette avance sur 1959. En valeur relative, la taxe mobilière a progressé le plus, à cause de l'accroissement des dividendes distribués par les sociétés. La taxe professionnelle a été favorablement influencée par deux facteurs : les versements anticipatifs, stimulés par la liquidité des entreprises et par les perspectives économiques, et les retenues à la source reflétant l'augmentation de l'emploi. L'apport de la taxe de circulation routière a progressé de 5 %, par suite de l'accroissement du parc automobile.

Les recettes dues aux droits d'entrée, malgré une nouvelle amputation de 10 % des taux en vigueur entre pays de la Communauté ont néanmoins encore augmenté de 12 %, les importations ayant crû. La hausse du rendement des droits d'accises est due en grande partie au relèvement, fin 1959, du taux sur les huiles minérales ; la consommation apparente de celles-ci paraît stabilisée. Les accises sur les autres produits ont progressé normalement, sauf celles sur la bière et les eaux minérales, dont la consommation avait été très importante, en 1959, à cause des conditions climatiques.

Les effets de la haute conjoncture ont surtout influé sur les recettes du timbre et des taxes assimilées. Après correction des données de 1959, due à une modification dans la comptabilisation des timbres fiscaux, les recettes ont augmenté de 10 %.

Parmi les recettes ordinaires non fiscales, celles des taxes, péages et redevances ont le plus progressé ; elles ont été influencées par la hausse des tarifs postaux, de fin 1959, et par l'importance croissante des redevances de télévision.

Au total, les recettes ordinaires de l'Etat ont accusé un progrès de loin supérieur à celui des dépenses ordinaires, considérées sous l'aspect des imputations budgétaires. Les causes de l'aggravation des dépenses, auxquelles l'Exécutif n'a pu se soustraire, viennent de la dette publique, de l'instruction publique et du problème congolais.

La charge accrue de la dette publique, en partie dissimulée par les délais d'imputation, résulte de l'augmentation rapide de la dette, causée elle-même par les importants déficits des dernières années.

Dans les subventions, l'application du pacte scolaire a entraîné un net gonflement, tandis que celles des charbonnages, des chemins de fer et surtout du secteur social ont été réduites ; la haute conjoncture a entraîné une diminution des indemnités de chômage et des frais de mise au travail des chômeurs. De ces divers mouvements et de la nouvelle modalité de financement de la Caisse autonome des dommages de guerre a résulté un net ralentissement du taux d'expansion des subventions en général.

Les dépenses de personnel, dont l'augmentation est plus sensible qu'en 1959, ont été influencées par l'extension des cadres et par les revisions barémiques. Au surplus, la hausse générale des rémunérations, de 2 1/2 % en octobre 1959, résultant du relèvement des prix de détail, a entraîné de nouvelles dépenses. L'accroissement des effectifs de personnel porte sur les corps spéciaux, notamment le corps enseignant et le personnel militaire.

Les dépenses extraordinaires ont augmenté d'environ 5,5 milliards de francs, tant en imputations budgétaires qu'en décaissements réels. Parmi les imputations qui n'ont pas entraîné de sortie effective de fonds, il faut mentionner la libération partielle du relèvement de la quote-part belge au Fonds Monétaire International, comptabilisée dans le chapitre des participations.

Les avances comprennent des interventions en faveur du F.N.A.M.I., de la SABENA, de la S.N.C.B. et du Ruanda-Urundi.

Les immobilisations nouvelles accusent une légère augmentation en décaissements réels. Si l'on tient compte des opérations à charge des divers Fonds, la progression est de l'ordre de 1 milliard, due à l'exécution des importants travaux engagés en 1959 pour stimuler la conjoncture. Si, en 1960, les dépenses globales de l'Etat ont augmenté, par ailleurs, les engagements pour immobilisations nouvelles ont diminué, l'amélioration de l'activité économique ayant permis de relâcher, à cet égard, l'action des pouvoirs publics.

Outre les frais de stationnement des troupes belges en Allemagne, le poste « autres dépenses extraordinaires » englobe la contribution belge au Fonds de développement des territoires d'Outre-mer et les dépenses occasionnées par l'évolution de la situation au Congo.

L'ensemble des décaissements budgétaires et l'alimentation des Fonds laisse un découvert légèrement inférieur à celui de l'année précédente. Son ampleur, jointe à des remboursements de la dette flottante intérieure, a déterminé des appels répétés de l'Etat aux marchés financiers. La situation du Trésor public est restée en général assez tendue, surtout pendant le second semestre, les événements du Congo et la spéculation sur le marché des changes ayant suscité une raréfaction temporaire des liquidités et un climat peu propice à des recours au

marché des capitaux. Pour financer la trésorerie, l'Etat a été contraint d'accroître dans une mesure considérable ses emprunts à court terme en monnaies étrangères.

Ces diverses opérations ont eu pour résultat une augmentation de la dette publique, à peine inférieure à celle observée en 1959, compte non tenu des opérations qui ne correspondent pas au financement de décaissements effectifs. Cependant, l'endettement net supplémentaire de l'Etat s'est fait, pour moitié environ, en monnaies étrangères. Si le produit des emprunts consolidés a été de loin supérieur au niveau atteint en 1959, le Trésor public a cependant dû faire face à des amortissements contractuels plus importants et, surtout, à des remboursements accrus de la dette intérieure à moyen terme. Par ailleurs, le secteur paraétatique a été amené, pour faire face à ses obligations, à retirer une partie des liquidités confiées à l'Etat en placements provisoires ; il en a été ainsi pour la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Caisse d'Epargne et le Crédit Communal. Celui-ci a dû répondre aux besoins accrus de financement des administrations locales et régionales.

Finances provinciales et communales

La situation financière des pouvoirs publics subordonnés et plus particulièrement des communes, n'a guère semblé meilleure, malgré l'aggravation continue de la fiscalité communale et provinciale et l'intervention globale croissante de l'Etat. Celle-ci est surtout sensible dans les dépenses courantes, notamment pour l'enseignement. Par contre, les transferts aux pouvoirs publics subordonnés, au titre de dépenses de capital, ont diminué. Cette évolution s'explique par la mise en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959, qui substitue le Crédit communal à l'Etat dans le financement de certains travaux. Le Crédit Communal octroie des prêts de vingt ans au maître de l'ouvrage et le pouvoir central rembourse les intérêts et l'amortissement à l'administration bénéficiaire. Par ailleurs, et grâce à la haute conjoncture, l'intervention financière de l'Etat dans les travaux exécutés par les chômeurs a pu être réduite dans de sensibles proportions.

La position financière des provinces n'a guère semblé devoir inspirer des inquiétudes. Si, au cours des années antérieures, les prévisions budgétaires ont, en général, fait ressortir un déficit, les comptes accusent globalement un boni qui, en 1959, a cependant décrû par rapport à 1958. Le nombre de provinces en malis s'est stabilisé depuis quelques années et en 1960, la plupart d'entre elles ont connu une aisance relative, ce qui semble indiquer que les perspectives budgétaires initiales ne se réaliseront point. L'action régulatrice de l'autorité dans le domaine des finances provinciales est d'ailleurs beaucoup plus aisée que dans celui des finances communales, grâce au petit nombre de provinces et à la faible incidence, sur le budget de l'Etat, d'interventions supplémentaires en la matière.

L'analyse de la situation des communes montre une aggravation du déficit global, tant dans les budgets que dans les comptes définitifs. Cependant, en 1959, et pour la première fois depuis 1952, le nombre de

communes accusant un compte en déficit a fléchi de 942 à 856 unités. Ceci semble indiquer une nouvelle dégradation financière des communes en déficit chronique, puisque le malus global des comptes en 1959 est supérieur à celui de 1958 pour un nombre plus petit de communes. Les ressources dont les administrations communales disposent pour couvrir leurs dépenses ordinaires sont cependant en accroissement constant, tant du côté des subventions étatiques que du côté des impositions communales. Celles-ci ont atteint 5,9 milliards en 1960, contre 5,3 milliards l'année précédente. Alors qu'en 1952, aucune commune n'appliquait 1 000 centimes additionnels à la contribution foncière, cette année-ci, 367 communes l'ont fait.

Les investissements réalisés par les pouvoirs publics subordonnés en 1960, ont été influencés par la politique gouvernementale visant à conformer l'action de l'Etat à l'évolution économique générale. Celle-ci ayant nettement évolué dans le sens de la haute conjoncture, les travaux entrepris par les administrations régionales et locales ont pu être réduits. Selon les données rassemblées par le Crédit Communal, le volume global des investissements provinciaux et communaux aurait été ramené de 8,1 milliards en 1959 à 7,1 milliards en 1960 dont près du tiers a été consacré aux travaux de voirie. Les provinces et les communes ont aussi reçu des prêts et des subventions pour financer leurs initiatives dans le domaine de l'expansion économique, en application des lois des 17 et 18 juillet 1959. Les ressources acquises ont surtout été affectées à la construction de bâtiments et à la souscription au capital de sociétés intercommunales d'équipement économique et régional.

L'aisance du marché des capitaux a facilité les opérations de financement du Crédit Communal. Outre son recours traditionnel au marché, le Crédit s'est procuré une partie importante de fonds par l'émission continue de bons de caisse. Aussi, les moyens financiers dont il dispose lui ont permis de répondre largement aux demandes de crédit des provinces et des communes. Par ailleurs, le Crédit Communal a encore affecté une partie de ses fonds à vue et à court terme à la souscription de certificats de trésorerie. La diminution de l'encours de ces certificats semble avoir été causée par la cession de certificats par le Crédit Communal au Fonds des Rentes.

monnaie et crédit
L'expansion conjoncturelle de l'activité économique n'a guère suscité de tensions sur le plan monétaire, en dépit d'un accroissement assez net du volume des paiements. Il en est résulté une accélération de la vitesse de rotation des dépôts à vue dans les banques, tandis que celle des comptes chèques postaux a poursuivi son déclin, amorcé au début de 1958.

Le rythme d'expansion du stock monétaire a été plus faible en 1960 qu'en 1959, alors que les liquidités quasi monétaires ont accusé une augmentation, en valeur absolue, équivalente à celle de l'année précédente. La part de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire a augmenté : elle est passée à 57,5 % fin 1960 venant de 56,1 % un an

plus tôt. Tandis que depuis fin 1958, celle de la monnaie scripturale avait augmenté régulièrement, cette évolution a été renversée à la fin de 1960.

L'accroissement, quoique dans des proportions cependant variables, du stock monétaire a ses principales origines dans les opérations du système bancaire avec l'étranger, dans l'octroi de crédits par les organismes monétaires aux entreprises et aux particuliers ainsi que dans le financement monétaire des pouvoirs publics.

Les opérations avec l'étranger, qui ne comprennent pas les transactions en capital et les transferts des pouvoirs publics, ont subi des fluctuations assez importantes. Pendant le premier semestre, elles ont été influencées de façon favorable par de substantiels bonis résultant des transactions sur biens et services, alors que les événements du Congo entraînaient des rentrées de fonds importantes sous forme de capitaux et de transferts privés. Au troisième trimestre, la situation monétaire et financière a été troublée par la spéculation sur le marché des changes, due à la crise congolaise. La contraction des moyens de paiements qui en est résultée, a touché surtout la monnaie scripturale. A partir de septembre, la pression sur le marché des changes s'est atténuée, mais la création de monnaie, résultant des opérations avec l'étranger, n'a plus atteint une grande ampleur, le relâchement des liens commerciaux et financiers entre la Belgique et le Congo ayant influencé tant les transactions courantes que les rapatriements de capitaux et de fonds privés.

Le mouvement des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale reflète l'évolution des opérations des entreprises et des particuliers avec l'étranger, ci-dessus décrites. L'accroissement de ces avoirs, pendant le premier semestre, a été annihilé au cours des mois de juillet et d'août. La reconstitution ultérieure des encaisses extérieures excéda nettement le solde positif des opérations privées avec l'étranger, en raison des emprunts à court terme contractés par le Trésor, à l'étranger. De ce fait, l'accroissement des avoirs extérieurs de la Banque porte surtout sur les avoirs en monnaies convertibles. L'encaisse en or couvrait, fin 1960, les engagements à vue à concurrence de 45,8 %, contre 46,2 % un an auparavant.

L'incidence des crédits d'escompte d'avances et d'acceptation, sur le stock monétaire, et les liquidités quasi monétaires a un peu dépassé celle de 1959. Le mouvement d'expansion des crédits aux entreprises et aux particuliers, qui a débuté en 1959 après la contraction suscitée par la récession conjoncturelle, a continué en 1960. Il a aussi touché les crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger, en liaison avec le développement des ventes extérieures. Les crédits aux résidents, financés par les organismes monétaires, ont accusé une assez forte progression, en raison des besoins de fonds des entreprises, dus à l'accélération conjoncturelle. Néanmoins, les crédits supportés par la Banque Nationale n'ont guère pris beaucoup d'ampleur et sont restés, en général, en-dessous des niveaux atteints en 1959. Le réescompte

à la Banque a cependant, temporairement, augmenté en juillet lors de la crise congolaise, mais la situation est assez vite redevenue normale.

La faiblesse du réescompte, en dépit d'une accentuation des besoins de liquidités, dénote que les banques de dépôts ont été à même de financer les crédits octroyés, grâce à l'augmentation de leurs moyens d'action et à une utilisation plus intensive de ceux-ci. L'expansion des crédits bancaires concerne tant le portefeuille-effets que les crédits de caisse ; les demandes ont émané surtout des entreprises financières, des industries des fabrications métalliques et des métaux non ferreux, des industries chimiques, etc...

Tout en étant nettement inférieur à celui des deux années antérieures, le progrès des dépôts bancaires a néanmoins encore atteint 4,6 milliards de francs. L'évolution de ces dépôts, au cours de l'année, a montré une fois de plus leur forte sensibilité à l'orientation des paiements extérieurs et au niveau des taux d'intérêt. Par ailleurs, la modification de leur structure, en cours depuis quelque temps, a encore été accentuée. Ce sont, en effet, surtout les dépôts en devises et les dépôts à terme en francs belges qui ont pris de l'importance. Par contre, les dépôts à vue ont fléchi, surtout au troisième trimestre en raison des exportations de capitaux.

L'aisance du marché monétaire, qui n'a été interrompue que pendant le troisième trimestre, a été reflétée par les opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie. La moyenne journalière des effets financés par lui et son marché s'est élevée à 9,6 milliards de francs, soit 96 % du total des effets traités contre 94 % en 1959. Le financement du portefeuille a été assuré, en majeure partie, par les emprunts sur le marché à court terme, alimenté par les banques et le Fonds des Rentes. Le recours au réescompte à la Banque Nationale a dû suppléer à l'insuffisance des liquidités pendant le troisième trimestre et au mois de décembre. L'intervention de l'I. R. G., dans les ouvertures de crédits de réescompte, ne s'est guère modifiée et leur utilisation moyenne n'a pas dépassé le montant atteint en 1959.

Comme en 1959, l'origine principale de la création de monnaie et de liquidités quasi monétaires réside dans les opérations des pouvoirs publics ; compte tenu de la monétisation de la dette publique, elles ont porté sur 7,9 milliards de francs, dont 5,8 milliards pour le financement monétaire du Trésor et des autres pouvoirs publics.

L'importance du financement monétaire du Trésor public a été déterminée par la gestion des finances publiques qui, en dépit de la haute conjoncture et des recettes fiscales qu'elle entraîne, s'est encore soldée par un déficit budgétaire d'une ampleur équivalente à celle des années de récession. Le financement de celui-ci s'est fait, notamment, au moyen de crédits directs des organismes monétaires, les banques ayant souscrit des obligations émises par l'Etat et des certificats de trésorerie. Les certificats libellés en devises et détenus par les banques belges ont augmenté de 3,4 milliards en 1960.

La création de monnaie par la monétisation de la dette publique s'est élevée à 2,1 milliards de francs, dont 1,9 milliard par l'intermédiaire du Fonds des Rentes, notamment par des achats de fonds publics. Les interventions du Fonds sur le marché monétaire sont devenues plus fréquentes, surtout sous forme d'acquisition de certificats de trésorerie émis antérieurement. Les opérations du Fonds, tant sur le marché des fonds publics que sur le marché de l'argent et des effets publics à court terme, ont pu être financées entièrement par le produit de l'émission de ses propres certificats et par la dotation qui lui a été octroyée en vertu de la loi du 19 juin 1959. En dépit des tensions monétaires apparues au milieu de l'année, le Fonds n'a pas été amené, dans l'exercice de sa fonction régulatrice, à recourir à la « ligne de crédit » dont il dispose à la Banque Nationale.

La hausse des taux d'intérêts, amorcée en 1959, sous l'influence de l'extérieur et du recours important des pouvoirs publics aux marchés financiers, a été accentuée dans le courant de l'année. Le 4 août, la Banque Nationale a relevé son taux d'escompte de 4 à 5 %, dans le but surtout de contrarier les opérations de caractère exceptionnel qui se manifestaient sur le marché des changes. Ce taux est resté en vigueur, sauf pour les acceptations visées, représentatives d'exportations qui, depuis le 10 novembre, bénéficient d'un taux préférentiel de 4 % en vue de promouvoir le commerce d'exportation.

La majoration du taux d'escompte a entraîné l'adaptation automatique de certains taux d'intérêt, tel celui des certificats de trésorerie de la tranche B et celui des certificats du Fonds des Rentes. Depuis le 1^{er} janvier 1960, le taux de ces certificats est fixé à un niveau égal au taux d'escompte de la Banque Nationale, diminué de 0,25 %.

La hausse des taux des certificats de trésorerie, émis par adjudication publique, apparue en 1959, a continué à se manifester. Pour les certificats à douze mois, le taux est passé de 4,35 % en janvier à 4,44 % en juillet et à 4,95 % en octobre. Pendant les deux derniers mois de l'année, aucune adjudication n'a eu lieu.

Sur le marché du « call money », l'aisance fut de règle pendant les premiers mois de l'année et les taux s'effritèrent pour atteindre un minimum de 1,75 % en avril, moyenne pondérée des taux journaliers moyens. Une hausse a suivi, prenant plus d'importance en septembre, en raison de la contraction des apports de fonds par les banques et le Fonds des Rentes ; les taux ont atteint 4,14 % mais sont redescendus à 2,67 % en décembre, grâce au rétablissement de la liquidité sur le marché monétaire.

Marché des capitaux

Le marché des capitaux a présenté, en 1960, les mêmes caractères que l'année précédente : d'une part, la tendance à la hausse des taux d'intérêt, perçue au deuxième semestre de 1959, a persisté, d'autre part, le marché est resté abondant. A l'étranger, par contre, les taux ont été orientés à la baisse, soit en raison de l'état des balances des paiements,

soit en liaison avec l'évolution de la conjoncture, notamment aux Etats-Unis.

En Belgique, ces deux conditions n'ont pas entraîné de fléchissement des taux d'intérêt ; au contraire, l'important déficit budgétaire et la forte augmentation concomitante de la dette publique ont contribué à raffermir les taux.

Le volume de l'épargne a dépassé le niveau de l'année précédente : après avoir augmenté d'une façon considérable en 1958 et en 1959, l'épargne-dépôts semble avoir retrouvé son niveau normal, tandis que les bénéfices, non distribués, des entreprises ont atteint un record. Le montant net de la demande sur le marché des capitaux a été moins élevé, le Congo et les organismes publics d'exploitation ayant fait des remboursements.

Le secteur public a accru sa demande sur le marché, dans une mesure encore plus grande que l'année précédente, par suite de l'accroissement sensible des émissions de l'Etat. Les émissions des entreprises industrielles et commerciales belges ont augmenté de 13 % ; cette augmentation est due au niveau record des émissions nettes d'actions. La sidérurgie et les banques ont enregistré les résultats les plus élevés ; dans ce dernier secteur, les émissions permanentes d'obligations ont aussi joué un rôle considérable. L'industrie chimique et l'industrie du ciment ont aussi fait un grand appel au marché des capitaux ; l'industrie des métaux non ferreux a effectué des remboursements.

Les cotes des actions des sociétés exploitant au Congo et au Ruanda-Urundi ont subi une forte baisse, sous l'influence des événements politiques ; les cours des autres actions s'en sont ressentis. L'agitation sociale de la fin de l'année a, en outre, limité la hausse que laissait prévoir la situation de la conjoncture, de sorte que l'indice moyen des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers a fléchi de plus de 11 %. Les cours des valeurs à revenu fixe ont subi la même influence, leur rendement a ainsi augmenté : le nombre des titres traités a diminué, sous l'influence des facteurs ci-dessus.

A la suite de la tendance à la hausse du loyer de l'argent et des possibilités de concurrence, les autorités ont émis des emprunts dont le rendement moyen pour les souscripteurs était plus élevé que l'année précédente.

Le marché des rentes a été lourd toute l'année ; la crise congolaise a suscité une recrudescence des ventes.

Le soutien apporté par le Fonds des Rentes au marché des rentes congolaises et le manque d'acheteurs d'obligations ont entraîné un important gonflement de son portefeuille. Celui-ci a été financé surtout par l'émission de certificats.

Le montant des inscriptions hypothécaires a atteint un niveau record, en rapport, comme l'année précédente, avec l'activité accrue de la construction.

L'excédent des versements à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, sur les remboursements, a été extrêmement faible, sans doute parce que le taux d'intérêt des dépôts n'a pas été augmenté à l'encontre des taux des dépôts bancaires à terme. Le relevé général des placements de la C.G.E.R. révèle une forte diminution du crédit à l'Etat et aux habitations sociales, qui a été en partie compensée par un intérêt accru pour le crédit industriel et hypothécaire et les opérations d'escompte. Au total, ils ont été inférieurs de 8 % au niveau de 1959.

L'aide accordée par la Société nationale de Crédit à l'Industrie, aux besoins d'investissements industriels à long et à moyen terme, a été très importante. En plus de ses ressources normales, c'est-à-dire les remboursements de crédits accordés antérieurement et les émissions ordinaires de bons de caisse et d'obligations, la S.N.C.I. a émis un emprunt public.

L'évolution de la conjoncture, l'élargissement des conditions d'octroi des crédits et une meilleure connaissance de son réseau par le public, ont favorisé l'activité de la Caisse nationale de Crédit professionnel, laquelle a pris une extension considérable. Le montant global des crédits accordés a dépassé de plus de 60 % le niveau record de l'année précédente, leur nombre a augmenté aussi bien que leur montant moyen. Cette augmentation des interventions de la C.N.C.P. l'a placée devant le problème de recueillir des capitaux de plus en plus importants.

Assurances

L'activité des entreprises d'assurances a encore pris de l'extension, mais moins que l'année précédente.

Dans le secteur de l'*assurance sur la vie*, à l'inverse de l'année précédente, le montant des primes encaissées par les sociétés étrangères a augmenté plus vite (+ 5,1 %) que celui des sociétés belges (+ 1,7 %); par contre, les réserves mathématiques de ces dernières ont progressé plus rapidement (+ 13,8 % contre + 9,1 % pour les sociétés étrangères).

En ce qui concerne les *opérations de capitalisation*, la valeur des contrats souserits a accusé une légère diminution due au recul de la capitalisation immobilière.

La valeur nominale des *prêts hypothécaires* par intervention a augmenté moins rapidement (+ 7,7 %); par contre, le solde restant dû des prêts sans intervention a accusé le même rythme d'accroissement que l'année précédente.

Le nombre total des *véhicules soumis à l'assurance obligatoire* s'est accru dans une mesure moindre qu'en 1959, mais le montant des primes payées a augmenté plus rapidement (+ 5,24 %) que l'année précédente (+ 4,97 %), de même que les paiements pour sinistres; l'augmentation de ces derniers dépasse néanmoins celle des primes.

Prix

Bien que la reprise de 1959 ait persisté, l'évolution des prix et des salaires en Belgique a été très calme, en 1960. Les points de tension ont été rares, les prix de détail sont demeurés stables et la baisse des cours

des matières premières s'est, en général, répercutee dans les prix des produits demi-finis. Les hausses dans certains pays voisins, où des tensions assez nombreuses sont apparues, n'ont guère eu d'influence sur le niveau des prix belges.

En raison de cette stabilité, l'intervention des autorités est demeurée limitée en 1960. Parmi les mesures à courte échéance, on note la protection de certaines productions agricoles. L'importation de racines de chicorée a été interdite, pour freiner la baisse, et celle d'autres produits agricoles a été soumise à une taxe de licence. L'exportation des porcs a été temporairement interdite, à la suite de fortes hausses des prix.

Le droit d'accise sur l'huile combustible lourde a été renforcé dans le but d'accorder des primes à l'exportation de charbons avec le produit de cette taxe, et de désencombrer ainsi le marché.

La Commission des Prix a examiné de nombreuses demandes d'augmentations, notamment pour des produits importés de pays où d'assez fortes hausses s'étaient produites. En général, celles-ci ont été incluses, mais de façon atténuée, dans les prix intérieurs.

Parmi les objectifs à long terme, figure la baisse du prix des combustibles et de l'énergie, pour atteindre un niveau proche de celui des pays voisins. Le Gouvernement a favorisé une nouvelle réduction des tarifs de fournitures de courant à haute tension, en diminuant la taxe de transmission y afférente.

Les prix de nombreuses matières premières et denrées sont demeurés plutôt fermes durant les premiers mois de 1960, mais, au début de l'été, un effritement général s'est produit. Son influence sur les divers indices a cependant été en partie entravée par la vive hausse, due à des facteurs accidentels, de quelques produits comme le caoutchouc, le jute et le sisal.

Ce recul des cours des matières premières a été dû, notamment, à la récession et au déstockage en Amérique du Nord ainsi qu'à la politique prudente des utilisateurs en matière de stocks. En outre, des facteurs d'ordre structurel ont fait sentir leur influence. Le marché de la plupart des matières premières et des denrées subit, depuis des années, la pression de la surproduction qui déprime les cours. Les efforts de développement des pays non industrialisés ont provoqué des investissements, surtout pour la production de matières premières. Or, la demande de ces dernières a augmenté moins vite que l'offre, à cause, soit d'économies dans leur utilisation, dues à des techniques plus rationnelles, soit de leur remplacement par des produits synthétiques. Les très grands progrès de la productivité de l'agriculture en Occident ont, en outre, réduit la demande de produits agricoles des régions tempérées.

Les cours des métaux non ferreux ont fléchi en général, sauf ceux de l'étain ; ceux du cuivre ont subi de fortes fluctuations, sous diverses influences.

Les cours du caoutchouc ont été fermes au début, mais, après le mois de juin, ils ont fléchi de près de moitié. La concurrence du caoutchouc synthétique a été très forte.

Tandis que les cours du coton demeuraient fermes, par suite d'une augmentation de la consommation et des nouvelles mesures de protection des Etats-Unis, ceux de la laine ont baissé peu à peu. Le jute a beaucoup renchéri en fin d'année, à la suite d'inondations au Pakistan.

Les prix du café, du thé et du cacao ont fléchi, surtout dans les derniers mois de 1960. Après une forte chute en 1958 et 1959, les cours du cacao sont demeurés fermes quelque temps, pour faiblir ensuite en raison des perspectives d'une récolte excédentaire en 1961. Le café a fluctué entre des limites assez étroites.

Les prix de gros ont été stables, dans l'ensemble, et l'indice n'a subi que d'assez faibles fluctuations, surtout sous l'influence des produits agricoles. La baisse des matières premières, sur le marché mondial, a influencé immédiatement les prix en Belgique. Aucune tension n'étant apparue entre l'offre et la demande, ces baisses ont, en général, été incorporées dans les prix des produits demi-finis et finis. Toutefois, après le recul estival de l'activité industrielle, quelques légères hausses sont apparues, faisant remonter l'indice particulier des produits industriels finis et, dans les derniers mois de 1960, celui-ci était revenu au niveau du début de l'année. L'indice particulier des produits demi-finis a fléchi presque sans interruption, celui des matières premières industrielles, après des fluctuations assez vives, était, en décembre, beaucoup moins élevé qu'en janvier.

Les prix de la plupart des produits ont peu changé, mais ceux des métaux non ferreux aussi bien bruts que raffinés, ont suivi les fluctuations du marché mondial. Le zinc et le plomb ont fléchi le plus. Dans le secteur chimique, les prix se sont un peu effrités. Après leur forte hausse de 1959, les peaux et les cuirs ont fléchi sans interruption, mais ils ont paru se stabiliser au cours des derniers mois de 1960. Le caoutchouc a diminué de près de la moitié, de mai à décembre. Tandis que les prix accusaient une tendance haussière dans l'industrie cotonnière et subissaient dans l'industrie du jute, le contrecoup de la mauvaise récolte au Pakistan, dans les secteurs de la laine et du lin ils se sont continuellement effrités. Dans l'industrie des métaux ils ont peu changé, mais ceux des machines-outils ont haussé.

Les prix du commerce de détail ont connu, dans une large mesure, la stabilité. Par suite de la disparition des effets de la sécheresse de 1959, sur les prix de certains produits alimentaires, l'indice général a fléchi en été, contrairement à la normale, et, après juillet, il a été chaque mois un peu plus bas qu'un an auparavant. L'indice particulier des produits alimentaires a été, à partir de juillet, moins élevé que l'année précédente ; en décembre, la différence s'élevait à 0,9 %, en grande partie grâce au prix moins élevé des pommes de terre. Le fromage et le beurre ont aussi été moins chers que l'année antérieure, mais la viande a commencé

d'augmenter depuis l'été. Parmi les produits non comestibles, certaines hausses légères sont apparues, en regard desquelles il y a eu la baisse des prix du charbon et des tarifs d'électricité. Les services ontenchéri, surtout chez les coiffeurs.

enus du ravail

Les rapports entre travailleurs et employeurs ont été assez bons en 1960. En dehors de deux grèves importantes, dont la cause se trouvait ailleurs que dans les relations du travail et auxquelles le conflit de fin décembre a donné une importance inaccoutumée, le nombre des jours de travail perdus, par la grève, a été faible.

En mai, a été conclue entre les organisations interprofessionnelles des employeurs et des travailleurs, la convention générale dite « accord de programmation sociale ». Elle prévoit un relèvement du salaire indirect (allocations familiales et pécule de vacances) réparti sur plusieurs années ; les syndicats se sont engagés à ne formuler aucune nouvelle revendication de caractère général avant la fin de 1962. Après la conclusion de l'accord national entre les organisations d'employeurs et les syndicats, la formule a été étendue aux différents secteurs professionnels et, dans diverses branches importantes, des accords garantissent la paix et le progrès social.

En 1959, les salaires de la plupart des branches d'activité avaient été adaptés à la hausse de l'indice des prix de détail et relevés le plus souvent de 2,5 %, mais les nouvelles conventions salariales passées dans quelques branches de l'industrie n'avaient relevé le niveau moyen, en 1959, que de 1 %, soit 3,5 % en tout. En décembre 1960, les salaires horaires bruts ont atteint un niveau moyen de 2,6 % plus élevé qu'un an auparavant et cela à la suite de hausses stipulées dans un certain nombre de nouvelles conventions salariales, notamment en sidérurgie, dans l'industrie des métaux non ferreux, la céramique, l'industrie des fabrications métalliques et la construction. En général, on s'est efforcé, dans ces nouvelles conventions, de porter à 25 F le salaire horaire minimum, compte tenu de la situation de l'indice des prix de détail et des primes éventuelles. Dans quelques cas, les hausses de salaires convenues ont été étalées dans le temps, notamment dans la construction et dans l'industrie des fabrications métalliques.

La légère baisse de l'indice des prix de détail, de novembre 1959 à août 1960, a suscité une réduction des salaires dans quelques branches d'activité, par suite de certaines modalités de liaison des salaires à cet indice. Ces salaires ont été rétablis par la suite.

Le coût des salaires a augmenté, non seulement à cause de la hausse des salaires bruts, mais aussi par suite de l'accroissement de certaines charges sociales. Le plafond des retenues pour le calcul de certaines cotisations à la sécurité sociale a été porté de 6 000 à 8 000 F à partir du 1^{er} avril, et les cotisations pour les pensions ouvrières ont été relevées de 0,50 %, à partir du 1^{er} janvier (0,25 % à charge de l'employeur et 0,25 % à charge du travailleur).

La loi sur la pension des employés a été modifiée dans ce sens que

le principe de la propriété individuelle sur le produit des versements effectués a été rétabli et les conditions d'octroi de la rente de survie élargies. Le régime de pension des indépendants a aussi été réorganisé.

Dans le domaine de la législation sociale deux nouvelles lois importantes ont paru : celle sur l'indemnisation des travailleurs licenciés à la suite de fermeture d'entreprises et la loi sur le salaire hebdomadaire garanti.

La loi du 27 juin 1960 sur la fermeture des entreprises, bien qu'ayant un champ d'application encore assez limité, a une signification de principe considérable. Elle établit que le droit de l'entrepreneur de fermer son entreprise n'est pas absolu et qu'en l'exerçant, il doit tenir compte de l'intérêt des travailleurs. La loi octroie aux travailleurs qui ont une certaine ancienneté dans l'entreprise, une indemnité de licenciement à charge de l'employeur.

La loi du 20 juillet 1960 sur le salaire hebdomadaire garanti rapproche notablement le statut légal des ouvriers de celui des employés. Dans certaines conditions énoncées par la loi, le travailleur conserve, lors d'une absence éventuelle, le droit à son salaire normal pendant une période de sept jours. De plus, il a acquis le droit à un congé rétribué à l'occasion de certains événements familiaux ou pour remplir certaines obligations civiques.

Revenus des sociétés

Après la récession de 1958, la reprise conjoncturelle a suscité une amélioration du rendement des sociétés par actions belges et congolaises. Le nombre des sociétés en perte a diminué, dans les trois catégories de sociétés observées, tandis que le solde bénéficiaire net a fort augmenté. En 1960, ce solde semble cependant avoir été inférieur au niveau absolu des années 1956 et 1957, de sorte que, s'il a été plus élevé que l'année passée, le rapport entre le bénéfice net et les fonds propres est demeuré en dessous des résultats antérieurs. La forte augmentation des dettes obligataires par rapport aux avoirs propres ne provient que de la vive expansion des sociétés financières et immobilières et des banques.

Parmi les sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique, deux secteurs présentent un solde déficitaire : bien que six charbonnages de moins aient été recensés, la perte absolue y est plus importante que l'année précédente ; l'industrie de la céramique a également enregistré une perte.

Dans certains secteurs, l'élévation du rapport entre les dividendes mis en paiement et les moyens d'action propres dépasse l'avance moyenne : il est considérable dans l'industrie verrière, où cette proportion est la plus forte, après les assurances. L'augmentation semble aussi plus élevée dans l'industrie des fabrications métalliques, en sidérurgie, dans l'industrie des métaux non ferreux, dans les cimenteries et industries connexes ainsi que dans l'industrie de la chaux. Dans l'industrie textile, ce rapport demeure bas, malgré un progrès relatif exceptionnel.

Les résultats semblent avoir été moins favorables pour les action-

naires des secteurs tourisme, exploitation du gaz et construction. Après le record de 1959, le rapport entre les dividendes mis en paiement et les moyens d'action propres a fléchi dans le secteur des assurances.

investissements Selon les données revisées, la valeur globale, à prix courants, des investissements bruts civils dans l'économie belge en 1959 a été plus élevée que l'annonçait le précédent rapport. Le recul de 4,5 %, observé en 1958 par rapport à l'année record de 1957, a été ainsi à peu près comblé en 1959, le total général ayant atteint près de 98 milliards de francs, soit presque le niveau de 1957. Il semble que cette évolution ait persisté en 1960, mais à un rythme moindre qu'un an auparavant ; un nouveau record de 101 milliards de francs cette fois, aurait été atteint.

Alors qu'en 1959, toute la progression est venue du secteur public, en 1960, l'inverse a été observé. Les investissements réalisés dans ce secteur ont même diminué, mais cette diminution a été plus que compensée par le secteur privé. Les premières évaluations estiment que l'ensemble des dépenses d'équipement a dû croître de 3 % de 1959 à 1960.

Le recul des dépenses d'équipement, dans le secteur public, a été notable pour tous les genres de biens investis, mais surtout pour la construction de bâtiments et les travaux de génie civil des pouvoirs subordonnés ; pour l'outillage et plus spécialement pour le matériel de transport par voie ferrée, la diminution a été aussi sensible.

Les investissements dans le secteur privé ont progressé à tel point en valeur, que le niveau record de l'année 1957, d'un peu plus de 80 milliards de francs, a été dépassé de 2 milliards. L'avance la plus forte va à l'outillage, aussi bien industriel qu'agricole, et aux transports par air et par eau.

L'importance des commandes reçues, annonçait cette évolution. Leur progrès ayant persisté à un rythme aussi rapide en 1960 qu'en 1959, une nouvelle augmentation sensible des dépenses doit être attendue pour 1961.

L'amélioration des débouchés extérieurs et l'action élargie de l'Etat en faveur des investissements privés, ont porté, en 1960, leur plein effet. Les crédits consentis en vertu des lois des 17 et 18 juillet 1959, ont pris une ampleur telle que leur montant global, soit 10 milliards de francs, dépasse en un an le total atteint par les crédits accordés en vertu de la loi du 7 août 1953, de 1954 à 1959 inclus.

Les progrès du secteur privé, en équipements de la catégorie des bâtiments et du génie civil, n'ont pas été aussi importants que pour l'outillage, mais ils ne sont pas négligeables. La construction des logements a été accélérée à nouveau, celle des locaux professionnels reste de l'importance acquise en 1959.

L'achat de véhicules automobiles utilitaires a augmenté nettement, à l'encontre du mouvement observé depuis 1954.

Consommation

La consommation de produits industriels, surtout par les particuliers, a augmenté sous l'impulsion de la conjoncture.

La prépondérance du marché intérieur, dans la consommation globale des produits industriels nationaux, déjà observée les années précédentes persiste en général, mais la part de l'industrie du tabac, celle du bois et de l'industrie transformatrice du bois ont un peu fléchi. Parmi les secteurs traditionnels dont la production dépend de l'exportation, l'industrie des métaux non ferreux a accentué sa dépendance des marchés étrangers, tandis que ceux-ci ont un peu perdu de leur importance relative pour la sidérurgie. Pour la chimie organique, l'importance respective des deux marchés est inchangée.

Comme l'année précédente, un recul dans la consommation privée de certains produits (charbon domestique, tabac à fumer) a été observé. La consommation globale de bière a diminué en 1960, de même que la mise en œuvre du cuir pour chaussures. La consommation de beurre a fléchi, tandis que celle de margarine a augmenté par tête d'habitant ; en définitive, la consommation globale de matières grasses semble avoir augmenté d'environ 1 %. La consommation de vin et de moûts de raisins a progressé de 10 % ; l'augmentation des importations de ces produits, des Pays-Bas, est nette. Après le recul de la consommation de confiture et de cigarettes noté l'an dernier, les données récentes indiquent un progrès.

Les ventes des magasins à rayons multiples ont augmenté plus rapidement que la consommation globale. Le progrès le plus fort (17 % environ) a été constaté pour les appareils ménagers, les articles d'électricité, les vêtements de dessus pour hommes et l'ameublement. Ensuite, viennent les produits alimentaires non périssables, les articles de voyage et de sport, les vêtements de dessus pour femmes et les chaussures et pantoufles. La vente a diminué pour deux groupes de marchandises : la mercerie et les aunages.

La vente intérieure a augmenté aussi pour les grandes entreprises spécialisées dans l'habillement, mais surtout dans le vêtement de femme.

Un relevé statistique, dressé par le Ministère des Classes moyennes, des ventes au détail pour l'alimentation, révèle une augmentation de 4,7 % au premier semestre.

Le crédit à la consommation estimé sur la base des statistiques des ventes à tempérament a été en expansion considérable. Le nombre des déclarants soumis à la loi du 9 juillet 1957 augmente chaque année, ce qui affaiblit la valeur comparative des chiffres fournis.

Sous cette réserve, le volume total des crédits accordés, pour la vente au détail a beaucoup augmenté. L'augmentation est de 17,4 % tandis que le nombre des nouveaux contrats a progressé de 11,7 %. On note un grand accroissement du groupe des « voitures privées et services » ; le nombre des contrats relatifs aux camions et camionnettes a diminué, mais leur valeur moyenne a augmenté. Les livres et le matériel agricole ont accusé une faible hausse.

Comme l'année précédente, le financement direct des vendeurs a gagné en importance au détriment des autres formes de financement.

ons économiques internationales

politique commerciale

En 1960, la politique commerciale de la Belgique, menée dans le cadre de la Communauté économique européenne et du Benelux, a présenté les caractères suivants. Le 1^{er} juillet, les tarifs douaniers applicables aux pays de la C.E.E. ont été de nouveau abaissés de 10 %. Les projets d'accélération ont été approuvés : ils prévoient une réduction de 30 % des taux du tarif entre les Six, à partir du 1^{er} janvier 1961. A la même date, l'application d'un tarif extérieur commun a été entamée. Il est donc possible que le Marché commun devienne réalité en 1966, après une période transitoire de huit ans seulement, au lieu des douze prévus au départ.

En novembre, le Traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur. Bien qu'il modifie peu la situation existante, il rend possible la conclusion d'un accord Benelux avec l'U.R.S.S. Le contingentement de divers produits a été modifié dans le cadre du Benelux ; le système des contingentements à l'égard des pays de l'Europe orientale et de la Chine a notamment été fort simplifié. Le régime d'importation des marchandises en provenance du Japon, de Hong-Kong, de l'Espagne et de la Yougoslavie a été modifié. Dans le cadre de la politique commune Benelux, de nombreux accords commerciaux ont été prorogés et un nouvel accord commercial a été conclu pour trois ans avec le Japon.

Etant donné les progrès de l'intégration, les décisions sur la réglementation commerciale ont un caractère de moins en moins national. Toutefois, l'augmentation des contingents des produits agricoles importés de la C.E.E. et des pays affiliés au G.A.T.T. a été décidée par l'U.E. B.L. seule.

Les efforts d'expansion commerciale ont porté, pour une forte part, sur les exportations vers les pays en voie de développement, dont les besoins en biens d'investissement sont considérables. Ainsi une importante mission économique présidée par S.A.R. le Prince Albert s'est rendue à Mexico. D'autre part, une mission pakistanaise a visité la Belgique et y a eu des contacts intéressants. A côté des prospections habituelles, des études spéciales ont été faites, notamment sur les possibilités de vente de l'industrie du tabac, des accessoires automobiles, des tubes soudés en acier, etc...

L'A.S.B.L. Créditexport « Association pour la Coordination du Financement à moyen Terme des Exportations belges », créée en 1959, s'est révélée, en 1960, un stimulant remarquable de l'expansion du commerce extérieur. Les difficultés n'ont cependant pas encore disparu en matière de crédit à long terme.

La Belgique a participé aux XVI^e et XVII^e sessions des parties contractantes du G.A.T.T. Le Traité de Stockholm créant l'Association européenne de Libre-échange a fait l'objet d'un examen approfondi en

rapport avec l'article 24 de l'Accord Général. Les tarifs douaniers ont été abaissés de 20 %, à partir du 1^{er} juillet, entre les pays de l'A.E.L.E. : le Royaume-Uni, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Portugal et l'Autriche. Les efforts de rapprochement entre les Six et les Sept dans le cadre du G.A.T.T. n'ont donné aucun résultat.

Le Traité de Montevideo a également été soumis à l'examen des parties contractantes. Il crée une association de libre-échange latino-américaine, groupant l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay.

Le 5^e rapport annuel relatif aux restrictions à l'importation de produits agricoles, déposé par la Belgique, conformément à la décision du 5 décembre 1955, a suscité des objections portant sur l'absence d'un programme prévoyant la suppression des restrictions et sur le caractère fluctuant des droits d'entrée.

Les possibilités d'accroissement des exportations des pays sous-développés ont fait l'objet d'un examen approfondi. A ce sujet, la C.E.E. a déposé un rapport sur l'évolution dans la Communauté des droits de douane et des relations avec les pays sous-développés.

La cinquième conférence tarifaire mondiale s'est ouverte en septembre à Genève. Au début de cette conférence, de nouvelles négociations ont été menées avec les pays de la C.E.E. considérés comme formant une union douanière. Ceci a rendu nécessaires des entretiens entièrement nouveaux au sujet des tarifs existants. Pour les mettre en concordance avec le tarif extérieur commun de l'ensemble du groupe, certains taux appliqués par les six pays ont dû être réduits alors que, par ailleurs, des augmentations tarifaires devenaient nécessaires. De nombreux tarifs ayant déjà été consolidés lors de discussions antérieures au sein du G.A.T.T., il a fallu négocier à nouveau des augmentations, des tarifs consolidés ne pouvant être modifiés unilatéralement sans que l'autre partie ne reçoive une compensation adéquate. Les Six ont défendu ici le principe de la compensation interne, selon lequel les réductions rachètent les augmentations. Alors que la partie du tarif de la C.E.E. relative aux produits industriels a en général été acceptée par les parties contractantes, des difficultés sérieuses sont apparues pour ce qui concerne les produits agricoles.

Organisation
Européenne de
Coopération
Economique

En 1960, l'élaboration de la nouvelle « Organisation de Coopération et de Développement économiques » (O.C.D.E.) a fait d'importants progrès.

A la Conférence économique atlantique de janvier 1960, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada avaient exprimé le vœu de devenir membres de l'O.E.C.E. Dès lors, une réorganisation s'imposait. Il ne s'agissait plus, comme en 1948, de favoriser le relèvement de l'Europe par l'aide américaine, mais de poursuivre la libéralisation du commerce mondial, de soutenir le dollar et d'aider les pays en voie de développement.

Se conformant aux directives d'un comité spécial de Ministres des 18 pays de l'O.E.C.E., du Canada et des Etats-Unis et d'un représen-

tant de la C.E.E., un groupe restreint, les « quatre sages », a élaboré un rapport sur les buts et la structure de la nouvelle organisation. En juillet, les Ministres ont approuvé ce rapport et une commission préparatoire a été créée. Le projet en ayant été adopté par les Ministres, la convention créant l'O.C.D.E. a été signée le 14 décembre. L'accord doit entrer en vigueur au plus tard deux ans après sa signature. Ses objectifs généraux sont : — le développement optimum de l'économie, de l'emploi, et du niveau de vie des pays membres ; — l'expansion économique des pays sous-développés ; — les progrès du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire.

Le Canada et les Etats-Unis deviennent membres effectifs de l'O.C.D.E., alors qu'ils n'étaient que membres associés de l'O.E.C.E. En principe, il est convenu au sein de l'O.E.C.E. d'étendre à tous les membres du F.M.I., sur une base non discriminatoire, les avantages de la libéralisation des transactions courantes invisibles et des mouvements de capitaux.

De nouvelles mesures de libération ont été adoptées pour les films, les assurances et le commerce international des valeurs. Les efforts ont été poursuivis en vue d'une coordination plus efficace de la politique économique de même que l'étude des obstacles techniques et administratifs au commerce international. Les investigations sur les besoins énergétiques futurs, la recherche scientifique et technique et le fonctionnement du Centre de productivité européen ont été poursuivis.

Les représentants des Gouvernements des Etats membres de la C.E.E. ont décidé, en mai 1960, d'accélérer la réalisation du Traité. Cette décision a entraîné un *désarmement tarifaire* supplémentaire et un mouvement anticipé vers le Tarif Extérieur Commun. Une démobilisation contingente complète du secteur industriel a été prévue pour fin 1961. Pour les autres domaines de l'intégration, des propositions d'application plus rapide du Traité sont en discussion.

Il en résulte que sur le plan du désarmement tarifaire interne de la Communauté, compte tenu de la seconde réduction au 1^{er} juillet 1960 et de la décision d'accélération, les droits de douane ont été fixés, au 31 décembre 1960, à 70 % du niveau de 1957 pour les produits industriels, à 75 % pour les produits agricoles non libérés et 80 % pour les produits agricoles libérés.

Etant donné l'importance de la démobilisation tarifaire interne, la Commission Européenne a pris une décision instaurant, dès le 1^{er} janvier 1961, un prélèvement sur les marchandises circulant entre les Etats membres, dans la fabrication desquelles sont entrés des produits non soumis aux droits (trafic de perfectionnement).

Quant au *désarmement contingitaire* l'échéance du 1^{er} janvier 1960 a entraîné, dans le secteur industriel, une seconde augmentation, de 20 %, des contingents dits « normaux ». Dans les secteurs particulièrement sensibles, où les importations étaient pratiquement impossibles avant 1958, des contingents représentant 4 % de la production nationale ont été fixés.

Les effets de la protection contingente s'atténuent d'ailleurs, étant donné, d'une part, qu'une fraction de plus en plus faible des échanges et un nombre de plus en plus limité de produits y sont soumis, d'autre part qu'une décision du Conseil prévoit la suppression de tous les contingents industriels à partir du 31 décembre 1960.

Les restrictions quantitatives restent importantes dans le secteur agricole dont le marché est organisé de façon particulière. Aussi, des procédures spéciales d'augmentation des échanges sont recherchées.

Les travaux en vue de l'aménagement des monopoles nationaux ont abouti à des résultats pour les tabacs manufacturés français et italien.

La Commission a soumis, au Conseil, ses premières propositions pour la *libre circulation des travailleurs*. Elles constituent l'ébauche d'un système communautaire d'information sur les demandes et les offres d'emploi ainsi que de compensation entre celles-ci. Elles visent à assurer une certaine priorité au marché du travail communautaire.

Le Conseil a été saisi des propositions de la Commission en matière de *droit d'établissement*; elles précisent le programme général suivant lequel seront éliminées les discriminations liées à la nationalité pour l'accès à certaines professions et pour leur exercice ainsi que les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté.

Le Conseil a également arrêté, à sa session de mai, la première directive établissant une libération inconditionnelle de certains *mouvements de capitaux*, en particulier ceux concernant les investissements directs (création ou achats d'entreprises). Elle permet de se rapprocher des réglementations les plus libérales existant à l'intérieur de la Communauté et consolide les résultats acquis.

La Commission s'est attachée à assurer une interprétation uniforme des dispositions du Traité qui visent les *ententes* et les *abus de puissance économique* et un contrôle efficace de leur application. Une proposition de règlement sur base de l'article 87 a été soumise au Conseil.

D'autre part, un premier règlement antidumping a été établi sur base de l'article 91, § 2. L'inventaire des aides d'Etat a été poursuivi.

En attendant les résultats des travaux sur le problème de l'harmo-nisation des taxes sur le chiffre d'affaire, le Conseil a convenu d'appliquer une procédure de consultation préalable à toute mesure tendant à modifier le taux de la taxe compensatoire et des ristournes.

Après consultation de l'Assemblée et du Comité Economique et Social, des dispositions complémentaires ont été proposées par la Commission, le 30 juin, pour l'élaboration et la mise en œuvre de la *politique agricole commune*. Celle-ci a pour objectif de créer, pour les différents produits agricoles, un marché unique dans lequel les échanges s'effectueront dans des conditions analogues à celles qui existent dans un marché intérieur. Une pression particulière s'est manifestée, au cours des travaux du Conseil, en vue de hâter l'élaboration de cette politique;

l'application de la décision d'accélération a été subordonnée à la constatation de progrès suffisants en cette matière, constatation faite lors de la dernière session du Conseil de l'année 1960.

Bien que les difficultés se soient révélées importantes, un accord a été réalisé sur les principes généraux et sur l'idée de prélèvements intra-communautaires.

En vertu du règlement arrêté pour le nouveau *Fonds social*, le remboursement de la moitié des dépenses consacrées par un pays ou par un organisme de droit public à la réadaptation de la main-d'œuvre est garanti.

Ce fonds contribue à la rééducation professionnelle, à la réinstillation des travailleurs en chômage et au maintien d'un même niveau de rémunération pour les travailleurs touchés par la reconversion.

Le Conseil a fixé un règlement sur base de l'article 79 du Traité interdisant les *discriminations en matière de transports*.

En vue de rendre plus systématique la procédure prévue par le Traité, pour assurer la coordination des *politiques conjoncturelles* des pays membres, le Conseil, sur proposition de la Commission, a créé un Comité de Politique conjoncturelle.

D'autre part, un Comité conjoncturel de la main-d'œuvre, créé également dans le cadre du Conseil, s'est attaché à dégager des propositions en vue de faire face à la pénurie de travailleurs ressentie notamment en Allemagne et aux Pays-Bas.

Le *Fonds de développement des pays et territoires d'outre-mer* a accéléré ses opérations de financement. A la fin de 1960, il avait accordé environ 8 milliards de francs belges dont la majeure partie a été consacrée à la réalisation de projets économiques sans rentabilité immédiate.

Le problème de la régularisation des cours des produits de base ainsi que le principe d'une politique d'assistance technique ont, par ailleurs, été mis à l'étude.

L'évolution politique a amené un grand nombre de pays associés à la pleine souveraineté ou à modifier leurs relations avec certains Etats membres. Ceci a rendu nécessaire un aménagement de leurs relations avec la Communauté. Le Conseil a décidé, pour l'immédiat, de maintenir l'association au Marché commun de tous les pays africains devenus indépendants qui en ont exprimé le désir.

Dans le domaine des *relations extérieures*, il faut noter que le Conseil a adopté le tarif extérieur commun, à la session des 12 et 13 février 1960. La réunion des représentants des Gouvernements des Etats membres, en mai 1960, a fixé les droits applicables aux produits de la liste G sauf pour les produits pétroliers.

En application de la décision d'accélération, le premier pas vers le Tarif Extérieur Commun a été franchi pour les produits industriels, le 31 décembre 1960, soit un an plus tôt que prévu au Traité. Le Tarif Extérieur Commun, tel qu'il se présente après ces décisions, a été examiné au G.A.T.T. en vertu de l'article XXIV/6 de l'Accord Général.

Le désarmement douanier interne et le désarmement contingentaire, ainsi que le premier mouvement vers le Tarif Extérieur Commun ont rendu effective la préférence communautaire. La politique libérale de la Communauté a cependant été marquée par la décision de procéder à une réduction provisoire de 20 % du Tarif Extérieur Commun, en vue du premier rapprochement, réduction susceptible d'être consolidée par le plein appui à l'initiative américaine d'une nouvelle conférence tarifaire mondiale dans le cadre du G.A.T.T. et enfin par une politique active de désarmement contingentaire.

Des négociations en vue de l'association de la Grèce à la Communauté ainsi que des conversations préliminaires avec la Turquie, conduites par la Commission, se sont déroulées au cours de l'année.

Le 9 mai 1960, la C.E.C.A. a commémoré le 10^e anniversaire de la déclaration de M. Robert Schuman, qui a marqué le début du mouvement d'intégration européenne.

Sur le plan institutionnel, il y a lieu de signaler qu'à la fin de l'année, une Commission Mixte d'Etudes a été constituée afin d'étudier les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au Traité de Paris, notamment en matière d'ententes et de concentrations et que, depuis le mois d'avril, le Canada est représenté auprès de la Communauté.

Après avoir considéré que les conditions de fonctionnement du marché commun du charbon étaient de nature à provoquer dans l'économie belge des troubles fondamentaux et persistants, la Haute Autorité a décidé de restreindre les échanges de houille de la Belgique par l'application de l'article 37 du Traité. Cette décision a été liée à des mesures d'assainissement de l'industrie houillère belge (décision 46-59 du 23 décembre 1959).

Effectivement, dès la fin de 1959, le Gouvernement belge a présenté un nouveau programme de fermetures de puits portant les réductions de capacité de production à réaliser jusqu'en 1963, à 9,5 millions de tonnes au lieu de 5,5 millions de tonnes comme il avait été prévu dans le premier programme de 1959.

En date du 11 octobre 1960, le « Conseil de Ministres » a approuvé les propositions de la Haute Autorité fixant, pour l'année 1960, à 4,2 millions de tonnes la quantité susceptible d'être subventionnée et à 685 millions de francs le montant global des subventions.

D'autre part, un comité a été formé pour l'examen de la situation structurelle et conjoncturelle sur le marché de la fonte.

La Cour de Justice a annulé la décision de la Haute Autorité du 18 février 1959 relative à la publication ou à la communication à la Haute Autorité des barèmes, prix et dispositions tarifaires appliqués au transport par route du charbon et de l'acier à l'intérieur de la Communauté, pour compte d'autrui.

Un avant-projet d'accord relatif aux transports internationaux de charbon et d'acier sur les voies fluviales à l'Ouest du Rhin, ayant pour

objet de rendre obligatoire l'enregistrement des contrats de transport et d'assurer un système efficace de publicité, a été rejeté par le « Conseil de Ministres », le 29 novembre 1960.

Dans le domaine social, il y a lieu de signaler que, le 10 février 1960, expiraient les deux ans pendant lesquels la Haute Autorité pouvait, après la fin de la période transitoire, accorder, sur avis conforme du Conseil, des aides de réadaptation à la main-d'œuvre touchée par les conséquences de l'établissement du Marché commun. Afin de rendre possible la réadaptation de la main-d'œuvre nécessitée par l'évolution structurelle du Marché commun, une procédure a été entamée qui a abouti à l'insertion, dans le Traité C.E.C.A., d'un nouvel article 56. En votant ce texte, l'Assemblée parlementaire a posé pour la première fois un véritable acte législatif.

La conférence intergouvernementale sur la reconversion industrielle des régions touchées par les fermetures de mines a eu lieu à Luxembourg, du 27 septembre au 1^{er} octobre.

Le « Conseil de Ministres » a fait subsidier des programmes de recherche sur la combustion de gaz de haut fourneau et sur la suppression des fumées rousses des convertisseurs.

Enfin, le 22 mars 1960, la Haute Autorité a déposé au « Conseil de Ministres », au nom des trois Exécutifs des Communautés européennes, une « Note intérimaire » qui tend à fixer des objectifs communs en vue d'harmoniser les interventions des Etats et de parvenir à bref délai à la libre circulation des produits énergétiques entre les Six. A cet effet, l'on déterminerait un « prix d'orientation », sorte de prix optimum établi en fonction des objectifs à atteindre. Ce prix d'orientation servirait à guider les décisions des gouvernements, des producteurs et des utilisateurs d'énergie. Son niveau dépendrait d'une alternative : ou bien, rendre l'énergie produite dans la Communauté à même de soutenir la concurrence des produits importés ; ou bien, donner une préférence à la production communautaire. Pendant la période d'adaptation — dont la durée pourrait différer selon les pays — le prix réel du marché différerait du prix d'orientation ; cette période d'adaptation pourrait comporter des étapes et être prorogée. Enfin, des moyens complémentaires sont envisagés pour assurer la coordination des politiques énergétiques, tels l'intervention des pouvoirs publics, si des écarts trop importants surgissaient entre le prix du marché et le prix d'orientation ; l'autorisation éventuelle de régimes d'exception ; l'examen périodique des résultats, etc...

Continuant la mission qui lui a été impartie par le Traité de Rome, la Communauté européenne de l'Energie atomique a orienté ses activités dans trois directions principales : le développement de la recherche nucléaire, la promotion de l'industrie nucléaire en Europe, et, enfin, la protection des populations et des travailleurs contre les dangers des radiations ionisantes.

Les prévisions optimistes qui prévalaient il y a quelques années

sur les perspectives économiques de l'énergie nucléaire ont fait place à une appréciation plus restrictive, due à la pléthore des sources d'énergie classiques, ainsi qu'à la certitude de ne voir l'énergie atomique devenir pleinement compétitive que dans un nombre assez élevé d'années.

Ce changement fait paraître moins urgente l'action d'EURATOM pour le développement de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire. Mais cet organisme a renforcé son rôle dans la recherche scientifique, l'énergie nucléaire étant toujours considérée, à longue échéance, comme le complément indispensable des autres sources. Des progrès importants sont encore nécessaires dans la construction et l'exploitation des réacteurs, pour aboutir à une réduction sensible des coûts.

Le programme de recherche d'EURATOM, inclus dans l'Annexe V du Traité, est appliqué de trois façons : par le Centre commun de Recherches nucléaires ; par la conclusion de contrats d'association et de recherche ; par la mise en œuvre d'accords internationaux de coopération.

Quatre établissements sont prévus dans le Centre, dont deux, celui d'Ispra (Italie) et celui de Petten (Pays-Bas), auront une compétence générale, tandis que les deux autres, celui de Mol (Belgique) et celui de Karlsruhe (Allemagne occidentale), auront des tâches limitées.

Signé le 22 juillet 1959, l'accord entre l'exécutif d'EURATOM et le Gouvernement italien, pour la transformation du centre de recherches nucléaires d'Ispra en un établissement du Centre commun, a été ratifié par les Chambres législatives italiennes en juillet 1960 ; la mise en activité du Centre, qui doit occuper, à la fin de 1962, un minimum de 1 500 agents scientifiques, a commencé aussitôt.

Un assez grand nombre de contrats de recherches et d'associations ont été conclus en 1960. Parmi ceux intéressants la Belgique, on peut citer un contrat d'association avec le Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire (C.E.N.), attribuant à la Communauté une participation dans l'exploitation du réacteur à haut flux de neutrons rapides, en construction à Mol ; des contrats de recherches, avec le même Centre, selon le programme commun EURATOM-Etats-Unis, portant sur le retraitement des céramiques par des procédés non aqueux, l'épuration des gaz et le stockage final des déchets concentrés, etc... ; des contrats pour des recherches, à exécuter dans le même cadre, conjointement par le Centre Belge d'Etude de la Corrosion, le Centre de Mol et la Société d'Etudes de Recherches et d'Application pour l'Industrie, et portant essentiellement sur l'étude de la corrosion des matériaux d'intérêt nucléaire.

Dans l'ordre des accords de coopération internationaux, au cours des négociations avec les Etats-Unis, certains assouplissements de l'attitude américaine ont été obtenus, ouvrant, entre autres, à la Communauté, en vertu d'un avenant approuvé par le Conseil des Ministres de la C.E.E.A. en juin 1960, de plus larges possibilités d'approvisionnement en matières fissiles spéciales ; il a été convenu aussi que les travaux

de recherches du programme commun, fondés actuellement sur le réacteur à eau bouillante, comporteront, en outre, des recherches plus générales.

Les accords signés en 1959, avec le Royaume-Uni et le Canada, ont reçu, en 1960, un début d'exécution ; un accord de coopération a été mis au point avec le Brésil.

La mise en œuvre de l'Agence d'Approvisionnement en combustibles nucléaires, prévue par le Traité (art. 52 à 76), afin de protéger les utilisateurs de la Communauté contre les inconvénients d'une position dominante des fournisseurs sur le marché, n'a pas été hâtée, l'offre de combustibles ayant, en fait, largement dépassé les consommations prévues pour les années à venir.

En vertu d'une décision de la Commission, l'Agence a toutefois commencé à fonctionner le 1^{er} juin 1960 ; aucune redevance n'est perçue sur les transactions, pour ne pas accroître le coût de l'énergie nucléaire. En juillet, l'Agence a entamé une enquête pour étudier l'évolution probable du marché des combustibles nucléaires dans les prochaines années.

Les dispositions des articles 45 à 51 du traité, touchant les « entreprises communes », ont reçu leur application en 1960, lors de la création de la Société d'Energie Nucléaire Franco-Belge des Ardennes (S.E.N.A.) ; cette société, à laquelle participent à parts égales, l'Electricité de France et le groupe belge d'Electricité « Centre et Sud » S.A. doit édifier à Chooz, dans les Ardennes françaises, une centrale nucléaire d'une puissance d'environ 200 MW, selon un accord Euratom-Etats-Unis. En raison de l'« importance primordiale » précisée par l'article 45 du Traité, le Conseil de Ministres a, dans sa réunion du 19 juillet 1960, donné à la S.E.N.A. la qualité d'entreprise commune et les avantages fiscaux et autres y attachés ; il s'est toutefois réservé le droit de les supprimer, en cas de modification substantielle de la situation économique de l'entreprise et après résorption de son déficit d'exploitation.

L'activité d'EURATOM, pour la protection des populations, a surtout porté, en 1960, sur les dispositions à prendre en vue de compléter le système de dédommagement prévu par la Convention préparée par l'O.E.C.E. à propos de la réparation des dommages dus aux accidents d'origine nucléaire.

Sans vouloir toucher aux principes de cette Convention, les Etats membres d'EURATOM ont reconnu la nécessité d'une intervention financière complémentaire, à l'aide de fonds publics ; l'accord n'est toutefois pas encore acquis, notamment sur les modalités de cette intervention et sur le caractère plus ou moins solidaire des interventions des Etats.

Par l'entrée en vigueur, le 1^{er} novembre 1960, du Traité instituant l'Union Economique Benelux, les divers accords, qui contenaient les règles sur lesquelles avait été basée la coopération entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, ont été fixés et réunis dans un ensemble

coordonné. En même temps, le délai pour la mise en application des mesures de transition, c'est-à-dire les mesures préconisées dans la convention transitoire en vue de parfaire l'union économique, a pris date.

Un certain nombre de décisions, d'ordre administratif et nécessaires pour l'application du traité, ont été prises le 3 novembre 1960. Le Comité de Ministres avait tenu une première réunion à cet effet.

Avant cette date, d'autres mesures avaient été prises en vue de favoriser l'intégration. Le 20 février, les Ministres marquèrent leur accord sur une réglementation du trafic commercial des produits agricoles non libérés. Cette réglementation maintient dans une certaine mesure la préférence Benelux pour les produits — surtout des produits horticoles — qui sont soumis dans l'U.E.B.L. au système des prix minima prévu par le Traité de la C.E.E. Ces prix minima valent, il est vrai, pour tous les partenaires de la C.E.E. et donc aussi pour les Pays-Bas, mais, quand la frontière est fermée pour les autres pays, elle demeure encore ouverte pour la Hollande à condition que ce pays garantisse qu'aucun produit n'est offert en dessous du prix minimum. En outre, l'accord relatif au transfert, vers les frontières extérieures du Benelux, du contrôle des personnes, a été signé le 11 avril et celui relatif à la mise en vigueur des articles du Traité concernant la liberté de circulation, le 19 septembre.

Afin d'élaborer un règlement pour l'exercice des activités économiques et professionnelles indépendantes, un groupe ministériel spécial, où siègent les Ministres qui ont les classes moyennes dans leurs attributions, a été créé le 3 novembre. Ce groupe a pour mission de veiller à ce que le « gentlemen's agreement » du 12 mai 1949, conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, soit adapté aux stipulations du Traité d'Union en attendant que la convention transitoire puisse être appliquée en la matière. Enfin, le Comité des Ministres a libéré le transport irrégulier de voyageurs par route.

Les instances du Benelux poursuivent leurs efforts afin de simplifier les formalités à la frontière, ce qui implique une harmonisation des nombreuses réglementations qui empêchent le libre trafic commercial et nécessitent le contrôle frontalier. De nouveaux efforts sont faits également pour intégrer les transports et l'agriculture dans l'Union économique.

Le Marché commun Benelux est, néanmoins, en grande partie réalisé en ce qui concerne les marchandises, y compris les biens importés ; cette réalisation est d'ailleurs antérieure à l'entrée en vigueur du Traité d'Union proprement dit. Le marché du travail est aussi unique, tandis que la circulation de capitaux et celle des services sont presque entièrement libres.

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. a, en 1960, été favorisé par la situation améliorée de l'économie mondiale. La reprise, apparue en 1959, a apparemment encore été renforcée par la réalisation du Marché commun européen. Les échanges internationaux de la Belgique ont

enregistré de nouveaux records, bien que leur rythme de croissance ait quelque peu fléchi après le recul saisonnier assez vif des mois d'été. Les importations et les exportations ayant augmenté dans une mesure sensiblement égale, le taux de couverture a peu varié, il s'est élevé à 95,4 %.

La valeur globale des exportations de l'U.E.B.L. a progressé de 14,6 % de 1959 à 1960, contre 8,2 % un an plus tôt.

La plupart des secteurs ont participé à cet accroissement. Les progrès des exportations de la sidérurgie, de l'industrie des fabrications métalliques, du secteur textile et de celui des métaux non ferreux ont cependant dépassé la moyenne. L'augmentation est de plus de 20 milliards de francs pour ces secteurs, soit 83 % de l'augmentation globale des exportations. Par contre, les ventes à l'étranger des produits chimiques, des diamants et des combustibles minéraux ont diminué.

La sidérurgie, la plus importante branche exportatrice de l'U.E.B.L., a augmenté le plus ses ventes, de 27 % en valeur ; celles-ci ont constitué plus du quart du total. La diminution des exportations vers les Etats-Unis, consécutive à la fin des grèves dans ce pays, a pu être compensée sans peine par l'augmentation de la demande des pays de la C.E.E.

Dans l'industrie des fabrications métalliques, deuxième secteur d'exportation par ordre d'importance, l'augmentation n'a pas été aussi forte (+ 14 %). Elle a porté surtout sur les biens d'équipement. Le matériel de chemin de fer et la construction navale ont fait exception à la tendance générale, ce dernier secteur a été freiné par la pléthora de tonnage dans le monde.

L'augmentation des exportations de produits textiles a suivi à peu près la tendance générale et s'est élevée à 15 %. En quantité, ce sont les fils qui ont le plus progressé. Plus de la moitié des livraisons de textiles ont été faites aux Pays-Bas et à l'Allemagne.

La vente de produits chimiques à l'étranger a fléchi, spécialement les expéditions d'engrais. Les produits organiques et les matières plastiques ont connu, par contre, un fort progrès.

Les exportations de produits alimentaires ont été un peu meilleures, par rapport à l'année précédente. Les exportateurs de viande, surtout, ont pu profiter de l'ouverture des marchés français et allemands.

Les ventes de diamants à l'étranger ont fléchi. Elles dépendent, pour beaucoup, du débouché américain dont la diminution n'a pu être entièrement compensée par l'augmentation des exportations en Europe.

Les expéditions de produits pétroliers, plus importantes en quantité, ont cependant diminué en valeur. Celles de charbon ont présenté un aspect similaire.

Parmi les industries exportatrices moins importantes, il faut noter une augmentation substantielle des ventes à l'étranger de chaussures, d'articles en bois et de papier. Les exportations de ciment et de produits en caoutchouc ont fléchi.

La répartition géographique du commerce extérieur de l'U.E.B.L. a été déterminée surtout, en 1960, par le recul conjoncturel aux Etats-Unis, les événements du Congo, la haute conjoncture persistante en Europe et le nouvel abattement tarifaire à l'intérieur de la C.E.E.

Les exportations ont augmenté d'un quart vers les pays de la Communauté Economique Européenne ; la part de ces pays dans le total des ventes de l'U.E.B.L. a été de plus de la moitié. Les exportations vers l'Allemagne occidentale ont le plus augmenté, consistant surtout en fonte, fer et acier, armes et munitions, produits textiles et produits alimentaires.

La part prise par les Pays-Bas dans le total des ventes de la Belgique à la C.E.E., a diminué, ce pays est cependant demeuré de loin notre principal client. Ce recul relatif provient peut-être du fait que les avantages que s'accordent mutuellement les partenaires de Benelux sont étendus progressivement aux autres pays de la C.E.E.

Les expéditions vers la France qui, en 1959, avaient pâti de la dévaluation du franc français ont de nouveau augmenté en 1960 et ce pays a pris aux Etats-Unis la troisième place parmi nos débouchés. L'Italie a fait un saut encore plus grand, venant de la neuvième place à la sixième, nos ventes à ce pays ayant progressé de 35 %.

Les exportations vers les Etats-Unis ont fort diminué, en partie par suite du recul de l'activité économique de ce pays, en partie à la suite d'un retour à des achats plus normaux à la sidérurgie, après les grèves américaines de 1959.

Bien que les ventes vers les pays scandinaves aient fort progressé, l'avance n'est que de 14 % pour l'ensemble des pays de l'Association européenne de libre-échange, le pays le plus important du groupe, le Royaume-Uni, n'ayant augmenté ses achats que de 3 %. Il y a eu ici, en effet, un sensible recul dans les livraisons de navires, d'avions et d'engrais.

Le débouché congolais qui, depuis plusieurs années déjà, perdait de son importance, a subi l'influence des événements qui ont suivi l'indépendance. L'U.E.B.L. y a exporté environ un tiers en moins qu'en 1959.

Le commerce avec les pays de l'Europe de l'Est a fort progressé.

Importations

En 1960, les importations de l'U.E.B.L. ont dépassé de 15 % celles de l'année précédente, contre 9,8 % un an avant, et atteint un nouveau record.

Par suite de la conjoncture favorable, les importations de matières premières et de matières auxiliaires ont augmenté assez rapidement. Pour les biens d'équipement, la part des fournitures de l'étranger dans la demande intérieure est devenue plus importante.

Les progrès de la production de l'industrie sidérurgique ont provoqué l'importation accrue de minerais de fer, dont les prix sont demeurés assez stables. Les importations destinées à l'industrie des fabrications

métalliques ont également augmenté, par suite de la vive activité de ce secteur. Celles de pièces et d'accessoires pour automobiles ont constitué le facteur principal d'expansion de cette branche. Dans le secteur des métaux non ferreux, il y a vraisemblablement eu stockage. La valeur des importations a augmenté beaucoup plus vite que celle de la production, mais les hausses de prix ont eu, ici aussi, une certaine influence.

La forte activité de l'industrie textile a provoqué une augmentation de 14 % des importations de produits textiles ; mais il faut tenir compte de la hausse des prix de la laine et du coton à mettre en œuvre.

La surproduction de combustibles minéraux a entraîné une baisse des prix du pétrole brut, de sorte que les importations ont diminué de 4 % en valeur, malgré une légère augmentation en quantité.

Globalement, les achats de produits chimiques à l'étranger ont augmenté de 12 %, mais ceux de produits minéraux et d'engrais chimiques ont diminué.

La part des pays européens, dans les importations de l'U.E.B.L., est demeurée à peu près inchangée : elle s'est élevée à 65 % du total. En ce qui concerne l'Europe, la C.E.E. a accru son importance comme fournisseur, au détriment des pays de l'A.E.L.E. La part des Etat-Unis et celle du Congo ont augmenté, aux dépens de celle des pays sous-développés. En 1960, 47,9 % des importations de l'U.E.B.L. ont été livrées par les pays de la C.E.E. Par rapport à l'année antérieure, elles ont augmenté de 17 %, en provenance de cette zone, à la suite surtout des achats accrus de biens d'équipement pour l'industrie des métaux et l'industrie textile.

La République fédérale allemande est demeurée le fournisseur le plus important ; ses livraisons de machines et de voitures ont surtout augmenté. Les Pays-Bas ont maintenu leur deuxième position comme fournisseur, mais avec un recul relatif marquant au profit de la France. Parmi les fournitures de ce dernier pays, les voitures, les produits textiles et les produits en acier ont le plus augmenté.

Les importations en provenance des sept pays de l'A.E.L.E. ont augmenté de 8,2 %, bien que les achats au Royaume-Uni n'aient même pas progressé de 2 %. En direction des pays scandinaves, la diminution des achats de produits laitiers au Danemark a été largement compensée par l'augmentation des achats de minerais de fer en Suède.

L'importance de l'approvisionnement de l'industrie cotonnière aux Etats-Unis ainsi que les achats accrus de voitures et de machines américaines ont provoqué une hausse de l'ensemble des importations venant de ce pays. Celles en provenance du Congo et du Ruanda-Urundi ont augmenté de 35 % ; sans doute, une bonne part a consisté en biens personnels appartenant à des coloniaux rentrés en Belgique.

Le déficit de la balance commerciale s'est encore accru de 25 % par rapport à l'année précédente.

Envers les pays de l'O.E.C.E. il y a eu, en 1960, un surplus dépassant

le déficit de l'année précédente. Cette évolution favorable est due au retournement de la balance avec la C.E.E.

Par suite de l'arrêt presque complet des exportations vers le Congo, depuis juillet, et de la persistance d'importations anormales en provenance de ce pays, le déficit envers le Congo et le Ruanda-Urundi a doublé. A l'inverse de l'année précédente, l'U.E.B.L. est en déficit à l'égard des U.S.A. tandis qu'elle a enregistré un excédent envers les pays de l'Europe orientale, sauf l'U.R.S.S.

Relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas

Favorisées par l'expansion économique, les relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas se sont développées, mais l'accroissement n'a pas été le même dans les deux sens. La hausse des importations en provenance du pays partenaire a été, dans l'U.E.B.L. et aux Pays-Bas, de respectivement 8 % et 15 %. Par rapport aux importations de l'U.E.B.L. et par rapport aux exportations néerlandaises, l'importance du courant commercial nord-sud a été moindre qu'en 1959. Par contre, le courant sud-nord représente pratiquement les mêmes pourcentages des exportations de l'U.E.B.L. et des importations hollandaises.

Les Pays-Bas sont demeurés le principal acheteur de l'U.E.B.L. Si leur avance sur le deuxième client en importance, la République Fédérale allemande, est demeurée considérable, la part de l'Allemagne a accusé une hausse plus forte qu'en 1959. Ce dernier pays a aussi renforcé sa première place comme fournisseur. Sa part dans le total des importations de l'U.E.B.L. a augmenté, mais elle n'atteint pas le niveau de 1958.

L'Allemagne occidentale est demeurée le principal fournisseur et le principal client des Pays-Bas. Sa part dans les importations et les exportations néerlandaises a d'ailleurs de nouveau augmenté. L'U.E.B.L. a conservé sa deuxième place avec un pourcentage un peu moindre à l'importation et à l'exportation.

Les matières premières et les combustibles n'ont contribué que dans une faible mesure à l'augmentation des importations de l'U.E.B.L. en provenance des Pays-Bas, tandis que les importations de produits comestibles ont même accusé une faible baisse. Par ailleurs, la part des produits manufacturés dans le total des importations en provenance des Pays-Bas accuse une augmentation sensible, pour atteindre 60 %. L'accroissement a été surtout considérable pour les appareils électriques et les tissus.

A l'exportation vers les Pays-Bas, la part des produits comestibles et celle des matières premières ont aussi diminué. La valeur des exportations de produits manufacturés ayant augmenté de 18 %, la part de ce groupe atteint 85 %.

Parmi ces produits, le progrès a été considérable surtout pour les produits métalliques, dont la valeur exportée a cependant été moins importante qu'en 1956, tant pour le fer et l'acier que pour les non ferreux. L'augmentation des fabrications métalliques correspond à l'augmen-

tation moyenne. L'évolution dans cette branche n'a cependant pas été uniforme : alors que le progrès a été faible pour les machines, il a été considérable pour l'appareillage électrique. Dans le secteur textile, l'accroissement a été important surtout pour l'habillement.

L'excédent des exportations de l'U.E.B.L. a crû, comme en 1959 ; l'augmentation atteint 3 milliards de francs et est due, pour la moitié, aux métaux communs.

En 1960, l'expansion de l'activité économique a permis une augmentation plus forte des exportations que des importations ; de ce fait, les opérations sur marchandises ont, d'après les règlements financiers rectifiés, laissé un boni faisant suite au déficit de 1959. Ce renversement a été très marqué au premier semestre.

L'amélioration du solde des transactions pour services est imputable, en majeure partie, aux revenus d'investissements, aux gains des ouvriers frontaliers et aux services divers. Si les recettes procurées par les investissements se sont accrues dans une forte mesure, les dépenses ont cependant aussi augmenté à cause de l'importance des intérêts payés pour la dette extérieure, en expansion marquée. L'augmentation accusée par les recettes nettes des ouvriers frontaliers est due à l'absence de grèves, celles-ci avaient au contraire affecté ce poste en 1959. Le solde positif des transports a diminué par rapport à l'année précédente, les dépenses ont crû du fait de l'augmentation des importations, tandis que les recettes ont été influencées par la réduction des transports pour compte de sociétés congolaises.

Les transferts privés ont atteint les mêmes niveaux que l'année antérieure sous l'influence des événements congolais. Cependant, ceux de l'Etat ont été sensiblement majorés, ils consistent en dons en faveur du Congo et la contribution belge au Fonds de Développement des Pays et Territoires d'Outre-Mer de la C.E.E.

Les opérations en compte capital des pouvoirs publics ont donné lieu à une entrée nette, à l'opposé de ce qui s'était passé en 1959. Cette évolution est due surtout aux engagements à court terme, contractés par le Trésor public sur les marchés financiers étrangers. Par ailleurs, le Fonds des Routes a placé un emprunt en République Fédérale allemande.

Les mouvements de capitaux privés, dont les sorties nettes furent très atténuées en 1959 à cause des rapatriements en provenance du Congo, ont regagné en ampleur en 1960. Les transactions sur valeurs mobilières ont porté sur 8,9 milliards en recettes et 12,9 milliards en dépenses. Les achats ont été effectués en ordre principal dans les pays de la C.E.E. et de l'Amérique du Nord. Les autres capitaux privés représentent surtout des rapatriements du Congo, dont une partie a cependant été réinvestie à l'étranger.

L'importance du solde positif des opérations sur marchandises et des mouvements de capitaux des pouvoirs publics a permis à la balance

globale des paiements de l'U.E.B.L. de clôturer avec un boni de 6,2 milliards, contre un déficit de 4,1 milliards en 1959. Il en est résulté une progression des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale et plus spécialement de ceux en monnaies étrangères convertibles. Les avoirs nets des banques de dépôts belges ont fléchi, en raison de leurs engagements en monnaies étrangères.

La ventilation géographique des paiements extérieurs de l'U.E.B.L. montre que les transactions sur biens et services avec le Congo et le Ruanda-Urundi ont encore accusé, en 1960, un boni appréciable, toutefois inférieur à celui des années précédentes. Ce boni a été, pour la majeure partie, constitué au cours du premier semestre. Ensuite, sa réduction, très nette, a affecté le solde global des transactions courantes.

PRIMIÈRE PARTIE

TABLEAUX STATISTIQUES
ET GRAPHIQUES

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

PREMière PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

I

POPULATION

I

ИОГАДРОН

II

EMPLOI ET CHÔMAGE

<i>Emploi</i>	p. 11 à 15
<i>Chômage</i>	p. 15 à 18

EMPLOI ET CHANGEMENT

CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS
1898

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin
 (en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Charbon et minéraux ..	167,5	165,0	158,5	152,6	152,2	154,1	138,2	117,2	
Carrières	16,9	14,8	13,4	13,0	12,9	12,5	11,4	10,5	10,2
Industries alimentaires.	69,7	69,1	70,2	71,4	72,1	73,2	73,9	74,6	76,2
Boissons	27,5	27,6	27,5	27,0	27,4	28,0	28,0	27,4	27,8
Tabac	9,2	9,7	9,2	9,4	9,5	10,0	9,8	9,2	9,1
Industries chimiques...	57,4	58,3	60,1	62,3	63,6	65,1	65,3	64,9	67,3
Caoutchouc	7,7	8,0	8,4	8,7	9,0	9,1	8,6	8,4	8,6
Bois et ameublement..	46,7	45,3	45,1	47,5	47,8	47,5	46,6	44,4	44,4
Papier et carton	20,6	20,3	20,9	21,0	21,2	21,9	21,8	21,6	22,3
Livre et photographie...	26,3	27,0	28,0	29,0	30,1	30,4	31,3	31,0	31,8
Cuir et peaux	13,0	12,7	12,0	12,0	11,7	11,4	10,7	10,8	10,5
Textiles	166,9	168,5	167,4	164,8	160,9	164,1	145,1	142,7	145,3
Habillement	63,3	62,8	62,7	64,1	66,5	68,9	66,4	65,6	65,7
Chaussure	20,8	19,8	19,3	20,2	19,5	19,5	19,5	18,9	18,5
Électricité, gaz, eau...	20,3	20,3	20,2	20,0	20,1	20,2	20,0	19,7	19,7
Céramique et verre ...	62,5	61,1	63,5	66,2	69,0	69,3	65,8	66,9	71,3
Industrie des métaux..	344,8	334,1	337,0	354,5	373,5	389,6	369,4	354,5	373,4
Art et précision	12,2	13,7	13,2	14,3	14,8	14,9	14,3	15,4	15,1
Construction	183,0	187,2	188,3	198,1	210,2	208,7	197,5	199,3	200,6
Transport (a)	66,9	67,4	67,1	65,6	68,7	71,8	73,3	71,6	72,3
Divers	6,0	5,5	5,9	6,5	7,5	8,4	8,2	8,1	9,2

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
 A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge, en 1956, 1957 et 1958, et du personnel des garages depuis 1953.

Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée
moyennes
(en milliers)

DÉSIGNATION	MAIN-D'ŒUVRE SALARIÉE						Main-d'œuvre civile
	1948	1953	1954	1955	1956	1957	
Agriculture, sylviculture et pêche	43,3	34,8	34,1	33,0	31,6	31,0	30,8
Industries extractives	193,6	180,2	172,5	168,2	167,1	167,6	167,5
Industries manufacturières	1 022,0	991,5	992,8	1 017,5	1 048,0	1 072,5	1 031,1
Industrie de la construction	152,5	181,0	186,5	193,8	208,3	213,4	199,2
Électricité, eau, gaz et services d'hygiène	27,3	29,0	28,9	28,7	29,0	29,2	29,1
Commerce, banques et assurances	201,1	218,3	224,0	233,0	241,5	248,9	257,4
Transports et communications	235,3	218,1	214,1	214,5	220,6	225,1	226,9
Services	504,4	570,3	586,6	599,4	605,7	618,9	634,2
Chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics	—	8,7	13,9	22,7	9,8	5,3	10,5
Chômeurs complets contrôlés	80,9	183,6	166,9	116,5	91,0	77,9	109,7
<i>Total</i> . . .	2 460,4	2 615,5	2 620,3	2 627,3	2 652,6	2 689,8	2 696,4
							2 706,8
							2 712,8
							3 503,8

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)
(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés				Heures-ouvriers			
	1957	1958	1959	1960	1957	1958	1959	1960
Charbonnages (b)	124,1	121,7	105,9	85,9	277 519	257 282	200 717	176 594
Cokeries	4,7	4,6	4,5	4,5	10 298	10 032	9 870	9 765
Sidérurgie (c)	51,4	49,3	49,0	50,7	106 268	104 783	105 307	107 955
Métaux non ferreux	15,8	15,0	15,0	15,8	33 799	31 870	30 439	32 024
Fabrications métalliques	206,0	189,1	176,7	188,5	410 647	381 672	357 433	381 571
Azote	4,2	4,3	4,2	4,2	8 476	8 780	8 727	8 589
Caoutchouc	6,5	5,9	5,5	5,9	13 297	11 620	11 372	11 594
Papier (établissements producteurs)	9,0	8,7	8,4	8,8	19 352	18 086	18 032	18 445
Papier (établissements transformateurs)	11,0	10,8	10,8	11,2	23 488	22 214	22 689	24 442
Carrières	8,2	7,4	6,8	6,9	17 245	14 483	13 746	13 587
Chaux, calcaires et dérivés	4,7	4,3	4,0	4,1	9 933	9 002	8 358	8 256
Terre cuite	10,6	9,7	9,3	9,8	22 637	20 332	19 797	20 481
Ciment	3,8	3,2	2,9	2,8	7 803	6 595	6 050	5 745
Verre	17,9	18,1	20,4	21,9	37 669	38 363	42 925	45 150
Bois	26,9	25,8	24,7	25,8	55 941	51 920	51 005	52 743
Céramique	10,1	8,4	7,9	8,5	21 533	13 157	16 277	17 608
Construction	57,5	92,4 (d)	90,4	92,1	..	188 865	182 499	182 925
Filatures : coton, lin et chanvre (e)	22,4	18,5	18,0	18,4	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	20,0	16,9	16,9	17,0	38 872	31 045	34 529	35 132
Tissages	44,2	39,3	38,4	39,6	89 514	73 329	76 326	81 873
Autres activités textiles	6,2	5,7	5,6	5,7	12 237	10 886	10 989	10 995
Bonneterie	18,1	16,6	16,8	16,9	34 380	30 119	31 040	31 580
Huiles végétales et animales	1,7	1,6	1,6	1,6	3 701	3 456	3 473	3 288
Tabac	7,8	7,4	6,9	6,8	15 632	14 335	13 457	13 187
Cuir	3,3	2,9	2,8	2,5	6 965	5 770	5 684	5 102
Chaussures	13,8	13,5	13,2	13,0	25 477	23 862	24 407	24 040
Pantoufles	1,7	1,5	1,4	1,4	3 290	2 864	2 834	2 821
Distribution d'eau	2,8	2,9	3,0	3,0	6 281	6 404	6 598	6 410
Port d'Anvers	16,5	16,1	15,2	15,3	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent, en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.

(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.

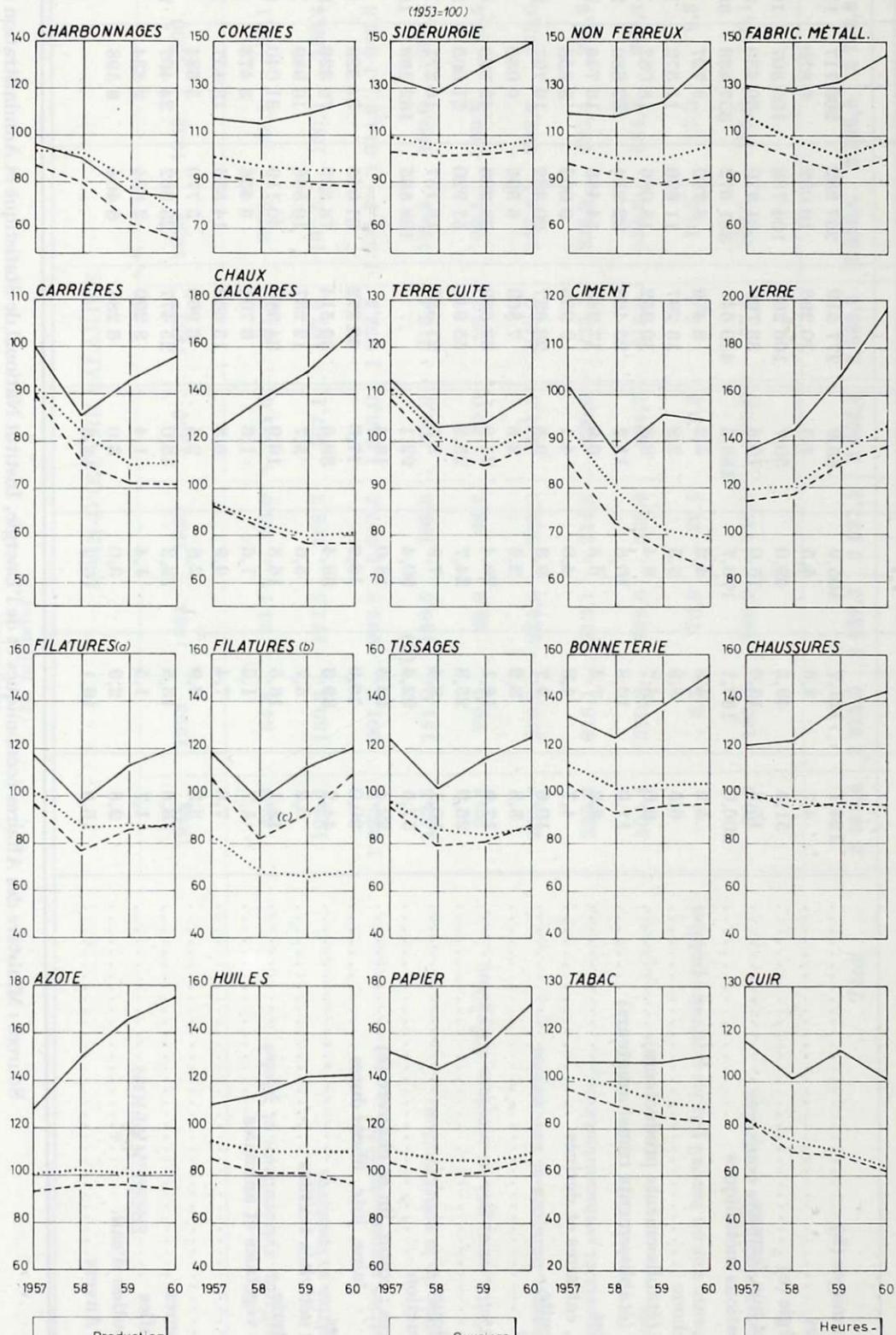
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des actes de moulage.

(d) Résultats non comparables à ceux des années précédentes par suite de l'augmentation du nombre de déclarants.

(e) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1957 à 1960 : 6 932, 5 256, 5 892 et 6 948 millions.

Evolution comparée de la production, du personnel ouvrier et des heures-ouvriers prestées dans différentes industries

PRODUCTION, PERSONNEL OUVRIER ET HEURES-OUVRIERS



(a) laine cardée, laine peignée, jute filature et corderie de fibres dures
 (b) coton fin, cardes fileuses, cocons, lin et chanvre
 (c) broches-heures,

Nombre de journées perdues par suite de grèves

ANNÉE	Nombre de grèves	Nombre de journées perdues	Branches d'industrie où ont eu lieu les grèves les plus importantes
1953	115	411 903	Mines de houille et industrie des métaux.
1954	107	443 706	Industrie des métaux et industrie chimique.
1955	143	1 001 769	Mines de houille, industrie des métaux, industrie chimique, industrie textile, ouvriers du port d'Anvers.
1956	148	948 170	Mines de houille, industrie des métaux, briqueteries.
1957 (a)	114	2 993 738	Industrie des métaux et industrie du diamant.
1958	43	293 767	Mines de houille, secteur gaz et électricité, tramways.
1959	57	983 147	Mines de houille, réparateurs de navires.
1960 (b).....	61	334 346	Industrie des métaux, industrie de la chaussure, carrières.

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris la grève générale dans la construction pour laquelle le nombre de journées perdues peut être estimé à 795 000.

(b) Pour être complet, il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait qu'il n'a pas été tenu compte des grèves générales des 29 janvier 1960 et de décembre 1960. En effet, il s'agit ici de conflits ayant un caractère spécial et pour lesquels, d'autre part, la méthode d'établissement de cette statistique ne permet pas de rassembler des données précises et complètes.

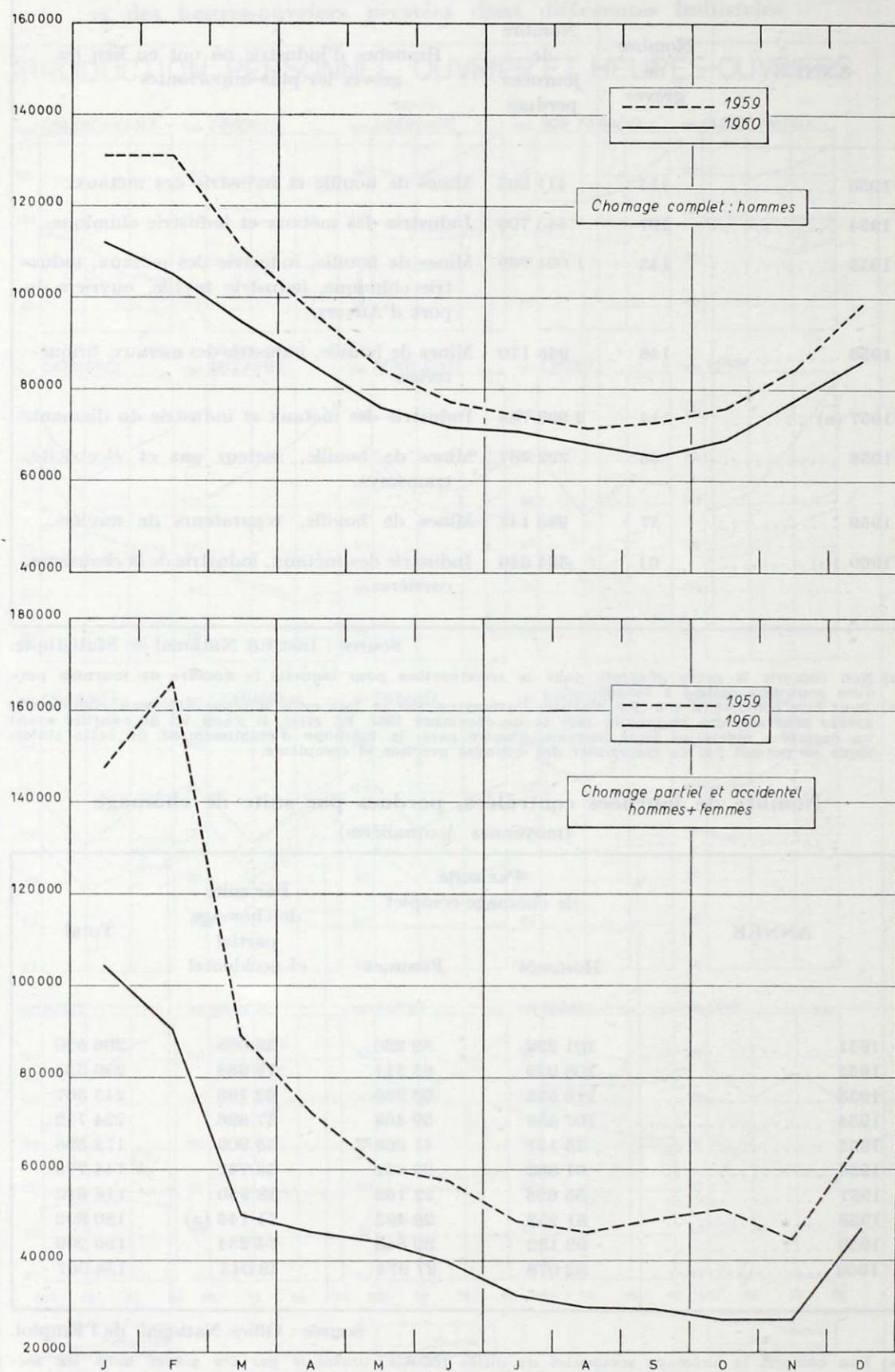
Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage (moyennes journalières)

ANNÉE	Par suite de chômage complet		Par suite de chômage partiel et accidentel	Total
	Hommes	Femmes		
1951	101 232	52 220	53 068	206 520
1952	108 059	65 511	72 968	246 538
1953	116 625	66 989	62 193	245 807
1954	107 458	59 468	57 826	224 752
1955	75 121	41 368	55 909	172 398
1956	61 382	29 652	53 742	144 776
1957	55 698	22 162	38 950	116 810
1958	81 252	28 495	71 146 (a)	180 893
1959	92 132	32 843	74 234	199 209
1960	82 078	27 974	48 045	158 097

Source : Office National de l'Emploi.

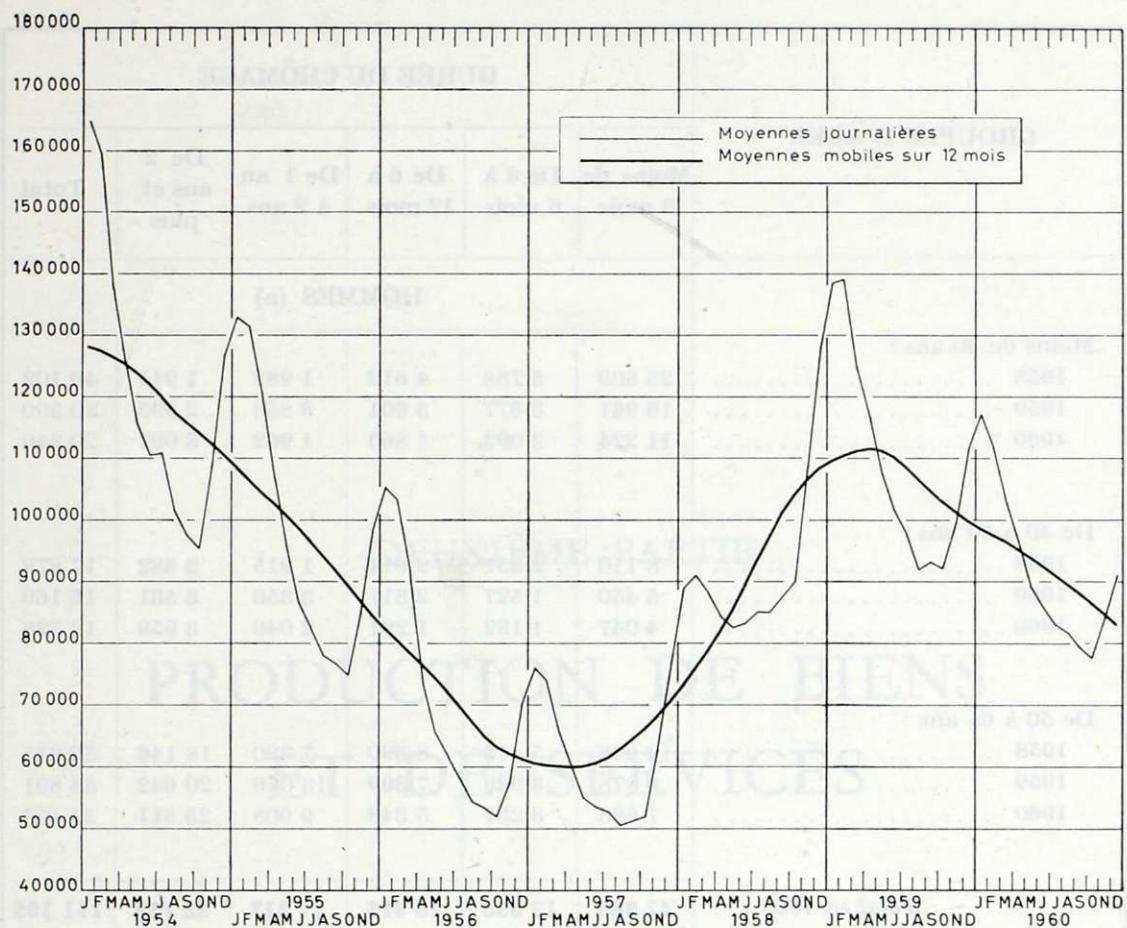
(a) Non compris le chômage accidentel de durée réduite, provoqué par les grèves dans les secteurs de gaz et de l'électricité.

Evolution du chômage
Journées perdues et contrôlées
(moyennes journalières)



Source : Office National de l'Emploi.

Réserve de la main-d'œuvre masculine (a)



Source : Office National de l'Emploi.

(a) Chômeurs complets ainsi que ceux mis au travail par le secteur public.

Répartition par province des chômeurs complets contrôlés

(moyennes journalières)

PROVINCE	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Anvers	44 345	38 606	25 618	18 215	16 356	24 855	26 483	21 072
Brabant	34 011	29 694	19 590	16 582	14 718	17 830	22 363	18 936
Flandre Occidentale ..	31 741	28 729	22 126	16 505	12 908	17 802	20 355	17 429
Flandre Orientale....	39 426	36 189	27 197	21 405	16 312	24 551	25 677	21 699
Hainaut	15 200	15 095	9 732	7 461	6 493	8 774	11 610	12 443
Liège	9 436	9 468	6 218	5 278	5 324	8 427	10 332	9 551
Limbourg	5 929	5 581	3 652	3 514	3 672	4 972	5 565	6 272
Luxembourg	606	830	525	345	358	529	590	673
Namur	2 920	2 734	1 831	1 729	1 719	2 007	2 000	1 977
<i>Le Royaume ...</i>	183 614	166 926	116 489	91 034	77 860	109 747	124 975	110 052

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée
En novembre 1958, 1959 et 1960

GROUPES D'ÂGES	DURÉE DU CHÔMAGE					
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
HOMMES (a)						
Moins de 40 ans :						
1958	25 809	5 788	4 612	1 982	1 911	40 102
1959	16 961	3 377	3 601	3 856	2 595	30 390
1960	11 224	2 092	1 865	1 962	3 097	20 240
De 40 à 50 ans :						
1958	8 110	2 357	2 814	1 915	2 682	17 878
1959	5 450	1 527	2 311	3 350	3 531	16 169
1960	4 047	1 182	1 291	2 049	3 959	12 528
De 50 à 65 ans :						
1958	13 946	5 413	8 390	7 320	18 146	53 215
1959	9 878	3 926	7 399	13 046	20 642	54 891
1960	7 633	3 237	5 348	9 908	25 511	51 637
<i>Total en 1958 ...</i>	47 865	13 558	15 816	11 217	22 739	111 195
<i>Total en 1959 ...</i>	32 289	8 830	13 311	20 252	26 768	101 450
<i>Total en 1960 ...</i>	22 904	6 511	8 504	13 919	32 567	84 405
FEMMES (a)						
Moins de 40 ans :						
1958	10 253	2 263	2 431	1 206	521	16 674
1959	7 841	1 806	2 230	2 253	778	14 908
1960	6 900	1 386	1 411	1 575	920	12 192
De 40 à 60 ans :						
1958	5 429	1 668	2 484	2 498	4 355	16 434
1959	4 265	1 461	2 245	3 576	5 141	16 688
1960	4 231	1 108	1 540	2 531	5 851	15 261
<i>Total en 1958 ...</i>	15 682	3 931	4 915	3 704	4 876	33 108
<i>Total en 1959 ...</i>	12 106	3 267	4 475	5 829	5 919	31 596
<i>Total en 1960 ...</i>	11 131	2 494	2 951	4 106	6 771	27 453

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Y compris les chômeurs occupés par les communes et autres institutions publiques.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS
ET DE SERVICES

I

AGRICULTURE ET PÊCHE

<i>Agriculture</i>	p. 23 à 29
<i>Pêche</i>	p. 30

AGRICULTURE ET BRIGE

1870

Superficies cultivées
Recensements des 15 mai 1956, 1957, 1958, 1959 et 1960
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959 (a)	1960	Différence en % de 1959 à 1960
Céréales	513,8	518,2	536,1	525,1	524,7	—
Légumineuses cultivées pour la graine	14,4	13,0	11,6	11,7	11,2	— 4
Plantes industrielles	99,5	92,2	93,8	88,1	96,2	+ 9
Plantes racines et tuberculifères	151,3	144,9	140,6	133,9	130,9	— 2
Fourrages verts	50,5	56,2	49,4	45,8	42,0	— 8
Prés et prairies	817,5	813,9	811,3	815,7	818,6	—
Cultures maraîchères	29,1	29,9	29,4	..	32,1	..
Autres cultures	53,5	50,3	49,3	..	55,1	..
<i>Total général des cultures ...</i>	1 729,6	1 718,6	1 721,5	1 717,2	1 710,8	—

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données rectifiées.

Céréales
Superficies cultivées
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959 (a)	1960	Différence en % de 1959 à 1960
<i>Céréales panifiables</i>	260,2	280,4	295,9	269,9	272,5	+ 1
dont :						
Froment d'hiver et alternatif ..	102,2	161,6	185,7	161,4	175,4	+ 9
Froment de printemps	85,6	46,2	33,6	38,6	27,8	— 28
Seigle	68,2	65,7	68,7	62,4	62,9	+ 1
<i>Céréales non panifiables</i>	253,5	237,8	240,2	255,2	252,1	— 1
dont :						
Orge d'hiver	22,1	25,2	27,7	34,4	36,5	+ 6
Orge de printemps	68,6	61,0	67,2	75,2	68,9	— 8
Avoine	157,6	148,3	142,0	140,5	141,4	+ 1
<i>Total des céréales ...</i>	513,8	518,2	536,1	525,1	524,6	—

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données rectifiées.

Plantes industrielles

Superficies cultivées

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959 (a)	1960	Diffé- rence en % de 1959 à 1960
<i>Plantes industrielles de grande culture :</i>						
En milliers d'hectares						
Betteraves sucrières	61,6	62,4	66,0	63,8	63,0	— 1
Lin	34,0	25,9	23,8	20,8	29,7	+ 43
<i>Plantes industrielles de moyenne et petite culture :</i>						
En hectares						
Chicorée à café	1 370	1 302	1 305	1 285	1 382	+ 8
Tabac	1 065	1 039	1 305	1 410	1 440	+ 2
Houblon	549	546	586	660	669	+ 1
Plantes oléagineuses	848	916	820	120	90	— 25

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données rectifiées.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies cultivées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959 (a)	1960	Diffé- rence en % de 1959 à 1960
<i>Pommes de terre hâties . . .</i>						
Pommes de terre hâties . . .	6,7	6,2	7,3	7,6	7,5	— 1
<i>Pommes de terre mi-hâties . . .</i>						
Pommes de terre mi-hâties . . .	53,4	51,5	49,9	49,4	51,6	+ 4
<i>Pommes de terre tardives . . .</i>						
Pommes de terre tardives . . .	25,6	24,5	23,7	22,0	20,2	— 8
<i>Betteraves fourragères et mi-sucrières . . .</i>						
Betteraves fourragères et mi-sucrières . . .	64,1	61,4	58,4	53,7	50,8	— 5
<i>Autres . . .</i>						
Autres . . .	1,4	1,3	1,3	1,2	1,0	— 17
<i>Total . . .</i>						
Total . . .	151,3	144,9	140,6	133,9	131,1	— 2

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données rectifiées.

Evolution des rendements de certaines cultures
Production moyenne par hectare
(en quintaux métriques)

CULTURE	1956	1957	1958	1959	1960	Différence en % de 1959 à 1960
Froment d'hiver	32,2	37,2	36,2	41,0	38,5	— 6,1
Froment de printemps	31,3	32,4	31,7	33,0	35,1	+ 6,4
Seigle	28,8	28,9	29,1	29,6	30,0	+ 1,3
Escourgeon	31,1	36,5	35,7	40,5	36,4	— 10,1
Orge	32,0	33,4	32,6	34,4	36,2	+ 5,2
Avoine	30,7	30,6	31,2	30,1	31,8	+ 5,6
Maïs cultivé pour la graine ..	42,8	48,0	46,0	43,1	41,6	— 3,5
Pois secs	26,6	30,9	27,6	32,1	33,0	+ 2,8
Betteraves sucrières	357,8	398,1	429,0	231,0	486,5	+ 110,6
Lin (paille)	62,9	63,9	65,8	53,9	65,8	+ 22,1
Chicorée à café	390,6	393,8	428,0	331,5	399,9	+ 20,6
Pommes de terre tardives ..	251,9	264,4	235,8	186,7	254,5	+ 36,3
Pommes de terre mi-hâties ..	231,3	250,7	240,5	168,7	241,6	+ 43,2
Pommes de terre hâties	225,5	168,7	211,2	148,8	180,6	+ 21,4
Betteraves fourragères	733,7	807,9	843,2	412,3	921,2	+ 123,4
Trèfle incarnat (vert)	191,6	204,4	256,8	282,5	214,3	— 24,1
Trèfle ordinaire (foin)	40,0	48,3	49,2	51,2	44,1	— 13,9
Luzerne (foin)	53,5	53,3	54,8	54,6	58,8	+ 7,7
Foin de prairies permanentes	39,5	42,4	45,9	41,8	49,0	+ 17,2

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole
(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1956	1957	1958	1959 (a)	1960
Froment d'hiver	3 286	6 012	6 721	6 531	6 702
Froment de printemps	2 679	1 497	1 064	1 274	976
Seigle	1 964	1 900	1 999	1 760	1 879
Escourgeon	688	919	989	1 393	1 330
Orge	2 194	2 038	2 191	2 587	2 494
Avoine	4 839	4 539	4 429	4 230	4 497
Maïs cultivé pour la graine	67	44	12	23	21
Pois secs	266	286	210	232	243
Betteraves sucrières	22 035	24 857	28 320	1 474	30 628
Lin (paille)	2 140	1 655	1 564	1 120	1 953
Chicorée à café	535	513	559	426	553
Pommes de terre tardives	6 455	6 480	5 589	4 106	5 130
Pommes de terre mi-hâties	12 363	12 913	12 009	8 326	12 455
Pommes de terre hâties	1 521	1 042	1 538	1 138	1 353
Betteraves fourragères	47 013	49 618	49 218	22 129	46 786
Trèfles (verts)	320	362	433	660	246

(a) Données rectifiées.

Source : Institut National de Statistique.

Matériel agricole

(unités)

ANNÉE	Tracteurs	Moissonneuses lieuses	Machines à traire
1955	24 500	31 739	19 380
1956	29 542	35 600	22 179
1957	33 919	37 193	24 602
1958	37 189	37 226	26 852
1959 (a) .....	..	..	..
1960	44 188	39 041	32 428

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1959 ne sont pas disponibles.

Cheptel

(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1 ^{er} janvier 1958 (a)	1 ^{er} janvier 1959 (a)	1 ^{er} janvier 1960 (a)	1 ^{er} janvier 1960 Total	1 ^{er} janvier 1961 Total
Chevaux agricoles	171,6	164,9	155,8	157,4	146,8
Bovidés :					
Vaches laitières (exclusivement) .	951,1	962,0	989,9	1 009,0	1 006,3
Vaches laitières et de trait	17,2	14,1	13,0	13,6	8,6
Autres bovidés	1 400,1	1 446,0	1 492,2	1 515,1	1 516,1
<i>Total des bovidés...</i>	2 368,4	2 422,1	2 495,1	2 537,1	2 531,0
Pores	1 225,1	1 267,2	1 479,6	1 558,6	1 578,7

(a) Exploitations d'au moins un hectare.

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine (a)	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951	142,7	163,7	12,0	2,7	321,0
1955	182,3	184,0	10,7	2,4	379,4
1956	171,4	207,2	7,6	2,2	388,5
1957	169,2	203,3	8,9	2,1	383,5
1958	196,0	201,3	9,4	2,1	408,7
1959	201,6	204,4	12,0	2,2	420,2
1960	200,4	231,7	10,0	2,2	444,3

(a) A l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Consommation de viande

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine (a)	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951	157,9	149,4	30,0	3,6	341,0
1955	184,2	173,2	27,4	3,6	388,4
1956	182,1	191,2	25,3	3,4	401,9
1957	181,9	199,0	24,7	4,0	409,6
1958	194,6	194,9	24,9	4,1	418,5
1959	200,0	196,7	27,5	4,1	428,3
1960	205,4	207,0	29,7	4,0	446,1

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) A l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951	— 15,3	+ 14,2	— 18,0	— 1,0	— 20,0
1955	— 1,9	+ 10,8	— 16,7	— 1,2	— 9,0
1956	— 10,6	+ 16,7	— 17,8	— 1,1	— 12,8
1957	— 12,7	+ 4,3	— 15,8	— 1,9	— 26,1
1958	+ 1,3	+ 6,4	— 15,5	— 2,0	— 9,8
1959	+ 1,5	+ 7,7	— 15,4	— 1,8	— 8,0
1960	— 5,0	+ 24,7	— 19,7	— 1,8	— 1,8

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu.
Importations (—); exportations (+).

Beurre

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1951	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Production	72,5	90,8	89,2	89,3	89,9	86,3	88,8
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	—19,9	—9,4	—5,8	—6,1	+ 4,7	—3,7	+ 6,1

Sources : Ministère de l'Agriculture.

Institut National de Statistique.

(a) Importations (—); exportations (+).

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
IMPORTATIONS								
1951	134,9	4 217,5	2 521,1	9 923,5	297,2	2 256,4	2 953,3	16 397,4
1955	105,5	3 217,3	2 174,2	7 485,4	287,6	2 283,2	2 567,8	12 985,9
1956	113,3	3 211,2	2 376,8	8 774,3	277,1	2 521,3	2 767,2	14 506,7
1957	113,3	3 301,1	2 331,4	7 952,8	321,9	3 019,1	2 766,5	14 273,0
1958	101,5	2 623,4	2 434,4	7 498,5	318,8	2 836,6	2 854,7	12 958,5
1959	107,8	2 905,2	2 598,7	8 187,4	386,6	2 997,9	3 093,2	14 090,6
1960	105,7	2 625,6	2 406,5	7 779,0	387,0	3 040,0	2 899,2	13 444,6
EXPORTATIONS								
1951	36,2	853,8	218,3	887,6	93,4	756,7	347,9	2 498,1
1955	72,9	651,6	355,3	846,9	119,5	1 111,5	547,7	2 610,0
1956	66,0	958,7	288,2	1 021,8	107,2	1 388,0	461,4	3 368,5
1957	57,4	931,4	178,5	735,5	90,6	1 198,6	326,5	2 865,5
1958	75,6	1 442,8	581,1	1 563,2	111,8	1 372,8	768,5	4 378,8
1959	74,3	1 412,3	357,9	1 334,4	137,9	1 503,4	570,1	4 250,0
1960	91,6	2 203,5	247,0	843,1	122,6	1 556,2	461,2	4 602,8

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 541a (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
IMPORTATIONS						
1951.....	63,9	348,8	228,6	1 789,0	4,8	118,6
1955.....	58,9	396,4	223,2	1 738,7	5,5	148,1
1956.....	52,8	449,1	218,3	1 904,6	6,0	167,6
1957.....	52,9	432,1	262,2	2 382,2	6,6	204,7
1958.....	55,3	447,7	255,4	2 187,4	8,0	201,6
1959.....	116,3	682,2	263,5	2 118,6	6,8	197,1
1960.....	85,5	624,8	293,6	2 202,0	8,0	213,3
EXPORTATIONS						
1951.....	41,5	297,7	43,8	240,5	8,2	218,4
1955.....	41,2	422,8	65,8	340,5	11,5	348,2
1956.....	51,5	690,8	42,7	297,9	13,0	399,3
1957.....	52,3	476,4	24,6	285,4	13,7	436,8
1958.....	52,8	563,1	43,5	335,7	15,5	474,0
1959.....	62,5	602,2	58,1	380,6	17,3	520,6
1960.....	66,6	690,6	37,3	291,6	18,7	573,9

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	38,3	10,6	2,6	51,5
1955	45,3	21,3	2,9	69,5
1956	44,2	10,5	3,8	58,5
1957	42,9	4,7	1,9	49,6
1958	43,9	4,2	1,9	50,1
1959	38,8	4,8	2,3	45,9
1960	41,5	4,4	1,7	47,6

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	386,2	42,2	54,3	482,8
1955	427,6	75,2	59,3	562,1
1956	429,5	47,6	80,7	557,8
1957	424,8	19,2	48,4	492,4
1958	454,8	21,8	34,4	511,1
1959	422,6	22,6	45,7	490,9
1960	479,0	19,2	37,8	536,0

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1951	51,0	392	5,8	91
1955	51,7	528	18,5	183
1956	57,5	604	14,4	227
1957	62,9	695	12,2	208
1958	65,6	796	15,1	272
1959	62,7	786	10,8	197
1960	64,6	790	12,1	214

Source : Institut national de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre III de la section I du tarif Benelux.

II

INDUSTRIE

<i>Activité industrielle générale</i>	.	.	.	.	.	.	p.	33 à 39
<i>Energie et activités connexes</i>								
— Combustibles solides	.	.	.	.	.	.	p.	40 à 45
— Electricité	.	.	.	.	.	.	p.	46
— Gaz de charbon	.	.	.	.	.	.	p.	47 et 48
— Pétroles	.	.	.	.	.	.	p.	49
— Bilan énergétique	.	.	.	.	.	.	p.	50 à 53
<i>Industrie des métaux</i>								
— Sidérurgie	.	.	.	.	.	.	p.	54 à 56
— Industrie des métaux non ferreux	.	.	.	.	.	.	p.	57 à 60
— Industrie des fabrications métalliques	.	.	.	.	.	.	p.	61 à 70
<i>Industrie chimique</i>								
<i>Industrie du papier</i>								
<i>Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes</i>								
<i>Industrie textile</i>								
— Aperçu général	.	.	.	.	.	.	p.	82 à 87
— Aperçu par secteur	.	.	.	.	.	.	p.	88 à 90
<i>Industries alimentaires et fabrications connexes</i>								
<i>Industrie diamantaire</i>								
<i>Industries diverses</i>								
— Peaux, cuirs et chaussures	.	.	.	.	.	.	p.	95 et 96
— Industrie du tabac	.	.	.	.	.	.	p.	96 et 97
— Industrie transformatrice du bois	.	.	.	.	.	.	p.	98 et 99
<i>Approvisionnement en eau</i>								

Arrêts de patients

Général

par malades de cancer

H

Infirmiers - Infirmières - Chirurgiens - Docteurs

de médecine - Laboratoires et techniques

INDUSTRIE

1948 1949 1950

1951 1952 1953

1954 1955 1956

1957 1958 1959

1960 1961 1962

1963 1964 1965

1966 1967 1968

1969 1970 1971

1972 1973 1974

1975 1976 1977

1978 1979 1980

1981 1982 1983

1984 1985 1986

1987 1988 1989

1990 1991 1992

1993 1994 1995

1996 1997 1998

1999 2000 2001

2002 2003 2004

2005 2006 2007

2008 2009 2010

2011 2012 2013

2014 2015 2016

2017 2018 2019

2020 2021 2022

2023 2024 2025

2026 2027 2028

2029 2030 2031

2032 2033 2034

2035 2036 2037

2038 2039 2040

2041 2042 2043

2044 2045 2046

2047 2048 2049

2050 2051 2052

2053 2054 2055

2056 2057 2058

2059 2060 2061

2062 2063 2064

2065 2066 2067

2068 2069 2070

2071 2072 2073

2074 2075 2076

2077 2078 2079

2080 2081 2082

2083 2084 2085

2086 2087 2088

2089 2090 2091

2092 2093 2094

2095 2096 2097

2098 2099 20100

20101 20102 20103

20104 20105 20106

20107 20108 20109

20110 20111 20112

20113 20114 20115

20116 20117 20118

20119 20120 20121

20122 20123 20124

20125 20126 20127

20128 20129 20130

20131 20132 20133

20134 20135 20136

20137 20138 20139

20140 20141 20142

20143 20144 20145

20146 20147 20148

20149 20150 20151

20152 20153 20154

20155 20156 20157

20158 20159 20160

20161 20162 20163

20164 20165 20166

20167 20168 20169

20170 20171 20172

20173 20174 20175

20176 20177 20178

20179 20180 20181

20182 20183 20184

20185 20186 20187

20188 20189 20190

20191 20192 20193

20194 20195 20196

20197 20198 20199

20200 20201 20202

20203 20204 20205

20206 20207 20208

20209 202010 202011

202012 202013 202014

202015 202016 202017

202018 202019 202020

202021 202022 202023

202024 202025 202026

202027 202028 202029

202030 202031 202032

202033 202034 202035

202036 202037 202038

202039 202040 202041

202042 202043 202044

202045 202046 202047

202048 202049 202050

202051 202052 202053

202054 202055 202056

202057 202058 202059

202060 202061 202062

202063 202064 202065

202066 202067 202068

202069 202070 202071

202072 202073 202074

202076 202077 202078

202079 202080 202081

202082 202083 202084

202085 202086 202087

202088 202089 202090

202091 202092 202093

202094 202095 202096

202097 202098 202099

2020100 2020101 2020102

2020103 2020104 2020105

2020106 2020107 2020108

2020109 2020110 2020111

2020112 2020113 2020114

2020115 2020116 2020117

2020118 2020119 2020120

2020121 2020122 2020123

2020124 2020125 2020126

2020127 2020128 2020129

2020129 2020130 2020131

2020132 2020133 2020134

2020135 2020136 2020137

2020138 2020139 2020140

2020141 2020142 2020143

2020144 2020145 2020146

2020147 2020148 2020149

2020150 2020151 2020152

2020153 2020154 2020155

2020156 2020157 2020158

2020159 2020160 2020161

2020162 2020163 2020164

2020165 2020166 2020167

2020168 2020169 2020170

2020171 2020172 2020173

2020174 2020175 2020176

2020177 2020178 2020179

2020180 2020181 2020182

2020183 2020184 2020185

2020186 2020187 2020188

2020189 2020190 2020191

2020192 2020193 2020194

2020195 2020196 2020197

2020198 2020199 2020200

2020201 2020202 2020203

2020204 2020205 2020206

2020207 2020208 2020209

2020210 2020211 2020212

2020213 2020214 2020215

2020216 2020217 2020218

2020219 2020220 2020221

2020222 2020223 2020224

2020225 2020226 2020227

2020228 2020229 2020230

2020231 2020232 2020233

2020234 2020235 2020236

2020237 2020238 2020239

2020240 2020241 2020242

2020243 2020244 2020245

2020246 2020247 2020248

2020249 2020250 2020251

2020252 2020253 2020254

2020255 2020256 2020257

2020258 2020259 2020260

2020261 2020262 2020263

2020264 2020265 2020266

2020267 2020268 2020269

2020270 2020271 2020272

2020273 2020274 2020275

2020276 2020277 2020278

2020279 2020280 2020281

2020282 2020283 2020284

2020285 2020286 2020287

2020288 2020289 2020290

2020291 2020292 2020293

2020294 2020295 2020296

2020297 2020298 2020299

2020300 2020301 2020302

2020303 2020304 2020305

2020306 2020307 2020308

2020309 2020310 2020311

2020312 2020313 2020314

2020315 2020316 2020317

2020318 2020319 2020320

2020321 2020322 2020323

2020324 2020325 2020326

2020327 2020328 2020329

2020320 2020321 2020322

2020323 2020324 2020325

2020326 2020327 2020328

2020329 2020330 2020331

2020332 2020333 2020334

2020335 2020336 2020337

2020338 2020339 2020340

2020341 2020342 2020343

2020344 2020345 2020346

2020348 2020349 2020350

2020351 2020352 2020353

2020354 2020355 2020356

2020357 2020358 2020359

2020350 2020351 2020352

2020353 2020354 2020355

2020356 2020357 2020358

2020359 2020360 2020361

2020362 2020363 2020364

2020365 2020366 2020367

2020368 2020369 2020370

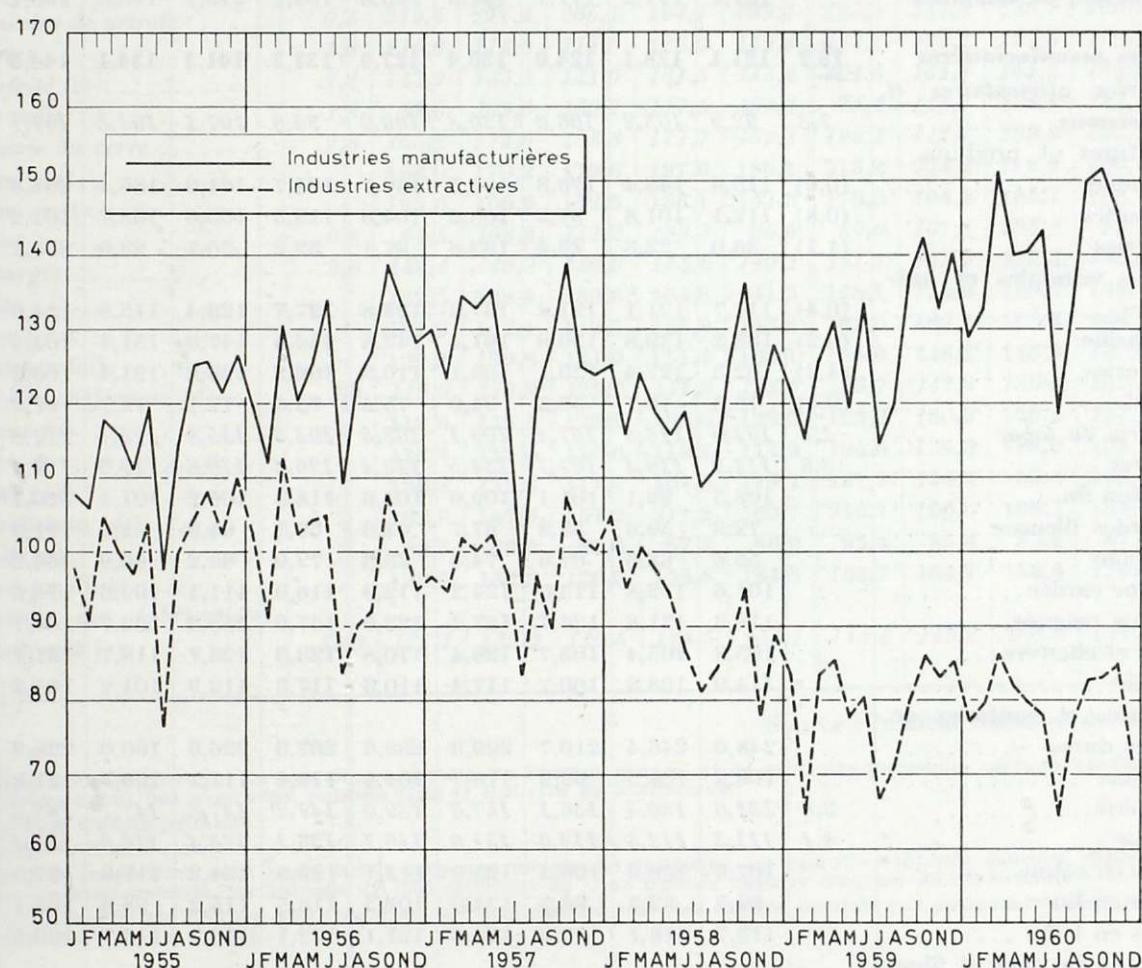
2020371 2020372 2020373

2020374 2020375 2020376

2020377 2020378 2020379

Evolution de l'activité industrielle (a)
(1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1956	1957	1958	1959	1960	1960			
						1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Industries extractives</i>	99,1	97,8	91,3	79,0	79,0	81,1	79,8	74,9	80,0
<i>Industries manufacturières ..</i>	125,2	126,2	120,6	126,4	139,4	137,7	141,3	134,1	144,3
<i>Indice général</i>	119,1	119,6	113,7	115,4	125,3	124,5	127,0	120,3	129,3
dont : alimentation, bois									
sons, tabacs	104,6	107,8	110,5	107,9	115,3	98,4	110,8	108,6	143,3
textiles et chaussures	116,8	118,6	104,4	115,1	123,3	125,2	124,7	113,3	129,8
métaux et fabrica-									
tions métalliques ..	133,0	131,5	128,5	133,9	146,2	147,1	149,4	141,4	146,8
matériaux de con-									
struction	118,2	118,8	116,5	129,1	142,9	128,5	154,1	150,9	138,1
produits chimiques ..	131,1	134,7	134,3	157,6	172,8	167,7	169,4	176,4	177,5
énergie	101,7	101,2	95,2	83,3	83,9	87,6	83,3	79,5	85,2
autres	135,2	147,0	138,3	149,0	161,9	161,8	164,7	151,8	169,4



(a) Nouvel indice I. N. S. (cf. *Bulletin de Statistique*, n° 12, décembre 1960).

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie
Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pon- dération	1959 (a)					1960				
		1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle
Indice général	100,0	110,9	117,2	112,0	125,9	116,5	124,5	127,0	120,3	129,3	125,3
Industries extractives	23,3	77,3	81,3	72,7	84,8	79,0	81,1	79,8	74,9	80,0	79,0
Charbonnages	91,4	75,9	77,3	68,9	80,7	75,7	78,3	74,8	70,2	75,7	74,7
Carrières	5,5	72,8	105,1	85,8	110,1	93,5	87,9	109,5	96,0	99,4	98,2
Carrières de porphyre ...	..	79,7	140,8	146,2	159,7	131,6	101,2	135,7	125,5	99,4	115,4
Carrières de petit granit.	..	60,6	77,6	32,2	78,0	62,1	82,0	89,1	70,4	88,9	82,6
Carrières de marbre ....	..	99,2	100,1	92,2	111,4	100,7	96,1	96,9	87,0	105,0	96,3
Carrières de grès .....	..	57,4	113,0	106,1	106,4	95,8	52,8	102,3	95,0	91,9	85,5
Production de sable .....	..	116,1	179,1	180,9	186,7	165,7	160,3	215,3	198,5	190,2	191,1
Ardoisières .....	..	67,9	65,7	60,1	68,8	65,6	73,3	71,9	64,3	67,7	69,3
<i>Industrie de la chaux, des calcaires et dérivés</i>	<i>3,1</i>	<i>127,3</i>	<i>154,7</i>	<i>158,9</i>	<i>162,4</i>	<i>150,7</i>	<i>152,0</i>	<i>174,8</i>	<i>176,3</i>	<i>172,7</i>	<i>168,9</i>
Production de chaux ...	..	109,3	113,3	121,2	128,3	118,0	131,5	127,5	129,6	126,1	128,7
Carrières de calcaires ...	..	137,7	182,6	185,2	183,7	172,3	158,5	200,4	207,3	204,4	192,7
Production de dolomies ..	..	137,1	171,2	171,1	181,9	165,3	184,7	215,7	196,5	190,1	196,8
Industries manufacturières ..	76,7	121,1	128,1	124,0	138,4	127,9	137,7	141,3	134,1	144,3	139,4
<i>Industries alimentaires et des boissons</i>	<i>7,3</i>	<i>92,9</i>	<i>105,2</i>	<i>106,0</i>	<i>120,8</i>	<i>106,2</i>	<i>95,6</i>	<i>107,1</i>	<i>104,3</i>	<i>151,7</i>	<i>114,7</i>
Confitures et produits connexes	(0,2)	115,6	148,4	176,3	106,5	136,7	104,7	161,0	186,4	201,8	163,5
Meuneries	(0,8)	112,1	101,8	97,2	108,2	104,8	113,5	100,6	108,7	101,2	106,0
Sucreries	(1,1)	36,0	23,3	26,4	182,8	67,1	32,2	26,7	28,9	383,1	117,7
Huiles végétales et animales	(0,4)	111,7	121,1	121,2	137,3	122,8	127,7	123,4	115,8	124,0	122,7
Margarine	(0,2)	133,2	139,8	136,8	161,4	142,8	146,5	147,0	151,7	164,4	152,4
Brasseries	(4,2)	102,3	127,4	129,1	106,1	116,2	106,2	128,6	121,4	103,2	114,8
Alcool	(0,4)	76,6	70,7	59,5	94,9	75,4	75,6	77,1	72,7	97,3	80,7
<i>Industrie du tabac</i>	<i>1,4</i>	<i>101,0</i>	<i>116,5</i>	<i>107,4</i>	<i>109,1</i>	<i>108,5</i>	<i>103,8</i>	<i>115,9</i>	<i>115,1</i>	<i>111,6</i>	<i>111,6</i>
<i>Filatures</i>	<i>8,8</i>	<i>111,2</i>	<i>110,4</i>	<i>107,7</i>	<i>124,5</i>	<i>113,4</i>	<i>126,5</i>	<i>119,6</i>	<i>110,2</i>	<i>129,8</i>	<i>121,5</i>
de coton fin .....	..	108,5	99,1	101,1	109,6	104,6	118,3	105,2	101,1	120,1	111,2
cordes fileuses .....	..	72,3	59,6	58,8	67,7	64,6	69,1	64,9	62,5	71,3	67,0
cocons .....	..	55,6	63,6	67,6	74,4	65,3	72,9	68,2	60,9	63,2	66,3
laine cardée .....	..	101,6	112,8	113,0	124,2	112,9	116,9	111,1	102,6	116,6	111,8
laine peignée .....	..	118,3	131,8	126,7	157,4	133,6	157,9	153,3	132,7	166,7	152,7
lin et chanvre .....	..	105,8	105,4	103,7	128,4	110,8	123,3	123,7	118,7	131,1	124,2
jute .....	..	114,9	108,3	100,7	117,4	110,3	117,3	112,9	101,2	105,3	109,2
Filatures et corderies de fibres dures .....	..	248,0	246,4	210,7	229,3	233,6	207,3	226,6	190,0	228,9	213,2
Rayonne .....	..	106,2	104,5	92,9	113,7	104,4	113,6	111,1	106,5	121,8	113,3
Bonneterie	2,8	131,6	130,5	136,1	157,6	139,0	147,2	147,5	147,7	168,5	152,8
Tissages	8,1	111,3	112,5	112,0	131,0	116,7	126,1	123,4	116,0	134,4	125,0
Tissus en coton .....	..	107,3	108,6	106,5	125,9	112,1	126,9	124,2	117,9	137,9	126,8
Tissus en lin .....	..	92,7	92,7	96,7	124,0	101,5	118,5	115,2	98,6	103,1	108,9
Tissus en laine .....	..	113,7	118,1	119,2	133,3	121,1	122,1	118,7	113,7	130,8	121,3
Tissus en rayonne et fibre de rayonne .....	..	144,2	137,8	130,6	162,7	143,8	166,5	164,8	146,4	182,2	165,0
Tissus en jute .....	..	82,4	74,5	80,8	102,5	85,0	87,4	87,4	83,0	81,9	84,9

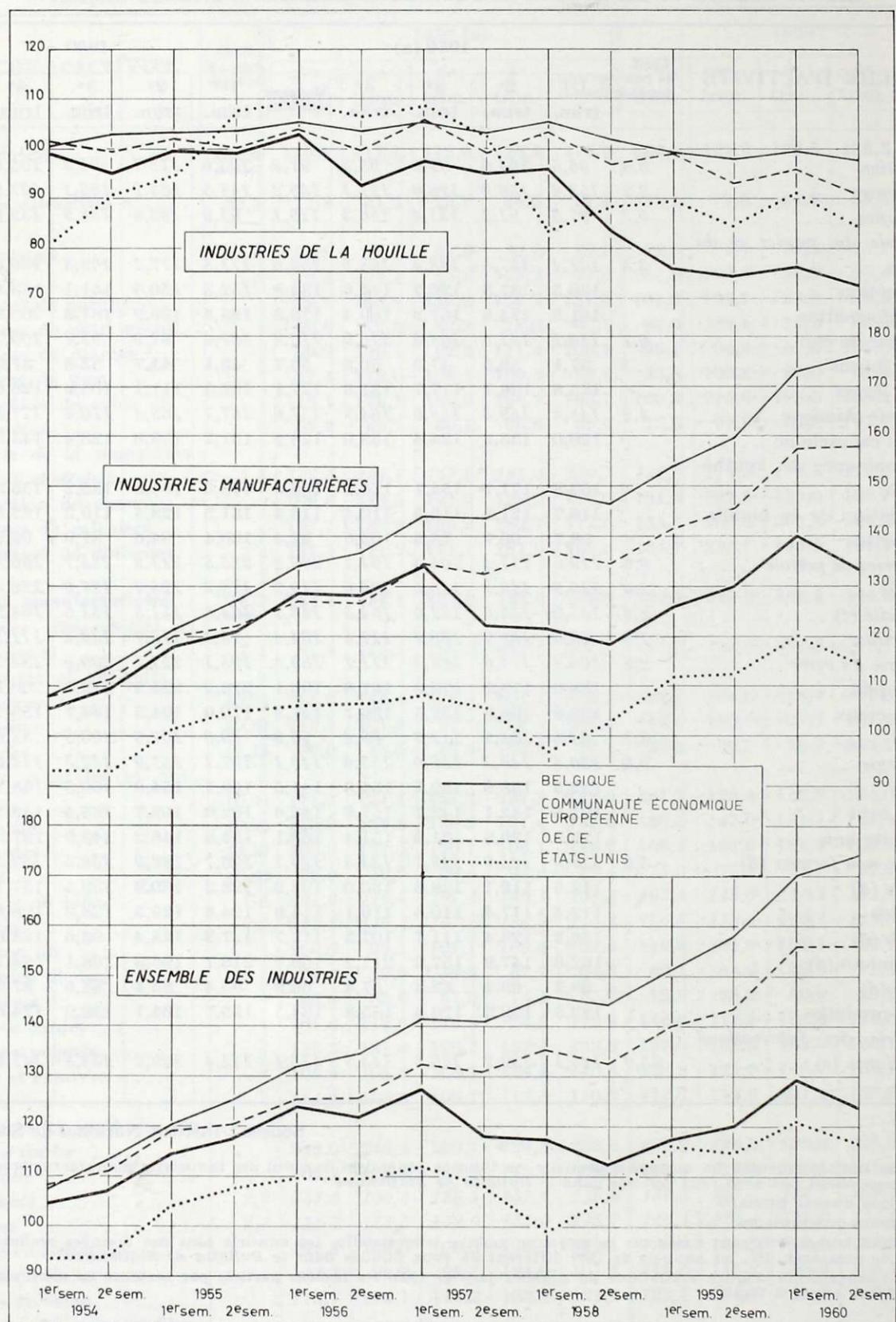
Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100) (suite)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pon- dération	1959 (a)					1960				
		1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle
Confection	6,6	96,5	104,0	89,9	98,3	97,2	103,6	112,1	95,3	105,0	104,0
Chaussures	2,2	153,4	150,2	126,0	127,1	139,2	158,5	163,2	123,1	137,9	145,7
Pantoufles.....	0,3	97,5	91,2	131,4	156,3	119,1	91,9	93,6	158,9	159,6	126,0
Industrie du papier et du carton	3,5	147,4	157,8	148,4	168,8	155,6	171,8	177,1	162,8	180,5	173,1
Production .....	..	130,5	137,8	126,2	144,6	134,8	152,3	150,4	141,1	153,4	149,3
Transformation .....	..	161,8	174,8	167,2	189,4	173,3	188,5	199,9	181,3	203,6	193,3
Industrie du cuir	0,7	110,7	121,5	104,5	116,0	113,2	107,4	97,9	92,2	109,7	101,8
Cuir lourds .....	..	57,1	59,5	47,9	50,3	53,7	43,1	41,7	33,8	37,9	39,1
Cuir légers .....	..	123,3	136,1	117,7	131,3	127,1	122,5	111,1	105,9	126,6	116,5
Industrie chimique.....	4,2	148,8	159,3	158,0	164,7	157,6	167,7	169,4	176,4	177,5	172,7
dont : caoutchouc .....	..	120,0	133,2	124,4	138,0	128,9	131,2	138,6	123,4	145,3	134,6
ammoniaque de synthèse (b) .....	..	165,8	171,7	154,1	174,6	166,6	175,3	184,3	185,2	155,8	175,2
distillation de la houille .....	..	116,7	121,8	116,5	110,4	116,4	131,3	128,4	119,3	123,8	125,7
allumettes .....	..	96,7	90,7	78,6	103,5	92,4	100,4	94,6	81,9	96,9	93,4
Raffineries de pétrole	0,3	219,5	217,4	205,1	194,7	209,2	225,5	211,8	235,7	196,8	217,4
Cokeries	1,0	116,0	118,8	118,0	126,6	119,9	128,2	125,7	127,0	122,3	125,8
Electricité (c)	2,4	143,9	133,5	131,0	164,5	143,2	164,5	151,8	151,6	168,9	159,2
Terre cuite	1,8	59,9	109,6	130,7	117,5	104,4	75,4	118,7	134,4	111,5	110,0
Industrie du verre	2,8	165,2	174,0	168,3	171,7	169,8	195,1	211,7	200,9	182,7	197,6
Verre plat .....	..	188,0	179,2	179,6	197,6	186,1	213,2	224,2	212,6	200,1	212,5
Verre creux .....	..	133,6	166,9	152,5	136,1	147,3	170,0	194,5	184,7	158,7	177,0
Ciment	0,8	64,5	108,9	111,2	99,3	96,0	80,0	107,6	103,8	88,0	94,9
Sidérurgie	9,0	130,4	140,3	136,0	153,6	140,1	157,1	151,9	152,3	142,0	150,9
Fonte .....	..	132,5	138,9	139,6	154,8	141,5	158,1	154,9	160,5	148,1	155,4
Acier brut .....	..	131,5	142,1	142,7	157,9	143,6	162,0	162,7	165,4	149,1	159,8
Produits finis .....	..	129,3	139,8	131,9	151,4	138,1	154,6	146,2	143,9	137,0	145,4
Métaux non ferreux (d)	3,0	119,0	123,9	119,7	134,3	124,7	136,7	142,9	136,5	152,5	143,6
Cuivre (d) .....	..	112,6	119,1	128,6	130,0	122,6	123,3	130,9	139,4	157,1	137,7
Zinc (d) .....	..	112,4	117,4	110,6	119,1	114,9	124,6	129,3	128,9	128,8	127,9
Plomb (d) .....	..	136,2	123,4	111,7	107,3	119,7	127,2	128,4	93,6	128,8	119,5
Aluminium (d) .....	..	162,6	147,9	157,2	211,2	169,7	216,7	196,3	168,1	184,1	191,3
Etain (d) .....	..	68,5	69,4	62,3	67,4	66,9	95,4	85,4	85,9	87,9	88,6
Demi-produits .....	..	123,5	132,3	126,3	155,8	134,5	155,7	164,1	153,6	174,6	162,0
Industrie des fabrications métalliques (e)	33,0	125,1	132,2	126,8	143,5	133,1	145,4	149,2	138,8	147,6	145,3

Source : Institut National de Statistique.

- (a) Quelques indices corrigés. La moyenne annuelle de l'indice général et de celui des industries manufacturières, corrigés, ne correspondent pas avec ceux publiés dans le *Bulletin de Statistique*.
- (b) Production d'azote primaire.
- (c) Producteurs-distributeurs.
- (d) Les indices trimestriels sont basés sur la moyenne mobile trimestrielle; les annuels sont des données réelles. Pour des raisons de comparabilité, les annuels de 1960 diffèrent de ceux publiés dans le *Bulletin de Statistique*.
- (e) Vu les changements d'ordre statistique au premier janvier 1960, les indices partiels par secteurs ne sont plus comparables d'une année à l'autre.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (a)
 (1953 = 100)



Source : Organisation Européenne de Coopération Economique.

(a) Non compris l'industrie de la construction; y compris les industries extractives pour l'ensemble des industries.

Evolution comparée des indices de production
(1953 = 100)

ANNÉE	Bel-	Alle-	Fran-	Pays-	Italie	Pays	Royaume-Uni	O.E.	Etats-
	gique	magne (R.F.) (a)	ce	Bas		du Mar- ché com- mun		C.E.	Unis d'A- méri- que (b)
INDUSTRIES EXTRACTIVES									
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	97	104	103	100	110	102	101	101	97
1955	100	110	110	101	123	108	100	105	107
1956	100	115	113	102	139	112	100	108	113
1957	98	119	120	105	156	116	100	112	113
1958	92	119	128	110	159	118	95	110	103
1959	79	115	147	114	171	120	93	111	107
1960	79	118	168	120	180	129	90	116	109
<i>1960 (1959 = 100)</i>	100	103	114	105	105	108	97	105	102
<i>1960 (1951 = 100)</i>	79	130	175	120	240	137	98	123	110
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES									
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	107	112	109	111	109	110	108	110	93
1955	119	130	118	119	119	123	115	120	105
1956	128	140	130	124	128	133	115	126	108
1957	128	149	148	127	138	144	117	133	109
1958	120	154	156	127	143	148	116	136	100
1959	128	166	158	140	159	157	123	143	114
1960	137	185	169	159	184	174	133	158	117
<i>1960 (1959 = 100)</i>	107	111	107	114	116	111	108	110	103
<i>1960 (1951 = 100)</i>	127	218	167	175	207	189	138	166	116
INDICE GÉNÉRAL									
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	106	112	109	111	109	110	108	109	94
1955	116	129	117	119	119	122	114	119	106
1956	123	139	128	124	128	132	114	125	109
1957	123	147	139	127	138	140	116	131	110
1958	115	152	145	127	143	144	114	133	102
1959	119	162	150	139	158	153	122	142	116
1960	127	180	168	157	182	171	130	155	119
<i>1960 (1959 = 100)</i>	107	111	112	113	115	112	107	109	103
<i>1960 (1951 = 100)</i>	120	212	158	173	204	186	133	165	132

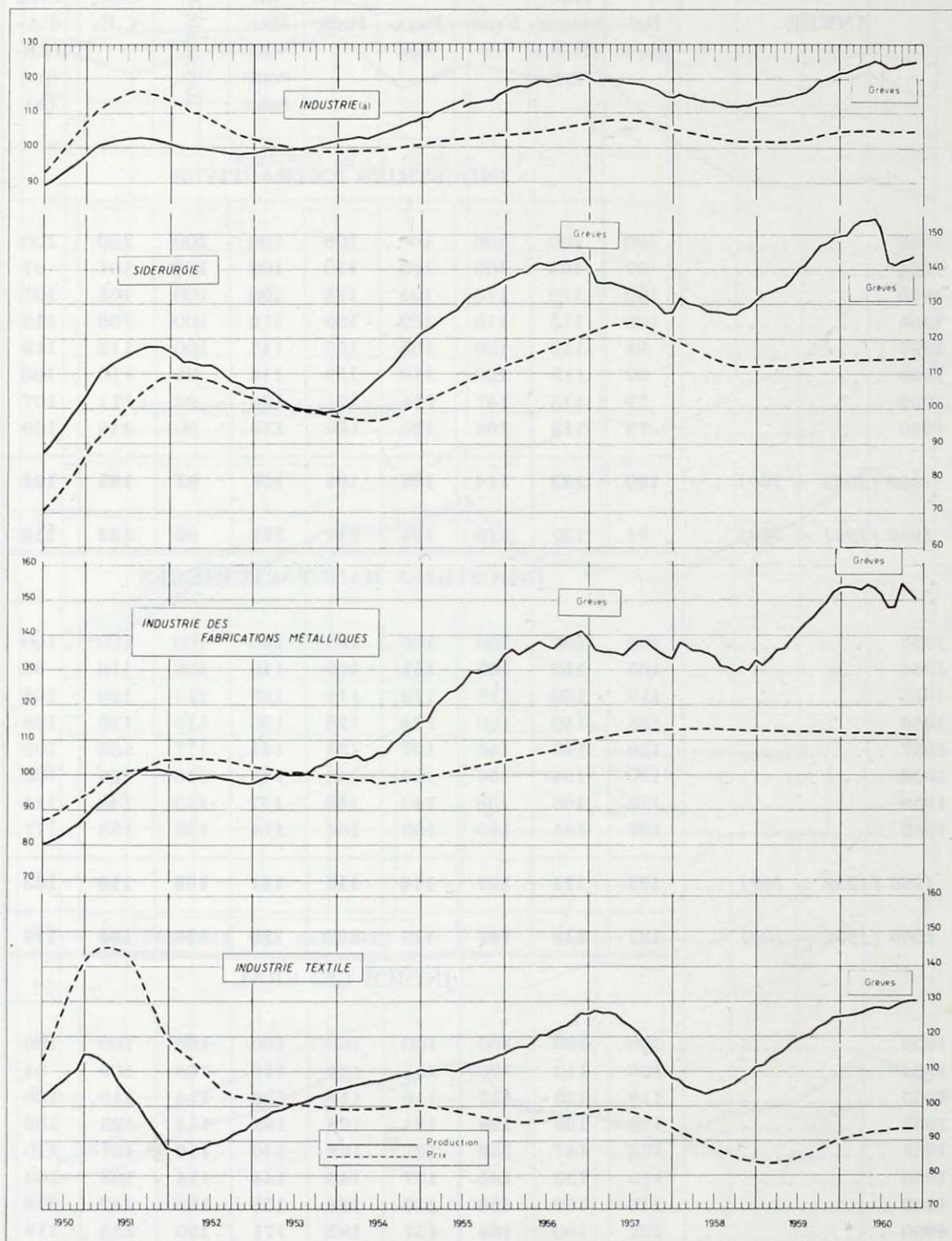
Source : Organisation Européenne de Coopération Economique.

(a) Sans la Sarre.

(b) Nouveaux indices.

Evolution de la production et des prix industriels de 1950 à 1960

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période
(1953 = 100)



Sources : Institut de Recherches Economiques et Sociales (Louvain).
Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique, Administration de l'Industrie et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) De juillet 1947 à juin 1953 : d'après l'indice de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (Louvain) (1936/1938 = 100); de juillet 1953 à juillet 1956 : I.N.S., amendé en ce qui concerne l'industrie des fabrications métalliques; après : nouvel indice I.N.S.

**Evolution de l'activité industrielle
d'après le degré de transformation des produits**

DÉSIGNATION	1960 (1959 = 100)	1960 (1953 = 100)	1960 (1951 = 100)
CHARBONS - MÉTAUX - FABRICATIONS MÉTALLIQUES			
<i>Charbons</i>	98,7	74,7	75,7
<i>Cokes</i>	104,5	126,7	123,5
<i>Fontes</i>	109,8	155,4	135,1
<i>Aciers bruts</i>	111,3	161,1	141,6
<i>Aciers finis</i>	105,4	145,5	125,6
<i>Métaux non ferreux</i>	110,9	130,3	131,5
<i>Demi-produits en métaux non ferreux</i> ...	120,4	162,0	126,3
<i>Fabrications métalliques (a)</i>	107,4	151,8	150,3
PRODUITS TEXTILES			
<i>Laine</i> :			
préparation de la laine	104,0	123,3	151,0
filatures	109,3	135,8	152,5
tissages	100,2	121,3	117,2
— tissus courants	98,9	87,0	55,4
— tissus spéciaux (b).....	98,5	161,3	222,8
<i>Coton</i> :			
filatures	106,8	107,0	91,3
tissages	113,1	126,7	106,8
— tissus courants	121,7	129,5	89,9
— tissus spéciaux (b).....	105,2	152,0	203,9
<i>Lin</i> :			
filatures	112,6	140,6	104,8
tissages	107,2	108,9	99,4
<i>Chanvre, jute et fibres dures</i>			
filatures	95,7	120,5	129,0
tissages	100,3	92,7	88,2
<i>Rayonne</i> :			
production	108,5	113,3	105,3
tissages	114,7	165,0	164,4
<i>Bonneterie</i>	109,9	152,8	195,9
PRODUITS LAITIERS			
<i>Lait de laiterie</i>	104,2	130,9	128,3
<i>Beurre de laiterie</i>	110,0	125,7	152,7
<i>Fromages</i>	110,0	160,9	149,6
<i>Aliments diététiques et spéciaux</i>	103,3	331,9	788,9
INDICES GÉNÉRAUX DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE			
<i>Nouvel indice I.N.S. (1953 = 100)</i>	108,6	125,3	..
<i>Indice I.R.E.S.P.(c) Louvain(1953 = 100)</i>	106,2	126,6	119,5

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Diverses.

(a) Indice des quantités livrées, la pondération des différents secteurs étant basée sur l'emploi en 1953.
(b) Tissus, velours et peluches d'ameublement, tapis.
(c) Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.

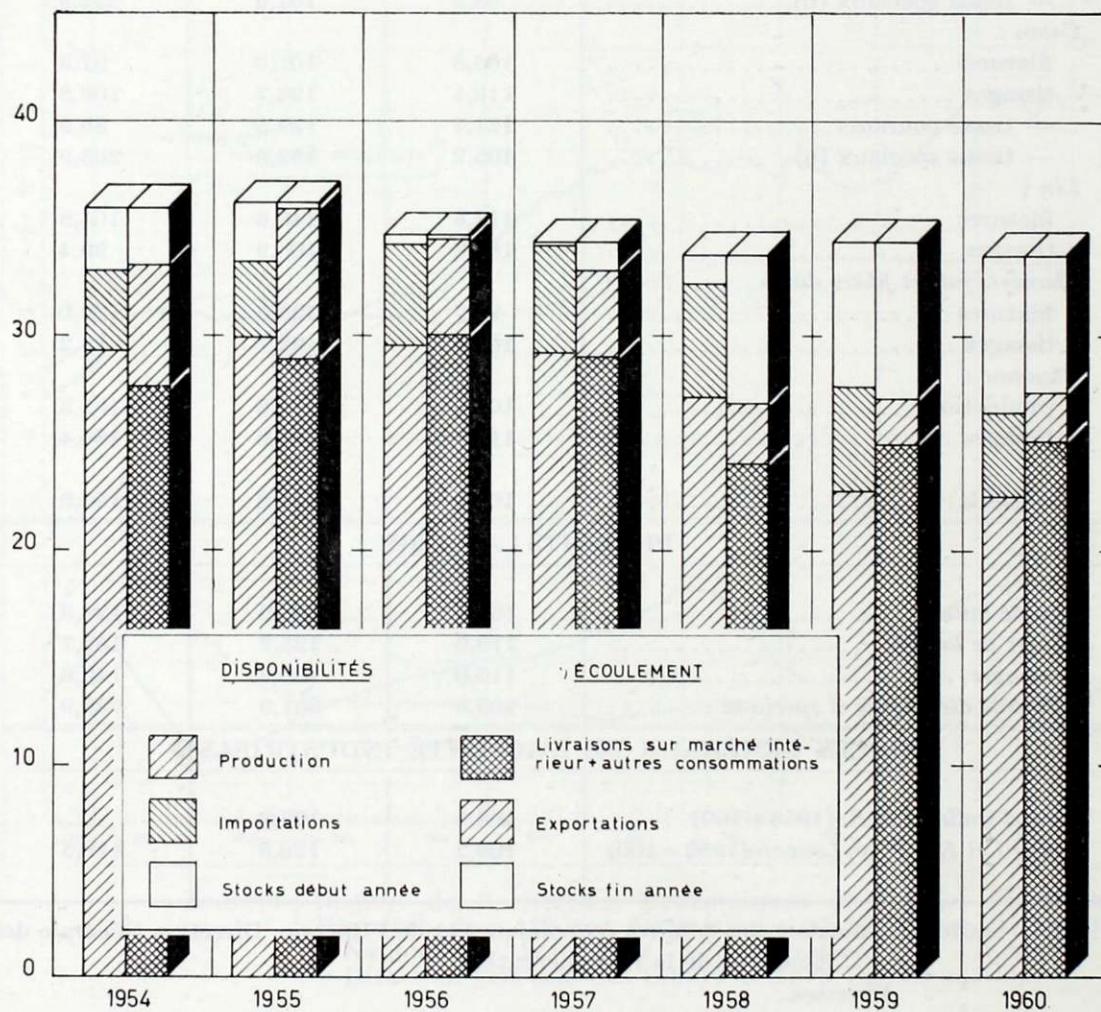
Production de charbon par bassin
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Mons	Centre	Charle- roi et Namur	Liège	Lim- bourg	Total
1953	4 621	3 678	7 275	5 003	9 483	30 060
1954	4 274	3 605	7 149	4 963	9 258	29 249
1955	4 123	3 669	7 224	4 818	10 144	29 978
1956	3 987	3 598	6 877	4 531	10 468	29 461
1957	4 004	3 471	6 958	4 323	10 331	29 087
1958	3 605	2 936	6 479	4 069	9 973	27 062
1959	2 576	2 066	5 520	3 823	8 771	22 757
1960 (a)	2 236	1 959	5 347	3 538	9 385	22 465

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

Balance charbonnière
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (g)
I Production nette	30 060	29 249	29 920	29 461	29 001	27 062	22 757	22 465
II Produits marchands récupérés des terrils.	—	—	59	94	201	3	—	—
III Importations (a)	2 179	3 725	3 634	4 787	5 102	5 250	4 875	3 947
IV Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	1 678 (b)	3 074	2 823	445	252	1 547	7 011	7 568
V Charbon disponible	33 917 (b)	36 048	36 436	34 787	34 556	33 862	34 643	33 980
VI Écoulement :								
A. Intérieur :								
1. Consommation des mines (+ consommation de leurs centrales électriques)	2 603	2 521	2 457	2 328	2 209	2 399	2 163	2 036
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	8 074	8 333	9 006	9 851	9 496	9 018	9 609	9 982
a) Cokeries	7 748	8 019	8 708	9 590	9 315	8 878	9 480	9 844
b) Usines à gaz	26	23	14	6	5	4	2	2
c) Sidérurgie (e)	301	291	284	255	176	136	129	138
3. Fabriques d'agglomérés	1 275	1 310	1 457	1 688	1 713	979	949	1 014
4. Centrales électriques (d)	2 651	3 061	3 285	3 105	3 881	2 581	3 176	3 250
5. Transports	1 449	1 440	1 389	1 315	1 005	904	792	761
a) Fer	1 402	1 372	1 312	1 249	958	875	772	739
b) Soutes, services de remorquage	40	61	69	50	39	26	18	21
c) Navigation intérieure	7	7	8	16	8	3	2	1
6. Autres industries	3 986	4 092	4 219	4 223	3 930	2 720	2 784	2 676
a) Industrie des métaux non ferreux	519	543	546	554	371	362	371	371
b) Industrie chimique	568	507	517	486	317	337	231	231
c) Cimenteries	927	1 075	1 034	1 012	583	687	732	732
d) Industries diverses	2 078	2 094	2 126	1 878	1 451	1 396	1 341	1 341
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	6 443	6 639	6 754	6 936	6 726	5 338	5 268	5 221
8. Administrations publiques	174	172	170	190	196	148	163	157
Total écoulement intérieur	26 655	27 568	28 945	30 075	29 048	24 088	24 904	25 105
B. Exportations (f)	4 165 (e)	5 681	7 050	4 463	3 962	2 771	2 171	2 275
VII Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	30 820	33 249	35 995	34 538	33 010	26 859	27 075	27 380
VIII Erreurs et omissions	3 074	2 823	445	252	1 547	7 011	7 568	6 595
	+ 23	— 24	— 6	— 3	— 1	— 8	—	+ 5

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

- (a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
- (b) Non compris les stocks chez les importateurs.
- (c) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
- (d) Non compris les autoproducteurs industriels.
- (e) Non compris les réexportations.
- (f) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
- (g) Données provisoires.

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1952	159,7	98,3	135,7	1 051	753
1953	154,4	95,5	132,0	1 060	758
1954	147,3	90,7	125,8	1 098	787
1955	150,9	87,2	120,0	1 145	824
1956	143,0	88,7	121,0	1 156	838
1957	152,9	90,5	122,2	1 146	836
1958	140,3	90,2	124,3	1 153	842
1959	121,6	77,8	105,9	1 262	907
1960 (b)	103,6	62,3	85,9	1 430	1018
1960 (c) Janvier	120,4	69,9	95,4	1 334	953
Février	119,5	67,1	91,5	1 378	990
Mars	118,1	69,4	94,8	1 388	996
Avril	116,0	67,5	92,6	1 390	994
Mai	112,9	64,7	89,3	1 414	1 005
Juin	111,2	63,3	87,4	1 425	1 012
Juillet	107,9	58,7	82,1	1 442	1 002
Août	105,4	55,8	78,1	1 443	1 018
Septembre	105,1	57,2	79,8	1 474	1 044
Octobre	104,6	57,6	80,0	1 477	1 051
Novembre	104,0	59,4	81,7	1 497	1 077
Décembre	103,6	58,0	79,8	1 524	1 087

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.

(b) Données provisoires revues.

(c) Données provisoires

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1958 à 1960

DÉSIGNATION	Borinage			Centre			Charleroi			Liège			Sud			Campine			Le Royaume		
	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t			
1958																					
Valeur de vente et recette complémentaire provenant de la péréquation « a » ...	2 822	783	2 397	816	5 838	901	4 155	1 021	15 212	890	7 804	783	23 016	851							
Dépenses d'exploitation ...	3 507	973	2 570	875	5 944	917	4 440	1 091	16 461	963	7 323	734	23 784	879							
Dépenses d'immobilisation ...	172	48	83	28	315	49	122	30	692	40	592	59	1 284	47							
Résultat d'exploitation ...	— 857	— 238	— 256	— 87	— 422	— 65	— 407	— 100	— 1 941	— 114	— 110	— 11	— 2 051	— 76							
Subventions et rectifications (a)	+ 711	+ 197	+ 1	—	+ 48	+ 7	+ 122	+ 30	+ 883	+ 52	+ 7	+ 1	+ 890	+ 33							
<i>Résultat final</i> ...	— 145	— 40	— 255	— 87	— 374	— 58	— 284	— 70	— 1 058	— 62	— 103	— 10	— 1 161	— 43							
1959																					
Valeur de vente	1 864	724	1 469	711	4 409	799	3 560	931	11 302	808	6 095	695	17 398	765							
Dépenses d'exploitation	2 378	923	1 770	856	4 648	842	3 788	991	12 584	900	5 986	682	18 569	816							
Dépenses d'immobilisation	91	35	29	14	168	30	108	28	395	28	296	34	691	30							
Résultat d'exploitation	— 605	— 235	— 329	— 159	— 407	— 74	— 336	— 88	— 1 677	— 120	— 186	— 21	— 1 863	— 82							
Subventions et rectifications (a)	+ 456	+ 177	+ 306	+ 148	+ 154	+ 28	+ 163	+ 43	+ 1 080	+ 77	+ 26	+ 3	+ 1 105	+ 49							
<i>Résultat final</i> ...	— 148	— 58	— 23	— 11	— 253	— 46	— 173	— 45	— 597	— 43	— 161	— 18	— 758	— 33							
1960 (b)																					
Valeur de vente	1 550	693	1 365	697	4 028	753	3 076	869	10 018	766	6 228	664	16 246	723							
Dépenses d'exploitation	1 786	799	1 575	804	4 181	782	3 170	895	10 712	819	6 120	652	16 831	749							
Dépenses d'immobilisation	12	6	20	10	95	18	113	32	240	18	311	33	551	25							
Résultat d'exploitation	— 248	— 111	— 230	— 117	— 249	— 47	— 207	— 59	— 934	— 71	— 203	— 22	— 1 137	— 51							
Subventions et rectifications (a)	+ 231	+ 103	+ 185	+ 94	+ 130	+ 24	+ 95	+ 27	+ 642	+ 49	—	—	+ 642	+ 29							
<i>Résultat final</i> ...	— 17	— 8	— 45	— 23	— 118	— 22	— 112	— 32	— 292	— 22	— 202	— 22	— 494	— 22							

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

(b) Données provisoires.

Situation économique globale de l'industrie charbonnière

POSTES	En millions de francs			En francs par tonne nette produite		
	1958	1959	1960(a)	1958	1959	1960(a)
Résultats économiques de l'exploitation						
Valeur nette de vente sans les recettes de péréquation et les subsides	22 950	17 398	16 246	848	765	723
Dépenses	25 068	19 260	17 382	926	846	774
— dépenses d'exploitation	23 784	18 569	16 831	879	816	749
— dépenses d'immobilisation	1 284	691	551	47	30	25
<i>Excédent (+) ou déficit (—) de la valeur nette de vente par rapport aux dépenses</i>	— 2 118	— 1 863	— 1 137	— 78	— 82	— 22
Subsides directs et avances récupérables (c)						
Subsides de péréquation « a »....	66	—	—	2	—	—
Aide au stockage	3	83	14	—	4	1
Aide salariale	—	93	66	—	4	3
Aide à l'exportation	—	—	11	—	—	—
Autres subsides, y compris réduction d'intérêts et impôts	835	918	530	31	40	24
Avances récupérables	24	90	166	1	4	7
<i>Total des subsides directs ...</i>	928	1 184	787	34	52	35
Subsides sociaux supplémentaires spécifiques à l'industrie charbonnière (c)						
Pensions (b)	2 497	2 826	3 441	92	124	153
Maladie-invalidité (b)	196	264	182	7	12	8
Vacances	385	249	233	14	11	10
Taxe de conjoncture	160	85	—	6	4	—
Divers	169	418	405	6	18	18
<i>Total des subsides sociaux ...</i>	3 407	3 842	4 261	126	169	190
Subsides divers (c)						
<i>Total des subsides divers ...</i>	22	18	28	1	1	1
<i>Total général des subsides directs et indirects ...</i>	4 357	5 044	5 077	161	222	226

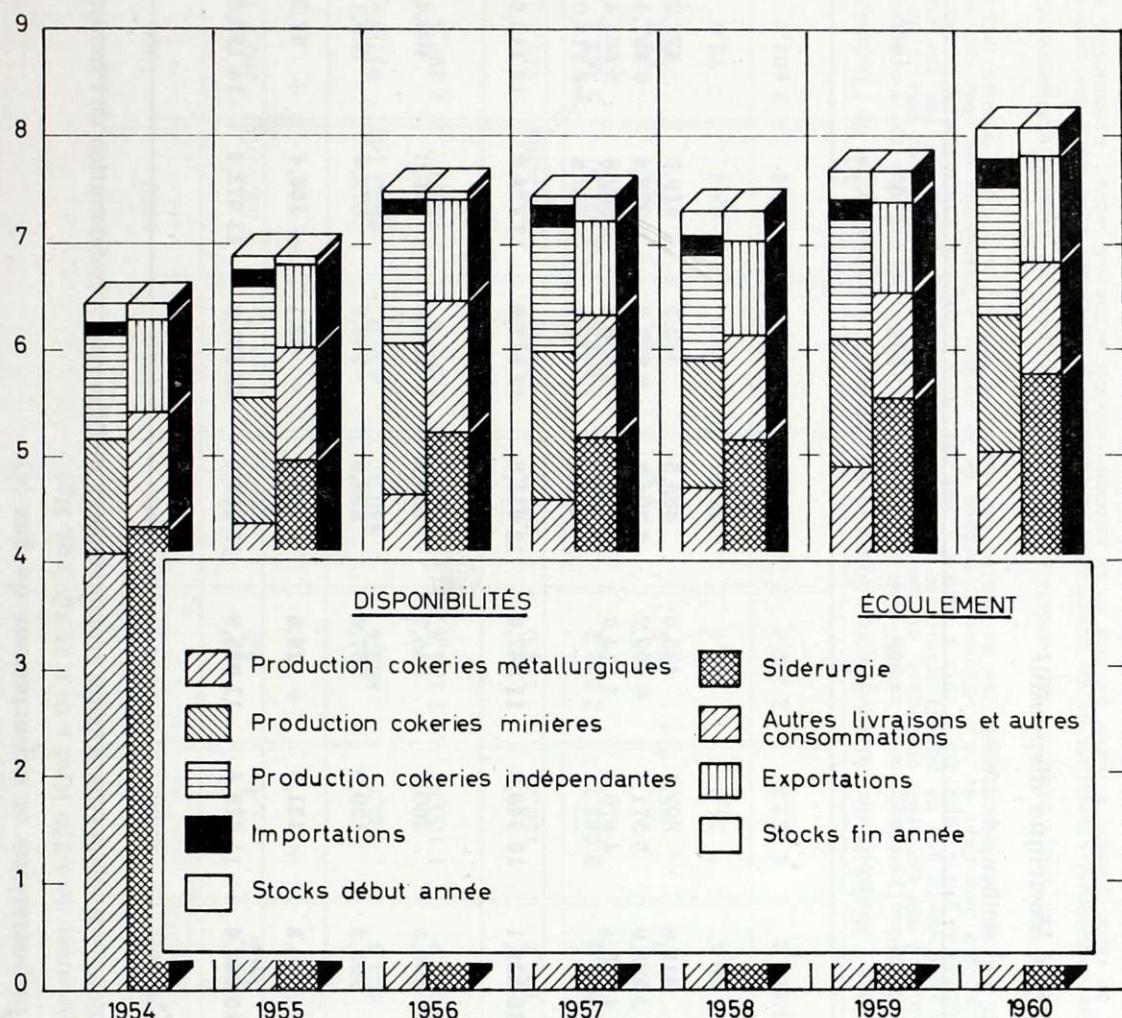
Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.

(b) La part des subsides octroyés à la sécurité sociale dépassant les subsides accordés au régime général de la sécurité sociale.

(c) Estimations. Il n'est pas tenu compte de l'endettement des charbonnages vis-à-vis du F.N.R.O.M. Cf. « Subsides directs et indirects spécifiques à l'industrie charbonnière belge » (*Bulletin mensuel de la Direction Générale des Etudes et de la Documentation, Ministère des Affaires économiques*, 1961, n° 2, p. IV/1 à IV/9 et 1961, n° 7, p. II/20 à II/25).

Balance du coke de four
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Administration des Mines.

**Consommation intérieure brute de combustibles solides
par les principaux secteurs**
(en milliers de tonnes équivalent charbon) (a)

SECTEUR DE CONSOMMATION	1958	1959	1960	Diff. en % de 1959 à 1960
Particuliers, artisanat, commerce, agriculture, services publics	6 493	6 465	6 549	+ 1,3
Transport	978	883	816	- 7,6
Sidérurgie	5 314	5 700	5 944	+ 4,3
Centrales électriques producteurs distributeurs ...	2 607	3 205	3 257	+ 1,6
Industries diverses et leurs centrales	3 386	3 463	3 395	- 2,0
<i>Total</i> (y compris la consommation des autres sec- teurs, les pertes de production et de trans- formation)	23 341	24 274	24 438	+ 0,7

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction
générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Coefficient de conversion : charbon, agglomérés, cokes : 1; lignite : 0,71.
Non compris les schistes de terril, autres que les produits marchands livrés par les charbonnages.
Pas de correction en matière des stocks des transformateurs, distributeurs et consommateurs.

Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Production nette d'électricité :</i>								
Organismes produisant en vue de la distribution publique :								
Entreprises publiques	392,1	419,8	397,7	433,3	435,5	442,3	419,0	472,2
Entreprises privées	4 803,1	5 298,9	5 571,4	6 099,2	6 504,2	6 327,0	6 623,4	6 897,4
Autoproducteurs industriels	4 390,4	4 620,4	4 979,4	5 314,5	5 452,2	5 336,4	5 582,8	5 635,4
Entreprises mixtes	—	—	—	—	219,1	412,2	553,8	1 114,0
<i>Total</i> ...	9 585,4	10 339,1	10 948,5	11 847,0	12 611,0	12 517,9	13 179,0	14 119,0
<i>Importations</i>								
.....	213,6	199,5	260,6	346,7	295,2	296,0	266,0	402,4
<i>Exportations</i>								
.....	214,6	195,2	129,0	267,9	398,9	233,9	372,4	365,1
<i>Solde (importations — exportations)</i>								
.....	— 1,0	+ 4,3	+ 131,6	+ 78,8	- 103,7	+ 62,1	- 106,4	+ 37,3
<i>Energie absorbée par les réseaux belges</i>								
.....	9 584,6	10 343,4	11 079,5	11 925,9	12 507,3	12 580,0	13 072,6	14 156,3

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Industrie.

Production nette, importations et exportations de gaz (a)
 (en millions de mètres cubes de 4 250 Kcal à 0° C et 760 mm Hg)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Production des usines à gaz (b)	13,2	13,2	7,4	4,5	3,1	2,8	58,2 (d)	107,7 (d)
Production des cokeries :								
Production destinée à la distribution publique	751,0	824,4	803,7	869,4	840,9	855,0	882,1 (d)	947,9 (d)
Production destinée aux fournitures industrielles directes (c)	898,8	1 004,9	1 100,8	1 184,8	1 168,6	1 203,6	1 235,2	1 292,4
Production des charbonnages et des installations de « reforming » (b)	105,8	107,2	153,2	184,0	207,7	195,1	136,5 (d)	115,8 (d)
<i>Total du gaz produit en Belgique ...</i>	1 768,8	1 949,8	2 065,1	2 242,7	2 220,2	2 256,5	2 311,9	2 463,8
Importations	5,8	0,9	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4
Exportations	28,4	43,5	51,4	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0
<i>Total du gaz disponible en Belgique ...</i>	1 746,2	1 907,2	2 017,2	2 178,4	2 154,1	2 187,0	2 252,6	2 403,2

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Industrie.

(a) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du gaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle inclut la production de méthane en provenance directe des charbonnages, ainsi que le gaz de pétrole transporté par canalisations, l'un et l'autre de ces gaz étant destinés à la distribution publique. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, « restgas », gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz de pétrole, qui sont mélangés, en dehors de l'usine de production, au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique, ni le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres, et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

(b) Le total de ces productions est destiné à la distribution publique.

(c) Cette production est destinée aux fournitures faites par les cokeries aux autres divisions des sociétés auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

(d) La production de l'usine de Mont-Saint-Aldegonde, reprise dans les statistiques « installations de reforming » jusqu'en 1958, est passée sous celles des usines à gaz à partir de 1959. Par contre, les fournitures de la cokerie de Gand passent à partir de 1959 de la rubrique « usines à gaz » à celles : « production des cokeries destinée à la distribution publique ».

Distribution publique de gaz
(en millions de mètres cubes relevés aux compteurs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (a)	1960
A. Mise en consommation :								
1. Importations	5,8	0,9	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4
2. Production nette des usines à gaz :								
a) Gaz de four	66,0	48,7	33,2	29,8	27,7	27,1	1,2 (d)	0,9(d)
b) Gaz divers (b)	10,8	15,1	40,8	40,0	50,3	46,9	57,0 (e)	106,8(e)
3. Fourni directement par des cokeries	85,0	86,4	87,7	89,5	85,8	89,4	116,4(d)	121,0(d)
4. Fourni par l'intermédiaire des sociétés de transport :								
a) venant des cokeries .	627,4	724,6	736,6	814,5	798,2	813,4	842,8	900,4
b) venant des charbonnages (méthane) .	100,8	96,9	113,8	146,4	158,5	149,5	136,5(e)	115,8(e)
<i>Total (c) ...</i>	895,8	972,6	1 015,5	1 124,8	1 127,9	1 135,7	1 163,0	1 256,3
B. Répartition :								
1. Consommation intérieure :								
a) Fourni aux consommateurs	739,1	780,2	827,9	902,0	925,1	919,0	944,8	1028,9
— Utilisations domestiques	478,6	479,3	488,5	503,8	505,5	533,1	525,0	557,6
— utilisations commerciales et artisanales	43,6	46,2	48,3	51,4	50,4	52,6	55,1	60,2
— utilisations industrielles	185,9	224,9	262,7	321,2	342,7	300,3	331,8	374,9
— éclairage public ..	15,2	11,8	8,0					
— bâtiments et services publics	15,7	18,0	20,4	25,5	26,5	33,0	32,9	36,2
b) Besoins propres et pertes	128,3	148,9	136,3	153,7	129,5	138,1	149,8	155,1
<i>Total consommation intérieure.</i>	867,4	929,1	964,1	1 055,7	1 054,5	1 057,1	1 094,6	1 184,0
2. Exportations	28,4	43,5	51,4	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0
<i>Total ...</i>	895,8	972,6	1 015,5	1 124,8	1 127,9	1 135,7	1 163,0	1 256,0

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Données rectifiées.

(b) Y compris le gaz de pétrole distribué par les canalisations des anciennes usines à gaz de Dinant et de Chimay, ainsi que la production de l'usine de reforming de Mont-Ste-Aldegonde.

(c) En tenant compte des différences des stocks des gazomètres.

(d) La production de la cokerie de Gand, reprise jusqu'en 1958 sous « gaz de four », est enregistrée comme fournitures directes des cokeries à partir de 1959.

(e) La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, recensée jusqu'en 1958 sous la rubrique « venant des charbonnages », est reprise sous celle des « gaz divers » à partir de 1959.

Production et consommation de produits pétroliers
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Quantités d'huiles brutes mises en œuvre..</i>	3 798	4 640	5 350	5 338	6 508	6 558	6 947
<i>Production :</i>							
Essences avion et auto (a)	792	1 034	1 156	1 132	1 253	1 313	1 277
Pétrole lampant et carburéacteur (a) ..	155	157	181	170	225	249	238
White spirit et essences spéciales	18	17	20	17	55	79	113
Gas- et Diesel-oil	925	1 161	1 483	1 470	1 836	1 957	2 074
Fuel-oil	1 512	1 710	1 930	1 854	2 305	2 101	2 164
Lubrifiants	9	18	24	22	27	30	32
Bitumes	95	143	170	194	179	238	299
Gaz de raffinerie	25	80	89	96	121	152	179
Charges pour l'industrie pétrochimique	—	—	—	2	6	—	..
Autres (b)	60	48	60	114	233	109	142
<i>Importations (c) :</i>							
Essences avion et auto (a)	347	370	358	510	454	380	457
Pétrole lampant et carburéacteur (a) ..	62	26	31	31	32	30	28
White spirit et essences spéciales	13	14	14	13	19	19	22
Gas- et Diesel-oil	567	825	1 027	1 185	1 158	1 258	1 404
Fuel-oil	626	703	862	1 063	963	1 340	1 395
Lubrifiants	136	165	175	177	157	180	199
Bitumes	18	24	23	6	29	11	16
Gaz de raffinerie	79	86	84	98	103	131	167
Charges pour l'industrie pétrochimique	—	—	—	—	—	2	..
Autres (b)	3	3	3	3	2	40	26
<i>Exportations (y compris toutes les soutes) (c) :</i>							
Essences avion et auto (a)	213	353	444	443	580	521	431
Pétrole lampant et carburéacteur (a) ..	66	116	135	133	180	168	200
White spirit et essences spéciales	6	6	6	6	42	73	95
Gas- et Diesel-oil	503	629	980	923	997	1 131	1 383
Fuel-oil	1 077	1 176	1 310	1 101	1 220	1 257	1 211
Lubrifiants	45	73	93	87	100	98	118
Bitumes	25	53	76	81	92	131	178
Gaz de raffinerie	18	12	12	14	14	15	17
Autres (b)	—	—	—	—	—	—	2
<i>Livraisons à la consommation intérieure :</i>							
Essences avion et auto (a)	935	1 063	1 135	1 162	1 252	1 296	1 235
Pétrole lampant et carburéacteur (a) ..	130	76	72	64	78	73	80
White spirit et essences spéciales	23	24	25	23	26	25	31
Gas- et Diesel-oil	1 049	1 245	1 561	1 510	1 774	1 878	2 100
Fuel-oil	927	1 071	1 518	1 637	1 940	2 065	2 475
Lubrifiants	89	98	113	96	99	102	108
Bitumes	91	109	120	119	122	129	131
Gaz de raffinerie	83	153	161	178	212	270	329
Charges pour l'industrie pétrochimique	—	—	—	2	6	2	..
Autres (b)	63	48	61	103	104	149	166

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Administration de l'industrie.

- (a) A partir de 1955, le carburéacteur du type essence est compris dans les statistiques « essences avion et auto ».
- (b) Paraffines et cires; gaz livrés directement pour usages industriels; coke de pétrole, autres produits; à partir de 1959, les gaz de raffinerie non liquéfiés sont compris dans les données sous « gaz de raffinerie ».
- (c) Belgique seule.

Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire
 (en milliers de tonnes équivalent charbon) (a)

ANNÉE	Énergie primaire mise en œuvre					Soldes d'importation et d'exportation d'énergie transformée et mouvements de stocks					To tal général				
	Char-bon (b)	Bois	Gaz méthane (grisou) (c)	Energie hydro-élec-trique	Pétrole brut	Total	Aggro-méres de houille	Bri-quettes de lignite	Coke	Com-bustibles liquides raffinés	Gaz manu-facturé	Gaz de pétrole	Energie élec-trique	Total	
1949 ...	26 316,6	155,3	0,6	22,3	500,0	26 994,8	— 41,3	+ 42,9	— 636,8	+ 1 623,7	— 12,9	+ 14,0	+ 34,9	+ 1 024,5	28 019,3
1950 ...	26 271,4	152,6	20,7	37,3	637,1	27 119,1	— 24,9	+ 47,4	— 331,5	+ 2 100,8	— 12,0	+ 32,3	+ 52,9	+ 1 865,0	28 984,1
1951 ...	30 881,7	153,3	43,7	40,4	1 298,6	32 417,7	— 330,1	+ 71,1	— 503,0	+ 2 163,0	— 15,9	+ 57,4	+ 66,6	+ 1 509,1	33 926,8
1952 ...	28 203,8	143,3	68,0	44,7	3 788,6	32 248,4	— 331,1	+ 44,4	— 991,3	— 48,9	— 13,0	+ 91,1	+ 47,3	+ 1 201,5	31 046,9
1953 ...	27 007,8	202,4	75,3	51,1	4 578,6	31 915,2	— 307,2	+ 55,0	— 893,7	— 367,3	— 12,9	+ 95,4	— 0,6	+ 1 431,3	30 483,9
1954 ...	27 795,7	223,6	77,7	91,0	5 425,7	33 613,7	— 284,1	+ 62,4	— 701,8	— 680,0	— 25,9	+ 102,1	+ 2,4	+ 1 524,9	32 088,8
1955 ...	29 212,9	235,1	115,4	68,3	6 628,6	36 260,3	— 421,4	+ 69,4	— 490,1	— 1 150,0	— 29,1	+ 123,1	+ 69,6	+ 1 828,5	34 431,8
1956 ...	30 212,8	215,9	116,4	99,7	7 642,9	38 287,7	— 567,6	+ 71,0	— 544,9	— 952,2	— 39,1	+ 125,3	+ 42,0	+ 1 865,5	36 422,2
1957 ...	28 927,2	217,7	126,7	91,6	7 625,7	36 988,9	— 620,1	+ 75,4	— 844,9	— 772,8	— 40,1	+ 147,6	+ 55,3	+ 2 110,2	34 878,7
1958 ...	24 621,2	217,0	125,3	97,3	9 297,1	34 357,9	— 100,2	+ 72,9	— 772,7	— 1 341,1	— 43,0	+ 153,7	+ 42,1	+ 1 988,3	32 369,6
1959 (d)	25 129,7	219,3	111,7	48,6	9 368,6	34 877,9	— 47,2	+ 65,9	— 686,6	— 1 033,5	— 36,4	+ 182,3	+ 51,4	+ 1 606,9	33 271,0
1960 (d)	25 648,1	221,2	92,3	78,0	9 924,3	35 963,9	— 33,9	+ 69,4	— 716,3	+ 877,7	+ 36,9	+ 235,7	+ 24,1	+ 49,6	36 013,5

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Industrie.

(a) Données revues. La conversion est basée sur les pouvoirs calorifiques inférieurs : charbon : 7.000 kcal/kg; bois : 4.345 kcal/kg; méthane et gaz manufacturés : 4.250 kcal/m³; énergie hydroélectrique et électricité thermique : estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des producteurs thermiques; agglomérés de lignite 5.000 kcal/kg; coke 7.000 kcal/kg; combustibles liquides : essences 10.500 à 10.400 kcal/kg; kérozène 10.300 kcal/kg; fuel-oil 9.700 kcal/kg.

(b) Les tonnages de charbon signalés dans cette rubrique se composent d'une part de la consommation de charbon (tonne par tonne, c'est-à-dire sans l'avoir ramené à 7.000 kcal/kg), et d'autre part la consommation connue en schistes (en tonnes d'équivalent charbon de qualité habituellement utilisée par les centrales cimentières).

(c) Valeur du grisou capté.

(d) Données provisoires. Pour 1960, il y a manifestement, pour le solde importateur de combustibles liquides raffinés, une non-concordance avec les données des années précédentes; une révision de toute cette série est en cours.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.I. des principales formes d'énergie (a)
 (en millions de francs)

DÉSIGNATION (b)	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Combustibles solides</i>	+ 81	- 377	+ 620	- 1 693	- 2 702	- 4 227	- 5 408	- 5 260
— charbon et lignite	+ 1 428	+ 1 026	+ 2 425	- 165	- 688	- 1 658	- 2 382	- 1 910
— cokes (c)	- 1 487	- 1 558	- 2 053	- 1 934	- 2 577	- 2 496	- 2 965	- 3 256
— agglomérés de charbons et de lignite	+ 140	+ 155	+ 248	+ 405	+ 564	- 73	- 62	- 94
<i>Pétrole et produits pétroliers</i>	- 3 997	- 4 653	- 5 399	- 6 355	- 8 638	- 7 126	- 6 342	- 6 699
— pétrole brut et semi-raffiné	- 3 692	- 4 231	- 4 948	- 6 032	- 7 639	- 7 744	- 7 407	- 7 139
— produits dérivés de pétrole	- 304	- 422	- 451	- 324	- 999	+ 618	+ 1 065	+ 440
— huiles légères	- 643	- 365	- 67	+ 98	- 194	+ 288	+ 475	+ 214
— huiles moyennes	- 43	+ 4	+ 134	+ 172	+ 204	+ 251	+ 390	+ 350
— huiles lourdes	+ 382	- 61	- 519	- 594	- 1 009	+ 79	+ 200	- 124
<i>Total</i> ...	- 3 916	- 5 030	- 4 779	- 8 048	- 11 340	- 11 353	- 11 750	- 11 959

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exportations nettes (+); Importations nettes (-).

(b) Composition du tableau pour 1960 : Charbon et lignite ; T.D. 2701.00; cokes ; T.D. 2704.00; agglomérés de charbons et de lignite ; T.D. 2702.10; pétrole brut et semi-raffiné ; T.D. 2709.00; huiles légères ; T.D. 2710.05; huiles moyennes ; T.D. 2710.25; huiles lourdes : T.D. 2710.35 + T.D. 2710.45. — Données correspondantes pour les années antérieures.

(c) La Belgique est exportatrice nette; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.

Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire (a)

ANNÉE	1953 = 100				En pour-cent du total					
	Charbon et dérivés (b)	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois (c)	Total	Charbon et dérivés	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois	Total
1949	99,2	49,6	49,6	77,0	91,9	91,6	7,6	0,1	0,7	100,0
1950	100,4	64,3	64,3	77,7	95,1	89,6	9,6	0,1	0,7	100,0
1951	116,5	81,7	79,1	87,2	111,3	88,8	10,4	0,1	0,7	100,0
1952	104,3	88,9	87,5	72,9	101,8	86,9	12,3	0,1	0,6	100,0
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	84,9	14,1	0,2	0,8	100,0
1954	103,8	112,6	178,1	111,1	105,3	83,7	15,1	0,3	0,9	100,0
1955	110,0	130,1	133,7	118,1	113,0	82,6	16,3	0,2	0,9	100,0
1956	113,0	158,3	195,1	111,5	119,5	80,2	18,7	0,3	0,8	100,0
1957	106,3	162,5	179,3	113,9	114,4	78,8	20,1	0,3	0,8	100,0
1958	92,3	188,3	190,4	112,6	106,2	73,8	25,1	0,3	0,9	100,0
1959 (d)	94,4	197,8	95,1	110,8	109,1	73,4	25,6	0,1	0,9	100,0
1960 (d)	96,6	256,3	152,6	112,9	119,4	68,7	30,3	0,2	0,8	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Industrie et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) En tenant compte du solde importateur et exportateur d'énergie transformée et des mouvements de stocks, pour autant que ceux-ci sont connus.

(b) Y compris le grisou et la totalité du solde du commerce extérieur d'énergie électrique.

(c) Y compris les briquettes de lignite.

(d) Données provisoires. Le progrès de la consommation de produits pétroliers en 1960 est en partie dû à une modification des statistiques; une révision des années antérieures est en cours.

**Estimation de la consommation finale nette d'énergie
selon les secteurs économiques et la forme de l'énergie mise en œuvre (a)**

DÉSIGNATION	En milliers de tonnes équivalent charbon		En % du total	
	1959 (c)	1960 (c)	1959 (c)	1960 (c)
<i>Particuliers, artisanat, commerce</i>			40,1	38,0
— combustibles solides	6 480,4	6 570,3	74,6	78,1
— combustibles liquides	1 431,7	1 567,2	16,5	17,4
— électricité	236,4	265,3	2,7	3,0
— gaz de charbon	320,8	375,3	3,7	4,2
— gaz de pétrole	218,4	207,4	2,5	2,3
<i>Total</i> ...	8 687,7	8 985,5	100,0	100,0
<i>Transport (sans soutes)</i>			17,3	15,4
— combustibles solides	911,1	844,1	24,3	23,3
— combustibles liquides	2 726,0	2 667,4	72,8	73,5
— électricité	81,8	80,7	2,2	2,2
— gaz de pétrole	25,1	36,2	0,7	1,0
<i>Total</i> ...	3 744,0	3 628,4	100,0	100,0
<i>Soutes</i>			4,3	4,4
— combustibles solides	6,8	1,4	0,7	0,1
— combustibles liquides	936,1	1 047,6	99,3	99,9
<i>Total</i> ...	942,9	1 049,0	100,0	100,0
<i>Industrie</i>			37,2	41,2
— combustibles solides	3 383,7	3 229,3	41,9	33,2
— combustibles liquides	2 194,9	3 854,5	27,2	39,6
— électricité	1 098,3	1 183,9	13,6	12,2
— gaz de charbon	1 314,9	1 302,9	16,3	13,4
— gaz de pétrole	78,6	157,1	1,0	1,6
<i>Total</i> ...	8 070,4	9 727,7	100,0	100,0
<i>Services publics (b)</i>			1,1	1,0
— combustibles solides	199,0	198,7	82,3	80,4
— électricité	25,1	26,6	10,4	10,8
— gaz de charbon	17,6	21,8	7,3	8,8
<i>Total</i> ...	241,7	247,1	100,0	100,0
<i>Consommation totale</i>			100,0	100,0
— combustibles solides	10 981,0	10 843,9	50,6	45,9
— combustibles liquides	7 288,7	9 136,7	33,6	38,7
— électricité	1 441,6	1 556,5	6,6	6,6
— gaz de charbon	1 653,3	1 700,0	7,6	7,2
— gaz de pétrole	322,1	400,7	1,5	1,7
<i>Total</i> ...	21 686,7	23 637,7	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Industrie.

(a) Tableau de conversion : voir p. 50, sauf énergie électrique : 860 kcal/kWh.

(b) Il n'y a pas de statistiques disponibles concernant la consommation de produits pétroliers; celle-ci est comprise dans les estimations concernant le groupe *particuliers, artisanat, commerce*.

(c) Données provisoires.

Production sidérurgique dans les pays de la C.E.C.A. (a)

PÉRIODE	Belgique	Alle-magne (b) (sans la Sarre)	La Sarre	France	Italie	Grand-Duché de Luxem-bourg	Pays-Bas	Pays de la C.E.C.A.
FONTE (en milliers de tonnes)								
1954.....	4 573	12 512	2 497	8 838	1 299	2 800	610	33 129
1955.....	5 344	16 482	2 879	10 941	1 678	3 048	670	41 039
1956.....	5 682	17 577	3 017	11 418	1 936	3 272	662	43 564
1957.....	5 578	18 358	3 125	11 882	2 139	3 329	700	45 113
1958.....	5 523	16 659	3 083	11 951	2 106	3 275	917	43 516
1959.....	5 966	18 393	3 209	12 437	2 121	3 411	1 140	46 678
1960.....	6 521	25 738		14 005	2 715	3 713	1 347	54 041
Production des pays de la C.E.C.A. = 100								
1954.....	13,80	37,77	7,54	26,68	3,92	8,45	1,84	100,00
1955.....	13,02	40,16	7,02	26,66	4,09	7,43	1,63	100,00
1956.....	13,04	40,35	6,93	26,21	4,44	7,51	1,52	100,00
1957.....	12,37	40,69	6,93	26,34	4,74	7,38	1,55	100,00
1958.....	12,70	38,29	7,09	27,47	4,84	7,53	2,11	100,00
1959.....	12,78	39,41	6,87	26,65	4,54	7,31	2,44	100,00
1960.....	12,07	47,63		25,92	5,02	6,87	2,49	100,00
ACIER BRUT (en milliers de tonnes)								
1954.....	5 003	17 434	2 805	10 627	4 207	2 828	938	43 842
1955.....	5 894	21 335	3 165	12 631	5 395	3 225	979	52 625
1956.....	6 376	23 189	3 374	13 441	5 908	3 456	1 049	56 796
1957.....	6 267	24 506	3 465	14 100	6 787	3 493	1 185	59 804
1958.....	6 006	22 786	3 486	14 632	6 271	3 379	1 437	57 998
1959.....	6 434	25 823	3 613	15 197	6 762	3 663	1 670	63 159
1960.....	7 181	34 101		17 299	8 229	4 083	1 942	72 835
Production des pays de la C.E.C.A. = 100								
1954.....	11,40	39,77	6,40	24,24	9,60	6,45	2,14	100,00
1955.....	11,20	40,54	6,02	24,00	10,25	6,13	1,86	100,00
1956.....	11,23	40,83	5,94	23,66	10,41	6,08	1,85	100,00
1957.....	10,48	41,00	5,79	23,59	11,35	5,84	1,98	100,00
1958.....	10,36	39,29	6,01	25,23	10,81	5,83	2,48	100,00
1959.....	10,19	40,88	5,72	24,06	10,71	5,80	2,64	100,00
1960.....	9,86	46,82		23,75	11,30	5,61	2,67	100,00

Source : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Haute Autorité.

(a) Données rectifiées.

(b) République fédérale.

Consommation apparente d'acier brut dans les pays de la C.E.C.A.
(en milliers de tonnes)

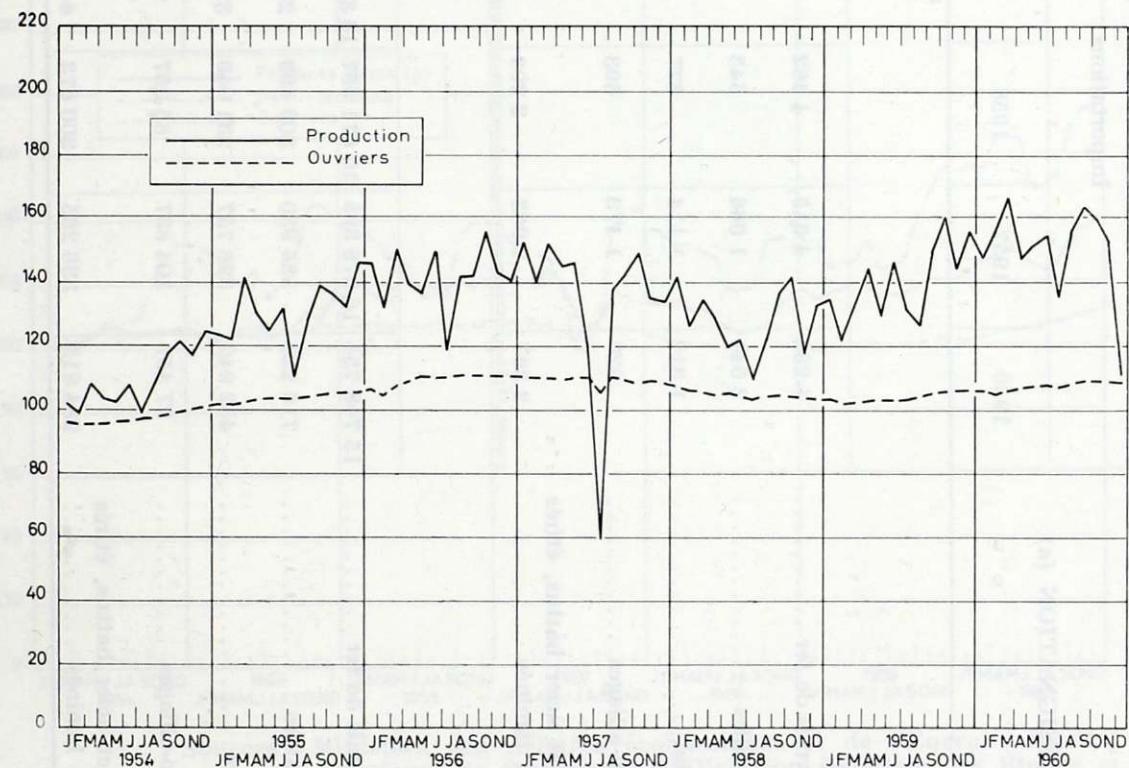
PÉRIODE	U.E.B.L.	Alle-magne (Rép. Féd.)	Sarre (a)	France (a)	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1950.....	2 190	11 012	500	6 939	3 067	1 492	25 200
1951.....	2 312	11 683	751	8 226	3 639	1 614	28 225
1952.....	2 486	14 713	865	9 350	4 090	1 768	33 272
1953.....	2 542	14 834	698	8 379	4 417	2 052	32 922
1954.....	2 423	17 280	795	9 069	5 078	1 996	36 641
1955.....	2 674	21 887	993	9 978	5 940	2 357	43 829
1956.....	2 815	22 397	1 079	11 641	6 197	2 408	46 537
1957.....	2 873	22 150	1 176	12 830	6 668	2 522	48 219
1958.....	2 459	21 595	1 137	13 062	6 613	2 228	47 094
1959.....	2 670	25 749		11 970	7 462	2 428	50 279
1960	2 594	30 131		14 165	9 451	2 845	59 186

Source : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Haute Autorité.

(a) Partiellement estimé.

Sidérurgie

Production et personnel occupé (1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations				Exportations					
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
VALEUR (en millions de francs)										
Minerais de fer	4 238	4 615	4 462	4 492	5 220	225	173	101	138	184
Mitrailles	2 041	1 666	543	394	376	89	252	299	576	1 026
Fonte	1 312	1 114	677	820	972	85	129	104	140	178
Ferro-alliages	929	1 173	693	696	799	34	193	148	129	166
Fer et acier battus, étirés ou laminés	2 367	2 963	2 292	2 926	3 929	38 263	39 778	35 596	35 832	45 600
QUANTITÉ (en tonnes)										
Minerais de fer	15 748 754	16 078 365	16 871 587	18 304 958	20 752 722	906 845	692 502	263 585	347 965	444 682
Mitrailles	716 229	535 930	309 493	244 779	195 772	37 568	95 301	142 126	274 803	446 206
Fonte	432 940	326 757	231 049	328 628	366 308	23 662	31 019	30 302	47 675	59 940
Ferro-alliages	97 457	104 837	85 957	99 554	102 678	4 619	14 326	17 705	18 691	24 781
Fer et acier battus, étirés ou laminés	284 815	336 265	300 673	442 281	552 248	5 995 465	5 849 279	5 957 990	6 373 375	7 499 483

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte : C.T.C.I. 681.01; ferro-alliages : C.T.C.I. 681.02; fer et acier... : C.T.C.I. 681.03 à 681.12 + 681.15.

Production de métaux non ferreux

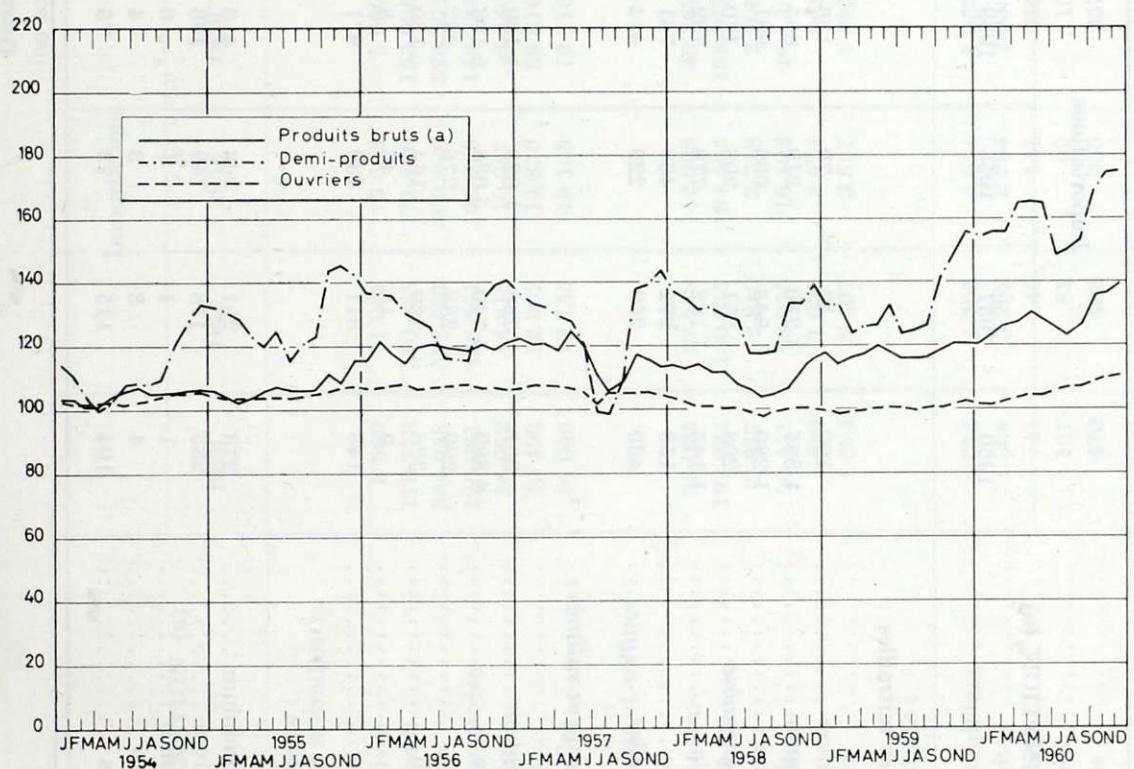
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Métaux (1^{re} et 2^e fusions) :</i>								
Zinc	193,4	213,1	211,9	230,7	235,6	214,8	224,3	247,6
Cuivre	150,3	153,6	156,9	168,9	152,6	155,2	185,7	211,8
Plomb	76,4	71,9	82,8	102,3	99,3	95,9	88,4	92,7
Etain	9,8	11,9	10,5	10,5	9,5	9,1	6,7	8,7
Aluminium	1,5	1,7	2,4	2,7	2,2	2,8	2,6	2,8
Divers	4,7	4,4	4,7	5,0	4,8	3,9	4,9	4,6
<i>Total</i> ...	436,1	456,6	469,2	520,0	504,0	481,6	512,6	568,1
<i>Demi-produits</i>	154,0	174,7	198,5	199,2	193,8	198,7	207,1	249,5

Source : Institut National de Statistique.

Industrie des métaux non ferreux

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Moyennes mobiles trimestrielles.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Minéraux et mitrailles :										
— de cuivre	100	53	79	156	201	—	—	—	—	—
— de plomb	1 365	1 210	919	885	775	—	—	—	—	—
— de zinc	1 280	945	636	981	1 213	210	195	130	166	155
— de manganèse	208	251	208	170	257	—	7	3	—	4
— d'étain	1 145	1 122	778	722	809	—	—	—	—	—
— autres	158	272	439	741	1 953	34	21	13	4	16
— mitrailles	430	269	229	414	1 231	51	57	173	179	312
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	907	758	1 023	1 169	1 603	18	14	22	21	55
— cuivre	8 882	5 740	5 038	6 173	8 932	6 278	3 929	3 734	5 393	5 890
— étain	299	288	276	247	391	1 128	1 041	940	711	901
— plomb	328	269	164	180	214	1 206	887	690	571	546
— zinc	9	13	46	8	38	2 083	1 871	1 352	1 487	1 855
— autres	143	311	436	871	1 097	648	667	839	1 477	1 441
Demi-produits :										
— en aluminium	273	291	263	416	508	723	771	912	1 186	1 571
— en cuivre	235	178	149	153	223	2 070	1 505	1 419	1 557	2 289
— en plomb	1	1	3	6	11	81	78	53	61	55
— en zinc	4	3	3	4	4	360	362	327	279	399
— autres	104	115	72	75	93	81	77	75	87	63

Source : Institut National de Statistique.

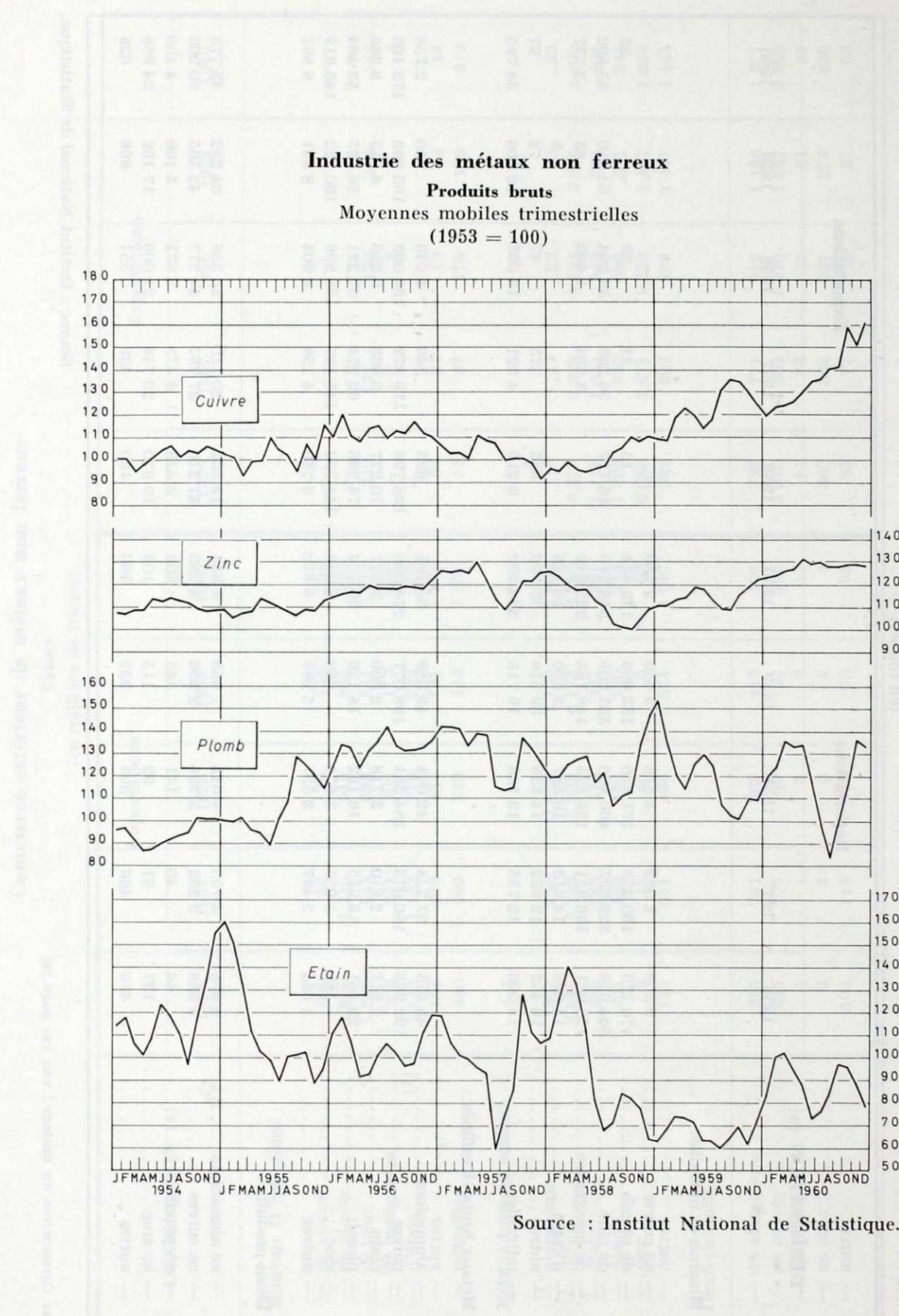
(a) *Composition du tableau.* — Minéraux de cuivre : C.T.C.I. 283,01; de plomb : C.T.C.I. 283,04; de zinc : C.T.C.I. 283,05; de manganèse : C.T.C.I. 283,07; d'étain : C.T.C.I. 283,06; autres : C.T.C.I. 283,03 + 283,11 + 283,19; mitrailles : C.T.C.I. 284,01; cuivre : C.T.C.I. 684,01; aluminium : C.T.C.I. 682,01; étain : C.T.C.I. 687,01; plomb : C.T.C.I. 685,01; zinc : C.T.C.I. 686,01; autres : C.T.C.I. 683,01 + 689,01. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684,02; en cuivre : C.T.C.I. 682,02; en plomb : C.T.C.I. 685,02; en zinc : 686,02; autres : C.T.C.I. 683,02 + 687,02 + 689,02.

Commerce extérieur de métaux non ferreux
Quantité
 (en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Imports				Exports					
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Minerais et mitrailles :										
— de cuivre	3 309	1 032	3 578	5 650	9 280	—	—	—	—	—
— de plomb	170 773	160 435	171 826	153 606	139 454	15	21	20	—	26
— de zinc	544 958	522 637	460 806	535 205	548 719	56 717	56 238	54 294	64 910	45 692
— de manganèse	123 031	136 851	155 825	148 784	222 649	—	3 294	1 499	33	2 777
— d'étain	14 092	14 313	10 387	8 880	10 115	—	—	—	3	—
— autres	10 493	12 932	14 856	39 316	47 773	855	473	87	72	97
— mitrailles	15 096	12 755	13 133	19 718	234 122	3 210	4 221	13 093	12 806	54 795
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	33 075	27 748	42 068	49 389	65 765	623	540	1 043	930	2 758
— cuivre	192 935	180 075	184 564	198 077	274 540	135 793	119 372	136 093	165 993	172 105
— étain	2 817	2 810	2 718	2 300	3 577	10 277	9 963	9 296	6 555	8 236
— plomb	20 451	18 955	16 192	18 120	20 552	74 386	62 274	67 221	56 685	53 404
— zinc	589	1 055	3 674	668	3 039	148 352	146 197	138 996	130 122	143 619
— autres	1 634	2 497	3 537	6 285	8 872	3 759	4 158	4 904	8 841	8 591
Demi-produits :										
— en aluminium	4 675	4 795	4 614	7 953	9 854	18 531	20 110	26 358	34 282	43 773
— en cuivre	4 038	3 262	3 294	2 956	4 253	41 210	37 787	44 277	42 565	60 205
— en plomb	44	40	141	445	808	4 448	4 477	3 871	5 100	4 408
— en zinc	137	81	92	115	102	19 870	20 743	21 006	17 152	24 968
— autres	470	466	305	259	490	460	456	551	866	628

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 58.



Source : Institut National de Statistique.

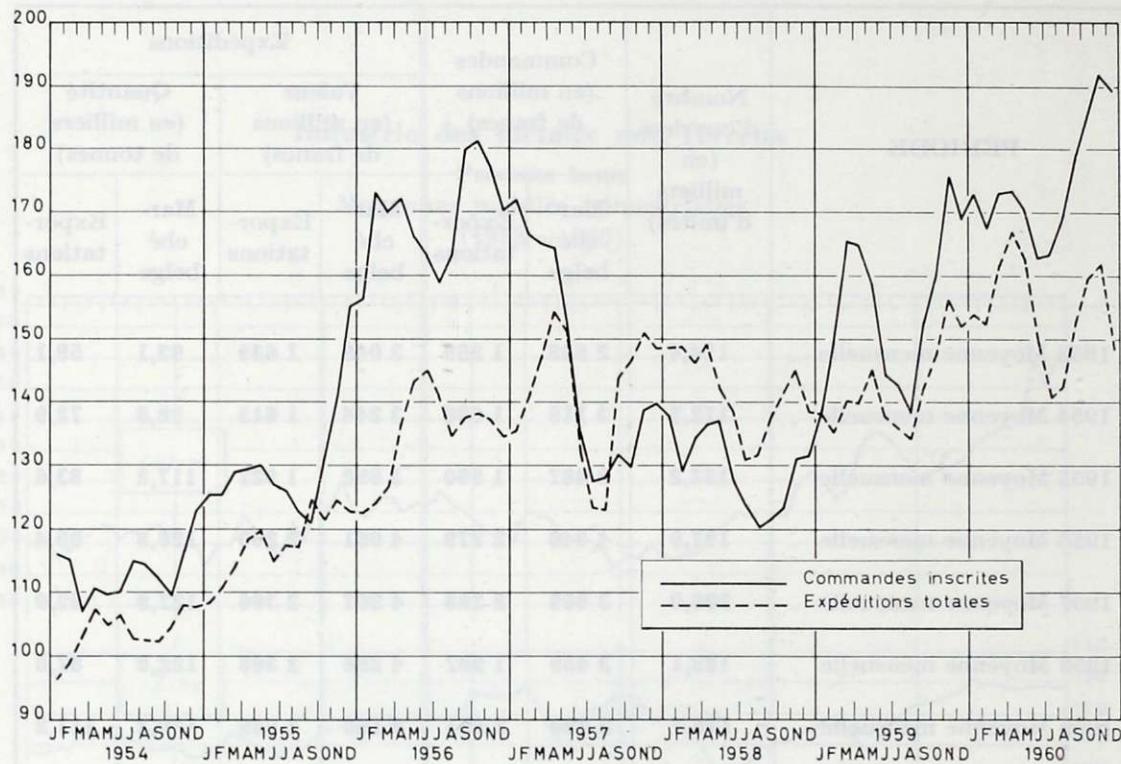
Industrie des fabrications métalliques (a)
Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
		Mar- ché belge	Expor- tations	Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
				Mar- ché belge	Expor- tations	Mar- ché belge	Expor- tations
1953 Moyenne mensuelle .	174,4	2 935	1 259	3 048	1 639	93,1	59,1
1954 Moyenne mensuelle .	172,7	3 119	1 668	3 244	1 613	98,8	72,9
1955 Moyenne mensuelle .	182,2	3 487	1 960	3 652	1 927	117,2	83,6
1956 Moyenne mensuelle .	197,9	4 340	2 779	4 061	2 260	126,8	89,4
1957 Moyenne mensuelle .	206,0	3 865	2 268	4 267	2 366	127,8	89,9
1958 Moyenne mensuelle .	189,1	3 439	1 987	4 256	2 366	122,0	87,8
1959 Moyenne mensuelle .	176,7	3 980	2 551	4 150	2 539	120,3	111,2
1960 Moyenne mensuelle .	188,5	4 405	2 928	4 388	2 868	124,8	113,3
1960 Janvier	181,3	4 025	2 496	3 714	2 762	113,0	113,4
Février	181,8	4 182	2 838	4 000	2 858	117,8	117,9
Mars	184,5	4 705	2 813	4 890	3 217	137,4	134,7
Avril	185,7	4 428	2 794	4 422	3 382	129,4	129,1
Mai	186,5	4 304	2 764	4 393	3 207	132,6	124,2
Juin	188,2	4 260	2 906	4 496	2 946	128,1	113,8
Juillet	189,5	3 550	2 698	3 450	2 542	92,4	96,4
Août	190,8	4 628	2 512	4 076	2 265	120,9	96,3
Septembre	191,9	4 885	3 040	4 922	2 777	139,8	115,1
Octobre	192,2	4 698	2 801	4 762	2 726	139,9	110,3
Novembre	194,6	4 606	3 314	4 498	2 777	126,6	106,1
Décembre	194,7	4 583	4 155	5 028	2 958	120,0	102,4

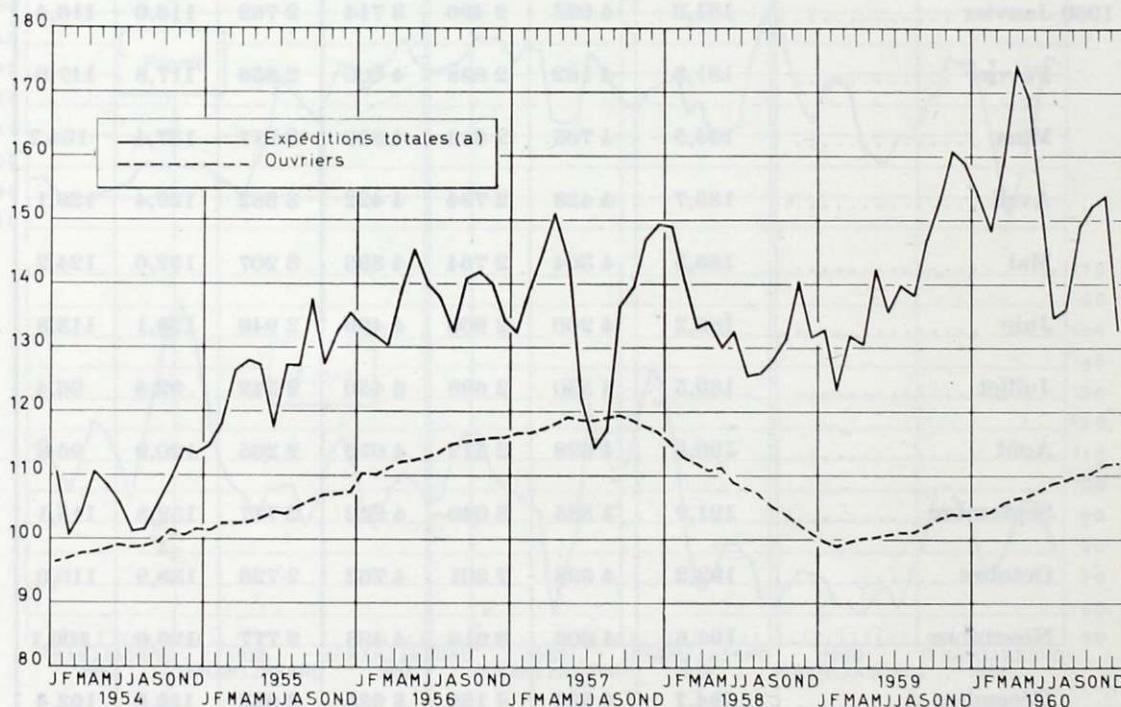
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.

Industrie des fabrications métalliques
(1953 = 100)
Commandes inscrites et expéditions totales en valeur (a)



Volume des expéditions totales et personnel occupé



(a) Premier graphique : moyennes mobiles trimestrielles. Deuxième graphique : moyennes mobiles trimestrielles des indices des quantités expédiées par chacune des 18 branches de l'industrie des fabrications métalliques; pondération par le nombre des ouvriers occupés dans chacune de ces branches en 1953.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Emploi

DÉSIGNATION	Nombre d'ouvriers inscrits (moyennes mensuelles)					Nombre d'heures - ouvriers (en milliers)				
	1956	1957	1958	1959	1960 (b)	1956	1957	1958	1959	1960 (b)
Acieries de moulage	12 093	12 265	10 182	8 959	9 773	25 355	24 649	19 740	17 935	19 581
Fonderies de fer	10 752	11 338	11 134	11 815	12 345	22 343	22 756	22 732	24 808	24 948
Tréfilerie, étirage, laminage à froid										
Forge, estampage, gros emboutissage et industries connexes	6 884	7 013	6 125	5 825	5 772	14 497	13 941	11 980	11 315	11 488
Travail de la tôle, fabrications métalliques diverses	15 833	15 278	14 463	13 806	13 773	33 595	30 813	29 515	28 545	28 093
Accessoires métalliques du bâtiment	15 960	16 598	15 003	14 655	16 467	34 965	33 406	29 687	29 867	33 970
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie	10 217	11 199	10 419	8 437	8 799	21 594	21 887	21 274	17 621	17 686
Construction navale	17 103	18 989	14 016	10 970	11 515	34 727	36 780	27 571	19 811	23 164
Matériel de chemins de fer et tramways	6 457	5 926	6 686	4 642	3 653	13 481	11 526	13 520	9 252	7 217
Automobile, cycle, aéronautique et industries connexes	18 587	18 771	18 158	18 165	17 142	37 821	36 988	36 417	36 800	34 448
Machines motrices, pneumatiques et hydrauliques	3 880	3 903	4 021	4 030	3 358	8 028	7 879	8 064	8 078	6 922
Machines-outils et industries connexes	5 213	4 947	4 127	3 877	4 618	11 319	9 994	8 478	7 920	9 447
Machines textiles et industries connexes	3 208	3 320	3 064	3 021	3 957	6 542	6 684	6 207	6 213	8 131
Constructions mécaniques diverses	4 762	4 791	4 380	4 478	5 294	10 176	9 866	8 901	9 112	10 844
Appareils de levage, manutention et pesage	4 433	4 707	4 901	4 802	4 260	9 687	9 731	10 324	10 196	8 907
Appareils et installations pour diverses industries	11 511	11 932	11 133	10 790	13 750	24 615	24 370	22 978	22 027	29 153
Construction électrique	38 762	41 403	40 071	38 193	40 618	80 145	81 929	81 564	76 959	81 010
Fine construction mécanique	2 678	2 277	2 240	2 065	1 799	5 661	4 536	4 493	4 242	3 684
Armes portatives et leurs munitions	9 528	11 377	9 022	8 135	11 503	19 619	22 911	18 226	16 732	22 869
Total ...	197 863	206 034	189 145	176 665	188 479	414 170	410 647	381 671	357 433	381 571

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).

Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.

(b) En 1960 la composition des différents secteurs a été modifiée; ainsi, toute comparaison avec les années antérieures est aléatoire.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les secteurs d'activité
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur					Exportations		
	1957	1958	1959	1960	1957	1958	1959	1960
<i>Produits de première transformation</i>	6 863,4	5 603,9	6 264,1	7 266,3	6 677,8	6 854,8	9 601,7	9 853,8
Aciéries de moulage	899,0	676,0	565,1	782,5	557,0	448,0	451,6	595,1
Fonderies de fer	1 784,0	1 402,3	1 402,8	1 792,8	217,0	218,1	270,7	482,8
Tréfilage, étirage, laminage à froid	2 120,0	1 971,0	2 249,3	2 455,2	3 346,7	3 749,7	4 953,0	5 416,0
Forge, estampage, emboutissage	1 731,2	1 232,2	1 385,1	1 574,0	778,7	805,6	1 001,1	1 051,4
Tôles revêtues	329,2	322,4	661,8	621,8	1 778,4	1 633,4	2 925,3	2 308,3
<i>Biens de consommation durables</i>	10 437,1	9 919,7	10 784,1	12 049,3	2 808,9	2 902,5	4 193,4	4 347,5
Articles hors tôle et divers	3 285,5	3 133,2	3 295,5	3 310,6	531,7	490,3	682,5	738,1
Accessoires métalliques du bâtiment	3 986,2	3 510,2	3 954,3	4 658,8	659,7	463,2	710,3	658,9
Motos, cycles et pièces	859,4	606,4	612,8	665,5	256,4	234,8	265,3	234,1
Appareils électroménagers, radio, télévision	2 306,0	2 669,9	2 921,5	3 414,4	1 361,1	1 714,2	2 535,3	2 716,4
<i>Biens d'équipement</i>	17 068,6	14 547,6	16 570,3	19 518,9	7 652,8	6 942,7	8 572,8	12 098,6
Construction métallique	3 117,4	2 233,2	2 403,5	3 093,2	443,0	248,7	222,6	603,9
Construction mécanique	6 813,1	5 997,8	7 245,8	9 072,9	4 183,2	3 893,6	5 056,8	8 094,7
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	885,5	663,4	941,5	752,3	667,0	602,4	646,0	871,2
Machines-outils et industries connexes	522,7	397,0	573,7	647,7	920,1	837,6	1 014,9	1 716,4
Machines textiles et accessoires	273,0	173,5	277,8	314,6	706,5	591,8	1 026,8	1 775,2
Mécanique générale	1 110,7	1 000,1	1 209,9	1 610,2	199,2	165,7	279,6	367,9
Levage, manutention, pesage	1 241,8	966,5	1 332,3	1 305,6	376,3	357,4	395,0	362,2
Machines et installations pour diverses industries	2 343,1	2 363,7	2 371,6	4 019,5	1 227,9	1 170,1	1 534,5	2 838,4
Appareils de mesure et analogues	436,3	433,6	539,0	423,0	86,2	168,6	160,0	163,4
<i>Matériel de transport</i>	7 138,1	6 316,6	6 921,0	7 352,8	3 026,6	2 800,4	3 293,4	3 400,0
Ferroviaire	1 416,8	990,5	2 266,7	730,2	1 689,7	422,1	524,3	730,9
Naval	811,8	545,0	936,6	1 162,6	3 614,9	1 908,5	816,9	1 052,9
Automobile et pièces	8 832,0	8 732,9	9 990,3	10 806,8	3 050,3	3 305,7	3 996,6	4 006,0
Armes et aéronautique	956,4	925,3	943,7	1 058,1	1 722,2	1 504,6	2 905,5	2 661,9
<i>Total général</i>	46 385,6	41 264,9	47 755,8	52 552,2	27 217,1	23 840,9	30 611,2	34 751,6

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques
Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité
 (en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1957	1958	1959	1960	1957	1958	1959	1960
<i>Produits de première transformation</i>	7 785,5	6 839,6	6 703,7	7 093,1	7 620,6	6 827,4	9 152,6	10 156,0
Acieries de moulage	963,0	802,0	560,5	636,6	605,0	558,0	392,5	505,8
Fonderies de fer	1 967,0	1 709,7	1 552,2	1 606,0	241,0	255,7	273,3	390,4
Tréfilage, étirage, laminage à froid	2 450,7	2 324,1	2 627,6	2 536,0	3 684,5	3 710,3	4 758,0	5 479,6
Forge, estampage, emboutissage	1 968,7	1 617,4	1 396,5	1 662,2	917,6	822,9	973,8	1 193,6
Toiles revêtues	436,1	386,4	566,9	652,3	2 172,5	1 480,5	2 755,0	2 586,6
<i>Biens de consommation durables</i>	11 253,6	11 463,2	11 270,4	12 768,5	3 189,0	3 275,3	3 854,9	4 250,0
Articles hors tôle et divers	3 679,5	3 557,9	3 601,0	3 440,3	687,9	606,5	670,5	665,7
Accessoires métalliques du bâtiment	3 969,5	3 825,5	3 971,5	4 707,7	712,7	560,5	673,8	642,5
Motos, cycles et pièces	913,2	624,7	562,5	1 031,0	266,4	280,9	313,3	308,6
Appareils électroménagers, radio, télévision	2 691,4	3 455,1	3 135,4	3 589,5	1 522,0	1 827,4	2 197,3	2 633,2
<i>Biens d'équipement</i>	17 659,8	17 487,2	17 434,4	17 385,9	8 039,1	8 589,4	7 972,4	9 923,6
Construction métallique	3 118,1	3 201,2	2 797,0	2 712,7	541,2	405,1	261,9	350,6
Construction mécanique	7 438,0	7 195,6	7 495,2	8 154,9	4 331,2	4 716,3	4 916,5	6 673,3
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	1 045,8	959,3	1 130,1	1 023,1	436,6	733,5	656,9	940,0
Machines-outils et industries connexes	550,2	492,4	478,3	540,4	904,0	831,0	889,0	1 037,0
Machines textiles et accessoires	331,3	238,9	247,2	339,6	736,2	723,2	751,7	1 095,1
Mécanique générale	1 377,2	1 249,4	1 384,3	1 453,7	231,0	192,7	311,7	270,1
Levage, manutention, pesage	1 115,1	1 345,6	1 257,1	1 108,9	425,9	640,8	508,5	346,9
Machines et installations pour diverses industries	2 530,5	2 450,6	2 534,4	3 275,7	1 487,1	1 424,6	1 629,9	2 857,5
Appareils de mesure et analogues	487,9	459,4	463,8	413,5	110,4	160,5	168,8	126,7
Equipement électrique	7 103,7	7 090,4	7 142,2	6 518,3	3 166,7	3 468,0	2 794,0	2 899,7
<i>Matériel de transport</i>	12 643,8	13 555,2	13 705,3	14 336,9	7 273,3	7 406,5	7 437,2	6 797,8
Ferroviaire	1 113,0	1 783,7	1 544,1	1 303,9	1 403,8	1 306,7	1 090,5	431,8
Naval	1 778,9	1 948,5	1 434,6	1 831,0	2 744,8	2 704,8	2 217,1	2 351,6
Automobile et pièces	9 751,9	9 823,0	10 726,6	11 202,0	3 124,7	3 395,0	4 129,6	4 014,4
Armes et aéronautique	1 858,7	1 721,3	681,8	724,6	2 275,1	2 296,7	2 047,9	2 882,4
<i>Total général</i>	51 201,4	51 066,5	49 795,6	52 309,0	28 397,1	28 395,3	30 465,0	34 009,8

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
 Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Articles non mécaniques</i>	4 013	4 268	3 997	3 978	4 634	5 704	6 077	5 644	6 472	6 971
Fils métalliques et tréfilés	380	339	286	298	333	2 129	2 425	2 381	3 012	2 832
Ustensiles de ménage et produits non mécaniques pour l'aménagement de l'habitation	816	891	864	929	1 043	447	389	317	328	407
Constructions métalliques et leurs parties finies ou travaillées	278	366	336	280	416	585	601	533	303	337
Tuyaux et récipients	734	765	655	594	743	1 296	1 387	1 277	1 551	1 924
Outils	439	464	409	427	567	200	210	198	243	338
Autres articles manufacturés	1 366	1 443	1 447	1 450	1 532	1 047	1 065	938	1 035	1 133
<i>Machines et appareils électriques</i>	5 159	5 246	5 408	5 838	7 050	4 877	5 130	5 681	4 819	5 666
Câbles et fils électriques isolés	341	322	291	307	361	823	646	609	471	547
Machines génératrices d'électricité, transformateurs, moteurs électriques, piles, accumulateurs	752	807	859	896	957	1 120	1 082	1 150	964	1 093
Lampes et tubes d'éclairage	136	144	160	181	185	71	188	202	204	236
Equipements électriques pour véhicules et moteurs à explosion (b)	581	198	180	212	294	67	32	49	26	77
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radio et télévision	1 163	1 408	1 539	1 669	2 153	1 965	2 137	2 614	2 157	2 528
Appareils électromécaniques légers (dont appareils ménagers)	343	416	375	445	641	35	75	85	71	103
Appareils électrothermiques (dont appareils ménagers)	257	282	273	304	370	115	144	115	164	203
Appareils de mesure et de contrôle, dispositifs de signalisation et sécurité, sonneries	138	148	150	141	134	61	63	63	55	56
Autres appareils électriques	1 448	1 521	1 581	1 683	1 955	620	783	784	707	822

Appareillage de chaufferie, machines à vapeur ..	251	255	377	408	299	268	170	12	350	412
Machines-outils pour le travail des métaux ..	615	563	479	450	558	397	402	399	350	412
Autres machines-outils et machines pour diverses industries ..	2 750	2 566	2 352	2 371	3 256	1 302	1 392	1 375	1 414	2 349
Machines et tracteurs agricoles ..	800	840	707	770	1 036	325	329	393	504	899
Machines de bureau ..	545	654	782	755	778	123	155	236	272	123
Machines, appareils et chariots automobiles de manutention, de levage, d'extraction et d'excavation ..	1 415	1 290	1 010	1 095	1 544	384	477	376	500	801
Appareils de climatisation et de réfrigération ..	315	421	448	624	827	47	56	53	75	134
Autres machines, appareils et pièces détachées.	3 867	4 187	4 278	4 179	5 007	2 310	2 641	2 616	2 740	2 963
<i>Matériel de transport</i>	12 798	13 194	13 697	15 643	19 985	8 020	8 347	9 989	10 406	10 804
Moteurs non électriques (c)	3 058	2 635	1 793	2 257	2 745	645	1 473	1 878	1 485	1 579
Automobiles, autobus, camions et tracteurs ..	1 213	1 138	1 253	1 552	2 250	3 268	2 793	3 111	4 033	5 054
Parties d'autos, d'autobus et de camions, non comprises les moteurs, pneumatiques et appareillage électrique (b)	5 265	6 424	6 984	8 331	10 817	253	254	219	248	435
Motocycles et bicyclettes	341	336	202	213	243	138	138	194	201	183
Parties de motocycles et bicyclettes (b)	217	246	208	201	218	139	122	104	126	135
Autres véhicules routiers et remorques	106	108	105	130	176	48	59	48	42	57
Aéronefs	1 555	1 372	1 775	2 047	2 418	190	543	235	723	530
Navires et bateaux	750	523	992	653	858	1 959	1 257	2 452	2 182	2 011
Matériel roulant pour chemins de fer	293	412	385	259	260	1 380	1 708	1 748	1 366	820
<i>Armes et munitions</i>	217	292	255	389	257	1 378	1 815	1 806	2 345	3 095
<i>Instruments scientifiques et horlogerie</i>	1 182	1 276	1 364	1 557	1 550	217	210	198	256	215
Instruments scientifiques	875	946	1 032	1 230	1 219	209	204	191	247	205
Horlogerie	307	330	332	327	331	8	6	7	9	10

Source : Institut National de Statistique.

- (a) Composition du tableau pour 1960. — Fils mécaniques : C.T.C.I. : 699.03 à 699.08; ustensiles de ménage... ; C.T.C.I. : 699.13 à 699.17 + 699.22 + 812.03; constructions métalliques : C.T.C.I. 699.01 + 699.11 + 699.18 + 699.29 + 812.01 + 821.02; câbles et recipients électriques isolés : C.T.C.I. 721.13; machines généraires.. ; C.T.C.I. 699.11 + 699.12 + 699.13; outils : C.T.C.I. 699.12; autres articles manufacturés : C.T.C.I. 721.01 + 721.02 + T.D. 8504.00 + 8304.05 + 8504.10 + 8504.20 + 8504.30 — T.D. 8518.10 — 8518.20 — 8518.30 — 8519.00 — 8519.10 — 8519.15 — 8519.20 — 8519.25 — 8519.30 — 8519.35 — 8519.40 — 8519.50 — 8519.80 — 8519.90; lampes.. ; C.T.C.I. 721.03; équipements électriques... ; C.T.C.I. 721.07; appareils pour télégraphe... ; C.T.C.I. 721.08; appareils électrothermiques.. ; C.T.C.I. 721.06; appareils de mesure... ; C.T.C.I. 721.08; autres.. ; C.T.C.I. 721.05; appareils électromécaniques légers.. ; C.I.C.I. 721.12; appareils électromécaniques lourds.. ; C.T.C.I. 721.11 + 721.19 — T.D. 8504.00 — 8504.05 — 8504.10 — 8504.20 — 8504.30 + T.D. 8518.10 + 8518.20 + 8518.30 + 8519.00 + 8519.10 + 8519.15 + 8519.20 + 8519.25 + 8519.30 + 8519.35 + 8519.40 + 8519.50 — 8519.80 + 8519.90 ; appareillage de chaufferie.. ; C.T.C.I. 721.01 à 711.03 ; machines-outils.. ; C.T.C.I. 715.01; autres machines-outils.. ; C.T.C.I. 715.02 + 716.04 à 716.08 + 716.11; machines et tracteurs agricoles.. ; C.T.C.I. 712 + 713; machines de bureau.. ; C.T.C.I. 714; machines, appareils et.. ; C.T.C.I. 716.02 + 716.03; appareils de climatisation.. ; C.T.C.I. 716.12 + 899.08; autres machines.. ; C.T.C.I. 716.13 à 716.15 + 711.09; moteurs non électriques.. ; C.T.C.I. 711.04 + 711.05; automobles.. ; T.D. 8703.00 + 8702.60 + 8701.30 + 8701.40 + 8704.10 + 8705.00 + 8706.10 + 8706.95; motocycles.. ; C.T.C.I. 732.02 + 733.01; parties de motocycles.. ; C.T.C.I. 732.07 + 733.01; autres véhicules... ; C.T.C.I. 733.09; aéronets.. ; C.T.C.I. 734; navires et bateaux.. ; C.T.C.I. 735; matériel roulant pour chemins de fer.. ; C.T.C.I. 731; armes et munitions.. ; C.T.C.I. 691; instruments scientifiques.. ; C.T.C.I. 861; horlogerie.. ; C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.
- (b) A partir de 1957, l'équipement électrique destiné aux usines de montage est repris sous *Matériel de transport*; « Parties d'autos... » et « Parties de motocycles... ».
- (c) Ce poste englobe notamment les moteurs d'avions et autres moteurs à combus interne.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

**Quantité
(en tonnes)**

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Articles non mécaniques</i>	122 377	121 819	107 440	108 830	130 423	410 831	428 468	420 571	525 069	539 267
Fils métalliques et tréfilés	8 558	8 622	7 332	7 513	8 498	185 298	211 429	222 998	287 013	262 337
Ustensiles de ménage et produits non mécaniques pour l'aménagement de l'habitation	17 110	18 286	16 769	18 273	21 577	14 315	11 630	9 378	8 666	12 574
Constructions métalliques et leurs parties finies ou travaillées	15 503	19 057	16 370	14 098	20 928	46 274	46 742	34 316	24 795	26 322
Tuyaux et récipients	44 631	41 331	34 884	37 022	42 930	118 138	115 230	117 364	162 514	186 921
Outils	4 891	4 739	4 214	4 495	5 190	2 950	2 630	2 201	2 161	1 723
Autres articles manufacturés	31 684	29 784	27 871	27 429	31 300	43 856	40 807	34 314	39 920	49 390
<i>Machines et appareils électriques</i>	39 196	39 325	39 723	43 159	51 708	51 858	45 234	48 154	41 649	49 971
Câbles et fils électriques	5 038	5 708	5 995	5 758	6 485	19 119	14 248	15 521	11 513	12 839
Machines génératrices d'électricité, transformateurs, moteurs électriques, piles, accumulateurs	9 892	10 345	10 566	10 948	11 984	17 587	14 234	15 790	13 352	16 173
Lampes et tubes d'éclairage	638	670	762	1 033	1 128	513	1 199	1 350	1 474	1 688
Equipements électriques pour véhicules et moteurs à explosion (b)	4 469	1 127	1 052	1 286	1 575	409	172	153	144	238
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radio et télévision	5 937	6 990	7 580	8 568	10 321	7 061	7 459	8 033	7 904	10 347
Appareils électromécaniques légers (dont appareils ménagers)	1 566	1 847	1 617	2 017	4 880	179	416	434	330	1 100
Appareils électrothermiques (dont appareils ménagers)	2 800	2 955	2 855	2 910	3 853	1048	1 346	1 050	1 160	1 525
Appareils de mesure et de contrôle, dispositifs de signalisation et sécurité, sonneries	366	348	382	421	281	311	247	977	256	303
	178 318	160 612	145 250	162 661	161 363	97 341	96 490	94 232	91 222	90 564

<i>Autres machines</i>																			
Appareillage de chaufferie, machines à vapeur.	3 629	3 230	5 149	4 844	4 233	8 084	4 186	1 865	2 816	2 204									
Machines-outils pour le travail des métaux	7 627	6 481	5 525	5 064	6 546	4 494	4 467	3 711	3 209	4 696									
Autres machines-outils et machines pour diverses industries	36 344	28 091	24 823	33 022	43 662	22 267	22 189	22 099	22 718	45 179									
Machines et tracteurs agricoles	19 844	19 773	17 789	16 977	22 489	6 508	6 229	7 211	9 871	17 392									
Machines de bureau	1 552	1 748	2 034	1 969	1 855	502	664	1 071	1 229	345									
Machines, appareils et chariots automobiles de manutention, de levage, d'extraction et d'excavation	32 602	27 916	22 907	24 925	30 150	8 829	10 422	7 085	9 339	15 288									
Appareils de climatisation et de réfrigération	4 303	5 722	6 185	9 094	11 978	646	829	700	872	1 496									
Autres machines, appareils et pièces détachées.	64 417	57 956	60 838	66 786	60 440	46 011	47 504	43 492	40 604	38 921									
<i>Matériel de transport</i>	298 121	283 664	338 270	412 783	433 079	214 886	180 449	230 063	262 315	237 987									
Moteurs non électriques (c)	36 091	14 952	11 776	12 576	15 370	5 836	7 812	7 843	5 159	6 853									
Automobiles, autobus, camions et tracteurs	23 724	23 230	28 786	33 553	39 232	58 989	48 371	52 414	67 752	82 802									
Parties d'auto, d'autobus et de camions, non compris les moteurs, pneumatiques et appa-reillage électrique(b)	104 265	114 991	123 202	147 830	183 625	6 135	3 994	3 932	4 738	6 916									
Motocycles et bicyclettes	3 241	3 143	1 929	2 087	2 354	1 872	1 685	2 567	2 705	2 380									
Parties de motocycles et bicyclettes(b)	2 964	3 499	3 067	2 903	3 047	2 766	2 397	2 142	2 664	2 929									
Autres véhicules routiers et remorques	4 560	5 605	5 961	7 457	6 141	1 635	1 307	934	1 102	1 400									
Aéronefs	1 102	1 072	1 070	1 287	1 185	162	362	259	449	511									
Navires et bateaux	104 184	96 136	150 483	198 600	173 595	80 107	45 069	101 337	136 473	103 568									
Matériel roulant pour chemins de fer	17 990	21 036	11 996	6 490	8 530	57 384	69 452	58 635	41 273	30 628									
<i>Armes et munitions</i>	2 554	3 410	3 335	3 196	3 324	5 176	5 660	8 186	9 058	13 886									
<i>Instruments scientifiques et horlogerie</i>	2 739	2 788	2 732	3 034	3 574	697	594	505	582	628									
<i>Instruments scientifiques</i>	2 085	2 146	2 101	2 476	3 010	676	583	494	572	614									
<i>Horlogerie</i>	654	642	631	558	564	21	11	11	10	14									

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 67.

(b) A partir de 1987, l'équipement destiné aux usines de montage est repris sous Matériel de transport : « Parties d'auto... » et « Parties de motos... »

(c) Ce poste englobe notamment les moteurs d'avions et autres moteurs à combustion interne.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur
 (unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Véhicules automobiles pour le transport de personnes :</i>										
— pour transport en commun	22	26	36	33	79	69	116	186	49	144
— autres	12 054	12 071	13 498	18 325	30 065	35 876	32 383	38 923	60 360	79 676
<i>Véhicules automobiles pour le transport de marchandises</i>										
Motocyclettes	2 776	2 654	2 759	2 930	3 652	5 554	3 539	5 119	6 026	6 204
Bicyclettes à moteur	4 318	4 318	2 606	2 912	3 209	617	406	403	300	336
Scooters à moteur	37 487	46 320	25 709	26 332	31 488	3 024	4 853	8 213	7 739	10 128
Bicyclettes sans moteur	11 170	6 131	4 097	4 090	3 923	2 304	3 390	7 000	6 206	4 594
	4 123	3 983	3 336	4 121	3 997	75 935	54 737	97 594	112 896	86 694

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau pour 1960.* — Transport en commun : T.D. 8702.00; autres : T.D. 8702.20; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.40 + 8702.50; motocyclettes : T.D. 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00; scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00.
 — Données correspondantes pour les années antérieures.

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)				Quantité (en tonnes)					
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Sel industriel	101	106	103	114	121	463 528	467 947	436 581	501 168	537 290
Soufre brut	118	189	138	185	236	67 883	106 148	97 167	135 722	183 358
Pyrites de fer	347	218	159	149	222	437 906	280 372	266 765	270 256	429 704
Phosphates bruts	315	352	392	405	423	451 375	483 624	580 871	619 451	652 328
Caoutchouc	864	855	705	944	1 063	28 733	29 705	28 456	33 422	37 443

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau pour 1960. — Sel industriel : T.D. 2501.10; soufre brut : C.T.C.I. 272.06; pyrites de fer : T.D. 2502.00; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.03; caoutchouc : C.T.C.I. 23 + T.D. 4006.00 + 4015.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques
Valeur
 (en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Éléments chimiques et composés...	2 517	2 697	2 677	2 931	3 065	2 442	2 237	1 973	3 141	3 475
Produits pharmaceutiques	1 244	1 871	1 787	1 957	2 242	785	924	810	944	855
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	1 468	1 780	1 966	2 063	2 020	5 059	5 549	6 619	6 584	5 329
Savons et autres produits d'entre-tien	402	261	244	338	289	269	276	288	361	357
Huiles de goudron	144	138	156	136	128	200	333	284	185	402
Produits pour teinture, tannage et colorants	937	1 031	925	1 046	1 275	284	302	236	246	423
Huiles essentielles et produits utilisés en parfumerie	262	273	279	305	304	56	57	63	78	80
Produits non impressionnés pour photographie et cinématographie.	89	105	119	143	165	1 777	1 994	1 996	2 383	2 332
Allumettes	—	1	2	1	2	158	157	152	147	136
Explosifs	171	165	148	109	199	106	212	211	248	229
Produits chimiques divers	1 650	1 842	2 060	2 522	3 267	1 067	1 153	1 095	1 146	1 575
Articles en caoutchouc	1 104	1 042	1 020	1 178	1 485	966	839	777	848	873
						14.441	14.661			16.666

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau pour 1960. — Éléments chimiques... : C.T.C.I. 51 + 521.01; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrâis manufacturés... : C.T.C.I. 56; savons... : C.T.C.I. 552.02 + 552.03; huiles de goudron : C.T.C.I. 521.02; produits pour teinture... : C.T.C.I. 53; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 552.01; produits non impressionnés... : C.T.C.I. 862.01 + 862.02; allumettes : C.T.C.I. 899.02; explosifs : C.T.C.I. 591; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599 + 862.03; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + T.D. 6401.00 + 6401.10 + 6401.20 — T.D. 4006.00 — 4015.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques
Quantité
 (en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Imports					Exports				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Eléments chimiques et composés ..	388 151	372 151	445 197	483 323	390 428	556 185	536 725	452 023	587 661	742 376
Produits pharmaceutiques	3 864	4 944	5 667	5 514	4 324	2 528	2 589	2 412	2 362	2 112
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	1 156 474	1 151 088	1 172 454	1 249 661	1 258 857	3 215 154	3 404 280	3 763 431	3 842 297	3 477 601
Savons et autres produits d'entre-tien	23 703	16 615	17 271	22 255	19 787	14 367	13 925	15 466	21 239	21 697
Huiles de goudron	33 355	33 297	33 738	31 723	25 478	60 541	68 394	61 152	56 202	106 470
Produits pour teinture, tannage et colorants	50 177	54 649	51 957	33 017	28 889	71 835	68 562	55 219	24 583	35 778
Huiles essentielles et produits utilisés en parfumerie	2 045	2 073	2 179	2 488	2 467	485	508	634	861	821
Produits non impressionnés pour photographie et cinématographie ..	362	391	484	674	624	11 067	11 999	12 042	13 955	11 454
Allumettes	6	27	108	69	164	6 445	6 172	5 615	5 288	5 117
Explosifs	4 051	4 749	3 170	1 845	2 306	2 446	4 975	4 457	5 110	5 302
Produits chimiques divers	81 674	85 595	87 946	105 966	138 242	57 712	49 341	47 840	52 718	59 022
Articles en caoutchouc	17 498	16 456	16 509	19 717	24 348	16 878	15 143	14 225	16 617	18 632

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 72.

Production de quelques secteurs de l'industrie chimique

(en milliers de tonnes)

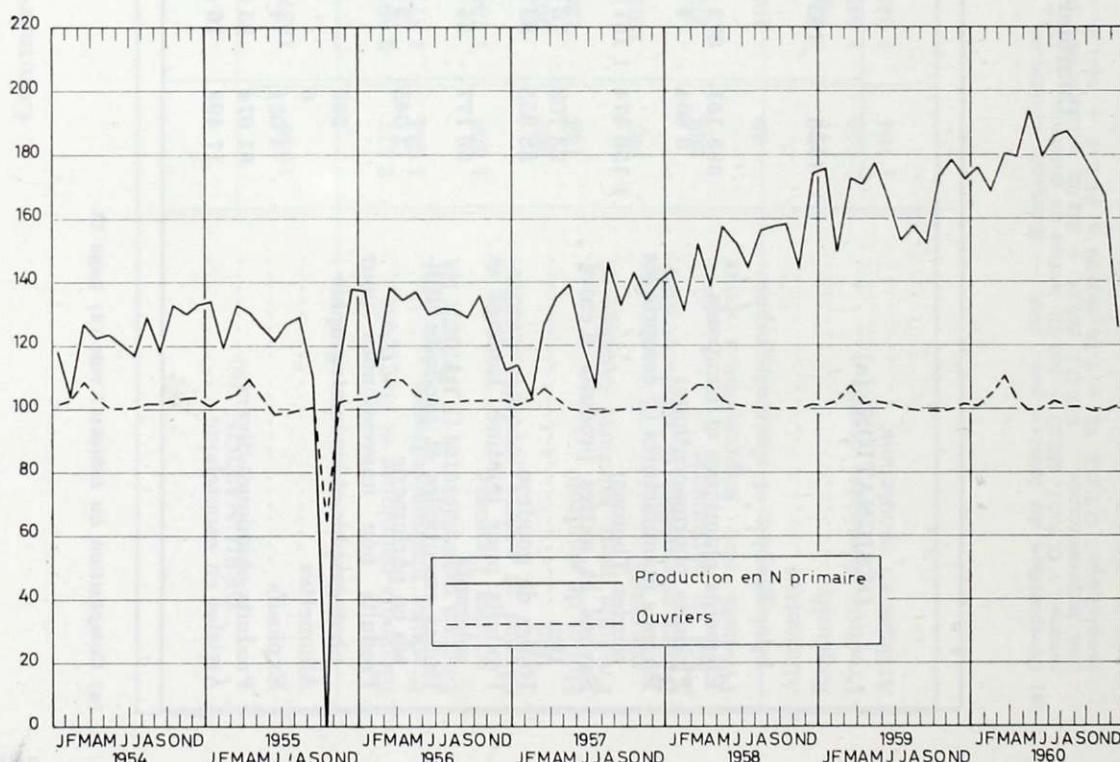
PÉRIODE	Industrie de l'azote		Goudron brut	Benzol moteur
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)		
1952 Moyenne mensuelle	15,8	7,3	17,6	1,7
1953 Moyenne mensuelle	15,2	7,6	16,8	2,2
1954 Moyenne mensuelle	18,6	10,8	16,9	2,3
1955 Moyenne mensuelle	17,4	10,9	18,2	3,1
1956 Moyenne mensuelle	19,6	13,3	20,7	3,4
1957 Moyenne mensuelle	19,5	13,1	21,0	4,2
1958 Moyenne mensuelle	22,9	20,1	20,6	4,6
1959 Moyenne mensuelle	25,3	19,8	21,5	4,8
1960 Moyenne mensuelle	26,6	22,4	22,3	1,7
1960 Janvier	26,9	22,8	23,5	2,1
Février	25,6	32,0	22,6	1,8
Mars	27,5	39,9	23,8	2,0
Avril	27,3	17,7	22,7	1,5
Mai	29,5	15,6	23,2	1,6
Juin	27,2	15,9	20,6	1,9
Juillet	28,4	18,1	18,8	1,0
Août	28,4	17,6	23,4	1,8
Septembre	27,6	22,1	22,2	1,7
Octobre	26,5	25,2	23,0	1,5
Novembre	25,5	20,3	23,0	2,0
Décembre	19,0	21,6	20,7	1,7

(a) En 1.000 t N.

(b) En 1.000 t marchandises.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie de l'azote Production et personnel occupé (1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production de papier et de carton

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Pro- duction	Transfor- mation	Total
1952	257,0	135,4	392,4
1953	280,9	156,2	437,1
1954	305,1	166,4	471,6
1955	321,9	191,2	513,1
1956	336,8	239,6	576,4
1957	383,6	259,2	642,8
1958	362,9	249,1	612,0
1959 (a)	378,6	270,7	649,3
1960	419,4	302,0	721,4

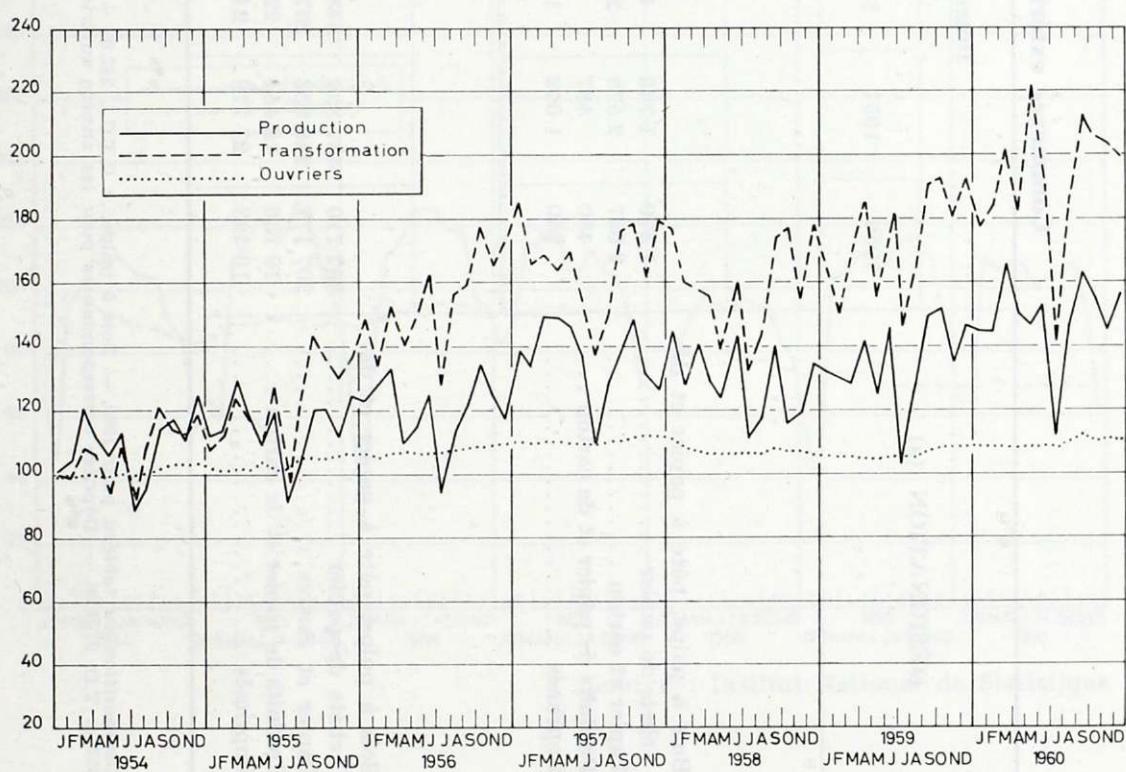
Source : Institut National de Statistique.

(a) Données rectifiées.

Industrie du papier et du carton

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importations				Exportations			
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958
VALEUR (en millions de francs)								
Bois à pulpe, pâte à papier et déchets de papier	1 570	1 703	1 377	1 466	1 615	140	122	123
Papier et carton	2 097	2 578	2 337	2 365	2 836	1 166	1 356	1 280
Produits de papier et de carton	480	487	524	554	647	172	165	131
Imprimés	950	1 052	1 168	1 217	1 291	920	990	1 098
QUANTITÉ (en tonnes)								
Bois à pulpe, pâte à papier et déchets de papier	392 710	437 898	348 470	424 655	425 514	51 641	50 549	51 532
Papier et carton	207 177	248 933	237 364	247 641	296 400	108 911	130 357	133 369
Produits de papier et de carton	19 136	19 454	22 498	25 830	29 449	6 815	6 477	4 894
Imprimés	19 423	21 778	24 180	25 424	28 542	23 215	21 233	23 031

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau pour 1960. — Bois à pulpe... : C.T.C.I. 242.01 + 25; papier et carton : C.T.C.I. 641; produits de papier... : C.T.C.I. 642; imprimés : C.T.C.I. 892 + T.D. 9704.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de ciment

(en milliers de tonnes)

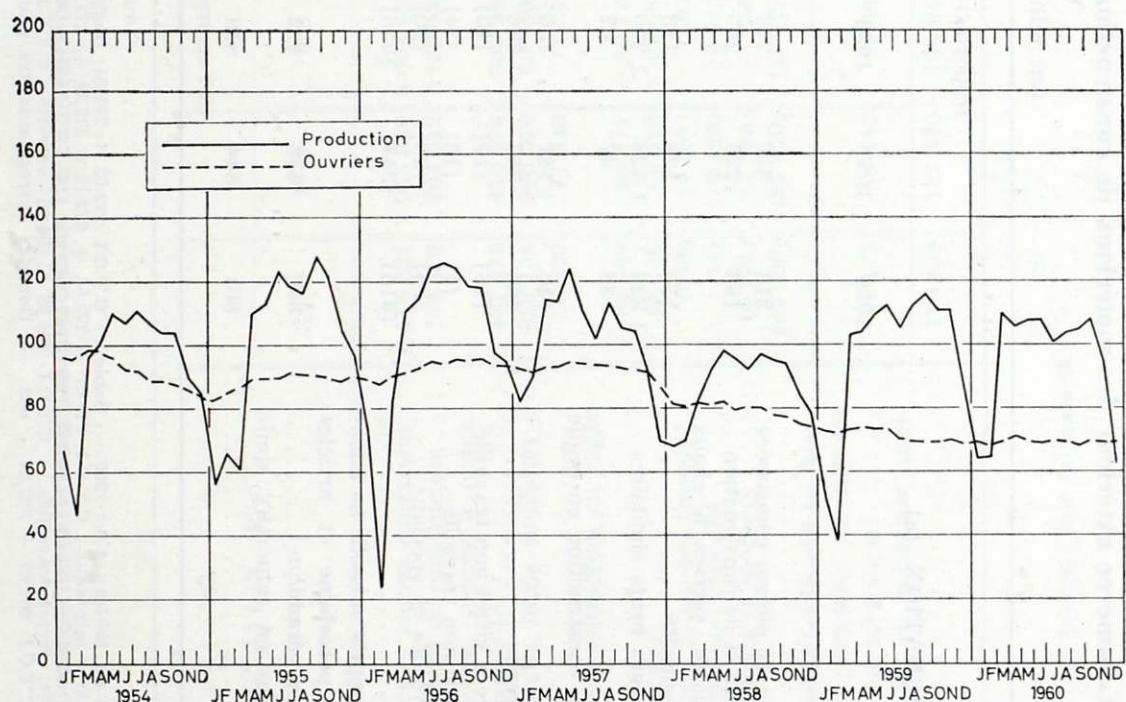
ANNÉE	Quantité
1951	4 395,4
1952	4 110,9
1953	4 626,1
1954	4 375,3
1955	4 688,7
1956	4 663,7
1957	4 705,2
1958	4 057,4
1959	4 438,6
1960	4 387,9

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du ciment

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes
Valeur
 (en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations				Exportations					
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Sable, gravier et pierres concassées ..	313	310	273	281	294	340	373	321	367	423
Pierre de taille et de construction ..	193	225	205	215	278	165	169	161	182	199
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	116	126	113	116	121	386	411	384	382	420
Autres minéraux bruts similaires ..	1 329	1 428	1 230	1 485	952	220	224	174	223	154
Ciment.....	34	37	32	33	33	1 038	1 091	773	865	793
Matériaux de construction en argile cuite.....	140	147	136	147	165	257	218	141	202	307
Verrerie et verreries	484	555	536	624	741	3 897	3 531	3 916	5 145	5 652
dont : verre à vitres non travaillé.	(13)	(19)	(13)	(18)	(17)	(1 763)	(1 412)	(1 699)	(2 440)	(2 353)
verre à glace non travaillé	(1)	(13)	(14)	(2)	(50)	(934)	(884)	(853)	(1 260)	(1 387)
verres travaillés et spéciaux	(84)	(90)	(80)	(139)	(110)	(641)	(622)	(701)	(848)	(1 207)
verrerie	(316)	(344)	(358)	(389)	(459)	(554)	(608)	(657)	(793)	(684)
Poterie (y compris vaisselle en faïence et en porcelaine et articles sanitaires en céramique)	390	433	422	394	441	51	53	57	63	83
Autres articles en minéraux similaires	801	844	810	781	978	802	759	740	1 009	1 280

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau pour 1960 : — Sable.. : C.T.C.I. 272.02 + 272.03; pierre de taille.. : C.T.C.I. 272.08 + 661.03; pierres à plâtre.. : C.T.C.I. 272.11 + 272.15 + 661.01; autres minéraux : C.T.C.I. 272.01 + 272.04 + 272.12 à 272.14 + 272.16 + 272.19 — T.D. 2502.00; ciment: C.T.C.I. 661.02; matériaux de construction en argile cuite : C.T.C.I. 662.01 + 662.02; verre et verrerie : C.T.C.I. 664 + 665 + T.D. 7020.10 + 7020.30; verre à vitres.. : C.T.C.I. 664.03; verre à glace.. : C.T.C.I. 664.04; verres travaillés.. : C.T.C.I. 664.05 à 664.09; verrerie : C.T.C.I. 665 + T.D. 7020.10 + 7020.20 + 7020.30; poterie.. : C.T.C.I. 666 + 812.02; autres articles.. : C.T.C.I. 661.09 + 662.03 + 663. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Sable, gravier et pierres concassées ..	6 518 321	7 055 369	6 604 950	6 388 001	6 462 134	2 202 651	2 120 962	1 825 966	2 207 444	2 640 233
Pierre de taille et de construction ..	169 407	164 612	156 644	156 632	203 432	249 166	281 357	316 700	381 945	538 470
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	401 473	418 978	380 982	412 498	432 730	1 400 720	1 370 526	1 424 135	1 558 697	1 547 783
Autres minéraux bruts similaires ..	938 154	990 076	867 899	851 824	925 907	714 529	701 544	737 816	1 192 423	1 346 776
Ciment	18 329	17 949	11 276	9 942	11 612	1 657 223	1 724 981	1 202 251	1 401 372	1 325 259
Matériaux de construction en argile cuite	82 989	89 917	76 125	83 343	89 728	225 502	156 105	73 491	103 095	187 018
Verre et verreries	58 130	66 823	67 682	86 243	90 505	379 825	325 058	367 078	477 579	521 942
dont : verre à vitres non travaillé.	(690)	(1 587)	(584)	(843)	(713)	(233 702)	(181 574)	(214 928)	(283 537)	(292 581)
verre à glace non travaillé	(18)	(2 526)	(2 544)	(108)	(10 887)	(50 788)	(48 341)	(47 863)	(70 994)	(80 608)
verres travaillés et spéciaux	(4 791)	(4 889)	(4 240)	(17 358)	(6 093)	(56 789)	(56 580)	(60 289)	(68 920)	(88 950)
verrière	(24 038)	(25 870)	(24 128)	(28 493)	(35 036)	(37 667)	(37 881)	(43 272)	(52 998)	(57 331)
Poterie (y compris vaisselle en faïence et en porcelaine et articles sanitaires en céramique)	14 158	15 447	14 661	14 905	16 727	1 610	1 678	1 817	2 168	2 985
Autres articles en minéraux similaires	170 458	187 430	168 649	158 690	199 970	200 677	174 441	169 262	229 159	292 154

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 78.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Briques ord. tout format	10^6 p.	2 083,6	2 280,4	2 111,7	2 242,9	2 056,3	1 981,6	2 065,7
Briques de parement .	10^6 p.	150,6	152,4	129,7	168,9	153,2	169,5	184,0
Tuyaux de drainage .	10^3 t	10,5	7,5	7,2	11,7	10,2	9,5	9,1
Protège-câbles	10^3 t	19,7	24,5	24,3	22,0	22,6	31,1	29,0
Briques creuses pour hourdis	10^3 t	239,3	250,4	251,8	264,5	194,7	210,4	198,1
Autres briques creuses	10^3 t	111,0	166,3	180,0	169,6	171,7	244,4	291,0

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Chaux	10^3 t	1 562,0	1 812,0	1 852,5	1 904,7	1 764,1	1 773,7	1 927,7
Calcaire.....	10^3 t	1 747,5	1 771,4	2 203,1	2 244,4	2 871,1	3 378,7	3 778,6
Dolomies: crues frittées	10^3 t	182,6	256,2	290,6	325,1	369,2	384,1	450,3
	10^3 t	210,7	248,8	261,8	250,8	245,0	252,4	307,3
Plâtre	10^3 t	35,8	35,9	34,8	36,4	43,6	61,9	65,9
Agglomérés de plâtre	10^3 m ²	1 217,9	1 155,9	1 236,4	1 318,4	1 279,8	1 552,2	2 437,7
Chaux hydraulique	10^3 t	14,3	12,0	8,2	7,8	7,2	6,9	5,9
Carbonates naturels.....	10^3 t	257,6	301,9	362,4	388,1	350,5	268,2	419,2
Phosphates....	10^3 t	26,3	19,6	13,6	16,1	18,0	..	..

Source : Institut National de Statistique.

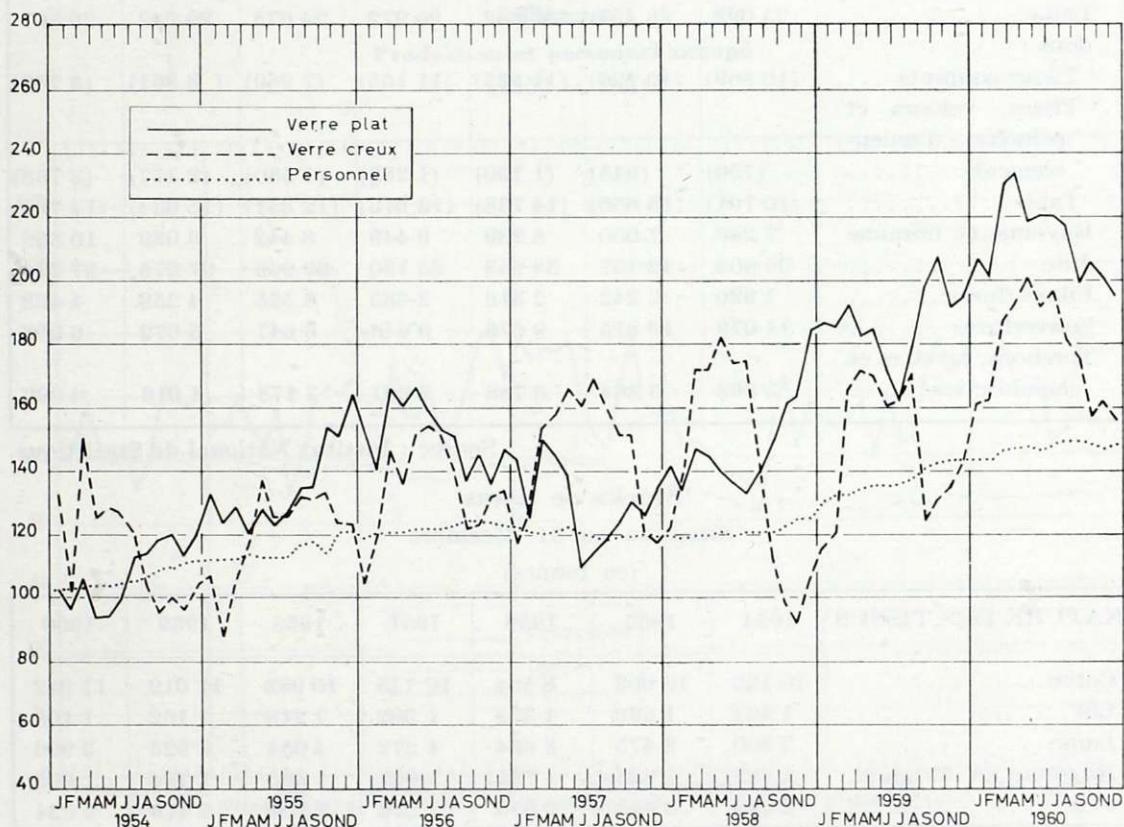
Production de l'industrie céramique

DÉSIGNATION	Unité	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Extraction de matières premières	10^3 t	543,3	634,3	640,2	562,5	430,3	515,8	591,3
Vaisselle de faïence	10^3 t	5,5	5,1	5,2	4,8	4,8	5,6	5,5
Porcelaine	10^3 t	2,1	2,2	2,6	2,4	2,1	1,7	2,1
Carreaux de revêtement	10^3m^2	1 399,6	1 543,8	1 446,9	1 470,6	1 276,5	1 267,2	1 401,7
Carreaux de pavement en demi-grès	10^3m^2	167,9	125,3	122,3	154,3	148,9	117,2	97,3
Produits réfractaires	10^3 t	106,0	111,6	142,3	148,2	119,6	123,1	145,8
Tuiles et accessoires	10^3 t	203,4	200,9	187,2	196,2	150,3	155,9	151,3
Meules abrasives	10^3 t	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7	0,8
Papiers abrasifs et toiles abrasives	10^3m^2	685,9	576,0	540,6	502,7	472,5	389,4	423,3
Céramique architecturale	10^3 t	6,7	8,0	13,9	18,5	15,2	20,5	22,0
Poterie en terre cuite	10^3 t	7,7	8,4	9,5	9,5	11,1	12,5	14,3

Source : Fédération des Industries céramiques de Belgique et du Luxembourg.

Industrie du verre

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production textile
Filatures, tissages, préparation de la laine
(en tonnes)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Préparation de la laine</i>							
Lavage et carbonage de la laine	17 568	18 735	23 596	24 010	21 187	24 908	24 399
Peignage de laine ...	19 200	21 218	24 521	26 459	23 788	25 069	27 569
<i>Filatures :</i>							
Coton	116 410	111 752	113 540	117 791	91 472	103 844	110 890
Laine	38 802	41 660	45 339	47 130	38 057	46 479	50 800
Lin	8 748	8 771	9 157	10 586	8 751	11 394	12 824
Chanvre	2 172	2 310	2 051	2 008	838	737	771
Jute	72 744	78 045	76 573	69 108	73 317	79 092	78 254
Fibres dures (fils simples)	14 076	19 296	21 289	24 750	27 002	26 705	22 927
Rayonne : fils	11 520	10 869	11 005	12 705	10 285	10 820	12 640
Rayonne : fibres ...	19 644	20 991	21 771	21 956	16 729	17 578	18 186
<i>Tissages :</i>							
Coton	77 088	74 107	79 638	84 591	67 165	74 688	84 448
dont :							
Tissus courants ...	(38 855)	(36 654)	(40 371)	(44 499)	(34 232)	(37 096)	(45 130)
Tissus, velours et peluches d'ameublement	(9 055)	(9 822)	(11 388)	(13 050)	(11 906)	(14 522)	(15 550)
Tapis	(13 230)	(12 252)	(13 763)	(12 656)	(11 310)	(13 084)	(13 490)
Lin	7 560	7 099	7 213	7 530	6 738	7 534	8 078
Laine	25 092	28 457	30 882	29 972	24 675	29 242	29 307
dont :							
Tissus courants ...	(10 869)	(10 736)	(11 635)	(11 165)	(7 989)	(8 861)	(8 762)
Tissus, velours et peluches d'ameublement	(750)	(945)	(1 130)	(1 283)	(1 580)	(2 177)	(2 753)
Tapis	(10 791)	(13 650)	(14 738)	(13 673)	(12 351)	(15 634)	(14 796)
Rayonne et fibranne	7 248	7 030	8 239	9 449	8 442	9 029	10 356
Jute	39 408	42 157	38 653	35 150	39 968	37 275	37 240
Fibres dures	1 920	2 242	2 318	2 635	3 523	4 253	4 423
Couvertures	11 079	10 815	9 676	9 648	6 647	5 672	6 016
Torchons, lavettes et chamoisettes	3 393	3 364	3 783	4 391	3 178	4 013	4 030

Source : Institut National de Statistique.

Stocks de tissus
Situation au 31 décembre
(en tonnes)

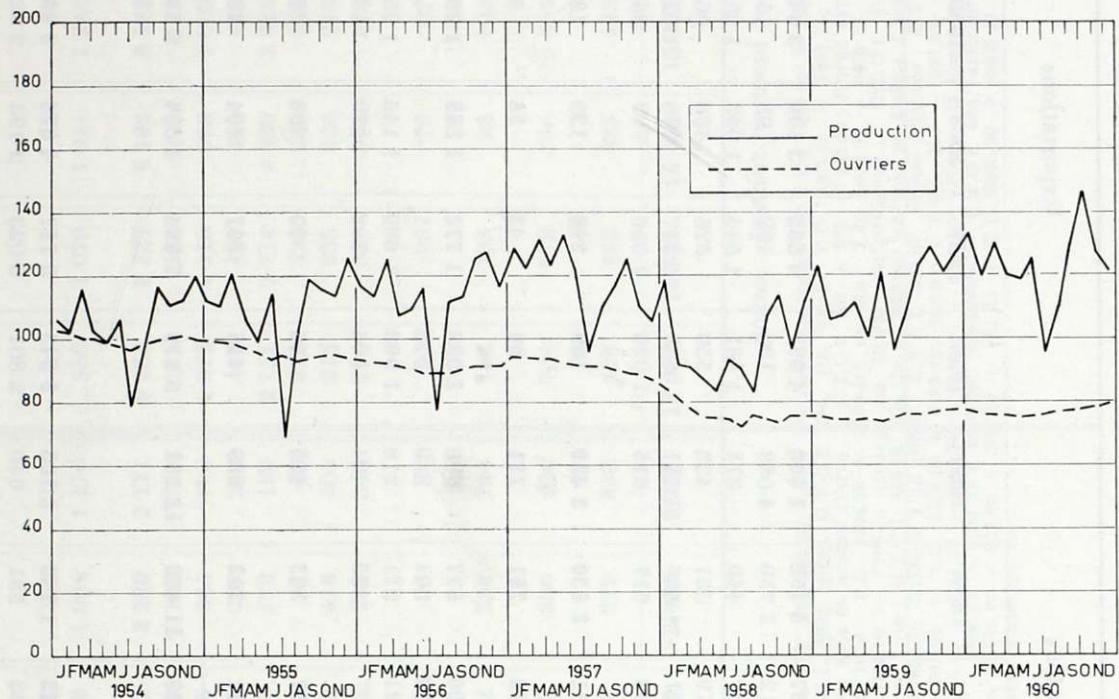
NATURE DES TISSUS	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Coton.....	10 128	10 093	8 564	10 715	10 983	11 019	11 342
Lin	1 424	1 420	1 338	1 302	1 218	1 162	1 108
Laine	3 300	3 475	3 634	4 272	4 054	3 923	3 906
Rayonne ou fibranne.	1 832	1 825	1 731	1 967	1 898	1 784	1 605
Jute	2 242	2 645	2 856	2 276	2 294	2 419	2 924

Source : Institut National de Statistique.

Industrie textile

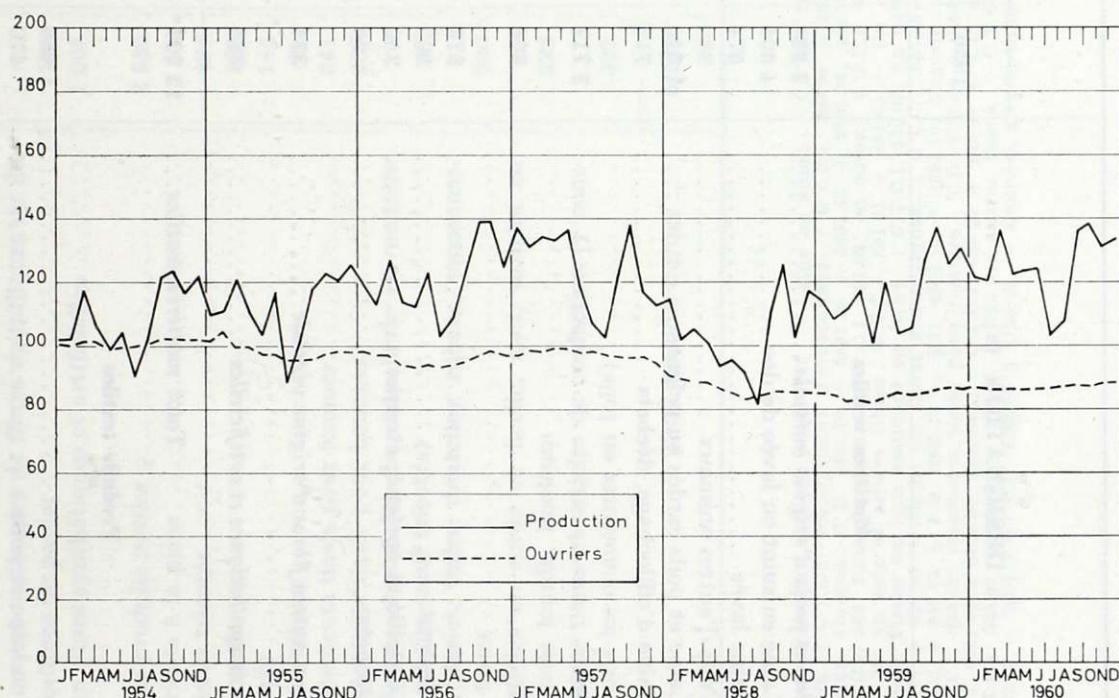
Filatures

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Tissages

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matières et produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Imports					Exports				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Matières textiles										
<i>Laine et poils d'origine animale</i>	7 884	8 894	5 437	6 752	7 088	4 091	4 565	3 104	3 943	3 992
Laine en suint ou lavée de dos	4 695	5 504	3 312	3 759	4 088	139	192	98	156	326
Laine lavée	574	540	287	449	371	1 481	1 544	1 042	1 255	1 231
Poils d'autres animaux	282	277	279	531	423	556	526	436	664	569
Laine et poils cardés ou peignés	1 616	1 828	1 121	1 396	1 591	889	1 247	826	1 014	1 081
Laine d'efflochage, déchets	717	745	438	617	615	1 026	1 056	702	854	785
<i>Coton</i>	3 717	4 184	2 681	2 630	3 420	169	216	139	183	154
<i>Jute</i>	804	878	863	751	731	69	43	36	42	67
<i>Lin</i>	870	694	400	537	598	2 099	1 772	1 255	1 391	1 639
Lin brut	592	467	252	301	349	2	1	—	—	—
Lin teillé et épéigné, étoupes	250	203	121	211	218	1 993	1 669	1 145	1 259	1 510
Déchets	28	24	27	25	31	104	102	110	132	129
<i>Soie et autres fibres d'origine végétale</i>	374	378	357	383	455	76	60	56	58	74
<i>Fibres synthétiques et artificielles</i>	283	397	301	393	669	415	397	294	281	265
<i>Total matières textiles...</i>	13 931	15 425	10 039	11 446	12 961	6 919	7 054	4 884	5 898	6 191
Produits textiles										
<i>Filés</i>	1 488	1 810	1 263	1 735	2 103	5 543	5 717	4 674	5 405	6 587
— en laine et poils	470	607	393	581	640	2 801	3 023	2 193	2 928	3 414
— en coton	339	554	358	389	463	1 523	1 460	1 198	1 194	1 390
— en jute	8	6	6	12	12	309	296	345	353	426
— en lin	98	89	63	107	104	276	315	209	230	283
— en soie et autres fibres végétales (y compris les filés de fibres de papier)	67	68	47	54	65	37	39	26	26	30
	18	20	17	22	25	28	30	28	32	35

	1 876	2 906	2 936	3 452	3 863	5 868	6 473	6 473	6 303
— en laine et poils	802	935	834	1 013	1 322	2 366	2 486	2 062	2 220
— en coton	671	1 012	936	1 187	1 322	284	301	239	308
— en jute	1	1	2	10	24				352
— en lin, chanvre, ramie	18	22	15	15	21	519	497	443	468
— en soie et autres fibres végétales, éventuellement mélangées de fibres métalliques ou de fibres de papier	116	115	106	133	167	11	8	7	13
— en fibres synthétiques et artificielles	1 068	1 211	1 023	1 094	1 170	886	1 079	1 041	1 242
<i>Autres produits textiles</i>	2 580	2 993	2 921	3 280	3 771	6 662	6 727	6 166	6 553
Tricots à la pièce	90	109	118	143	144	115	164	200	179
Tissus tricotés	424	509	545	685	700	1 275	1 113	998	1 039
Lingerie	185	239	243	237	246	424	492	430	473
Tapis	144	175	155	179	199	2 711	2 714	2 329	2 678
Couvertures	61	63	42	41	35	316	324	230	224
Vêtements tissés pour femmes	341	375	358	413	505	215	255	226	276
Vêtements tissés pour hommes	209	305	287	299	344	296	367	393	376
Cloches et articles de chapellerie en matière textile (sauf tricotés)	47	38	33	35	37	95	99	76	67
Broderies, tulles, dentelles, rubans, passementeries	230	264	212	233	284	103	105	93	104
Articles en corde et ficelle, sacs, articles en toile lourde, linoléum	322	314	315	336	424	704	672	766	654
Autres tissus et articles de confection (y compris les chaussures en toile)	527	602	613	679	853	408	422	425	483
<i>Total produits textiles</i>	6 744	8 099	7 120	8 467	9 757	18 073	18 917	16 496	18 343
									21 698

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau pour 1960 — Laine en suint...; C.T.C.I. 262.01; laine lavée : C.T.C.I. 262.02; poils d'autres animaux : C.T.C.I. 262.03 à 262.05; laine et poils...; C.T.C.I. 262.07; laine d'effilochage...; C.T.C.I. 262.06 + 262.08; coton : C.T.C.I. 263.; jute : C.T.C.I. 264; lin brut : T.D. 5401.00 + 5401.10; lin teillé et peigné : C.T.C.I. 262.10 + 5401.30 + 5401.50; déchets...; C.T.C.I. 261 + 265 — 265.01; fibres synthétiques...; C.T.C.I. 266. Filés en laine...; C.T.C.I. 266. Filés en laine...; C.T.C.I. 651.03 + 651.04; en soie et autres fibres...; C.T.C.I. 651.03 + 651.04; en jute : T.D. 5706.00 + 5403.10 + 5403.20 + 5403.30; en soie et autres fibres : C.T.C.I. 651.05 — 651.09 — T.D. 5706.00 — 5706.10 (jute); en fibres synthétiques...; C.T.C.I. 651.06 — T.D. 7020.10. Tissus du type standard en laine...; C.T.C.I. 652; en coton : C.T.C.I. 653.02; en jute : C.T.C.I. 653.04; en lin...; 653.03; en soie et autres fibres...; C.T.C.I. 653.05 — T.D. 7020.20 — 7020.30. Tricots à la pièce : C.T.C.I. 653.07, tissus tricotés : C.T.C.I. 841.01 à 653.09; en fibres synthétiques...; C.T.C.I. 653.05 — T.D. 6505.10 — T.D. 4203.10 — 4303.10 — T.D. 6105.00 à 6105.40; tapis : C.T.C.I. 657 — 657.04; couvertures : C.T.C.I. 656.03; vêtements tissés pour femmes : T.D. 6102.00 à 6102.90 + 6108.00 + 6110.00 + 6111.00 + 6505.30 + 6505.40 + 6505.50; vêtements tissés pour hommes : T.D. 6101.00 à 6101.80; châches...; C.T.C.I. 655.02 + 841.08 + T.D. 6504.20 + 6506.00 + 6506.20 + 6505.00 à 6505.20; broderies...; C.T.C.I. 654; articles en corde...; C.T.C.I. 655.06 + 656.01 + 656.02 + 557.04; autres tissus...; C.T.C.I. 655.01 + 655.04 + 655.05 + 655.09 + 841.19 + 851.03 + T.D. 6205.20 + 6402.10 + 6402.15 + 6403.00 + 6404.00 — T.D. 6105.00 à 6105.40. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matières et produits textiles
Quantité
 (en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Matières textiles										
<i>Laine et poils d'origine animale</i>	114 589	115 985	97 829	123 033	119 261	36 383	37 494	32 131	43 087	44 562
Laine en suint ou lavée de dos	79 282	80 737	69 032	82 787	80 962	1 871	2 252	1 567	2 523	4 973
Laine lavée	6 422	5 143	3 807	6 850	5 000	13 595	13 491	11 318	15 195	14 283
<i>Poils d'autres animaux</i>	2 768	3 061	2 876	4 718	3 518	2 202	2 170	2 472	3 792	2 707
Laine et poils cardés ou peignés	11 241	11 403	9 551	12 372	13 582	6 145	7 319	5 982	7 855	8 217
Laine d'effilochage, déchets	14 876	15 641	12 563	16 306	16 199	12 570	12 262	10 792	13 722	14 382
<i>Coton</i>	117 197	129 333	92 019	107 667	127 444	10 315	12 262	9 552	13 726	13 561
<i>Jute</i>	75 676	74 181	80 002	74 382	67 679	7 665	5 335	5 028	6 685	10 269
<i>Lin</i>	208 906	206 993	126 313	140 873	141 969	85 365	76 363	66 738	76 253	78 164
Lin brut	187 777	189 695	109 320	112 762	116 741	402	239	15	1	—
Lin teillé et épéigné, étoupes	15 839	12 740	9 977	20 795	17 824	69 366	59 676	47 734	54 649	57 154
Déchets	5 290	4 558	7 016	7 316	7 404	15 597	16 448	18 989	21 603	21 010
<i>Soie et autres fibres d'origine végétale</i>	33 117	35 432	35 704	35 047	34 945	5 624	4 372	4 921	4 472	5 445
<i>Fibres synthétiques et artificielles</i>	6 383	7 953	4 934	6 291	9 567	14 122	13 694	10 854	10 110	8 453
<i>Total matières textiles</i>	555 868	569 877	436 801	487 293	500 865	159 474	149 520	129 224	154 333	160 454
Produits textiles										
<i>Filés</i>	13 710	17 683	13 286	20 307	23 349	64 057	60 041	57 489	67 067	77 365
— en laine et poils	2 916	3 506	2 506	3 776	4 033	14 317	14 612	11 531	16 331	18 392
— en coton	3 988	7 460	5 461	6 919	8 478	20 660	19 335	16 735	18 782	20 810
— en jute	437	289	322	766	643	16 328	14 021	16 120	18 810	21 165
— en lin	1 462	1 085	864	1 920	1 839	4 762	4 957	4 227	5 079	5 998
— en soie et autres fibres végétales (y compris les filés de fibres de papier)	1 055	1 267	833	1 152	1 222	438	453	224	344	480
— en coton standard	3 412	3 414	16 332	29 810	22 415	56 999	53 308	53 308	53 308	53 308
— en coton mélangé	3 412	3 414	16 332	29 810	22 415	56 999	53 308	53 308	53 308	53 308
— en coton mélangé standard	3 412	3 414	16 332	29 810	22 415	56 999	53 308	53 308	53 308	53 308
— en coton mélangé standard	3 412	3 414	16 332	29 810	22 415	56 999	53 308	53 308	53 308	53 308

	15 145	16 014	16 832	20 810	22 719	52 008	53 190	53 236	53 236
— en laine et poils	3 445	3 911	3 493	4 240	4 240	22 298	19 280	21 837	27 423
— en coton	4 139	6 607	6 077	8 782	9 573	22 544	19 641	12 169	12 601
— en jute	37	64	95	592	1 216	11 337	11 613	4 242	4 735
— en lin, chanvre, ramie	177	192	99	78	101	4 769	4 632	4 242	5 313
— en soie et autres fibres végétales, éventuellement mélangées de fibres métalliques ou de fibres de papier	153	123	107	116	210	27	32	25	30
— en fibres synthétiques et artificielles	7 191	8 517	6 959	6 994	6 943	6 349	8 061	7 811	9 934
<i>Autres produits textiles</i>	31 099	31 305	31 454	35 902	39 681	89 619	87 634	88 715	90 659
Tricots à la pièce	337	400	464	557	596	313	415	641	563
Tissus tricotés	752	864	1 025	1 274	1 360	2 477	2 048	2 016	2 210
Lingerie	688	957	959	1 074	968	3 209	3 546	3 087	3 719
Tapis	1 570	1 895	1 485	1 721	1 954	30 871	30 623	28 599	33 613
Couvertures	650	608	511	600	553	7 125	6 295	4 182	3 563
Vêtements tissés pour femmes	590	705	710	888	959	465	659	680	947
Vêtements tissés pour hommes	576	841	813	995	852	1 804	2 253	2 445	2 853
Cloches et articles de chapellerie en matière textile (sauf tricotés)	83	68	93	76	58	263	268	222	217
Broderies, tulles, dentelles, rubans, passementeries	377	459	369	460	641	608	526	449	525
Articles en corde et ficelle, sacs, articles en toile lourde, linoleum	21 119	19 785	20 168	22 677	24 586	38 606	37 261	42 455	38 400
Autres tissus et articles de confection (y compris les chaussures en toile)	4 357	4 723	4 857	5 580	7 154	3 878	3 740	3 939	4 049
<i>Total produits textiles</i>	59 951	68 402	61 572	77 019	85 749	205 684	202 865	195 446	216 556
									236 878

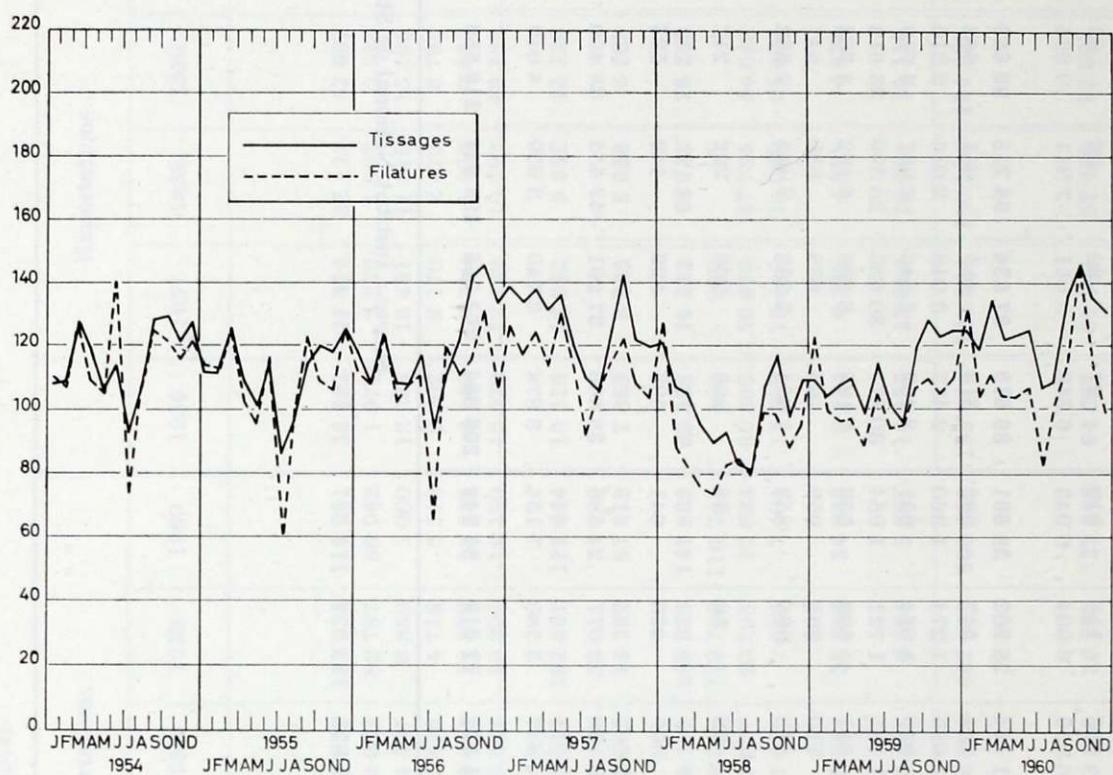
Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 85

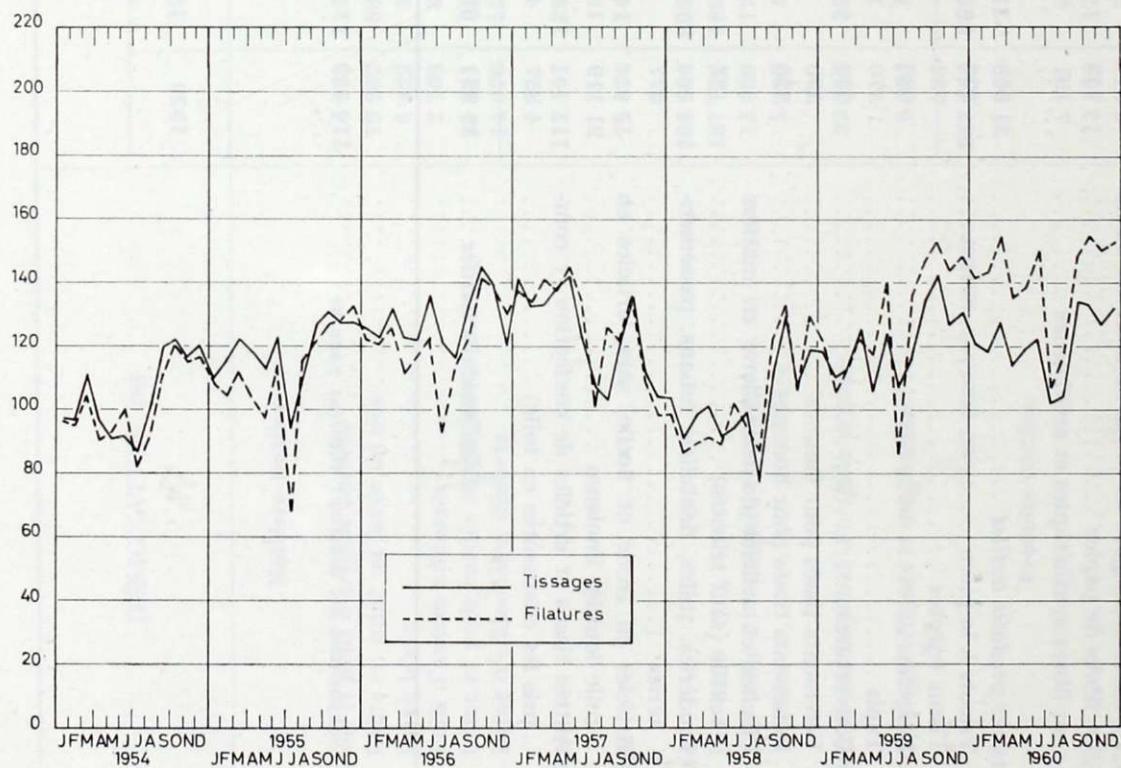
Production textile

Coton

(1953 = 100)



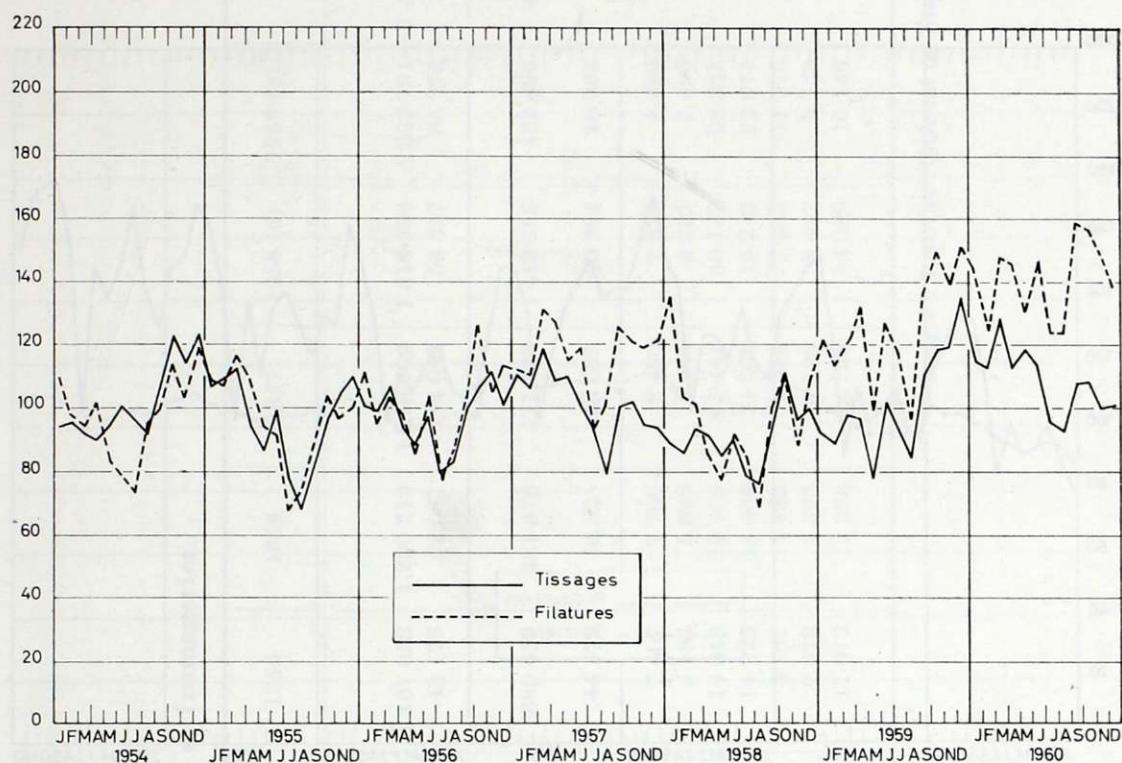
Laine
(1953 = 100)



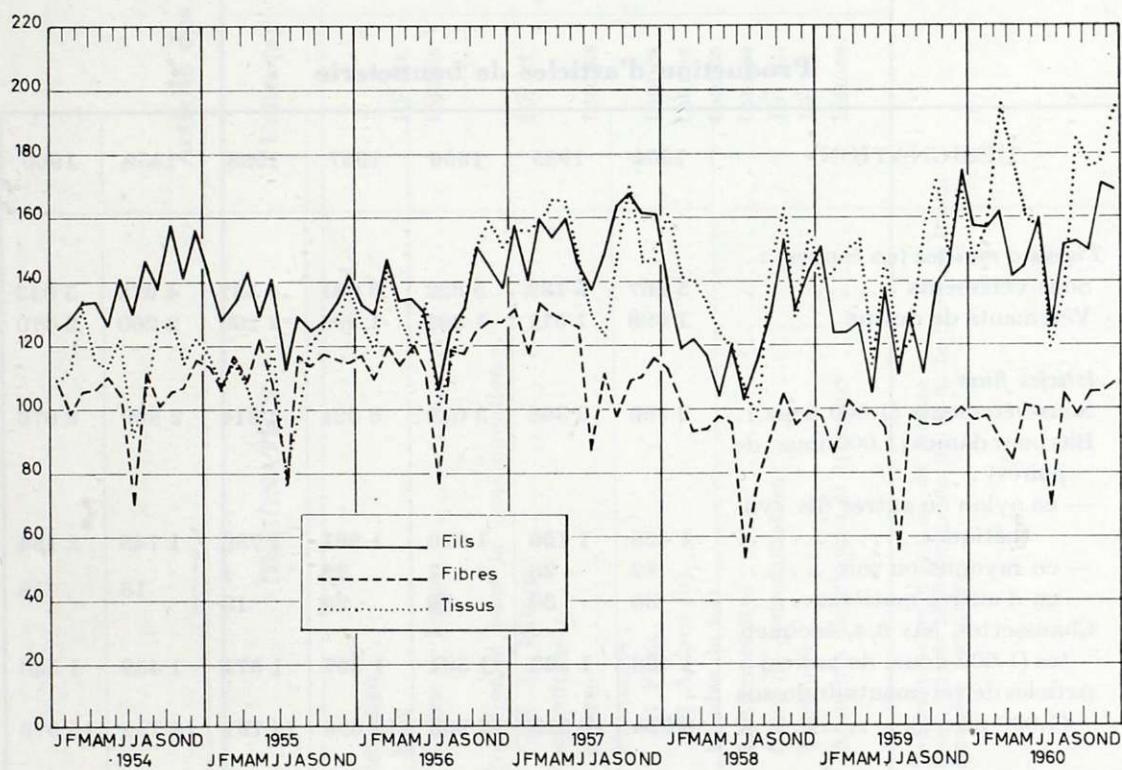
Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Lin
(1953 = 100)



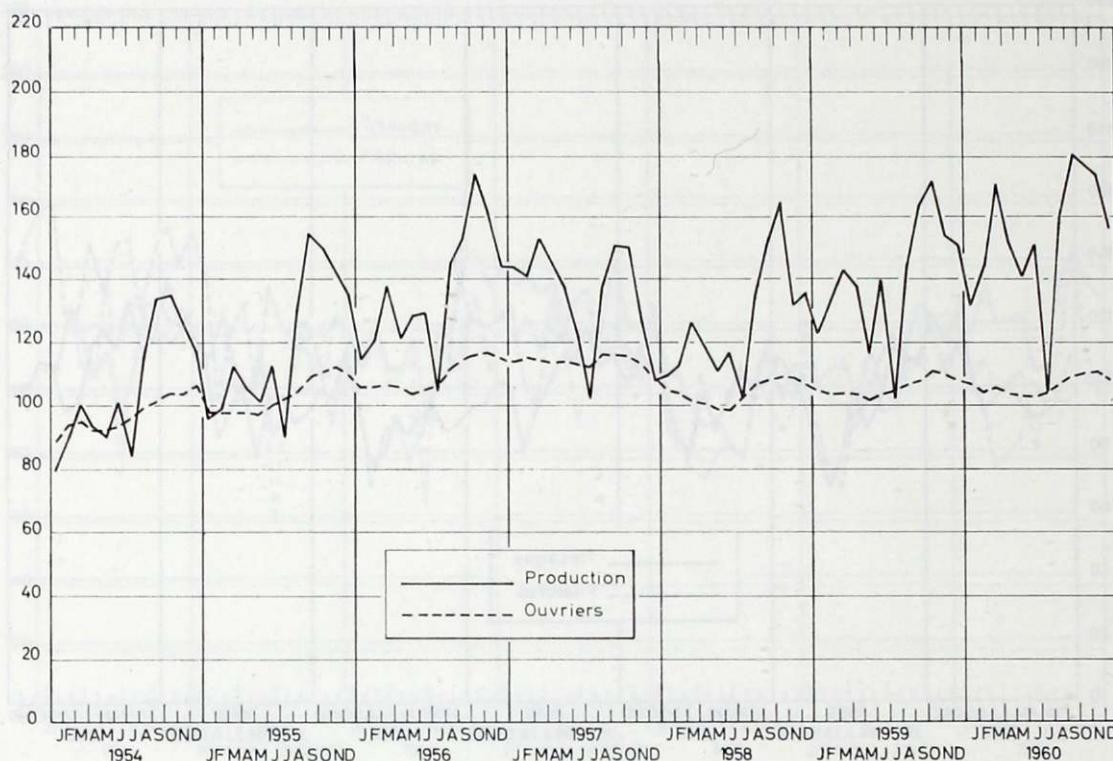
Rayonne
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Bonneterie

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Tissus à mailles (en tonnes) :</i>							
Sous-vêtements	5 067	5 132	5 622	6 081	4 587	4 978	5 042
Vêtements de dessus	1 099	1 511	1 895	1 996	2 200	2 260	2 470
<i>Articles finis :</i>							
Sous-vêtements (1.000 douz.).	2 769	2 866	3 019	3 321	2 614	2 899	3 076
Bas pour dames (1.000 douz. de paires) :							
— en nylon ou autres fils synthétiques	1 428	1 756	1 976	1 861	1 739	1 745	2 184
— en rayonne ou soie	82	23	7	22	4	18	13
— en d'autres matières	36	30	36	26	13		
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires) .	1 468	1 533	1 561	1 597	1 371	1 439	1 536
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	8 623	10 318	12 966	12 098	12 791	14 759	15 979

Source : Institut National de Statistique.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1954	1955	1956	1957	1958 (c)	1959 (c)	1960
<i>Réception :</i>								
Lait	10 ³ lit. tonnes	1 152 726 46 092	1 167 653 48 125	1 200 219 52 081	1 276 609 54 042	1 318 596 56 357	1 302 791 55 875	1 419 809 60 831
Crème de ferme								
<i>Préparation pour la consommation :</i>								
Lait de laiterie	10 ³ lit.	364 857	380 459	401 476	417 873	412 485	432 493	450 518
Fabrications :								
Beurre	tonnes	44 610	44 879	46 325	48 039	50 204	46 963	51 651
Fromages :								
a) Frais	tonnes	7 003	7 407	7 706	8 430	7 678	8 689	8 680
b) Autres (b)	tonnes	4 568	5 184	5 642	5 964	6 337	7 490	9 121
Poudre de lait	tonnes	15 810	16 049	19 103	25 461	30 142	28 321	40 985
Lait concentré	tonnes	8 960	14 225	18 468	24 269	16 245	22 974	23 087
Glace de consommation	10 ³ lit.	1 963	4 182	4 863	5 329	7 353	11 026	10 619
Yoghourt	10 ³ lit.	6 216	7 379	7 323	8 198	8 447	9 553	9 434
Aliments diététiques et spéciaux	tonnes	7 509	11 012	12 283	14 238	14 080	16 146	16 686

Source : Institut National de Statistique.

- (a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
- (b) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.
- (c) Données rectifiées.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Imports					Exports				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Vin	836	921	876	860	975	32	21	17	22	61
Autres boissons	348	413	496	523	684	90	113	91	102	139
Viande préparée ou conservée	302	373	369	358	519	244	238	220	262	219
Produits laitiers et miel	2 054	2 091	1 562	1 903	1 564	199	178	344	242	499
Produits à base de poisson ou de crustacés	582	515	510	566	596	25	23	17	25	23
Farine et produits à base de farine ou féculé	428	553	512	464	443	605	682	592	720	853
Préparations à base de légumes et fruits	692	853	885	912	824	362	299	360	393	431
Sucre	236	441	288	357	658	920	778	803	677	720
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	644	615	729	756	814	13	18	32	15	17
Préparations à base de sucre ou de cacao	372	398	470	472	449	200	210	241	278	317
Graines, noix et amandes oléagineuses non comestibles	1 601	1 490	1 322	1 686	1 741	57	54	67	80	127
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale et produits dérivés (huiles essentielles, margarine et graisses culinaires non comprises)	1 717	1 651	1 419	1 474	1 709	1 084	921	666	650	672
Margarine et graisses culinaires	106	139	109	104	82	150	258	157	125	153
Nourriture fabriquée destinée aux animaux	1 202	1 189	1 420	1 968	2 008	445	356	394	531	406
Extraits de café et autres produits préparés, n.d.a.	118	142	138	171	227	80	90	97	117	128

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau. — Vin : C.T.C.I. 112.01; autres boissons : C.T.C.I. 111 - 112.01; viande préparée... : C.T.C.I. 012 + 013; produits laitiers... : C.T.C.I. 02 - 025; produits à base de poisson... : C.T.C.I. 032; farine... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; préparations à base de légumes... : C.T.C.I. 053 + 055; sucre : C.T.C.I. 061; cacao : C.T.C.I. 072; préparations à base de sucre... : C.T.C.I. 062.01 + 073.01; graines... : C.T.C.I. 222; huiles et graisses... : C.T.C.I. 41; margarine... : C.T.C.I. 091; nourriture... : C.T.C.I. 08 - 081.01; extraits de café... : C.T.C.I. 071.03 + 099.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Imports				Exports					
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Vin	61 303	66 040	58 750	61 268	68 855	1 956	780	526	900	3 171
Autres boissons	124 044	176 421	130 860	238 053	187 953	22 099	22 565	16 945	90 226	329 779
Viande préparée ou conservée	7 221	8 212	8 540	8 579	13 588	8 835	8 611	8 374	9 272	6 919
Produits laitiers et miel	65 781	66 394	61 950	70 828	58 799	36 859	29 498	33 170	29 875	28 355
Produits à base de poisson ou de crustacés	19 302	16 198	17 046	18 423	18 232	849	740	504	1 020	1 111
Farine et produits à base de farine ou fécale	59 475	112 258	88 603	61 847	42 030	68 614	77 849	65 479	88 620	93 619
Préparations à base de légumes et fruits	41 579	47 950	49 810	66 443	77 365	30 148	20 253	26 100	33 302	37 608
Sucre	67 271	102 162	69 505	121 077	211 715	144 142	89 046	118 832	127 042	123 972
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	16 620	15 712	11 750	15 018	20 077	416	565	634	381	408
Préparations à base de sucre ou de cacao	11 259	11 810	13 840	14 853	13 500	7 171	7 249	10 978	13 958	10 922
Graines, noix et amandes oléagineuses non comestibles	215 254	203 783	183 258	239 856	269 199	6 306	6 858	9 973	10 483	16 071
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale et produits dérivés (huiles essentielles, margarine et graisses culinaires non comprises)	134 532	120 833	118 503	127 633	146 978	72 518	63 537	50 458	53 102	52 592
Margarine et graisses culinaires	10 381	11 312	9 063	9 999	8 031	11 058	17 977	11 465	10 054	12 819
Nourriture fabriquée destinée aux animaux	396 987	416 216	551 219	608 712	666 908	102 954	82 442	96 644	116 141	106 703
Extraits de café et autres produits préparés, n.d.a.	2 418	2 376	2 527	3 151	6 859	5 781	5 269	5 419	5 661	5 749

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 92.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Production de farine	10 ³ t	767,0	764,0	796,8	758,5	781,5	790,9	799,9
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10 ³ t	151,2	158,5	157,5	165,8	164,7	172,8	170,8
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15°C)	10 ⁶ lit.	23,7	25,7	26,4	22,9	21,7	20,9	22,4
Production de sucre :								
a) sucre brut	10 ³ t	319,4	361,8	309,6	360,6	490,6	210,9	482,8
b) quantités obtenues par transformation dans les raffineries	10 ³ t	174,1	182,3	194,1	184,3	196,9	178,7	200,5
Production de margarine (apté à la consommation)	10 ³ t	85,2	88,3	92,4	95,3	101,2	107,4	114,6
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10 ³ t	14,3	14,1	15,3	20,0	8,8	10,7	10,6
b) autres huiles brutes	10 ³ t	62,9	47,9	69,6	64,2	72,8	78,6	71,0
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10 ³ t	134,0	161,2	146,0	136,4	137,2	144,9	152,4
d) tourteaux et schroots ...	10 ³ t	101,8	96,1	111,5	104,1	109,6	141,8	148,2
Production de confitures, fruits confits, etc.	10 ³ t	18,5	20,2	22,2	21,9	24,9	21,2	25,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Importations et exportations de diamants

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1952	225,2	6,1	2,5	207,3
1953	212,8	11,6	10,5	228,8
1954	220,0	35,7	33,8	267,2
1955	288,6	59,6	48,1	337,2
1956	355,2	68,2	73,4	376,4
1957	376,6	88,4	62,6	353,7
1958	300,2	66,4	57,7	335,3
1959	430,9	106,8	80,3	419,8
1960	428,1	177,1	65,9	420,2

Source : Diamond Office (Anvers).

Commerce extérieur en peaux, cuirs et articles en cuir

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
VALEUR (en millions de francs)										
Cuir, peaux et pelletteries non apprêtées	937	886	681	920	980	385	311	322	411	393
Cuir	503	565	557	747	821	439	456	446	554	485
Fourrures apprêtées	251	238	232	215	211	100	87	57	80	77
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	260	348	378	476	553	156	181	218	336	430
Gants de peau	49	52	40	40	45	100	74	49	55	64
Autres articles en cuir	78	82	73	78	115	114	126	138	180	233
QUANTITÉ (en tonnes)										
Cuir, peaux et pelletteries non apprêtées	22 152	22 099	19 272	23 532	23 546	19 019	16 201	20 104	21 934	20 862
Cuir	3 923	4 500	4 636	5 621	5 159	2 023	1 993	2 011	2 275	2 182
Fourrures apprêtées	223	207	207	202	253	274	249	183	342	340
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 197	1 471	1 518	1 902	2 229	847	736	920	1 155	1 317
Gants de peau	55	50	34	37	55	90	71	39	46	56
Autres articles en cuir	499	559	492	533	772	710	644	589	721	684

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau pour 1960. — Cuir, peaux... : C.T.C.I. 21; cuirs : C.T.C.I. 611; fourrures... : C.T.C.I. 613; chaussures... : C.T.C.I. 851.02 + T.D. 6402.00 + 6402.20 + 6405.30; gants de peau : T.D. 4203.10; autres articles en cuir : C.T.C.I. 612 + T.D. 6506.20 + C.T.C.I. 841.06. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs finis et de chaussures

ANNÉE	Cuir lourds (en tonnes)			Cuir légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	
	Cuir à semel- les	Cuir tech- niques	Total		Tout cuir	Autres
1953	4 111	1 218	5 329	35 215	7 433	2 451
1954	4 664	1 220	5 884	34 156	7 973	2 360
1955	4 142	1 295	5 437	38 423	8 324	2 533
1956	3 165	1 204	4 369	44 676	9 054	2 790
1957	2 897	1 415	4 312	44 421	9 264	2 852
1958	2 315	1 159	3 474	38 576	9 699	2 572
1959	2 022	837	2 859	44 756	10 864	2 889
1960	1 277	809	2 086	41 029	11 130	3 268

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Cigares	712	766	855	994	1 019	1 070	1 164
Cigarillos	1 465	1 544	1 914	1 964	1 892	2 103	2 458
Cigarettes	11 025	11 392	11 673	13 061	13 217	13 141	13 935
Tabac à fumer	10 616	10 169	10 047	9 973	9 845	9 736	9 256
Autres tabacs.....	185	132	137	133	130	115	107
<i>Total ...</i>	24 003	24 003	24 626	26 125	26 103	26 165	26 920

Source: Institut National de Statistique.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations				Exportations					
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
VALEUR (en millions de francs)										
Tabacs bruts	942	1 059	1 126	1 172	1 259	7	27	39	56	70
Cigares	111	129	127	139	138	20	22	30	35	49
Cigarillos	30	27	28	28	32	23	39	43	51	69
Cigarettes	15	19	31	38	59	134	193	231	281	314
Tabacs à fumer	6	7	9	13	15	1	1	1	1	1
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	3	3	3	4	13	—	—	—	—	—
QUANTITÉ (en tonnes)										
Tabacs bruts	22 691	25 354	26 230	26 859	29 272	331	469	570	676	1 357
Cigares	313	369	375	425	428	62	76	104	122	177
Cigarillos	76	67	72	69	82	82	162	163	206	279
Cigarettes	136	172	266	360	553	1 415	1 904	2 343	2 987	3 309
Tabacs à fumer	90	96	121	215	242	11	9	13	14	8
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	31	40	44	52	109	262	306	338	445	1

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau pour 1960.* — Tabacs bruts: C.T.C.I. 121; cigares: T.D. 2402.10; cigarillos: T.D. 2402.20; cigarettes: C.T.C.I. 122.02; tabacs à fumer: T.D. 2402.30; autres produits...: T.D. 2402.40 + 2402.50 + 2401.85. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Ventes de l'industrie transformatrice du bois (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Ventes en valeur (en millions de francs)				
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958	1959	1960
Meubles	27 665	26 949	25 262	24 204	24 523	2 265	2 484	2 537	2 528	2 840
Sièges	5 553	5 049	4 508	4 591	4 393	430	424	414	384	460
Menuiserie	5 976	5 411	4 874	4 511	5 354	522	578	608	576	835
Boissellerie	5 177	4 704	4 615	4 646	4 551	394	397	409	456	479
Cadres, moulures, raboteries	1 490	1 402	1 328	1 278	1 442	134	142	127	128	191
Liège	351	253	214	193	189	56	47	39	44	43
Vannerie et rotin	666	727	634	606	637	39	42	49	52	60
Saboterie	401	381	301	226	182	26	34	26	23	22
Brosserie	1 493	1 417	1 315	1 439	1 302	199	203	190	182	197
Caisserie et tonnellerie	4 109	3 539	3 078	3 116	3 336	447	384	324	363	402
Parquets	1 193	1 021	978	733	772	138	138	147	125	129
Contreplaqué et panneaux comprimés	5 120	5 088	4 815	5 461	6 100	744	870	833	1 039	1 290
<i>Total</i>	59 196	55 941	51 922	51 004	52 781	5 394	5 743	5 703	5 900	6 948

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur en bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations				Exportations				VALEUR (en millions de francs)	
	1956	1957	1958	1959	1960	1956	1957	1958		
Bois et liège, brut ou ayant subi une première transformation ...										
Matières végétales pour la brosserie et la vannerie	2 728	3 034	2 382	2 542	3 081	642	589	447		
Bois et liège en plaques de nature diverse	82	92	67	75	84	61	44	34		
Meubles en bois	334	349	315	463	534	247	272	286		
Autres articles manufacturés en bois et liège, articles de vannerie et de brosserie, etc.	293	350	414	443	528	68	124	100		
	384	410	437	424	597	153	152	109		
QUANTITÉ (en tonnes)										
Bois et liège, brut ou ayant subi une première transformation ...	1 087 773	1 160 936	923 556	1 079 408	1 177 559	333 302	313 766	233 771	257 359	
Matières végétales pour la brosserie et la vannerie	9 010	10 466	8 784	9 032	10 012	3 638	2 693	3 153	2 971	
Bois et liège en plaques de nature diverse	24 958	28 546	25 584	46 976	56 404	24 069	26 510	32 695	78 831	
Meubles en bois	6 380	7 282	8 874	9 896	11 763	1 469	1 633	1 804	1 718	
Autres articles manufacturés en bois et liège, articles de vannerie et de brosserie, etc.	14 938	14 245	16 515	16 451	18 686	7 800	7 611	5 389	7 140	

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau pour 1960. — Bois et liège... : C.T.C.I. 24 — C.T.C.I. 241.02; matières végétales... : C.T.C.I. 292.03 + T.D. 1403.00 + 5704.30; bois et liège en plaques... : C.T.C.I. 631 + 633.01; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.01; autres... : C.T.C.I. 632 + 633.09 + 899.12 + 899.13 + T.D. 9704.10 + 4427.00 + 4202.80 + 4428.20 + 9401.70 + 9403.70 + 6403.10 + 6504.10 + 6504.20. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries
 (en milliers de mètres cubes)

DESTINATION OU ORIGINE	1956	1957	1958	1959	1960
Par branche d'activité					
Mines	181 798	183 206	182 682	173 840	171 835
Coke et gaz.....	29 996	33 330	41 847	45 326	44 153
Électricité (a)	17 999	17 003	17 784	22 609	19 858
Sidérurgie	624 002	590 114	604 678	528 548	567 964
Chimie	225 806	241 836	293 470	323 488	308 631
Achèvement textile ...	18 862	19 139	20 452	17 630	18 802
Verre	17 452	18 184	16 339	18 978	19 625
Huile et margarine	16 248	16 317	15 008	15 659	15 495
Distilleries	6 336	6 807	5 941	5 772	6 667
Autres boissons	17 428	17 708	17 828	17 811	18 173
Alimentation	20 132	20 289	19 322	15 153	15 801
Papier	88 929	84 911	83 024	85 484	86 558
D'après l'origine					
Un ou plusieurs puits .	84 906	87 794	88 164	81 925	97 346
Cour d'eau ou canal (a)	1 101 293	1 087 509	1 158 256	1 117 508	1 126 640
Distribution publique ..	14 951	13 896	13 225	14 617	14 872
Autres origines	60 838	59 645	58 730	57 136	54 704
D'après le bassin hydrographique (a) (b)					
Bassin de l'Yser	584	635	643	663	694
Bassin côtier.....	43 912	55 485	83 725	91 868	87 944
Bassin de l'Escaut	333 518	339 777	371 505	348 472	355 368
Bassin de la Mause	836 003	803 196	798 296	775 682	800 767
Bassin du Rhin	50 971	49 751	64 206	54 155	48 784
<i>Total</i> ...	1 264 988	1 248 844	1 318 375	1 271 186	1 293 562

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.
 (b) Non compris le bassin de l'Oise.

**Evolution de la consommation estimée d'eau
dans les principales industries (a)**

Répartition par arrondissement administratif

(en milliers de mètres cubes)

ARRONDISSEMENT	1956	1957	1958	1959	1960
Anvers.....	11 637	11 134	11 527	13 636	13 523
Malines	24 623	23 629	27 889	27 472	26 649
Turnhout	6 911	7 135	7 293	7 687	7 289
Bruxelles	69 390	93 180	54 645	67 332	71 999
Louvain	12 906	14 880	15 020	14 944	15 738
Nivelles	31 307	31 483	32 877	31 086	32 525
Bruges	5 599	6 148	5 768	5 359	6 185
Dixmude	38	41	37	37	37
Ypres.....	173	92	81	92	103
Courtrai	3 578	3 825	8 333	3 865	4 048
Ostende	38 369	49 353	78 067	86 624	81 882
Roelers	8 915	9 308	7 899	8 474	8 210
Tielt.....	186	194	174	137	206
Furnes	160	121	127	171	212
Alost	19 204	22 990	24 839	22 599	23 348
Termonde	3 929	3 850	4 046	4 325	3 944
Eeklo	2 351	2 343	2 103	2 520	2 923
Gand	50 525	56 656	55 684	64 582	67 848
Audenarde	2 319	2 202	1 971	2 262	2 671
Saint-Nicolas	963	939	990	892	1 118
Ath	1 723	1 791	1 802	1 476	1 767
Charleroi	294 864	247 556	308 182	312 061	248 393
Mons	44 942	43 422	39 923	37 209	35 836
Soignies	8 992	9 116	8 992	11 135	6 310
Thuin	1 941	1 932	2 072	1 363	1 557
Tournai	4 049	4 298	2 619	2 247	2 713
Huy	1 919	1 916	3 236	2 019	1 788
Liège	382 007	385 468	389 633	310 343	395 444
Verviers	25 354	11 931	14 630	12 674	11 973
Waremme	4 095	3 209	3 150	3 259	2 938
Hasselt	21 577	21 587	21 739	21 811	23 488
Maaseik	4 574	4 152	4 188	3 637	3 868
Tongres	103 231	104 227	107 233	107 246	109 722
Arlon	50 974	49 753	49 343	50 202	48 786
Bastogne	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	1	1	1	1	1
Neufchâteau	2	3	654	1 543	2 358
Virton	1 143	882	908	2 827	542
Dinant	88	88	100	97	118
Namur	20 277	17 958	20 546	26 801	25 453
Philippeville	52	51	51	50	49
<i>Le Royaume ...</i>	1 264 988	1 248 844	1 318 375	1 271 186	1 293 562

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.

Evaluación de la colección de lepidópteros del Museo Nacional de Historia Natural
 (a) existentes en la colección y en el
 museo de entomología de la Universidad

CÓDIGO	NOMBRE	SEXO	TAXON	DETALLE	VALORES DE COLECCIÓN	
					1980	1981
000 01	000 01	000 11	000 11	000 01	000 01	000 01
000 02	000 02	000 12	000 12	000 02	000 02	000 02
000 03	000 03	000 13	000 13	000 03	000 03	000 03
000 04	000 04	000 14	000 14	000 04	000 04	000 04
000 05	000 05	000 15	000 15	000 05	000 05	000 05
000 06	000 06	000 16	000 16	000 06	000 06	000 06
000 07	000 07	000 17	000 17	000 07	000 07	000 07
000 08	000 08	000 18	000 18	000 08	000 08	000 08
000 09	000 09	000 19	000 19	000 09	000 09	000 09
000 10	000 10	000 20	000 20	000 10	000 10	000 10
000 11	000 11	000 21	000 21	000 11	000 11	000 11
000 12	000 12	000 22	000 22	000 12	000 12	000 12
000 13	000 13	000 23	000 23	000 13	000 13	000 13
000 14	000 14	000 24	000 24	000 14	000 14	000 14
000 15	000 15	000 25	000 25	000 15	000 15	000 15
000 16	000 16	000 26	000 26	000 16	000 16	000 16
000 17	000 17	000 27	000 27	000 17	000 17	000 17
000 18	000 18	000 28	000 28	000 18	000 18	000 18
000 19	000 19	000 29	000 29	000 19	000 19	000 19
000 20	000 20	000 30	000 30	000 20	000 20	000 20
000 21	000 21	000 31	000 31	000 21	000 21	000 21
000 22	000 22	000 32	000 32	000 22	000 22	000 22
000 23	000 23	000 33	000 33	000 23	000 23	000 23
000 24	000 24	000 34	000 34	000 24	000 24	000 24
000 25	000 25	000 35	000 35	000 25	000 25	000 25
000 26	000 26	000 36	000 36	000 26	000 26	000 26
000 27	000 27	000 37	000 37	000 27	000 27	000 27
000 28	000 28	000 38	000 38	000 28	000 28	000 28
000 29	000 29	000 39	000 39	000 29	000 29	000 29
000 30	000 30	000 40	000 40	000 30	000 30	000 30
000 31	000 31	000 41	000 41	000 31	000 31	000 31
000 32	000 32	000 42	000 42	000 32	000 32	000 32
000 33	000 33	000 43	000 43	000 33	000 33	000 33
000 34	000 34	000 44	000 44	000 34	000 34	000 34
000 35	000 35	000 45	000 45	000 35	000 35	000 35
000 36	000 36	000 46	000 46	000 36	000 36	000 36
000 37	000 37	000 47	000 47	000 37	000 37	000 37
000 38	000 38	000 48	000 48	000 38	000 38	000 38
000 39	000 39	000 49	000 49	000 39	000 39	000 39
000 40	000 40	000 50	000 50	000 40	000 40	000 40
000 41	000 41	000 51	000 51	000 41	000 41	000 41
000 42	000 42	000 52	000 52	000 42	000 42	000 42
000 43	000 43	000 53	000 53	000 43	000 43	000 43
000 44	000 44	000 54	000 54	000 44	000 44	000 44
000 45	000 45	000 55	000 55	000 45	000 45	000 45
000 46	000 46	000 56	000 56	000 46	000 46	000 46
000 47	000 47	000 57	000 57	000 47	000 47	000 47
000 48	000 48	000 58	000 58	000 48	000 48	000 48
000 49	000 49	000 59	000 59	000 49	000 49	000 49
000 50	000 50	000 60	000 60	000 50	000 50	000 50
000 51	000 51	000 61	000 61	000 51	000 51	000 51
000 52	000 52	000 62	000 62	000 52	000 52	000 52
000 53	000 53	000 63	000 63	000 53	000 53	000 53
000 54	000 54	000 64	000 64	000 54	000 54	000 54
000 55	000 55	000 65	000 65	000 55	000 55	000 55
000 56	000 56	000 66	000 66	000 56	000 56	000 56
000 57	000 57	000 67	000 67	000 57	000 57	000 57
000 58	000 58	000 68	000 68	000 58	000 58	000 58
000 59	000 59	000 69	000 69	000 59	000 59	000 59
000 60	000 60	000 70	000 70	000 60	000 60	000 60
000 61	000 61	000 71	000 71	000 61	000 61	000 61
000 62	000 62	000 72	000 72	000 62	000 62	000 62
000 63	000 63	000 73	000 73	000 63	000 63	000 63
000 64	000 64	000 74	000 74	000 64	000 64	000 64
000 65	000 65	000 75	000 75	000 65	000 65	000 65
000 66	000 66	000 76	000 76	000 66	000 66	000 66
000 67	000 67	000 77	000 77	000 67	000 67	000 67
000 68	000 68	000 78	000 78	000 68	000 68	000 68
000 69	000 69	000 79	000 79	000 69	000 69	000 69
000 70	000 70	000 80	000 80	000 70	000 70	000 70
000 71	000 71	000 81	000 81	000 71	000 71	000 71
000 72	000 72	000 82	000 82	000 72	000 72	000 72
000 73	000 73	000 83	000 83	000 73	000 73	000 73
000 74	000 74	000 84	000 84	000 74	000 74	000 74
000 75	000 75	000 85	000 85	000 75	000 75	000 75
000 76	000 76	000 86	000 86	000 76	000 76	000 76
000 77	000 77	000 87	000 87	000 77	000 77	000 77
000 78	000 78	000 88	000 88	000 78	000 78	000 78
000 79	000 79	000 89	000 89	000 79	000 79	000 79
000 80	000 80	000 90	000 90	000 80	000 80	000 80
000 81	000 81	000 91	000 91	000 81	000 81	000 81
000 82	000 82	000 92	000 92	000 82	000 82	000 82
000 83	000 83	000 93	000 93	000 83	000 83	000 83
000 84	000 84	000 94	000 94	000 84	000 84	000 84
000 85	000 85	000 95	000 95	000 85	000 85	000 85
000 86	000 86	000 96	000 96	000 86	000 86	000 86
000 87	000 87	000 97	000 97	000 87	000 87	000 87
000 88	000 88	000 98	000 98	000 88	000 88	000 88
000 89	000 89	000 99	000 99	000 89	000 89	000 89
000 90	000 90	000 100	000 100	000 90	000 90	000 90
000 91	000 91	000 101	000 101	000 91	000 91	000 91
000 92	000 92	000 102	000 102	000 92	000 92	000 92
000 93	000 93	000 103	000 103	000 93	000 93	000 93
000 94	000 94	000 104	000 104	000 94	000 94	000 94
000 95	000 95	000 105	000 105	000 95	000 95	000 95
000 96	000 96	000 106	000 106	000 96	000 96	000 96
000 97	000 97	000 107	000 107	000 97	000 97	000 97
000 98	000 98	000 108	000 108	000 98	000 98	000 98
000 99	000 99	000 109	000 109	000 99	000 99	000 99
000 100	000 100	000 110	000 110	000 100	000 100	000 100
000 101	000 101	000 111	000 111	000 101	000 101	000 101
000 102	000 102	000 112	000 112	000 102	000 102	000 102
000 103	000 103	000 113	000 113	000 103	000 103	000 103
000 104	000 104	000 114	000 114	000 104	000 104	000 104
000 105	000 105	000 115	000 115	000 105	000 105	000 105
000 106	000 106	000 116	000 116	000 106	000 106	000 106
000 107	000 107	000 117	000 117	000 107	000 107	000 107
000 108	000 108	000 118	000 118	000 108	000 108	000 108
000 109	000 109	000 119	000 119	000 109	000 109	000 109
000 110	000 110	000 120	000 120	000 110	000 110	000 110
000 111	000 111	000 121	000 121	000 111	000 111	000 111
000 112	000 112	000 122	000 122	000 112	000 112	000 112
000 113	000 113	000 123	000 123	000 113	000 113	000 113
000 114	000 114	000 124	000 124	000 114	000 114	000 114
000 115	000 115	000 125	000 125	000 115	000 115	000 115
000 116	000 116	000 126	000 126	000 116	000 116	000 116
000 117	000 117	000 127	000 127	000 117	000 117	000 117
000 118	000 118	000 128	000 128	000 118	000 118	000 118
000 119	000 119	000 129	000 129	000 119	000 119	000 119
000 120	000 120	000 130	000 130	000 120	000 120	000 120
000 121	000 121	000 131	000 131	000 121	000 121	000 121
000 122	000 122	000 132	000 132	000 122	000 122	000 122
000 123	000 123	000 133	000 133	000 123	000 123	000 123
000 124	000 124	000 134	000 134	000 124	000 124	000 124
000 125	000 125	000 135	000 135	000 125	000 125	000 125
000 126	000 126	000 136	000 136	000 126	000 126	000 126
000 127	000 127	000 137	000 137	000 127	000 127	000 127

III

TRANSPORTS

<i>Société Nationale des Chemins de Fer Belges</i>	p. 105 à 107
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux</i>	p. 107
<i>Transports routiers</i>	p. 108
<i>Navigation intérieure</i>	p. 105 et 108 à 110
<i>Transports maritimes</i>	p. 110 et 111
<i>Activités portuaires:</i>	
— <i>Port d'Anvers</i>	p. 112
— <i>Port de Gand</i>	p. 113
— <i>Ports de Bruges et de Zeebrugge</i>	p. 114
<i>Navigation aérienne</i>	p. 115 et 116

}

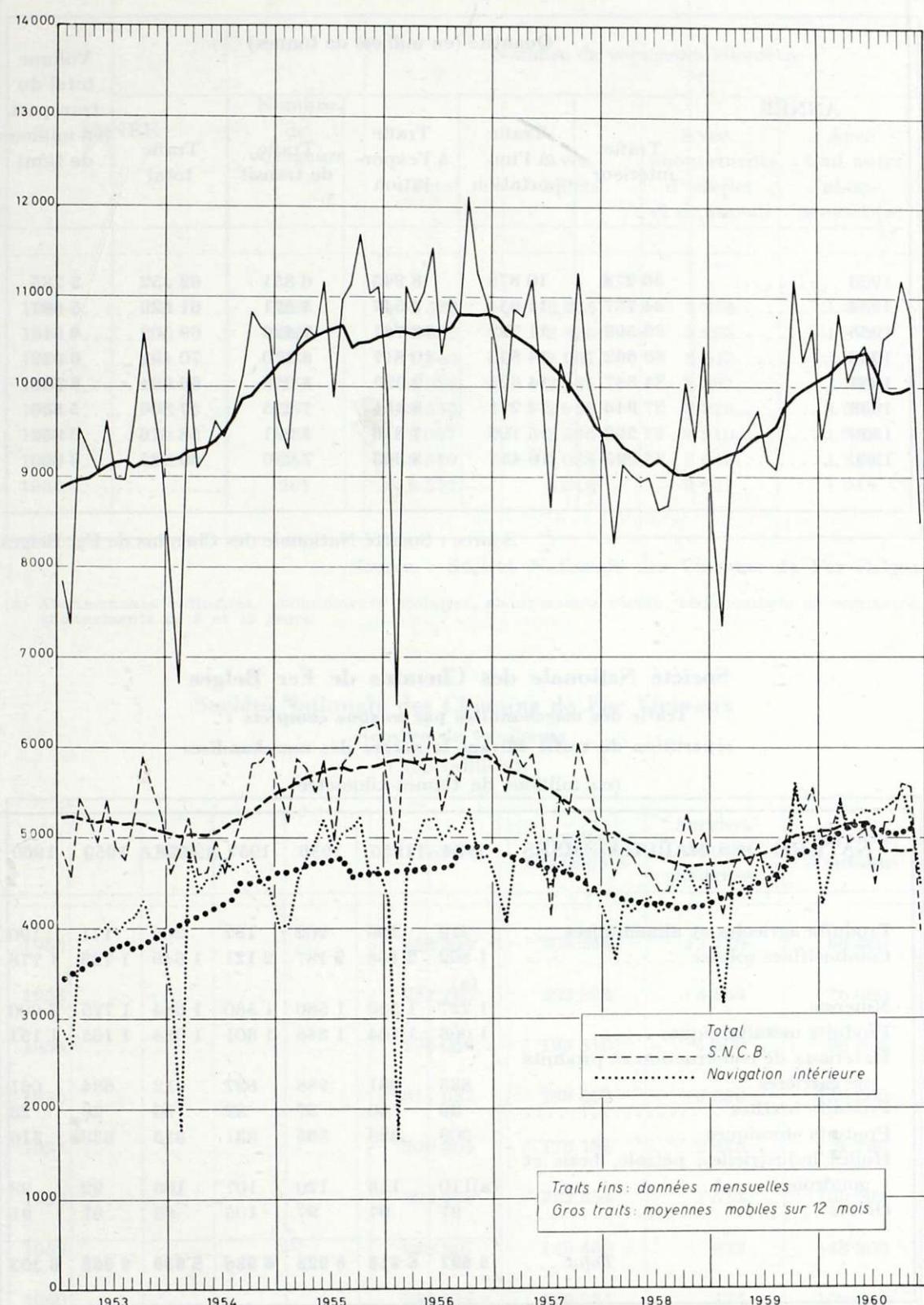
III

TRANSPORTS

101 à 102 à 103	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à 101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à 101 à 101	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à 101 à 101	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à	— Transports au Canada et aux îles
101 à 101 à 101	— Transports au Canada et aux îles

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises
(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1953	36 278	10 878	8 945	6 351	62 452	5 785
1954	34 757	11 654	9 547	5 871	61 829	5 697
1955	36 593	11 722	13 761	7 426	69 502	6 618
1956	36 662	14 843	10 817	8 170	70 492	6 922
1957	34 387	14 628	9 626	8 053	66 694	6 586
1958	27 946	14 271	8 314	7 275	57 806	5 830
1959	27 563	15 106	7 816	7 991	58 476	6 062
1960	28 095	16 455	8 305	7 980	60 835	6 303

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Produits agricoles et alimentaires ...	212	206	202	182	205	171	190
Combustibles solides	1 862	2 158	2 187	2 121	1 649	1 723	1 778
(a)							
Minerais	1 227	1 536	1 580	1 580	1 644	1 775	2 000
Produits métallurgiques	1 008	1 164	1 346	1 301	1 084	1 165	1 151
Matériaux de construction et produits de carrières	833	981	988	827	712	684	661
Produits textiles	39	40	37	32	20	22	23
Produits chimiques	309	323	365	331	315	333	316
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	(a) 110	113	120	107	103	92	93
Divers	97	97	97	105	98	97	91
<i>Total</i> ...	5 697	6 618	6 922	6 586	5 830	6 062	6 303

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Estimation.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements d'ouvrier et de travail	Avec tout autre abon- nement (a)
1953	227	7 528	2 945	3 214	1 369
1954	227	7 562	2 866	3 298	1 398
1955	233	7 846	2 967	3 447	1 432
1956	245	8 333	2 985	3 837	1 511
1957	251	8 555	2 983	3 976	1 596
1958	264	9 057	3 386	3 910	1 761
1959	255	8 519	3 033	3 649	1 837
1960	261	8 577	3 018	3 641	1 918

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5 et 10 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'auto- motrices	Services d'autobus
1953	282 644	203 244	12 770	66 630
1954	287 765	202 836	8 863	76 066
1955	298 056	195 810	5 600	96 646
1956	311 637	188 007	3 350	120 280
1957	300 364	176 138	2 473	121 753
1958	303 906	162 354	1 814	139 738
1959	288 807	143 460	648	143 200
1960	286 118	126 934	174	159 010

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures auto- mobiles	Autobus et autocars	Camions et camion- nettes	Moto- cycles	Bicyclettes à moteur	Bicy- clettes
	(a)	(a)	(a)	(a) (b)	(c)	
1955	483 (d)	3 (d)	134 (d)	..	135	2 928
1956	537	4	144	240	188	2 913
1957	583 (d)	4 (d)	152 (d)	..	269	2 902
1958	633	5	156	238	319	2 842
1959	685 (d)	5 (d)	160 (d)	..	368	2 844
1960	754	5	167	228	406	2 833

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Institut National de Statistique et Direction
générale des Etudes et de la Documentation.

- (a) Situation au 1^{er} août.
- (b) Cylindrée de plus de 50 cm³.
- (c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins.
- (d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'im- portation	Trafic à l'expo- rtation	Trafic de transit	Trafic total	
1953	21 339	13 947	10 524	1 134	46 945	3 928
1954	20 936	15 804	12 750	1 603	51 093	4 116
1955	22 572	16 441	15 826	2 001	56 840	4 617
1956	23 158	16 460	14 617	1 669	55 903	4 493
1957	23 235	17 030	13 326	2 125	55 717	4 602
1958	22 396	15 680	11 185	1 969	51 229	4 326
1959	23 615	16 388	11 991	2 420	54 411	4 813
1960	24 379	20 573	13 214	2 991	61 158	5 226

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Produits agricoles et alimentaires	258	321	350	357	366	311	311	367
Combustibles solides	1 145	1 249	1 422	1 340	1 405	1 255	1 340	1 449
Minéraux	232	240	293	339	330	316	296	334
Produits métallurgiques	292	330	399	356	391	416	506	552
Matériaux de construction.....	486	429	411	369	264	308	388	384
Produits de carrières	796	764	856	884	891	845	989	1 044
Textiles et cuirs.....	9	10	10	9	10	7	8	11
Produits chimiques	345	389	411	394	422	447	556	595
Huiles et graisses industrielles ..	210	232	268	261	261	301	311	344
Divers	155	151	197	184	162	120	108	147
<i>Total ...</i>	3 928	4 116	4 617	4 493	4 602	4 326	4 813	5 226

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Escaut maritime	793	827	901	889	824	722	748	873
Canaux de la Campine	1 337	1 404	1 616	1 627	1 724	1 690	1 917	2 089
Canaux brabançons ...	371	391	415	403	390	356	343	373
Meuse et Sambre	567	609	707	630	703	653	781	821
Haut-Escaut	665	709	789	767	786	740	846	889
Centre et Borinage	152	132	137	123	128	120	132	127
Yser et Côte	43	44	52	54	47	40	44	53
<i>Total ...</i>	3 928	4 116	4 617	4 493	4 602	4 326	4 813	5 226

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1952	3 656	1 203 209	2 426	1 142 398	6 082	2 345 607
1953	3 822	1 288 182	2 183	1 051 680	6 005	2 339 862
1954	3 999	1 385 219	1 932	944 795	5 931	2 330 014
1955	4 161	1 464 719	1 745	873 287	5 906	2 338 006
1956	4 306	1 541 902	1 570	802 200	5 876	2 344 102
1957	4 503	1 646 173	1 394	730 386	5 897	2 376 559
1958	4 681	1 740 357	1 301	685 451	5 982	2 425 808
1959	4 203	1 700 910	1 031	638 256	5 234	2 339 166
1960	5 128	1 952 619	963	614 040	6 091	2 566 659

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1 ^{er} janvier 1960		1 ^{er} janvier 1961	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	7	81 385	7	81 385
Cargos	75	388 728	74	399 511
Navires fruitiers	4	12 209	4	12 209
Pétroliers	12	146 703	12	183 686
<i>Total ...</i>	98	629 025	97	676 791

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 1^{er} janvier

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires	1955	32	50	82
	1956	32	50	82
	1957	34	52	86
	1958	34	57	91
	1959	34	65	99
	1960	31	67	98
	1961	27	70	97
Tonnage brut belge	1955	198 254	232 068	430 322
	1956	221 033	229 544	450 577
	1957	241 485	261 761	503 246
	1958	248 906	282 281	531 187
	1959	265 840	353 660	619 500
	1960	259 513	369 512	629 025
	1961	282 816	393 975	676 791
Tonnage net belge	1955	148 427	164 954	313 381
	1956	165 573	164 573	330 146
	1957	179 995	190 211	370 206
	1958	185 151	205 920	391 071
	1959	198 297	258 478	456 775
	1960	192 798	271 964	464 762
	1961	207 587	292 946	500 633

Source : Ministère des Communications.

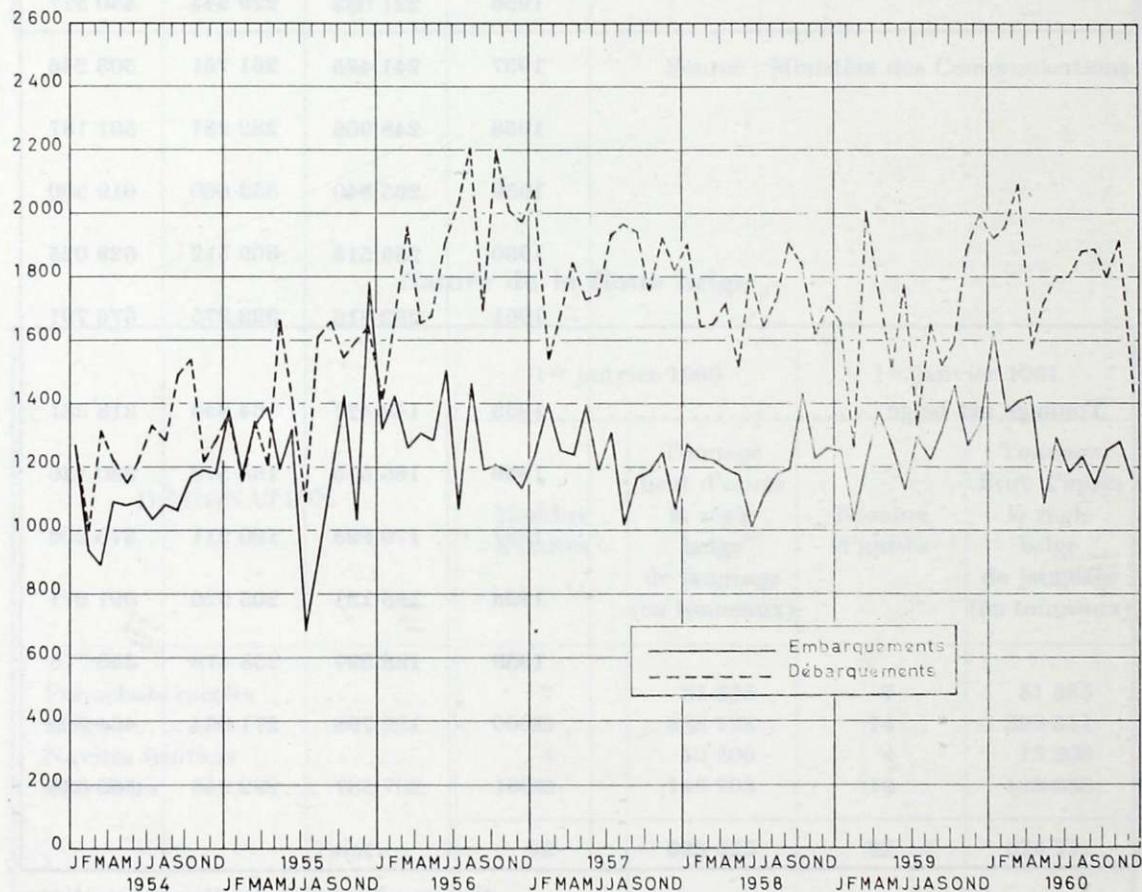
(a) Non compris les navires de l'Etat.

Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Ton-nage (1 000 N R T)	Importa-	Entre-	Transit	Exporta-	Transit
			tions (1 000 t)	pôt (1 000 t)	(1 000 t)		
1953	13 010	24 414	10 724	346	3 347	9 857	3 910
1954	12 900	25 335	11 886	228	3 197	9 067	4 026
1955	13 731	27 216	13 525	189	3 555	10 122	4 684
1956	15 585	30 508	16 354	170	5 761	10 318	5 034
1957	15 903	31 696	16 448	221	5 268	9 577	5 147
1958	16 282	34 099	16 409	197	4 075	10 015	4 509
1959	16 022	34 341	15 772	592	3 656	9 860	5 332
1960	16 570	35 780	16 358	1 062	4 376	10 223	5 233

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



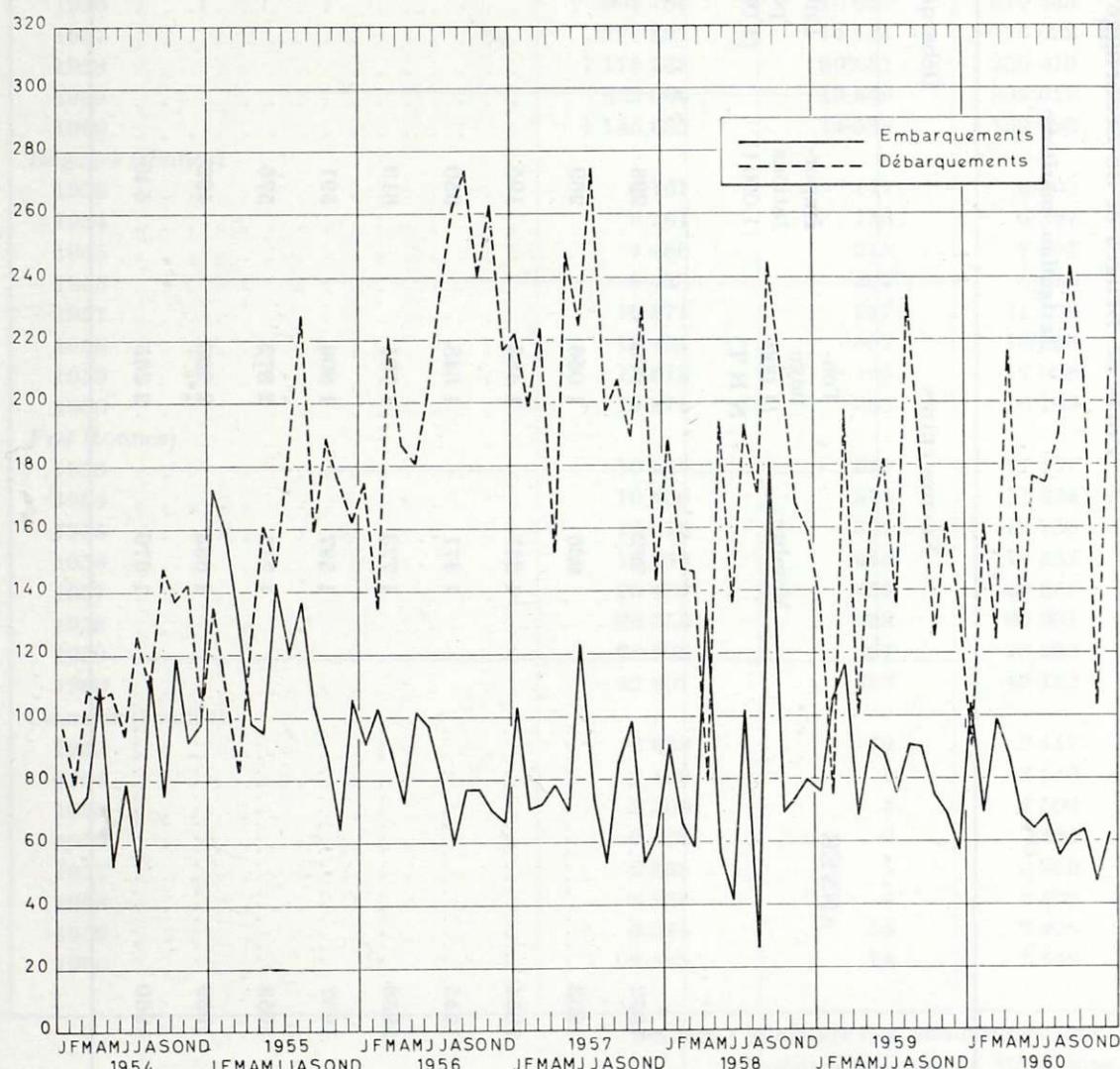
Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Ton-nage (1 000 N R T)	Impor-ta-tions (1 000 t)	Entre-pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Expor-ta-tions (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1953	1 878	1 110	1 157	3	242	817	98
1954	1 757	1 129	1 214	2	144	880	139
1955	2 204	1 465	1 537	2	313	1 223	192
1956	2 352	1 696	1 875	2	713	859	124
1957	2 557	1 628	1 822	5	686	820	122
1958	2 628	1 557	1 332	2	700	898	81
1959	2 324	1 380	1 274	21	529	823	176
1960	2 079	1 429	1 225	37	755	691	162

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés			Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Ton-nage (1 000 N R T)	Impor-tations (1 000 t)	Entre-pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exporta-tions (1 000 t)	Transit (1 000 t)	
1952	762	978	293	—	36	54	97	
1953	926	1 056	269	—	35	88	100	
1954	1 257	1 422	195	1	63	132	134	
1955	1 471	1 648	350	2	66	196	150	
1956	1 723	1 791	619	6	70	288	157	
1957	1 597	1 806	591	—	131	215	156	
1958	1 711	2 372	576	—	76	353	149	
1959	1 683	2 260	492	—	65	273	161	
1960	1 679	2 265	549	—	126	225	170	

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
<i>Avions (unités)</i>			
1953	26 864	2 354	29 218
1954	31 132	1 670	32 802
1955	35 012	1 823	36 835
1956	37 793	1 370	39 163
1957	47 617	1 600	49 217
1958	60 553	4 794	65 347
1959	52 591	2 513	55 104
1960	56 435	1 843	58 278
<i>Passagers (unités)</i>			
1953	422 869	7 917	430 786
1954	437 451	8 084	445 535
1955	514 820	12 567	527 387
1956	608 786	10 662	619 448
1957	771 897	14 135	786 032
1958	1 178 738	80 681	1 259 419
1959	852 069	13 549	865 618
1960	1 145 335	14 588	1 159 923
<i>Bagages (tonnes)</i>			
1953	6 161	147	6 308
1954	6 261	136	6 397
1955	7 480	215	7 695
1956	8 433	207	8 640
1957	10 871	237	11 108
1958	16 431	567	16 998
1959	11 813	195	12 008
1960	15 871	234	16 105
<i>Fret (tonnes)</i>			
1953	10 686	671	11 357
1954	10 950	874	11 824
1955	12 613	537	13 150
1956	16 139	415	16 554
1957	20 409	453	20 862
1958	26 353	638	26 991
1959	28 693	537	29 230
1960	42 607	575	43 182
<i>Courrier (tonnes)</i>			
1953	2 338	79	2 417
1954	2 139	1	2 140
1955	2 500	4	2 504
1956	2 432	2	2 434
1957	2 858	1	2 859
1958	2 858	4	2 862
1959	2 374	54	2 428
1960	2 465	84	2 549

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcentage)
					(en milliers de tonnes-kilomètre)		
1952 ...	78 562,3	277,0	377 134,6	15 912,7	3 155,4	57 176,1	72,8
1953 ...	104 495,4	375,2	514 084,6	17 904,4	3 739,0	73 327,4	70,2
1954 ...	121 849,4	391,8	567 228,6	22 410,5	4 258,6	83 081,5	68,2
1955 ...	133 415,2	450,5	649 987,1	24 671,4	5 252,5	95 181,4	71,3
1956 ...	147 509,2	526,6	745 891,7	27 780,3	6 176,6	109 496,0	74,2
1957 ...	191 059,3	686,1	1 038 750,6	30 518,5	6 687,2	137 747,7	72,1
1958 ...	233 198,3	954,6	1 291 025,2	31 352,9	6 779,1	160 801,3	69,0
1959 ...	217 947,1	738,6	1 202 992,5	32 092,2	7 286,9	152 191,5	69,8
1960 ...	300 773,2	928,7	1 900 165,1	38 425,0	5 459,3	220 902,3	73,4

Sources : Ministère des Communications
SABENA.

IV

DISTRIBUTION

Entreprises commerciales
Effectifs assujettis à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs				Travailleurs			
	1958		1959		1958		1959	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
<i>Vente des produits des industries :</i>								
Agricoles	1 748	7,9	1 812	8,1	1 849	8,0	6 722	3,9
Des mines, minières et carrières	2 224	10,1	2 229	9,9	2 212	9,6	9 468	5,5
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate .	5 656	25,7	5 802	25,8	6 067	26,2	33 586	19,7
Du tabac	147	0,7	153	0,7	151	0,6	565	0,3
Chimiques	1 449	6,6	1 481	6,6	1 517	6,6	12 624	7,4
Du bois, de l'aménagement et de la construction (et location)	1 032	4,7	1 063	4,7	1 120	4,8	4 793	2,8
Du papier	409	1,9	418	1,9	407	1,8	2 359	1,4
Polygraphiques (et location).	399	1,8	411	1,8	421	1,8	2 603	1,5
Des cuirs et peaux	750	3,4	767	3,4	791	3,4	3 254	1,9
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location)	3 349	15,2	3 336	14,8	3 361	14,5	16 632	9,8
Céramiques et verreries	173	0,8	171	0,8	172	0,7	1 480	0,9
Des métaux bruts et façonnés	2 738	12,5	2 807	12,5	2 933	12,7	23 853	14,0
D'art et de précision	1 424	6,5	1 524	6,8	1 590	6,9	11 022	6,5
<i>Commerce en articles divers</i>	477	2,2	506	2,2	544	2,4	41 604	24,4
<i>Total</i>	21 975	100	22 480	100	23 135	100	170 565	100
							175 349	100
								182 654
								100

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Entreprises commerciales
Personnel assujetti à la sécurité sociale
Situation au 31 décembre

DESIGNATION	Salariés			Appointés			Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Total	Employés	Employées	Total	
1953 Nombre	50 786	14 673	65 459	37 286	43 482	80 768	146 227
Pourcentage	35	10	45	25	30	55	100
1954 Nombre (a)	52 710	15 630	68 340	38 380	45 030	83 410	151 750
Pourcentage (a)	35	10	45	25	30	55	100
1955 Nombre (a)	55 878	16 421	72 299	40 549	47 400	87 949	160 248
Pourcentage (a)	35	10	45	25	30	55	100
1956 Nombre (a)	56 620	16 400	73 020	41 740	49 640	91 380	164 400
Pourcentage (a)	34	10	44	26	30	56	100
1957 Nombre (a)	56 950	17 290	74 240	43 340	51 750	95 090	169 330
Pourcentage (a)	34	10	44	26	30	56	100
1958 Nombre (a)	56 790	17 580	74 370	44 530	54 160	98 690	173 060
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1959 Nombre (a)	58 940	18 100	77 040	46 090	56 000	102 090	179 130
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1960 Nombre (a)	61 570	17 850	79 420	48 760	57 610	106 370	185 790
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100

(a) Supputations.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Cartes professionnelles pour étrangers (a)

DÉSIGNATION	Au 1 ^{er} janvier 1957		Au 1 ^{er} janvier 1959	
	Nombre	%	Nombre	%
Répartition par profession et par activité (b)				
<i>Nature des professions :</i>				
Détaillants	3 201	18	3 929	22
Artisans	1 042	6	9 234	52
Artisans-détaillants	588	3	(c)	(c)
Intermédiaires et représentants	1 106	6	1 166	6
Administrateurs	1 523	9	1 664	9
Importateurs - exportateurs - grossistes ..	664	4	594	3
Grossistes-détaillants	1 219	7	857	5
Grossistes	611	3	479	3
Autres professions	7 936	44	(c)	(c)
<i>Total</i> ...	17 890	100	17 923	100
<i>Nature des activités :</i>				
Vente de produits textiles, vêtements et articles de mode	1 884	9	1 663	8
Vente de produits alimentaires pour usage immédiat	1 954	9	1 975	9
Hôtels, restaurants, cafés	2 018	10	2 186	10
Agriculture	1 073	5	1 010	5
Fabrication et réparation de vêtements (non compris les chaussures)	955	5	813	4
Vente de produits d'art et de précision ..	1 333	7	1 520	7
Divers	11 326	55	11 804	57
<i>Total</i> ...	20 543	100	20 971	100
Répartition géographique des cartes en cours de validité (b)				
<i>Résidents :</i>				
Anvers	3 220	21	3 142	21
Brabant	5 742	37	5 369	36
Flandre Occidentale	616	4	563	4
Flandre Orientale	722	5	682	5
Hainaut	2 014	13	2 147	14
Liège	1 817	12	1 792	12
Limbourg	630	4	630	4
Luxembourg	404	2	337	2
Namur	341	2	320	2
<i>Total</i> ...	15 506	100	14 982	100
<i>Non résidents</i>	1 189		1 255	
<i>Total général</i> ...	16 695		16 237	

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

(b) Une même carte peut couvrir plus d'une profession et/ou plus d'une activité.

(c) Les rubriques « artisans-détaillants » et « autres professions » ont été supprimées.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public	Voie publique	De porte en porte	Marché public et voie publique	Marché public et de porte en porte	Marché public, voie publique et de porte en porte	Marché public, voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Total
							Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	
1^{er} janvier 1960 :											
Anvers	3 123	26	613	19	713	41	817	23	268	8	566
Brabant	3 643	199	715	60	598	38	973	87	211	13	418
Fl. Occidentale ..	1 510	16	293	4	1 085	4	317	5	267	4	781
Fl. Orientale ..	3 107	21	616	31	705	28	714	7	325	5	882
Hainaut	1 573	111	246	28	625	53	896	77	228	20	284
Liège	976	80	219	42	803	47	674	142	273	28	365
Limbourg	537	4	72	2	468	7	178	2	134	3	450
Luxembourg	106	6	28	—	229	9	106	5	66	—	122
Namur	241	12	119	2	324	15	165	8	135	3	154
Pays étrangers ...	1	—	44	—	—	32	3	8	1	14	1
<i>Le Royaume...</i>	14 817	519	2 921	192	5 550	274	4 843	364	1 908	98	4 023
1^{er} janvier 1958 :											
<i>Le Royaume...</i>	15 804	560	2 951	170	5 671	233	5 098	341	1 812	75	4 051
1^{er} janvier 1956 :											
<i>Le Royaume...</i>	17 833	803	3 417	237	6 104	232	5 580	399	2 021	62	4 543

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés				Montant nominal net (en milliers de francs)	Augmen-tations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion			
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée							
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)						
<i>Commerce de détail :</i>										
1952	48	15 585	236	49 295	284	64 880	146 133			
1953	49	23 325	271	62 318	320	85 643	19 920			
1954	36	24 397	283	50 650	319	75 047	66 991			
1955	48	24 055	255	71 160	303	95 215	194 900			
1956	29	57 431	281	69 685	310	127 116	169 458			
1957	32	21 850	288	72 438	320	94 288	103 617			
1958	37	12 535	340	92 097	377	104 632	192 662			
1959	39	23 371	407	120 458	446	143 829	397 306			
1960	29	286 670	430	113 873	459	400 543	380 853			
<i>Commerce de gros et commerce extérieur :</i>										
1952	180	150 382	358	147 244	538	297 626	494 671			
1953	148	114 313	314	118 493	462	232 806	239 412			
1954	155	190 468	311	117 158	466	307 626	313 330			
1955	134	158 068	358	163 547	492	321 615	587 299			
1956	151	192 870	440	179 259	591	372 129	519 881			
1957	143	462 201	487	232 622	630	694 823	445 917			
1958	145	265 275	386	212 925	531	478 200	518 601			
1959	164	149 727	419	182 295	583	332 022	298 536			
1960	193	291 727	525	224 038	718	515 765	549 406			

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1958		1959			1960		
	Total	Commer-	Sociétés	Total	Commer-	Sociétés	Total	
		çants isolés			çants isolés			
<i>Immatriculations principales (a) :</i>								
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	20 054	18 941	2 114	21 055	17 863	2 362	20 225	
Gand	9 715	9 838	497	10 335	9 400	523	9 923	
Liège	8 412	7 833	423	8 256	7 762	434	8 196	
<i>Total ...</i>	38 181	36 612	3 034	39 646	35 025	3 319	38 344	
<i>Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :</i>								
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	17 083	17 194	521	17 715	16 938	601	17 539	
Gand	9 332	9 220	116	9 336	9 510	121	9 631	
Liège	6 462	6 382	98	6 480	6 567	93	6 660	
<i>Total ...</i>	32 877	32 796	735	33 531	33 015	815	33 830	
<i>Différence</i>	<i>+ 5 304</i>	<i>+ 3 816</i>	<i>+ 2 299</i>	<i>+ 6 115</i>	<i>+ 2 010</i>	<i>+ 2 504</i>	<i>+ 4 514</i>	

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Concordats judiciaires (b)			
	1938	1958	1959	1960	1938	1958	1959	1960
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	417	534	554	513	158	67	57	45
Gand	149	203	180	155	56	42	20	26
Liège	89	149	164	149	51	70	70	39
<i>Le Royaume ...</i>	655	886	898	817	265	179	147	110

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne correspondent pas toujours avec celles des faillites traitées, relevées dans la statistique judiciaire.

(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.

Ventes à la consommation

(1953 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives	Magasins à succursales (alimentation)
1952	99	97	98
1953	100	100	100
1954	106	109	103
1955	114	115	107
1956	124	125	120
1957	129	125	123
1958	139	131	131
1959	144	132	138
1960	156	138	144

Sources : Institut National de Statistique.
Banque Nationale de Belgique.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale à clientèle indépendante

(1953 = 100)

PÉRIODE	1955 (a)	1956 (a)	1957 (a)	1958 (a)	1959 (a)	1960 (a)
Janvier	99	106	125	137	130	140
Février	100	116	106	125	128	138
Mars	115	123	115	130	137	151
Avril	107	110	126	140	148	149
Mai	108	128	128	134	140	150
Juin	120	121	124	142	148	160
Juillet	108	117	134	151	158	168
Août	119	136	134	143	150	175
Septembre	117	128	130	143	153	156
Octobre	108	133	147	139	150	147
Novembre	108	202	132	126	134	158
Décembre	125	164	170	162	163	173
<i>L'année (b) ...</i>	111	132	131	139	145	155

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :

en 1955 : 47;
en 1956 : 46;
en 1957 : 43;
en 1958 : 43;
en 1959 : 43;
en 1960 : 39.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel
Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen
1952	4 737	677 737	143,0
1953	6 249	931 128	149,0
1954	6 794	1 046 460	155,0
1955	6 920	1 125 898	162,7
1956	6 934	1 234 333	178,0
1957	5 358	898 390	167,7
1958	5 614	1 025 337	182,6
1959	7 233	1 363 786	188,4
1960	9 612	2 223 995	231,4

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre

MOIS	1958		1959		1960		
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1958 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Indice brut	Indice net (a)
			Indice brut	Indice net (a)			
Janvier	2 374	3 246(b)	137	144	2 344	72	70
Février	2 350	2 179	93	97	2 443	112	110
Mars	2 482	2 472	100	103	2 812	114	111
Avril	2 296	2 343	102	103	2 649	113	112
Mai	2 307	2 311	100	100	2 628	114	112
Juin	2 241	2 398	107	108	2 664	111	109
Juillet	2 120	2 391	113	113	2 496	104	103
Août	2 297	2 382	104	103	2 597	109	109
Septembre	2 232	2 540	114	112	2 997	118	118
Octobre	2 330	2 668	115	112	2 827	106	105
Novembre	2 358	2 483	105	103	2 779	112	111
Décembre	2 244	2 662	119	117	2 786	105	105
<i>L'année...</i>	27 631	30 075	109	109	32 022	106	105
Indice des prix de gros (1953 = 100)	101,7	101,3			102,6		

Sources : Ministère des Finances.

Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Obtenu en divisant l'indice brut par l'indice des prix de gros.

(b) Augmentation résultant, à concurrence de 1040 millions, d'une modification de la comptabilisation.

V

TOURISME

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1951		1953		1955		1956		1957		1958		1959		1960		
	En mil- liers d'uni- tés	Indice (b)															
<i>Etranger :</i>																	
Grande-Bretagne	411	77	535	100	810	151	845	160	971	181	1 222	228	984	184	1 181	221	
France	322	65	497	100	603	121	656	132	840	169	990	199	654	132	820	165	
Pays-Bas	276	82	336	100	394	117	418	124	390	116	438	130	351	104	391	117	
Allemagne (Occidentale)	60	36	168	100	268	160	274	163	302	180	809	481	319	190	389	232	
Suisse	50	91	55	100	61	111	61	111	64	116	219	400	50	91	60	109	
U. S. A.	122	65	189	100	226	120	227	120	221	117	611	323	236	125	296	157	
Autres pays	390	91	428	100	546	128	584	136	642	150	1 212	283	614	143	735	172	
<i>Total ...</i>	1 631	74	2 208	100	2 908	132	3 065	139	3 430	155	5 501	249	3 208	145	3 872	175	
<i>Belgique</i>	4 821	70	6 926	100	8 076	117	8 721	126	10 161	147	9 932	143	11 503	166	11 139	161	
<i>Total général ...</i>	6 452	71	9 134	100	10 984	120	11 786	129	13 591	149	15 433	169	14 711	161	15 011	164	

Sources : Institut National de Statistique.
Commissariat général au Tourisme.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement.
(b) Sur base 1953 = 100.

**Répartition des nuitées par région touristique
et suivant le pays de résidence des touristes en 1960**

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	77,9	42,3	57,8	10,9	68,7
Villes d'art	4,8	45,6	3,5	11,8	15,3
Ardennes-Meuse	10,7	6,7	8,0	1,7	9,7
Autres régions	6,6	5,4	4,9	1,4	6,3
<i>Le Royaume ...</i>	100	100	74,2	25,8	100

Sources : Commissariat général au Tourisme.

Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

**Répartition des nuitées par saison
(en pour-cent)**

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)
1947-1951	23,2	76,8	47,0	53,0	29,2	70,8
1951-1952	18,9	81,1	40,0	60,0	23,7	76,3
1952-1953	21,0	79,0	36,5	63,5	24,7	75,3
1953-1954	22,0	78,0	37,6	62,4	26,3	73,7
1954-1955	22,4	77,6	36,7	63,3	26,2	73,8
1955-1956	22,0	78,0	37,2	62,8	25,9	74,1
1956-1957	20,9	79,1	34,6	65,4	24,4	75,6
1957-1958	21,0	79,0	33,0	67,0	25,0	75,0
1958-1959	19,2	80,8	38,2	61,8	23,5	76,5
1959-1960	19,5	80,5	32,0	68,0	22,7	77,3

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.

(b) Du 1^{er} juin au 30 septembre.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses (a)	Soldes (a)
1953	2,1	2,9	— 0,8	25,0	26,6	— 1,6
1954	2,4	2,5	— 0,1	27,6	28,5	— 0,9
1955	3,0	2,7	+ 0,3	33,3	28,3	+ 5,0
1956	3,8	2,8	+ 1,0	41,6	34,3	+ 7,3
1957	4,3	3,2	+ 1,1	44,4	33,6	+ 10,8
1958	6,2	2,9	+ 3,3	46,1	33,1	+ 13,0
1959	4,5	5,9	— 1,4	41,9	38,3	+ 3,6
1960	5,5	6,9	— 1,4	46,2	42,0	+ 4,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Données rectifiées.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Pé- riode non touris- tique (b) (en mil- liers d'uni- tés)	Période touristique (c) En mil- liers d'uni- tés	En % de la période non touris- tique	Pé- riode non touris- tique (b) (en mil- liers d'uni- tés)	Période touristique (c) En mil- liers d'uni- tés	En % de la période non touris- tique	Pé- riode non touris- tique(b) (en milliers de francs)	Période touristique (c) En milliers de francs	En % de la période non touris- tique
1951.....	5 769	6 399	111	193	278	144	122 042	176 707	145
1953.....	5 751	6 373	111	207	285	137	135 442	187 984	138
1954.....	5 357	6 510	121	199	282	141	129 989	187 166	144
1955.....	5 610	6 572	117	204	289	141	134 059	192 385	144
1956.....	5 920	6 455	109	212	277	131	142 347	189 798	133
1957.....	5 941	6 705	113	210	282	134	146 048	197 715	135
1958.....	6 520	7 609	117	232	337	145	161 022	240 280	149
1959.....	6 269	6 568	105	216	281	130	156 012	210 918	135
1960.....	6 102	6 954	114	208	293	141	153 903	219 955	143

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.

(b) L'année, période juin-septembre exclue.

(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1951	1958	1959	1960	1951	1958	1959	1960
Maisons et centres de vacances	29	28	30	29	3 694	8 744	10 097	10 378
Auberges de jeunesse	38	40	39	39	2 609	3 986	3 328	3 326
Etablissements des Amis de la Nature	17	21	19	19	850	1 516	1 083	1 282
Gîtes d'étapes	31	25	24	26	1 321	1 250	1 227	1 288
<i>Total</i> ...	115	114	112	113	8 474	15 496	15 735	16 274
Nombre de nuitées								
	1951	1958		1959		1960		
Maisons et centres de vacances	188 417	495 541		605 461		646 602		
Auberges de jeunesse	129 890	279 700		167 681		161 765		
Etablissements des Amis de la Nature	28 221	48 144		44 048		45 644		
Gîtes d'étapes	46 615	68 923		59 163		60 105		
<i>Total</i> ...	393 143	892 308		876 353		914 116		

Source : Commissariat général au Tourisme.

Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances

(en pour-cent)

MOIS	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Mai	20	16	15	12	13	7
Juin	24	26	36	29	26	30
Juillet	60	63	69	70	74	76
Août	64	67	70	71	71	73
Septembre	23	19	19	10	9	14
<i>Moyenne par mois</i> .	38	38	45	37	39	40

Source : Commissariat général au Tourisme.

TROISIÈME PARTIE
FINANCES PUBLIQUES
FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

Établissements de machines populaires

	Nombre d'établissements						Nombre d'hommes	
	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Mécanique et métiers du bois	29	36	37	36	36	37	38	37
Altimétrie des boissons	53	49	52	46	49	47	46	45
Établissements des arts de la table	17	18	19	18	19	18	19	19
Autres industries	18	19	19	19	19	19	19	19
Total	113	113	113	113	114	114	114	114
Nombre de salariés								
TOURNAGE SUR FILET								
Mécanique et métiers du bois	106	107	108	109	109	110	111	112
Altimétrie des boissons	20	20	20	20	20	20	20	20
Établissements des arts de la table	10	10	10	10	10	10	10	10
Autres industries	10	10	10	10	10	10	10	10
Total	136	137	138	139	140	141	142	143

Source : Comptes sociaux des Tournants

Coefficients d'occupation dans les industries et entreprises de machines et de métiers populaires

Métier	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Bois	56	58	57	58	58	58	58
Boissons	59	59	59	59	59	59	59
Autres	60	60	60	60	60	60	60
Total	58	59	59	59	59	59	59
Séparations	59	59	59	59	59	59	59
Mécanique métal	59	59	59	59	59	59	59

Source : Comptes sociaux des Tournants

I

FINANCES PUBLIQUES

- | | |
|--|--------------|
| <i>Finances de l'Etat</i> | p. 137 à 145 |
| <i>Finances provinciales et communales</i> | p. 146 à 152 |

I

FINANCES PUBLIQUES

Exécution des budgets de 1950 à 1960 par année civile
 (en millions de francs)

ANNÉE	Budget ordinaire (a)				Budget extraordinaire				Total général		
	Fiscales (c)	Recettes Non fiscales	Total	Dépenses	Solde (b)	Recettes (d)	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1950	58 098	7 943 (e)	66 041	74 762	— 8 721	10 314	21 040	— 10 726	76 355 (e)	95 802	— 19 447
1951	69 647	7 403 (e)	77 050	68 828	+ 8 222	6 235	19 211	— 12 976	83 285 (e)	88 048	— 4 754
1952	71 279	7 394 (e)	78 673	75 955	+ 2 718	4 387	25 339	— 20 952	83 060 (e)	101 294	— 18 234
1953	67 746	6 603	74 349	78 347	— 3 998	3 543	17 256	— 13 713	77 892	95 603	— 17 711
1954	70 682	7 121	77 803	79 241	— 1 438	2 196	17 552	— 15 356	79 999	96 793	— 16 794
1955	75 770	6 016	81 786	81 065	+ 721	3 399 (f)	18 105 (f)	— 14 706	85 186 (f)	99 170 (f)	— 13 984
1956	82 232	6 705	88 937	83 561	+ 5 376	514	15 228	— 14 714	89 452	98 789	— 9 337
1957	89 306	6 983	96 289	92 064	+ 4 225	808	16 358	— 15 550	97 097	108 422	— 11 325
1958	87 847	11 757 (g)	99 604	106 716 (g)	— 7 112	353	16 622	— 16 269	99 957 (g)	123 338 (g)	— 23 381
1959	94 338	7 673	102 011	110 592	— 8 581	3 423	24 370	— 20 947	105 434	134 962	— 29 528
1960	101 986	7 238	109 224	112 049	— 2 825	574	29 772	— 29 198	109 798	141 821	— 32 023

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes et dépenses résultant de la guerre.

(b) Non compris le produit des emprunts consolidés.

(c) Pour l'année 1950, recettes brutes; pour l'année 1951, recettes fiscales ordinaires et extraordinaires nettes.

(d) Y compris l'exécution des accords de Bretton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949.

(e) Y compris les produits d'emprunts émis pour le paiement des dommages de guerre 1914-1918.

(f) Y compris près de 3 milliards de francs correspondant à des redressements d'écritures relatifs aux non-valeurs et restitution d'impôts spéciaux de l'exercice 1951.

(g) Y compris 4 202 millions de francs correspondant à des régularisations d'écritures en vue de comptabiliser la contribution de l'Allemagne dans les frais de stationnement des unités belges.

Exécution des budgets de 1950 à 1960 par exercice
(en millions de francs)

EXERCICE (a) 1950	Budget ordinaire			Budget extraordinaire						Total général						
	Re- cettes	Dé- penses	Solde	Budget extraordinaire propre			Investissements par l'aide Marshall et dépenses en contrepartie de l'aide E.R.P.			Opérations d'assainissement monétaire						
				Re- cettes (b)	Dé- penses	Solde	Re- cettes	Dé- penses	Solde	Re- cettes (c)	Dé- penses	Solde				
1950	63 321	63 081	+	240	4 846	13 297	— 8 451	—	124	— 124	5 581	4 358	+ 1 223	73 748	80 860	— 7 112
1951	76 866	66 686	+ 10 180	370	14 544	— 14 174	—	36	—	36	8 939	8 518	+ 421	86 175	89 783	— 3 608
1952	77 584	76 392	+ 1 192	1 583	20 447	— 18 864	1 189	50	+ 1 139	2 277	3 903	— 1 626	82 633	100 792	— 18 159	
1953	76 733	77 376	—	643	2 626	16 091	— 13 465	87	1 035	—	948	—	—	79 446	94 502	— 15 056
1954	75 771	79 711	— 3 940	2 146	16 478	— 14 342	51	260	—	209	—	—	—	77 968	96 449	— 18 481
1955	82 065	81 001	+ 1 064	296	14 214	— 13 918	46	57	—	11	—	—	—	82 407	95 272	— 12 865
1956	90 314	86 134	+ 4 180	462	10 454	— 9 992	25	18	+ 7	—	—	—	—	90 801	96 606	— 5 805
1957	99 965	94 098	+ 5 867	793	17 655	— 16 862	—	12	—	12	—	—	—	100 758	111 765	— 11 007
1958	95 005	103 204	— 8 199	650	15 322	— 14 672	—	2	—	2	—	—	—	95 655	118 528	— 22 873
1959	102 265	110 462	— 8 197	3 127	24 831	— 21 704	—	—	—	—	—	—	—	105 392	135 293	— 29 901
1960 (d)	109 678	116 483	— 6 805	560	30 310	— 29 750	—	—	—	—	—	—	—	110 238	146 793	— 36 555

Source : Ministère des Finances.

(a) Pour l'exercice 1950, recettes brutes; pour l'exercice 1951, recettes fiscales ordinaires nettes; à partir de 1952, recettes ordinaires et extraordinaires nettes.

(b) Non compris le produit des emprunts consolidés et de l'assainissement monétaire; mais y compris l'exécution des accords de Bretton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949, et la contre-valeur de la réévaluation de l'encaisse-or de la B.N.B.

(c) Les recettes d'impôts spéciaux sont comprises dans les recettes fiscales ordinaires à partir de 1953 (environ un demi-million par exercice depuis cette année).

(d) Données provisoires au 31 juillet 1961.

Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1957 pour compte des exercices 1956 et 1957	Dépenses de l'année 1958 pour compte des exercices 1957 et 1958	Dépenses de l'année 1959 pour compte des exercices 1958 et 1959	Dépenses de l'année 1960 pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses pour l'année 1960	Dépenses pour l'année 1960 par rapport à 1959	Dépenses pour l'année 1960 par rapport à 1959
<i>Dépenses ordinaires :</i>								
Dette publique	17 086	17 236	17 658	18 846		+ 422		+ 1 188
Pensions	12 925	15 169	16 524	16 305		+ 1 355		- 219
Non-valeurs et remboursements	459	468	446	340		- 22		- 106
Personnel	19 058	20 846	21 716	23 548		+ 870		+ 1 832
Matériel	6 713	6 697	7 384	7 259		+ 687		- 125
Subventions	30 915	35 775	39 255	39 945		+ 3 480		+ 690
Travaux	963	1 061	999	852		- 62		- 147
Autres dépenses ordinaires	3 945	9 464	6 610	4 954		- 2 854		- 1 656
<i>Total . . .</i>	92 064	106 716	110 592	112 049		+ 3 876		+ 1 457
<i>Dépenses extraordinaires :</i>								
Dette publique	501	1 056	2	1 855		- 1 054		+ 1 853
Avances	1 111	959	3 348	3 266		+ 2 389		- 82
Participations	168	433	450	4 921		+ 71		+ 4 471
Immobilisations nouvelles (a)	13 814	12 996	15 224	14 795		+ 2 228		- 429
Restauration du domaine public	635	508	504	533		- 58		+ 29
Aide Marshall et E.R.P.	12	3	—	—		- 3		- 440
Autres dépenses	—	655	4 842	4 402		+ 4 187		-
Résorption du chômage	117	12	—	—		- 12		-
<i>Total . . .</i>	16 358	16 622	24 370	29 772		+ 7 748		+ 5 402
<i>Total général . . .</i>	108 422	123 338	134 962	141 821		+ 11 624		+ 6 859

Source : Ministère des Finances.

(a) Les opérations du Fonds des Routes, créé par la loi du 9 août 1955 (*Moniteur belge* du 2 septembre 1955), ne sont pas reprises au budget extraordinaire.

Dépenses budgétaires
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1958 pour compte des exercices 1957 et 1958	Dépenses pour compte des exercices 1958 et 1959	Dépenses pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses 1959 par rapport à 1958	Dépenses 1960 par rapport à 1959	Dépenses 1960 par rapport à 1958
Budget de la Dette publique	18 292	17 660	20 701	- 632	+ 3 041	+ 3 041
Budget des Pensions	15 169	16 523	16 305	+ 1 354	- 218	- 218
Budget des Non-Valeurs et Remboursements	468	446	340	- 22	- 106	- 106
Budget du Ministère de l'Intérieur	9 609	8 159	8 980	- 1 450	+ 821	+ 821
Budget du Ministère de la Justice	1 877	1 911	2 071	+ 34	+ 160	+ 160
Budget du Ministère des Communications	12 852	13 325	12 374	+ 473	- 951	- 951
Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction	5 872	8 582	8 454	+ 2 710	- 128	- 128
Budget des Ministères du Travail et de la Prévoyance sociale	9 597	12 946	10 749	+ 3 349	- 2 197	- 2 197
Budget du Ministère de l'Instruction publique	11 595	14 448	19 203	+ 2 853	+ 4 755	+ 4 755
Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille	4 150	5 997	4 813	+ 1 847	- 1 184	- 1 184
Budget de la Gendarmerie	1 392	1 425	1 569	+ 33	+ 144	+ 144
Budget du Ministère des Finances	5 878	8 712	8 482	+ 2 834	- 230	- 230
Budgets des Ministères des Affaires économiques et des Classes moyennes	2 851	3 437	2 324	+ 586	- 1 113	- 1 113
Budgets des Dations et des autres départements ministériels .	2 762	4 492	8 251 (a)	+ 1 730	+ 3 759	+ 3 759
<i>Total</i> ...	102 364	118 063	124 616	+ 15 699	+ 6 553	+ 6 553
Budget du Ministère de la Défense nationale	20 974	16 898	17 205	- 4 076	+ 307	+ 307
<i>Total général</i> ...	123 338	134 961	141 821	+ 11 623	+ 6 860	+ 6 860

Source : Ministère des Finances.

(a) Dont 4 115 millions de francs pour le budget spécial d'assistance.

Recettes fiscales ordinaires nettes (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954 (exer- cice 1953- exer- cice 1954)	1955 (exer- cice 1954)	1956 (exer- cice 1955- exer- cice 1956)	1957 (exer- cice 1956- exer- cice 1957)	1958 (exer- cice 1957- exer- cice 1958)	1959 (exer- cice 1958- exer- cice 1959)	1960 (exer- cice 1959- exer- cice 1960)
<i>Contributions directes :</i>							
Contribution foncière	469	454	424	451	459	491	438
Taxe mobilière	3 690	3 878	3 412	3 746	3 444	3 517	4 067
Taxe professionnelle	18 192	18 750	20 957	23 806	23 692	24 587	27 427
Impôt complémentaire personnel	2 541	2 696	2 925	3 634	3 775	3 750	4 043
Contribution nationale de crise	1 905	1 823	1 844	2 017	1 869	1 920	2 171
Taxe de circulation automob.	1 780	1 941	2 110	2 238	2 411	2 568	2 700
Recettes sur exercices clos	3 247	1 972	2 110	2 012	601	1 380	178
Divers	707	621	563	665	576	545	533
<i>Total ...</i>	32 531	32 135	34 345	38 569	36 827	38 758	41 557
<i>Douanes et accises :</i>							
Douanes	4 577	4 990	5 536	6 031	5 802	5 370	6 006
Accises	7 930	9 671	10 102	10 477	11 365	13 374	14 907
Taxe de consommation	691	668	677	712	717	638	775
Divers	271	291	232	279	281	250	304
<i>Total ...</i>	13 469	15 621	16 547	17 499	18 165	19 632	21 992
<i>Enregistrement :</i>							
Droits d'enregistrement ...	2 522	2 752	3 044	3 624	3 037	3 653	4 024
Timbre et taxes assimilées ..	20 693	23 561	26 564	27 702	27 630	30 075	32 022
Divers	1 468	1 702	1 799	1 903	2 188	2 199	2 391
<i>Total ...</i>	24 683	28 015	31 407	33 229	32 855	35 927	38 437
<i>Total général ...</i>	70 683	75 771	82 299	89 297	87 847	94 338	101 986
<i>En pour-cent du total</i>							
<i>Contributions directes</i>	46,0	42,4	41,7	43,2	41,9	41,1	40,7
<i>Douanes et accises</i>	19,1	20,6	20,1	19,6	20,7	20,8	21,6
<i>Enregistrement</i>	34,9	37,0	38,2	37,2	37,4	38,1	37,7
<i>Total ...</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Finances.

(a) Par année civile, sans distinction d'exercice, non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux et, à partir de l'exercice 1956, les sommes attribuées au Trésor de la Colonie.

(b) Non compris les recettes pour l'année 1954, résultant du relèvement des droits d'accises sur les huiles légères minérales (loi du 26 juillet 1952. *Moniteur belge* des 1-2 septembre 1952) et qui sont reprises au budget extraordinaire pour 1 169 millions de francs.

Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Droits d'accise :</i>							
Bières	1 159	1 185	1 220	1 277	1 272	1 330	1 325
Eaux-de-vie	586	574	580	605	620	552	672
Huiles minérales	2 663	4 331	4 591	4 701	5 093	6 476	7 687
Glucoses et autres sucrens non cristallisables	5	4	4	5	6	7	7
Sucrens et sirops de raffinage	161	163	175	165	172	178	174
Eaux minérales	180	212	210	255	256	302	293
Tabacs	3 172	3 198	3 317	3 463	3 938	4 083	4 248
Boissons fermentées mousseuses	4	4	4	6	6	28	34
Boissons fermentées de fruits (a).....	—	—	—	—	—	417	466
<i>Taxe spéciale de consommation :</i>							
Alcools et eaux-de-vie	690	668	677	712	717	638	775
<i>Total</i>	8 621	10 340	10 778	11 189	12 082	14 012	15 682
Droits supplémentaires sur huiles minérales légères (b)	1 169	—	—	—	—	—	—
Taxe d'ouverture	120	82	82	90	74	63	64

Source : Ministère des Finances.

(a) Droits d'accises à l'importation en remplacement des droits d'entrée perçus avant le 1^{er} janvier 1959 (arrêté royal du 17 décembre 1958, *Moniteur belge* du 25 décembre 1958).

(b) Incorporés aux droits d'accises ordinaires des huiles minérales à partir de l'exercice 1955.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au timbre
(en millions de francs)

MOIS	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Janvier	1 684	1 848	2 023	2 284	2 374	3 246(a)	2 344
Février.....	1 559	1 775	2 189	2 282	2 350	2 179	2 443
Mars	1 709	1 834	2 163	2 352	2 482	2 472	2 812
Avril	1 634	1 739	2 132	2 275	2 296	2 343	2 649
Mai	1 746	1 818	2 180	2 342	2 307	2 311	2 628
Juin	1 641	1 870	2 289	2 341	2 241	2 398	2 664
Juillet	1 698	2 076	2 303	2 170	2 119	2 391	2 496
Août.....	1 786	1 937	2 194	2 229	2 297	2 382	2 597
Septembre	1 799	2 095	2 174	2 344	2 232	2 540	2 997
Octobre	1 768	2 139	2 213	2 277	2 330	2 668	2 827
Novembre	1 839	2 220	2 344	2 436	2 358	2 483	2 779
Décembre	1 830	2 210	2 360	2 370	2 244	2 662	2 786
<i>Total</i>	20 693	23 561	26 564	27 702	27 630	30 075	32 022

Source : Ministère des Finances.

(a) Dont 1 040 millions résultant d'une modification dans la comptabilisation des timbres fiscaux vendus par l'Administration des Postes et par les Douanes et Accises.

Recettes non fiscales par année civile
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960
1. Recettes non fiscales proprement dites :		
Chap. I. Taxes, péages et redevances	3 730	4 062
Chap. II. Revenus patrimoniaux d'exploitation et financiers	1 274	1 287
Chap. III. Remboursements	1 591	1 140
Chap. IV. Produits divers	806	623
<i>Total</i> ...	7 401	7 112
2. Recettes résultant de la guerre	272	126
<i>Total général</i> ...	7 673	7 238

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la situation de la Trésorerie (a)
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1959		1960	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Découvert des opérations budgétaires		26,1		26,5
Fonds de tiers		1,0		0,2
Encaisse des comptables	1,4			1,6
	1,4	27,1		28,3
Finance				
Produit des emprunts consolidés	21,5		27,2	
Dette flottante intérieure :				
Banque Nationale	0,4			2,2
Banques belges		0,4	0,2	
Parastataux	5,8			3,1
Congo et Ruanda-Urundi		5,1		1,1
Comptes chèques postaux	2,2		2,7	
Certificats divers		0,3	0,1	
Certificats moyen terme marché		2,4		6,1
Dette flottante extérieure	4,0		10,5	
	35,3	35,3	40,7	40,7

Source : Ministère des Finances.

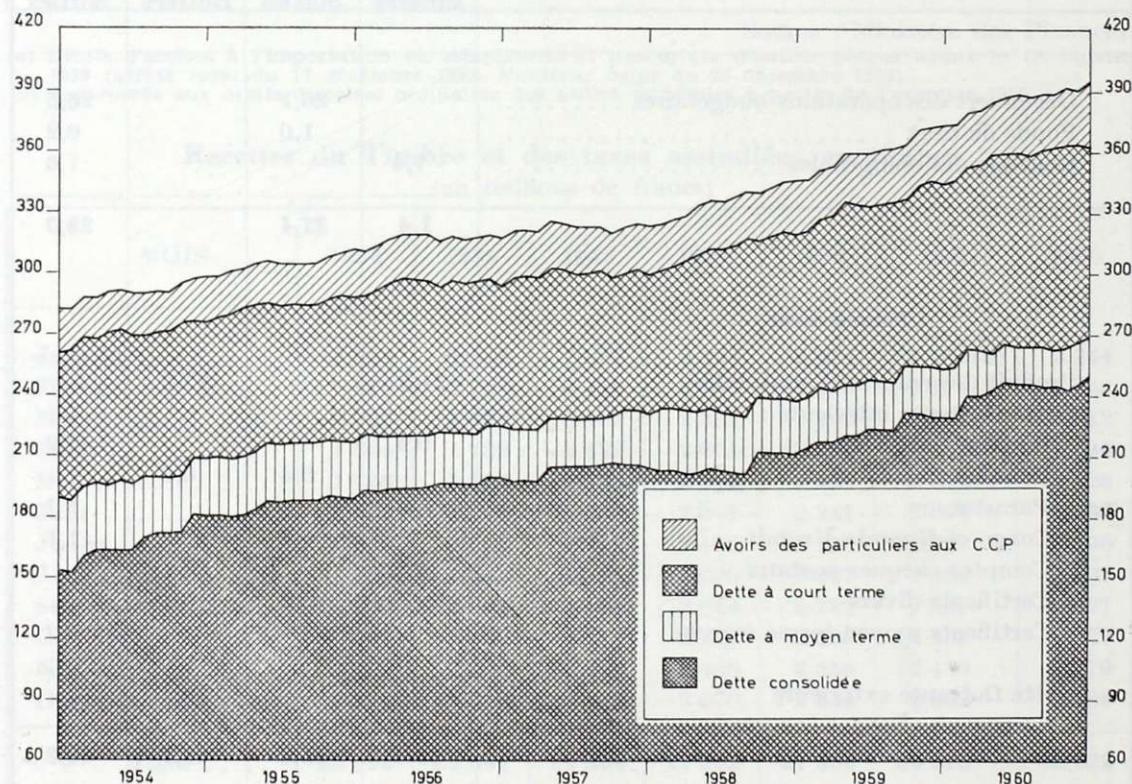
(a) Les données concernant la situation de Trésorerie reflètent les recettes et les dépenses réelles, après élimination des mouvements purement comptables.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Dette en francs belges :</i>	275,9	287,3	292,5	296,5	315,3	338,5	350,0
Dette consolidée	165,1	171,5	182,1	186,3	193,3	210,6	231,0
Dette à moyen terme	25,8	25,8	24,4	25,6	26,1	23,0	18,1
Dette à court terme	62,6	67,1	62,1	60,9	70,6	75,8	68,6
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux ..	22,4	22,8	23,9	23,7	25,4	29,0	32,4
<i>Dette en monnaies étrangères :</i> ..	22,3	24,3	25,3	27,1	30,4	35,1	46,1
Dette consolidée	15,7	17,4	17,4	18,3	17,8	18,5	19,1
Dette à moyen terme	2,0	2,1	1,8	1,1	0,8	1,4	1,5
Dette à court terme	4,6	4,9	6,6	7,7	11,7	15,2	25,5
<i>Total général...</i>	298,2	311,6	317,8	323,6	345,6	373,5	396,1
<i>Evolution d'une année à l'autre</i>	+ 15,9	+ 13,4	+ 6,2	+ 5,8	+ 22,0	+ 27,9	+ 22,6

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,3 milliards de francs.

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Dette flottante (a)	— 11 024	+ 5 282	— 4 441	+ 688	+ 15 535	+ 9 877	+ 1 652
Dette consolidée	+ 26 982	+ 8 089	+ 10 677	+ 5 100	+ 6 490	+ 18 031	+ 20 931
dont : directe en francs belges . .	(+ 24 599)	(+ 2 072)	(+ 9 971)	(+ 2 914)	(+ 5 391)	(+ 15 313)	(+ 20 786)
directe en monnaies étrangères	(+ 1 098)	(+ 1 713)	(+ 47)	(+ 928)	(— 484)	(+ 689)	(— 289)
indirecte en francs belges . .	(+ 1 296)	(+ 4 311)	(+ 663)	(+ 1 270)	(+ 1 583)	(+ 2 038)	(— 410)
indirecte en monnaies étrangères	(— 11)	(— 7)	(— 4)	(— 12)	(—)	(— 9)	(+ 844)
<i>Total . .</i>	+ 15 958	+ 13 371	+ 6 236	+ 5 787	+ 22 025	+ 27 908	+ 22 583

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen terme.

Relations financières : Etat — Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960 (a)
Charges					
<i>Interventions.</i>					
A. Dans les dépenses courantes .	11 162	12 080	12 879	13 375	14 876
1. Fonctionnement	3 638	4 048	4 328	4 833	6 090
a) Appareil civil	(5)	(47)	(97)	(9)	(8)
b) Enseignement.....	(3 633)	(4 001)	(4 231)	(4 824)	(6 082)
2. Intérêt	46	63	67	67	77
3. Transferts de revenus....	1 194	1 275	1 291	1 298	1 327
4. De nature générale	6 284	6 694	7 193	7 177	7 382
B. Dans les dépenses de capital	3 169	2 540	2 614	3 424	3 006
1. Investissements nouveaux	1 897	2 107	1 807	2 203	2 065
2. Dommages de guerre	421	125	216	209	235
3. Travaux exécutés par chômeurs	832	293	580	1 000	693
4. Amortissement de la dette	19	15	11	12	13
<i>Total</i> ...	14 331	14 620	15 493	16 799	17 882
Ressources					
<i>Remboursements</i>					
Pour les dépenses courantes ...	4	64	9	61	92
Pour les dépenses de capital ...	1	10	3	1	1
<i>Total</i> ...	5	74	12	62	93
<i>Solde</i> ...	— 14 326	— 14 546	15 481	16 737	— 17 789

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.

Budgets provinciaux pour 1959 et 1960(a)
(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1959	1960	1959	1960	1959	1960
Anvers	370,1	369,0	403,2	388,8	— 33,1	— 19,8
Brabant	534,1	617,6	538,4	628,5	— 4,3	— 10,9
Flandre occident. .	158,7	151,3	190,7	181,3	— 32,0	— 30,0
Flandre orientale .	184,9	204,1	206,8	200,7	— 21,9	+ 3,4
Hainaut	548,9	632,0	537,4	604,8	+ 11,5	+ 27,2
Liège	463,8	492,2	491,0	543,4	— 27,2	— 51,2
Limbourg.....	329,2	330,2	366,8	373,3	— 37,6	— 43,1
Luxembourg	78,9	72,1	88,8	81,0	— 9,9	— 8,9
Namur	111,7	139,1	107,8	122,8	+ 3,9	+ 16,3
<i>Total</i> ...	2 780,3	3 007,6	2 930,9	3 124,6	— 150,6	— 117,0

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Budgets initiaux propres à l'exercice.

**Rendement des impositions provinciales
d'après les budgets de 1954 à 1960
pour l'ensemble des provinces**
(en millions de francs)

NATURE DES IMPÔTS	Exercice						
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Centimes additionnels à la contribu- tion foncière	214,9	259,3	303,4	374,7	429,8	542,6	685,6
Autres impôts provinciaux	300,4	328,8	348,0	395,7	411,2	428,1	439,6
<i>Total</i> ...	515,3	588,1	651,4	770,4	841,0	970,7	1 125,2

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

Répartition des dépenses provinciales (a)

Exercices 1954 à 1960

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Administration	102,5	97,3	100,2	107,2	124,0	131,8	143,6
Justice-Cultes	18,1	17,2	17,0	16,2	15,2	14,2	16,6
Beaux-arts	61,5	70,1	83,3	95,4	94,3	92,6	89,0
Instruction publique .	665,1	755,8	797,9	913,7	983,8	1 085,6	1 097,2
Assistance publique .	167,4	160,7	130,2	172,8	119,2	131,4	142,0
Pensions	61,7	56,9	55,7	77,5	83,1	95,7	107,5
Dette	289,4	347,9	400,0	423,2	457,6	502,2	567,4
Transferts	10,8	11,6	5,3	15,8	14,8	17,8	6,1
Hygiène	94,3	99,8	104,4	114,7	124,2	136,1	189,5
Agriculture (b)	18,6	21,3	23,4	26,6	29,4	31,1	66,3
Routes et travaux publics	353,3	359,7	349,2	348,6	340,4	341,3	349,3
Entreprises	166,2	177,9	195,8	212,9	244,3	285,0	301,3
Patrimoine.....	43,6	48,4	43,3	65,1	65,5	66,1	48,8
<i>Total ...</i>	2 052,5	2 224,6	2 305,7	2 589,7	2 695,8	2 930,9	3 124,6

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.

(b) Ce chapitre est intitulé « Economie » à partir de 1960.

Budgets et comptes communaux (a)

(en millions de francs)

EXERCICE	Recettes		Dépenses		Solde	
	Budget	Compte	Budget	Compte	Budget	Compte
1951	20 226	21 643	22 793	20 379	— 2 567	+ 1 264
1952	20 323	21 954	22 656	20 711	— 2 333	+ 1 243
1953	19 998	22 457	21 527	21 167	— 1 529	+ 1 290
1954	19 065	21 433	21 187	20 148	— 2 122	+ 1 285
1955	19 661	22 130	22 528	22 214	— 2 867	— 84
1956	20 825	23 310	24 157	23 502	— 3 332	— 192
1957	21 660	24 681	25 339	25 595	— 3 679	— 914
1958	22 778	25 798	27 376	28 133	— 4 598	— 2 335
1959	24 516	25 736	30 681	29 089	— 6 165	— 3 353
1960	24 468	..	31 574	..	— 7 106	..

Sources : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

(a) Exercice général.

Crédit Communal de Belgique.

Budgets communaux pour 1959 et 1960 (a)

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1959	1960(b)	1959	1960(b)	1959	1960
Anvers	5 112	5 155	5 581	5 613	— 469	— 458
Brabant	5 759	6 027	6 390	6 612	— 631	— 585
Flandre occident. .	1 937	1 695	2 038	1 782	— 101	— 87
Flandre orientale .	3 059	2 821	3 277	3 025	— 218	— 204
Hainaut	2 490	2 693	2 880	3 098	— 390	— 405
Liège	2 896	3 122	3 429	3 662	— 533	— 540
Limbourg.....	925	727	1 004	807	— 79	— 80
Luxembourg	541	530	639	638	— 98	— 108
Namur	808	769	874	842	— 66	— 73
<i>Total ...</i>	23 527	23 539	26 112	26 079	— 2 585	— 2 540

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.

(b) L'importante réduction en 1960, des recettes et dépenses dans certaines provinces provient de ce que, par suite du pacte scolaire (loi du 29 mai 1959, *Moniteur belge* du 19 juin 1959), les communes qui, précédemment, avaient adopté des écoles libres, n'ont plus eu à inscrire à leurs budgets de 1960, les traitements des instituteurs de ces écoles ni, partant, les subventions de l'Etat y afférentes.

Versements à effectuer par le Trésor aux communes

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960
Fonds des Communes	4 537	4 801	5 425	5 359	5 217
Fonds d'Assistance publique	1 192	1 254	1 290	1 297	1 325
Fonds des quatre grandes villes	600	600	600	600	600
Suppléments aux traitements des instituteurs	627	250	290	129	26
Fonds spécial et intervention spéciale	200	490	320	470	810
<i>Total ...</i>	7 157	7 395	7 925	7 855	7 978

Source : Crédit Communal de Belgique.

Additionnels communaux à la contribution foncière

CENTIMES ADDITIONNELS	Nombre de communes						
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
0 à 200	335	142	67	50	47	26	14
201 à 300	320	94	9	6	5	5	5
301 à 400	747	799	557	339	301	195	125
401 à 500	940	1 039	1 121	483	342	166	84
501 à 600	243	393	549	1 047	974	498	196
Plus de 600	81	199	363	741	997	1 773	2 239
<i>Total</i> ...	2 666	2 666	2 666	2 666	2 666	2 663	2 663

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

Crédits et subventions aux administrations régionales et locales

(en millions de francs)

ANNÉE	Crédits consentis par le Crédit Communal de Belgique	Subventions de l'Etat	Total
1953	2 565	2 592	5 157
1954	3 650	2 278	5 928
1955	4 315	2 261	6 576
1956	3 562	2 329	5 891
1957	2 603	2 389	4 992
1958	3 594	2 196	5 790
1959	5 640	2 760	8 400
1960	4 850(a)	2 307	7 157

Source : Crédit Communal de Belgique.

(a) Dont 290 millions de prêts dont la charge financière incombe à l'Etat, en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959 (*Moniteur belge* du 7 novembre 1959).

Répartition des dépenses communales
Exercices 1953 à 1960 (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Exercices précédents	2 558	1 762	2 246	2 598	2 819	3 273	4 569	5 495
Patrimoine	456	457	470	487	497	538	571	678
Administration	1 551	1 573	1 597	1 619	1 732	1 882	1 958	2 021
Police - Sûreté - Pompiers	1 482	1 540	1 566	1 606	1 713	1 840	1 962	2 043
Entreprises	1 920	2 015	1 817	1 961	2 119	2 288	2 359	2 349
Assistance publique	1 688	1 765	1 901	1 957	1 882	2 012	2 284	2 465
Santé publique	674	699	711	737	785	832	891	943
Routes et travaux publics	2 107	2 048	2 342	2 391	2 183	2 220	2 416	2 548
Culte	90	93	108	101	110	118	125	134
Instruction	4 396	4 560	4 742	5 305	5 742	6 078	6 451	5 205 (b)
Beaux-arts	351	352	381	393	430	488	521	537
Pensions	1 290	1 346	1 423	1 555	1 653	1 876	2 020	2 123
Dette	2 573	2 632	2 879	3 125	3 365	3 590	4 199	4 674
Transferts	392	346	345	321	309	341	355	359
<i>Total</i> ...	21 528	21 188	22 528	24 156	25 339	27 376	30 681	31 574

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Résultats généraux des budgets initiaux.

(b) L'explication de la réduction des dépenses d'instruction publique figure au tableau « Budgets communaux pour 1959 et 1960 » à la page 149.

Bilans comparatifs au 31 décembre du Crédit Communal de Belgique
(en millions de francs)

ACTIF	1956	1957	1958	1959	1960	PASSIF	1956	1957	1958	1959	1960
I. Intervention en faveur des pouvoirs locaux						I. Appel au marché des capitaux					
— Annuités à échoir (a) .	35 265	35 806	38 310	38 811	43 882	A. Long terme :					
— Prêts à court et à moyen terme	13 898	13 256	12 615	7 755	7 436	— Obligations et primes à échoir	32 014	35 452	41 980	45 910	51 682
— Prêts à long terme	16 220	17 789	19 920	24 125	29 085	B. Moyen terme :					
— Comptes courants débiteurs et ouvertures de crédit	1 499	1 290	1 001	2 034	2 125	— Bons de caisse à échoir	8 277	9 635	11 518	11 069	10 494
						— Comptes à terme des administrations publiques	15 673	17 935	20 692	24 767	29 752
						— Carnets de dépôts	1 574	1 807	2 236	2 888	3 210
						C. A vue :					
						— Comptes courants créditeurs « Subsides et Prêts »	1 910	1 371	1 811	2 499	2 590
						— Comptes courants créditeurs à vue	2 470	2 860	3 051	2 559	3 064
II. Autres interventions	249	414	175	299	261	II. Moyens divers	6 997	6 742	5 799	1 654	2 060
— Débiteurs divers	211	372	125	252	213	— Coupons à échoir et accessoires	4 948	4 612	4 290	—	—
— Avances à divers (avec gages)	38	42	50	47	48	— Bénéfices bruts à échoir	335	321	307	—	—
						— Créditeurs divers	836	763	126	330	361
						— Obligations, bons de caisse échus et intérêts	472	556	466	522	732
						— Intérêts courus sur passifs divers	406	490	610	802	967
III. Immobilisés et réalisables	4 297	6 829	10 231	9 257	10 490	III. Moyens propres	800	785	840	720	776
— Immeubles	9	9	9	9	9	— Capital	558	558	558	558	558
— Actionnaires	487	487	487	—	— Fonds de réserve	180	227	282	162	218	
— Portefeuille-titres	2 237	2 313	2 428	3 109	3 857						
— Placements provisoires	750	3 250	6 150	5 175	6 032						
— Intérêts courus sur actifs divers	78	100	168	170	181						
— Caisse et banque	676	407	649	507	293						
— Frais d'émissions d'emprunts	60	263	340	287	118						
Total général	39 811	43 049	48 716	48 367	54 633	IV. Compte de résultat :					
						— Solde du compte de profits et pertes	62	70	97	83	115
						Total général	39 811	43 049	48 716	48 367	54 633

Sources : Crédit Communal de Belgique. Institut National de Statistique.

(a) Depuis 1959, cette rubrique a été intitulée « Prêts à long terme remboursables par annuités constantes » et correspond à la valeur actuelle globale au 31 décembre 1960 des annuités à échoir.

II

MONNAIE ET CRÉDIT

<i>Stock monétaire et avoirs extérieurs nets</i>	<i>p. 155 à 160</i>
<i>Marché de l'argent</i>	<i>p. 161 à 168</i>
<i>Marché des capitaux</i>	<i>p. 169 à 180</i>

Evolution du stock monétaire

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Mouve- ments du stock moné- taire par période	
				Détenue par les entreprises et particuliers (b)		Stock de monnaie scrip- turale				
	Billets de la Banque Natio- nale de Belgique	Stock de monnaie fidu- ciaire (a)	Détenu par le Trésor et les pouvoirs publics subor- donnés	Comptes- courants à la Banque Natio- nale de Belgique	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Total banques et établis- sements para- stataux (a)	Total du stock moné- taire			
1952 Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5
1953 Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3
1954 Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6
1955 Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5
1956 Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3
1957 Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0
1958 Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5
1959 Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3
1960 Janvier	5,6	116,6	119,6	6,6	0,4	24,3	59,9	84,6	91,2	210,8
Février	5,6	115,5	118,5	7,2	0,3	24,6	59,3	84,2	91,4	209,9
Mars	5,6	115,9	118,8	7,5	0,3	24,5	61,4	86,2	93,7	212,5
Avril	5,6	117,5	120,5	6,8	0,3	24,8	62,2	87,3	94,1	214,6
Mai	5,6	118,0	120,8	7,7	0,4	25,6	63,0	89,0	96,7	217,5
Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9
Juillet	5,7	121,5	124,2	7,8	0,4	25,3	60,5	86,2	94,0	218,2
Août	5,7	120,1	123,0	7,8	0,5	25,0	58,6	84,1	91,9	214,9
Septembre	5,7	120,6	123,6	8,6	0,5	24,5	57,0	82,0	90,6	214,2
Octobre	5,7	120,5	123,4	7,4	0,4	24,8	57,9	83,1	90,5	213,9
Novembre	5,7	118,9	121,7	7,4	0,5	25,0	57,8	83,3	90,7	212,4
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3	0,7	26,9	58,7	86,3	93,6	220,4

(a) Déduction faite des encassés des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Bilans intégrés d...

(en milliards)

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires	Avoirs extérieurs nets		
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor				
		Dépôts en francs belges (a)	Dépôts en devises					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)		
1954 Juin	182,3	19,6	1,6	0,1	203,6	47,8		
Septembre	180,2	20,2	1,4	0,1	201,9	47,9		
Décembre	183,6	21,3	2,0	0,1	207,0	48,3		
1955 Mars	184,7	22,3	1,7	0,1	208,8	51,4		
Juin	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8		
Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4		
Décembre	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7		
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5		
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5		
Septembre	196,0	23,6	2,6	—	222,2	56,4		
Décembre	198,3	22,3	3,2	—	223,8	54,0		
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	—	224,8	50,4		
Juin	201,9	21,9	3,3	—	227,1	51,5		
Septembre	194,4	22,1	3,9	—	220,4	49,3		
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1		
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2		
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2		
Septembre	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1		
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1		
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3		
Juin	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7		
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2		
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7		
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8		
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5		
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2		
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,2		

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

Organismes monétaires

(en francs)

Créances sur l'Etat	Créances sur les pouvoirs publics			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
121,6	0,2	1,8	123,6	38,2	46,2	— 2,5	+ 1,0	— 4,5
120,7	—	2,1	122,8	38,8	47,0	— 2,7	+ 0,8	— 5,7
119,9	1,2	2,8	123,9	41,7	49,8	— 2,9	+ 1,0	— 5,0
120,4	0,1	2,5	123,0	41,4	49,6	— 3,2	+ 1,3	— 5,1
121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	— 3,4	+ 1,3	— 5,2
120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	— 3,5	+ 1,3	— 6,3
122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	— 3,8	+ 1,3	— 6,2
121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	— 4,0	+ 1,1	— 6,6
124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	— 4,1	+ 1,4	— 5,1
123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	— 4,2	+ 1,4	— 6,2
123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	— 4,3	+ 1,2	— 7,1
128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	— 4,4	+ 1,2	— 5,8
127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	— 4,4	+ 1,0	— 5,4
124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	— 4,5	+ 1,3	— 6,3
121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	— 4,9	+ 2,3	— 6,1
122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	— 5,3	+ 2,8	— 5,6
125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	— 5,8	+ 3,0	— 4,2
120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	— 6,3	+ 3,6	— 4,7
126,4	4,1	2,1	132,6	43,7	56,3	— 6,6	+ 4,1	— 5,8
129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	— 6,8	+ 4,4	— 5,6
129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	— 6,9	+ 4,7	— 3,8
128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	— 6,9	+ 5,3	— 4,5
132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	— 6,9	+ 5,1	— 5,4
133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	— 6,9	+ 5,6	— 6,0
136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	— 7,0	+ 5,6	— 5,6
142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,1	— 7,2	+ 5,3	— 8,2
135,9	5,8	4,7	146,4	52,8	65,4	— 7,6	+ 4,9	— 9,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des variations
(en milliers de francs)

	PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock et des liquidités quasi monétaires	Opération avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics)
				(1)	(2)	(3)	(4)
1955	1 ^{er} trimestre	+ 1,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4
	2 ^e trimestre	+ 2,9	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5
	3 ^e trimestre	- 0,2	-	- 0,2	+ 1,7
	4 ^e trimestre	+ 5,1	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5
	Total	+ 8,9	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1
1956	1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2
	2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9
	3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0
	4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3
	Total	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8
1957	1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2
	2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1
	3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5
	4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1
	Total	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3
1958	1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9
	2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6
	3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8
	4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6
	Total	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9
1959	1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1
	2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3
	3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3
	4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8
	Total	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7
1960	1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7
	2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1
	3 ^e trimestre	- 5,7	+ 2,4	- 2,4	- 4,6
	4 ^e trimestre	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1	+ 1,9
	Total	+ 4,1	+ 5,8	+ 10,5	+ 1,9

stock monétaire

f ncs)

Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers		
de l'Etat	des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes							
cession le titres la dette	par cession nette de devises	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
+ 0,4	+ 1,8	- 0,6	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1		
-	- 1,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,7	- 0,2	+ 0,1	- 0,2		
- 0,3	-	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 0,2	-	- 1,2		
+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,1	- 0,7	+ 2,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,2		
+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	+ 2,4	- 0,4	+ 2,7	- 0,9	+ 0,2	- 1,3		
- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1		
+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4		
- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	-	- 1,2		
- 0,1	- 1,2	+ 0,6	-	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8		
+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7		
+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	-	+ 1,0		
- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	-	- 0,2	+ 0,5		
- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	-	- 0,1	+ 0,2	- 1,0		
- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2		
- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7		
- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3		
+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4		
- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3		
+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3		
+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9		
+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1		
+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9		
- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	-	-	- 1,1		
+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	-	- 0,3	- 1,0		
+ 7,0	- 4,0	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1		
- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	-	+ 0,6	- 0,6		
+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5		
+ 7,3	- 1,8	- 0,8	-	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5		
- 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8		
+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,1	- 3,4		

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique (a)
Situation à fin de mois
 (en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Avoirs nets en accords internationaux avec les pays de l'O.E.C.E.	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolutions des avoirs extérieurs		
						1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Décembre		35,2	1,4	15,1	— 0,7	51,0		
Décembre		38,8	0,9	14,0	— 1,3	52,4		
Décembre		38,9	3,3	9,2	— 0,9	50,5		
Décembre		46,4	0,2	9,6	— 0,1	56,1		
Décembre		46,2	1,0	9,4	0,3	56,9		
Décembre		45,8	1,9	8,3	1,0	57,0		
Décembre		63,5	1,5	8,7	0,4	74,1		
Décembre		56,7	4,4	5,2	— 0,5	65,8		
Janvier		57,2	4,8	5,1	— 0,6	66,5		
Février		58,8	4,3	5,0	— 0,5	67,6		
Mars		59,2	5,6	5,1	— 0,4	69,5		
Avril		59,8	6,4	5,1	— 0,4	70,9		
Mai		59,1	7,4	5,1	— 0,4	71,2		
Juin		59,5	7,8	5,0	— 0,4	71,9		
Juillet		58,7	4,1	4,6	— 0,5	66,9		
Août		54,7	4,7	4,4	— 0,6	63,2		
Septembre		54,7	6,3	3,8	—	64,8		
Octobre		55,6	8,4	3,6	— 0,5	67,1		
Novembre		57,9	9,0	3,5	— 0,5	69,9		
Décembre		58,5	12,6	3,3	— 0,7	73,7		

Source : Banque Nationale de Belgique

(a) A l'exclusion de certains avoirs qui ne sont pas à vue, et notamment de la créance sur le F. M. I. et du portefeuille sur l'étranger.

**Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation
aux entreprises et particuliers**

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique			Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1951 Décembre	36,2	5,9	42,1	1,3	0,6	1,9	44,0
1952 Décembre	36,5	6,8	43,3	2,5	1,4	3,9	47,2
1953 Décembre	38,7	6,7	45,4	2,1	1,1	3,2	48,6
1954 Décembre	41,7	8,1	49,8	1,7	1,6	3,3	53,1
1955 Décembre	44,4	7,6	52,0	3,1	1,0	4,1	56,1
1956 Décembre	49,0	9,4	58,4	3,2	1,1	4,3	62,7
1957 Décembre	52,3	9,2	61,5	3,2	1,2	4,4	65,9
1958 Décembre	43,9	12,4	56,3	4,4	1,6	6,0	62,3
1959 Décembre	48,1	11,4	59,5	4,7	1,5	6,2	65,7
1960 Janvier	47,0	11,8	58,8	4,2	2,1	6,3	65,1
Février	47,7	11,6	59,3	4,1	2,3	6,4	65,7
Mars	48,5	11,6	60,1	4,3	2,4	6,7	66,8
Avril	49,2	11,1	60,3	4,6	2,1	6,7	67,0
Mai	48,2	11,5	59,7	4,4	2,2	6,6	66,3
Juin	49,2	12,0	61,2	4,3	2,3	6,6	67,8
Juillet	50,8	11,2	62,0	5,0	1,6	6,6	68,6
Août	50,0	11,0	61,0	4,6	2,1	6,7	67,7
Septembre	48,8	11,2	60,0	4,7	2,4	7,1	67,1
Octobre	48,7	11,4	60,1	4,7	2,6	7,3	67,4
Novembre	47,9	12,7	60,6	5,6	2,0	7,6	68,2
Décembre	52,8	12,5	65,3	6,4	1,0	7,4	72,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre						A fin de trimestre					
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1er trimestre 1960	2e trimestre 1960	3e trimestre 1960	4e trimestre 1960
ACTIF												
<i>Liquidités</i>	13,1	13,4	14,3	15,8	17,7	16,6	17,6	21,2	21,5	22,4	23,5	24,6
<i>Credits</i> au secteur public	69,8	73,0	76,8	85,8	89,9	89,0	100,1	109,0	116,6	119,9	119,3	119,0
au secteur privé	42,4	43,8	46,5	49,7	53,2	50,7	59,7	66,7	70,4	74,6	74,5	70,2
	27,4	29,2	30,3	36,1	36,7	38,3	40,4	42,3	46,2	45,3	44,8	48,8
<i>Divers</i> dont acceptations	16,5	14,7	14,0	14,6	16,6	14,6	15,9	18,2	17,3	17,2	18,9	
	9,1	8,1	8,9	9,6	11,1	9,3	10,6	11,9	11,7	11,4	11,2	12,7
<i>Total</i>	99,4	101,1	105,1	116,2	124,2	120,2	133,6	148,4	155,4	159,6	160,0	162,5
PASSIF												
<i>Dépôts</i> en francs belges :	64,2	67,4	72,3	79,0	82,1	81,1	89,5	99,2	105,3	105,5	102,0	103,8
— à un mois au plus	48,0	48,6	50,1	54,3	57,5	55,4	59,5	63,0	63,7	65,8	59,5	61,1
— carnets de dépôts	7,6	8,6	9,6	10,3	10,7	10,5	11,4	13,7	14,2	14,2	14,1	14,1
— à plus d'un mois	6,7	8,3	10,3	11,7	10,2	11,5	14,8	16,8	20,8	18,1	18,8	19,7
en devises	1,9	1,9	2,3	2,7	3,7	3,7	3,7	5,7	6,5	7,4	9,6	8,8
<i>Moyens propres</i>	5,8	6,1	6,7	7,1	7,6	8,2	8,9	9,6	9,8	10,2	10,2	10,4
<i>Divers</i> dont : acceptations obligations et bons de caisse	29,4	27,6	26,1	30,1	34,5	30,9	35,2	39,6	40,3	43,9	47,8	48,3
	9,1	8,1	8,9	9,6	11,1	9,3	10,6	11,9	11,7	11,4	11,2	12,7
<i>Total</i>	99,4	101,1	105,1	116,2	124,2	120,2	133,6	148,4	155,4	159,6	160,0	162,5

Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1951 Décembre	9,5	14,9	0,8	25,2
1952 Décembre	11,5	14,7	1,2	27,4
1953 Décembre	11,9	15,8	1,5	29,2
1954 Décembre	11,7	17,1	1,5	30,3
1955 Décembre	15,7	19,1	1,3	36,1
1956 Décembre	14,4	21,1	1,2	36,7
1957 Décembre	15,6	21,6	1,1	38,3
1958 Décembre	18,3	20,9	1,2	40,4
1959 Décembre	18,1	22,8	1,4	42,3
1960 Janvier	19,2	22,3	1,3	42,8
Février	19,1	23,8	1,2	44,1
Mars	20,8	24,2	1,2	46,2
Avril	21,1	23,9	1,2	46,2
Mai	19,7	24,2	1,1	45,0
Juin	18,7	25,4	1,2	45,3
Juillet	17,6	25,1	1,2	43,9
Août	18,1	25,5	1,2	44,8
Septembre	18,2	25,4	1,1	44,7
Octobre	19,9	24,7	1,1	45,7
Novembre	20,7	25,2	1,2	47,1
Décembre	21,5	26,1	1,2	48,8

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.

(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para- stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées- compteurs	Total général (a)
1951 Décembre ...	4,9	1,6	1,0	7,5	1,8	9,3
1952 Décembre ...	4,6	1,9	1,4	7,9	2,6	10,5
1953 Décembre ...	4,1	2,6	1,3	8,0	2,2	10,2
1954 Décembre ...	5,3	2,5	1,3	9,1	2,8	11,9
1955 Décembre ...	2,8	1,6	1,9	6,3	2,8	9,1
1956 Décembre ...	6,1	1,8	1,9	9,8	3,2	13,0
1957 Décembre ...	8,2	2,3	2,3	12,8	3,0	15,8
1958 Décembre ...	1,2	2,0	2,3	5,5	4,0	9,5
1959 Décembre ...	3,4	1,4	2,0	6,8	3,2	10,0
1960 Janvier	2,4	1,4	2,0	5,8	3,7	9,5
Février	2,0	1,2	2,2	5,4	3,6	9,0
Mars	1,2	1,4	2,3	4,9	3,0	7,9
Avril	0,6	1,4	2,2	4,2	3,7	7,9
Mai	1,4	1,6	2,3	5,3	3,6	8,9
Juin	1,2	2,1	2,7	6,0	3,4	9,4
Juillet	3,8	2,0	2,5	8,3	2,9	11,2
Août	3,3	1,5	2,5	7,3	3,0	10,3
Septembre ..	2,7	1,5	2,4	6,6	2,9	9,5
Octobre	1,6	1,4	2,5	5,5	3,0	8,5
Novembre ..	0,8	1,8	2,6	5,2	2,9	8,1
Décembre ...	1,9	1,8	2,8	6,5	2,4	8,9

Source : Commission bancaire.

(a) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières

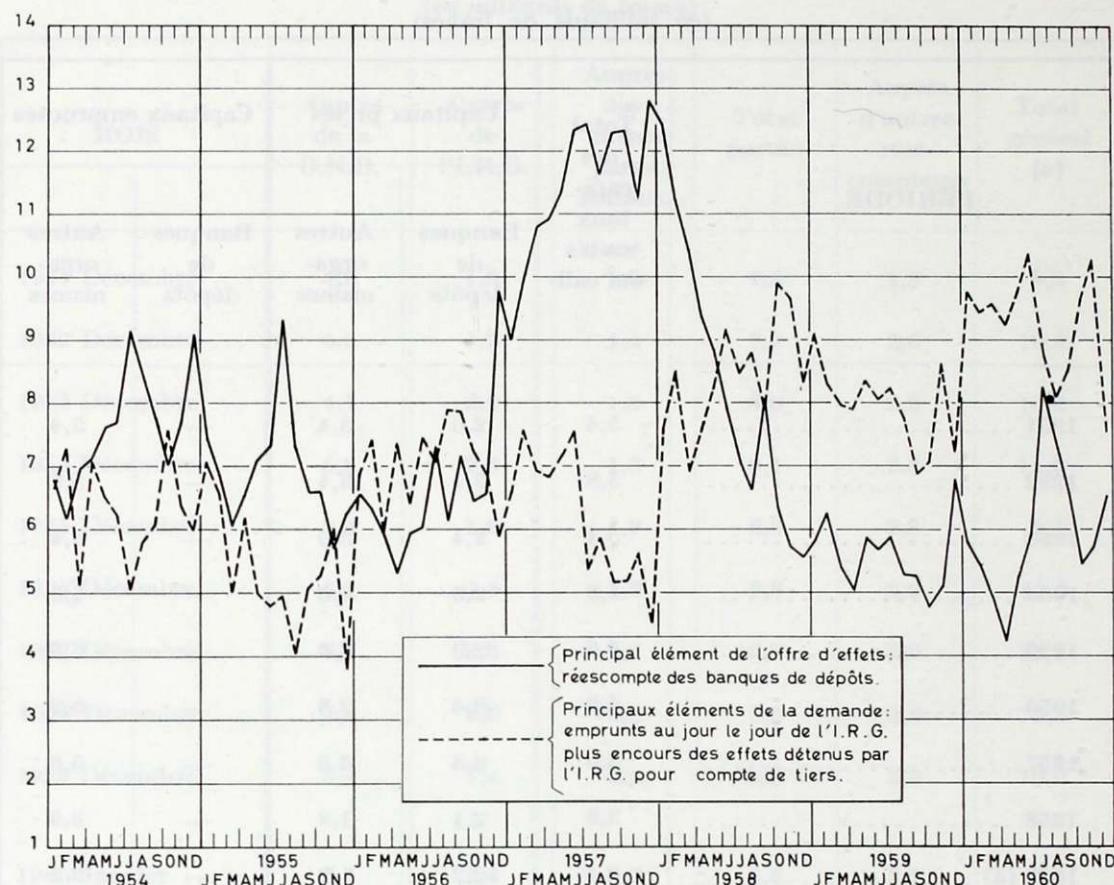
(en milliards de francs)

PÉRIODE	Total des capi- taux traités «on call»	Capitaux prêtés		Capitaux empruntés	
		Banques de dépôts	Autres orga- nismes	Banques de dépôts	Autres orga- nismes
1951	5,4	2,0	3,4	—	5,4
1952	5,8	2,4	3,4	—	5,8
1953	5,4	2,4	3,0	—	5,4
1954	5,3	2,3	3,0	—	5,3
1955	5,6	2,3	3,3	—	5,6
1956	5,2	2,4	2,8	—	5,2
1957	5,6	2,3	3,3	—	5,6
1958	3,9	2,1	1,8	—	3,9
1959 (a)	3,4	2,2	1,2	—	3,4
1960	5,1	2,4	2,7	1,0	4,1
1960 Janvier	5,1	2,2	2,9	0,8	4,3
Février	5,2	2,4	2,8	0,6	4,6
Mars	4,7	2,7	2,0	0,7	4,0
Avril	4,7	2,9	1,8	0,7	4,0
Mai	5,5	2,3	3,2	1,1	4,4
Juin	5,3	2,4	2,9	1,3	4,0
Juillet	6,5	2,2	4,3	1,4	5,1
Août	5,1	2,2	2,9	1,0	4,1
Septembre	4,7	2,3	2,4	0,9	3,8
Octobre	4,9	2,6	2,3	1,0	3,9
Novembre	4,4	2,4	2,0	1,3	3,1
Décembre	4,9	2,4	2,5	1,5	3,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Moyenne du 1^{er} janvier au 16 novembre 1959. Le fonctionnement du marché de l'argent a été réorganisé le 17 novembre. Le marché a été unifié par la suppression des secteurs en et hors compensation.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire
(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Portefeuille-effets I.R.G. dont réescamptés à la B.N.B.	4,2	3,8	4,3	4,4	3,4	5,4	3,0	3,8	3,8
	1,0	0,8	1,4	1,6	0,6	2,6	0,2	0,6	0,4
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	3,1	3,0	2,8	2,6	2,6	2,6	2,7	3,1	3,2
Encours des effets ven- dus ou placés par l'I.R.G.	2,8	3,6	3,9	3,4	4,9	4,6	6,0	5,7	6,3
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ...	7,0	7,4	8,2	7,8	8,3	10,0	9,0	9,5	10,1

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

**Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers
par la Banque Nationale de Belgique**

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Effets commerciaux (a)	Avances sur nantissement	Total
1951 Décembre	8,9	0,3	9,2
1952 Décembre	9,2	0,6	9,7
1953 Décembre	8,3	0,9	9,3
1954 Décembre	9,5	0,3	9,8
1955 Décembre	8,4	0,2	8,6
1956 Décembre	11,4	0,5	11,9
1957 Décembre	14,4	2,7	17,1
1958 Décembre	4,1	0,5	4,6
1959 Décembre	7,6	0,1	7,7
1960 Janvier	3,7	0,2	3,9
Février	3,3	0,6	3,9
Mars	2,5	—	2,5
Avril	1,9	0,2	2,1
Mai	2,6	0,2	2,8
Juin	2,4	0,4	2,8
Juillet	7,0	0,1	7,1
Août	6,5	1,7	8,2
Septembre	5,2	2,5	7,7
Octobre	2,6	1,9	4,5
Novembre	1,8	—	1,8
Décembre	6,8	—	6,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952

(en milliards de francs)

DATE	Certificats du Trésor	Autres effets publics	Effets émis par des organismes dont les engage- ments sont garantis par l'Etat	Total	Compte courant débiteur du Trésor public
1951 31 décembre	6,5 (a)	0,1	1,8	8,4	
1952 31 décembre	6,0	0,2	0,4	6,7	
1953 31 décembre	8,0	0,1	—	8,1	
1954 31 décembre.	7,9	—	1,2	9,1	
1955 31 décembre	8,8	0,1	0,8	9,7	
1956 31 décembre	5,9	0,1	1,8	7,8	
1957 31 décembre	6,6	—	—	6,6	1,3
1958 31 décembre	7,8	—	—	7,8	
1959 31 décembre	8,2	—	—	8,2	
1960 25 janvier	6,6	—	—	6,6	
29 février	6,5	—	—	6,5	
28 mars	7,4	—	—	7,4	
25 avril	7,1	—	—	7,1	
30 mai	8,0	—	—	8,0	
27 juin	6,7	—	—	6,7	
25 juillet	7,7	—	—	7,7	
29 août	8,4	—	—	8,4	
26 septembre	8,7	—	—	8,7	
28 octobre.....	9,2	—	—	9,2	
28 novembre	8,0	—	—	8,0	
31 décembre	6,0	—	—	6,0	

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) En 1951, le Trésor a financé à concurrence de 4 057 millions des crédits « hors quota » consentis par la Belgique à l'U.E.P. Au 27 septembre 1951, les avances consenties au Trésor public à cette fin étaient de 283 millions; elles atteignaient environ 1,6 milliard de francs à fin octobre et à fin novembre 1951. L'avance de 4 057 millions fut récupérée à la fin de 1952.

Principales modalités de l'épargne privée

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957 (a)	1958 (a)	1959 (a)	1960 (b)
<i>Epargne des particuliers :</i>								
Epargne-dépôts	9,9	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8	11,2
Epargne-réserves	7,0	7,9	9,0	8,7	10,7	9,4	9,9	9,8
Prêts hypothécaires (c)	3,2	2,9	3,0	2,0	1,7	1,8	1,8	1,2
Remboursements hypothécaires (d)	4,9	5,2	6,1	6,8	7,1	7,4	8,5	9,1
Investissements immobiliers ..	6,3	7,3	7,9	7,5	9,0	9,1	10,3	11,5
Souscriptions aux émissions ..	7,6	13,1	10,5	8,2	17,6	16,2	11,0	16,5
<i>Epargne des entreprises :</i>								
Bénéfices non distribués	7,8	7,8	9,6	10,2	9,2	5,2	6,0	10,4

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Données corrigées.

(b) Données provisoires.

(c) Consentis par les particuliers.

(d) Effectués par les particuliers auprès d'institutions.

Appels nets de capitaux en Belgique (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (b)	1958 (b)	1959 (b)	1960 (c)
Etat et Caisse autonome des Dommages de guerre	6 193	12 209	18 344	5 618	9 345	5 908	9 613	16 238	17 399
Provinces, communes, Crédit communal, sociétés intercommunales	3 362	3 408	2 283	1 740	2 259	3 641	5 512	4 154	4 047
Congo	- 14	- 15	2 205	2 084	1 771	- 283	3 705	- 501	- 1 522
Organismes publics d'exploitation	2 701	2 753	1 983	554	1 490	1 232	- 338	4 037	- 567
Organismes parastataux de crédit	3 605	1 521	5 127	5 395	4 621	4 539	7 120	7 303	6 847
Secteur { actions	5 249	3 625	5 664	7 599	6 932	7 381	6 278	4 975	7 624
privé { obligations ..	1 789	1 605	2 795	1 255	1 761	3 577	4 970	2 942	1 387
Divers (d)	973	712	280	771	165	57	538	324	799
<i>Total ...</i>	23 858	25 818	38 681	25 016	28 344	26 052	37 398	39 472	36 014

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Cette statistique tient compte des émissions privées et des appels de fonds sur souscriptions antérieures non libérées. Elle déduit les remboursements.

(b) Données rectifiées.

(c) Données provisoires.

(d) Y compris 400 millions en 1958, 225 en 1959 et 400 en 1960 pour le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire et 261 millions en 1960 pour le Fonds National de la Recherche Scientifique.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises
Répartition d'après le centre d'activité
(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (a)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
SOCIÉTÉS BELGES					
1955.....	636	4 142	4 778	4 902	9 680
1956.....	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957.....	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958.....	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959.....	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960.....	1 510	5 035	6 545	5 914 (b)	12 460 (b)
SOCIÉTÉS CONGOLAISES					
1955.....	367	956	1 323	221	1 544
1956.....	480	863	1 343	237	1 580
1957.....	279	1 072	1 351	566	1 917
1958.....	235	507	742	378	1 120
1959.....	266	233	499	106	606
1960.....	208	90	299	— 168 (b)	131 (b)
TOTAL					
1955.....	1 003	5 098	6 101	5 123	11 224
1956.....	1 183	4 182	5 365	3 834	9 199
1957.....	1 496	4 678	6 174	6 417	12 604
1958.....	883	3 556	4 439	9 601	14 040
1959.....	1 163	2 673	3 836	8 086	11 922
1960.....	1 718	5 125	6 844	5 746 (b)	12 590 (b)

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.

(b) Données provisoires.

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)
 (en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1956	1957	1958	1959	1960	Moyenne de 1956 à 1960
	(a)			(b)		
Banques	424 146	793 946	1 828 506	551 732	1 039 901	927 646
Commerce de détail	207 879	136 091	91 667	764 572	206 277	281 297
Commerce de gros et commerce extérieur	223 597	286 635	380 066	417 799	336 051	328 830
Fabrications métalliques	669 957	112 687	267 065	589 077	235 539	374 865
Métallurgie du fer	— 88 762	1 244 805	867 050	2 002 946	1 471 935	1 099 595
Métaux non ferreux	38 405	51 415	36 608	1 237	—	12 094
Industrie textile	69 199	68 932	93 027	82 421	—	23 114
Industrie alimentaire	10 438	158 200	95 858	109 376	160 647	74 706
Industrie du bois	26 261	17 967	10 482	24 469	40 665	106 904
Industrie chimique	310 675	479 196	235 040	10 481	336 011	23 969
Electricité	330 066	1 323 594	1 644 092	—	346 806	274 281
Gaz	1 466	89 542	—	11 585	—	588 060
Papier et imprimerie	52 342	1 170	11 894	—	60 351	11 280
Transports	128 246	491 222	239 463	333 216	—	601
Construction	189 776	90 015	57 538	39 213	48 875	246 189
Charbon	— 38 986	16 788	—	45 280	—	85 083
Ciment	168 856	76 063	—	224 798	—	45 345
Tabac	430	—	562	—	4 100	211 553
Artisanat	30 461	35 143	33 315	—	23 444	—
					48 816	2 502
					—	34 236

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

- (a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend les émissions « continues ». D'autre part il est fait déduction des remboursements.
 (b) Données corrigées.

Emissions du secteur public (a)

(en millions de francs)

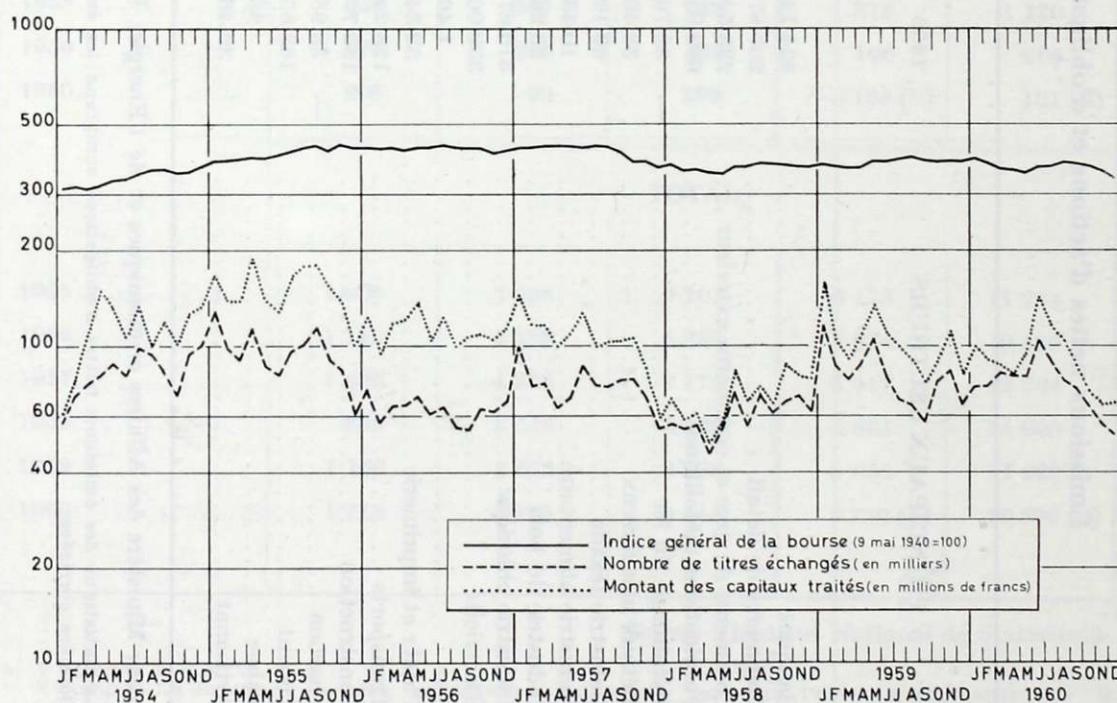
ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1953	20 996		
1954	38 221	1960	
1955	14 765	Janvier	12 848
1956	24 240	Février	—
1957	17 515	Mars	1 500
1958	26 559	Avril	8 078
1959	28 308	Mai	—
1960	33 638	Juin	3 638
		Juillet	—
		Août	—
		Septembre	—
		Octobre	—
		Novembre	7 324
		Décembre	250

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

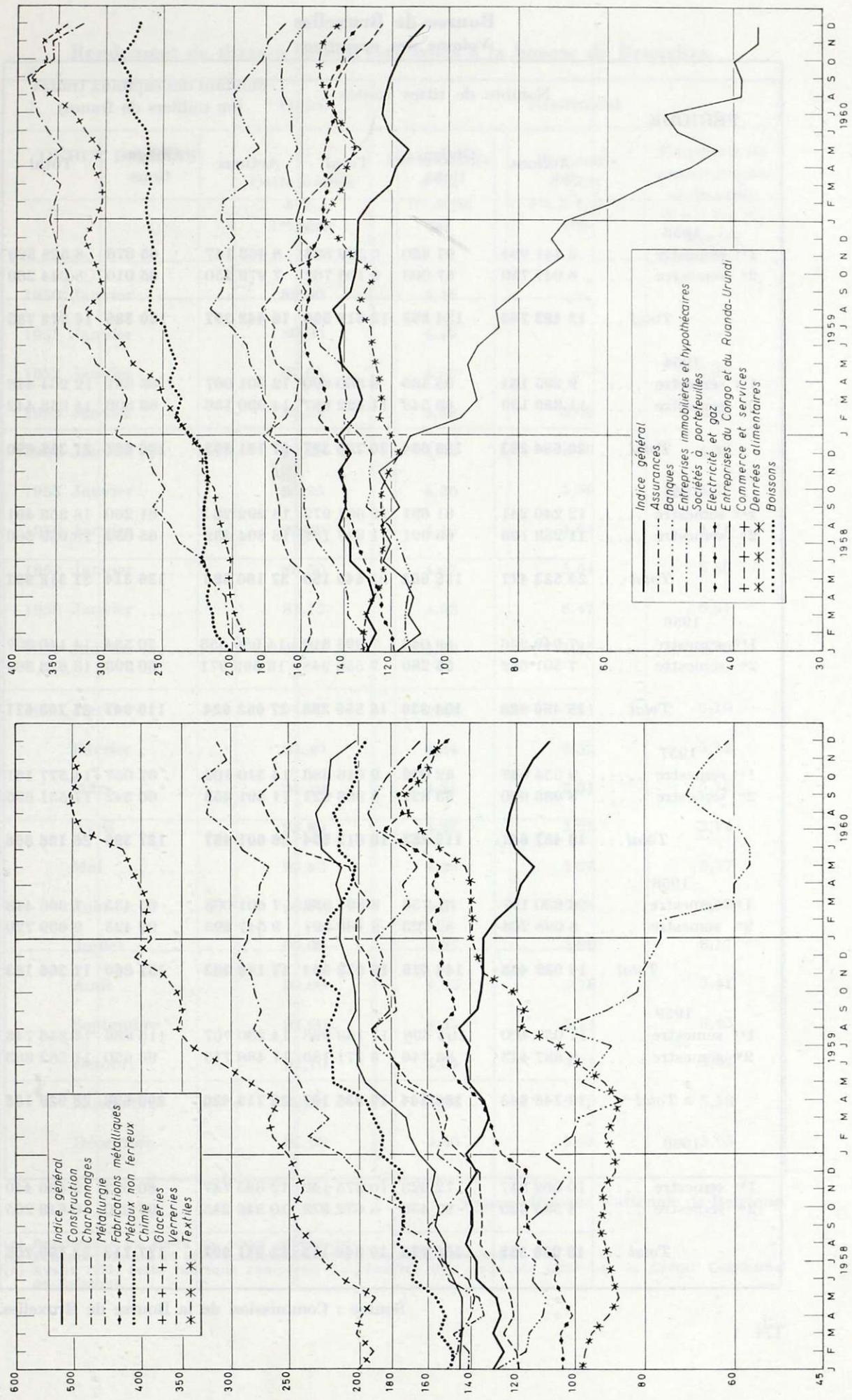
Bourse de Bruxelles Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers
 Début du mois
 (1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Bourse de Bruxelles
Volume des opérations

PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obliga-tions	Total	Actions	Obliga-tions	Total
1953						
1 ^{er} semestre	6 441 984	67 850	6 509 834	8 463 147	65 376	8 528 523
2 ^e semestre	6 041 759	67 003	6 108 762	7 979 250	65 010	8 044 260
<i>Total</i> ...	12 483 743	134 853	12 618 596	16 442 397	130 386	16 572 783
1954						
1 ^{er} semestre	9 295 154	65 536	9 360 690	12 201 067	63 381	12 264 448
2 ^e semestre	11 359 139	63 548	11 422 687	14 990 136	63 306	15 053 442
<i>Total</i> ...	20 654 293	129 084	20 783 377	27 191 203	126 687	27 317 890
1955						
1 ^{er} semestre	12 240 281	61 691	12 301 972	18 292 231	61 260	18 353 491
2 ^e semestre	11 283 196	63 991	11 347 187	18 894 452	65 054	18 959 506
<i>Total</i> ...	23 523 477	125 682	23 649 159	37 186 683	126 314	37 312 997
1956						
1 ^{er} semestre	7 949 266	49 044	7 998 310	14 089 653	50 554	14 140 207
2 ^e semestre	7 501 662	55 286	7 556 948	13 562 971	60 393	13 623 364
<i>Total</i> ...	15 450 928	104 330	15 555 258	27 652 624	110 947	27 763 571
1957						
1 ^{er} semestre	9 554 647	62 036	9 616 683	14 510 104	67 057	14 577 161
2 ^e semestre	8 933 000	53 821	8 986 821	11 491 353	60 342	11 551 695
<i>Total</i> ...	18 487 647	115 857	18 613 504	26 001 457	127 399	26 128 856
1958						
1 ^{er} semestre	6 830 197	61 756	6 891 953	7 601 008	65 435	7 666 443
2 ^e semestre	8 098 268	82 723	8 180 991	9 547 295	92 425	9 639 720
<i>Total</i> ..	14 928 465	144 479	15 072 944	17 148 303	157 860	17 306 163
1959						
1 ^{er} semestre	11 059 400	104 598	11 163 998	14 230 707	116 036	14 346 748
2 ^e semestre	8 687 443	83 746	8 771 189	11 488 713	93 650	11 582 363
<i>Total</i> ...	19 746 843	188 344	19 935 187	25 719 420	209 686	25 929 106
1960						
1 ^{er} semestre	10 302 817	72 323	10 375 140	12 385 747	80 693	12 466 440
2 ^e semestre	8 585 520	87 453	8 672 973	10 546 245	97 020	10 643 265
<i>Total</i> ...	18 888 337	159 776	19 048 113	22 931 992	177 713	23 109 705

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1 ^{re} série	Dette unifiée 4 %, 1 ^{re} série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 5 1/4 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 5 1/4 % (b) (c)
1950 Janvier	89,60	4,46	—	—
1951 Janvier	89,00	4,49	—	—
1952 Janvier	87,05	4,60	—	5,64
1953 Janvier	89,35	4,48	5,09	5,51
1954 Janvier	92,35	4,33	4,79	4,96
1955 Janvier	95,25	4,20	4,59	4,61
1956 Janvier	95,70	4,18	4,63	4,71
1957 Janvier	89,50	4,47	5,54	5,59
1958 Janvier	81,15	4,93	6,47	6,51
1959 Janvier	93,30	4,29	4,85	4,93
1960 Janvier	94,90	4,21	5,21	5,10
Février	94,40	4,24	5,32	5,13
Mars	94,10	4,25	5,31	5,15
Avril	93,80	4,26	5,23	5,14
Mai	93,80	4,26	5,26	5,17
Juin	93,60	4,27	5,28	5,19
Juillet	93,60	4,27	5,29	5,17
Août	92,00	4,35	5,79	5,41
Septembre	92,00	4,35	5,74	5,45
Octobre	92,10	4,34	5,71	5,47
Novembre	92,10	4,34	5,73	5,53
Décembre	91,00	4,40	5,85	5,65

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.

(b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables.

(c) Avant 1955, cette rubrique comprend uniquement des emprunts émis par le Crédit Communal de Belgique.

Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui

DATE D'ÉMISSION	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs (en %)
18 février 1957	15	3,00 et 5,00	5,38
2 avril 1957	12	5,00	5,40
13 mai 1957	10-15	5,00	5,47
27 mai 1957	10-15	5,00	5,47
31 mai 1957	10	5,00	5,53
24 juin 1957	10	5,00	5,45
16 octobre 1957	5 1/4	5,50	6,01
3 décembre 1957	5	5,50	6,01
15 janvier 1958	6 1/4	5,50	6,05
24 février 1958	6 1/3	5,50	6,05
8 avril 1958	5 2/3	5,50	5,98
8 avril 1958	5 2/3	5,50	5,98
28 avril 1958	7	5,50	5,86
12 juin 1958	8	5,50	5,66
15 septembre 1958	10	5,00	5,16
26 novembre 1958	15	2,00 et 5,00	5,41
19 janvier 1959	12	4,75	4,98
16 mars 1959	10	4,75	5,02
15 avril 1959	12	4,75	4,98
12 mai 1959	11	4,75	4,99
8 juin 1959	10-15	4,75	5,05
6 juillet 1959	10	5,00	5,30
14 septembre 1959	11	5,00	5,14
19 octobre 1959	10	5,00	5,30
16 novembre 1959	10	5,00	5,24
10 décembre 1959	10	5,00	5,24
1 février 1960	10	5,25	5,25
3 mars 1960	13	5,25	5,31
7 avril 1960	5 ou 10	5,00 (a) 5,25 (b)	5,00 (a) 5,266 (10 ans)
19 avril 1960	5 ou 10	5,00 (a) 5,25 (b)	5,00 (a) 5,19 (10 ans)
7 juin 1960	20	3,00 (10 pre. an.) 5,00 (11 ^e à 15 ^e) 5,50 (16 ^e à 20 ^e)	5,53
29 juin 1960	5 ou 10	5,00 (a) 5,25 (b)	5,00 (a) 5,19 (10 ans)
10 octobre 1960	5 ou 10	5,25 (a) 5,50 (b)	5,60 (5 ans) 5,67 (10 ans)
16 novembre 1960	5-10 ou 15	5,25 (a) 5,50 (b) 5,75 (c)	5,48 (5 ans) 5,61 (10 ans) 5,73 (15 ans)

(a) 5 premières années.
 (b) 5 années suivantes.
 (c) 5 dernières années.

Source : Fonds des Rentes.

Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Financement des opérations (en millions de francs)</i>									
— « Call money »	2 350	1 999	2 248	2 039	2 631	2 457	274	72	—
— Certificats du Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	486	4 059	4 608	5 812
— Bons de caisse (a)	344	120	1 327	920	1 998	200	45	—	—
— Crédit de la B. N. B. :									
avances	—	—	—	—	—	1 237	—	—	—
escompte bons de caisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Divers (b)	567	638	719	830	898	990	1 068	1 120	1 157
<i>Total</i> ...	3 261	2 757	4 294	3 789	5 527	5 370	5 446	5 800	6 969
<i>Portefeuille titres (en millions de francs)</i>									
— Montant (c)	3 112	2 532	4 023	3 533	5 130	3 527	3 311	4 572	6 661
— Évolution par soldé d'achats et de ventes	— 824	— 580	+ 1 491 (d)	— 490 (d)	+ 1 597 (d)	— 1 603 (d)	— 216 (d)	+ 1 261	+ 2 089
— Certificats de trésorerie :									
tranche B	—	—	—	—	—	1 242	1 370	623	1 403
Autres certificats de trésorerie..	—	—	—	—	—	—	—	2 700	1 200

Source : Fonds des Rentes.

(a) A partir de 1957, année de la réforme monétaire, les bons de caisse escomptés à la Banque Nationale sont repris à la rubrique « Crédit de la Banque Nationale »

(b) « Réserves », « Comptes d'avances à la Banque Nationale » jusqu'en 1956 compris, « Achats de titres à liquider » et prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, « tranche B », depuis 1957.

(c) Valeur nominale à l'exclusion des titres vendus à réméré à des organismes d'intérêt public.

(d) Abstraction faite des opérations à réméré traitées avec des organismes d'intérêt public.

**Evolution du montant
des inscriptions hypothécaires
(en millions de francs)**

ANNÉE	Montant des inscriptions
1950	14 944
1951	12 292
1952	15 201
1953	17 592
1954	19 828
1955	20 085
1956	21 593
1957	21 338
1958	21 221
1959	25 597
1960	30 000

Source : Banque Nationale de Belgique.

**Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Relevé général des placements
(en millions de francs)**

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en 1960			Solde au 31 décembre 1960		
	Pla- gements défi- nitifs	Pla- gements provi- soires	Total	Pla- gements défi- nitifs	Pla- gements provi- soires	Total
Crédit à l'Etat	1 563,0	—	1 563,0	30 511,4	—	30 511,4
Crédit au Congo	—	—	—	174,5	—	174,5
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	—	—	—	2 600,6	—	2 600,6
Organismes de sécurité sociale	1 684,4	—	1 684,4	11 939,2	—	11 939,2
Transport et communications	—	—	—	4 258,3	—	4 258,3
Distribution d'eau	20,0	—	20,0	1 936,0	—	1 936,0
Crédit industriel	750,0	2 169,9	2 919,9	4 416,5	5 568,4	9 984,9
Energie nucléaire	200,0	—	200,0	600,0	—	600,0
Recherche scientifique	57,5	—	57,5	56,8	—	56,8
Crédit hypothécaire	1 349,4	65,3	1 414,7	5 394,9	221,6	5 616,5
Prêts sur nantissement	—	12,2	12,2	—	18,8	18,8
Habitation sociale	2 869,4	—	2 869,4	32 527,9	184,4	32 712,3
Crédit agricole	775,4	—	775,4	4 799,2	—	4 799,2
Crédit artisanal et professionnel	100,0	143,3	243,3	716,9	237,3	990,2
Crédit fluvial et maritime	—	217,3	217,3	—	1 301,8	1 301,8
Opérations d'escompte (a)	—	2 270,9	2 270,9	—	8 812,9	8 812,9
Caisses publiques de prêts	—	—	—	59,5	—	59,5
Œuvres en faveur des invalides	—	—	—	542,2	—	542,2
Valeurs diverses garanties par l'Etat	10,1	—	10,1	80,3	—	80,3
Placements à court terme (b) .	—	—	—	—	5 192,8	5 192,8
Total ...	9 379,2	4 878,9	14 258,1	100 614,2	21 574,0	122 188,2

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel », dans le « crédit industriel » et dans le « crédit fluvial et maritime ».

(b) Certificats de Trésorerie, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.

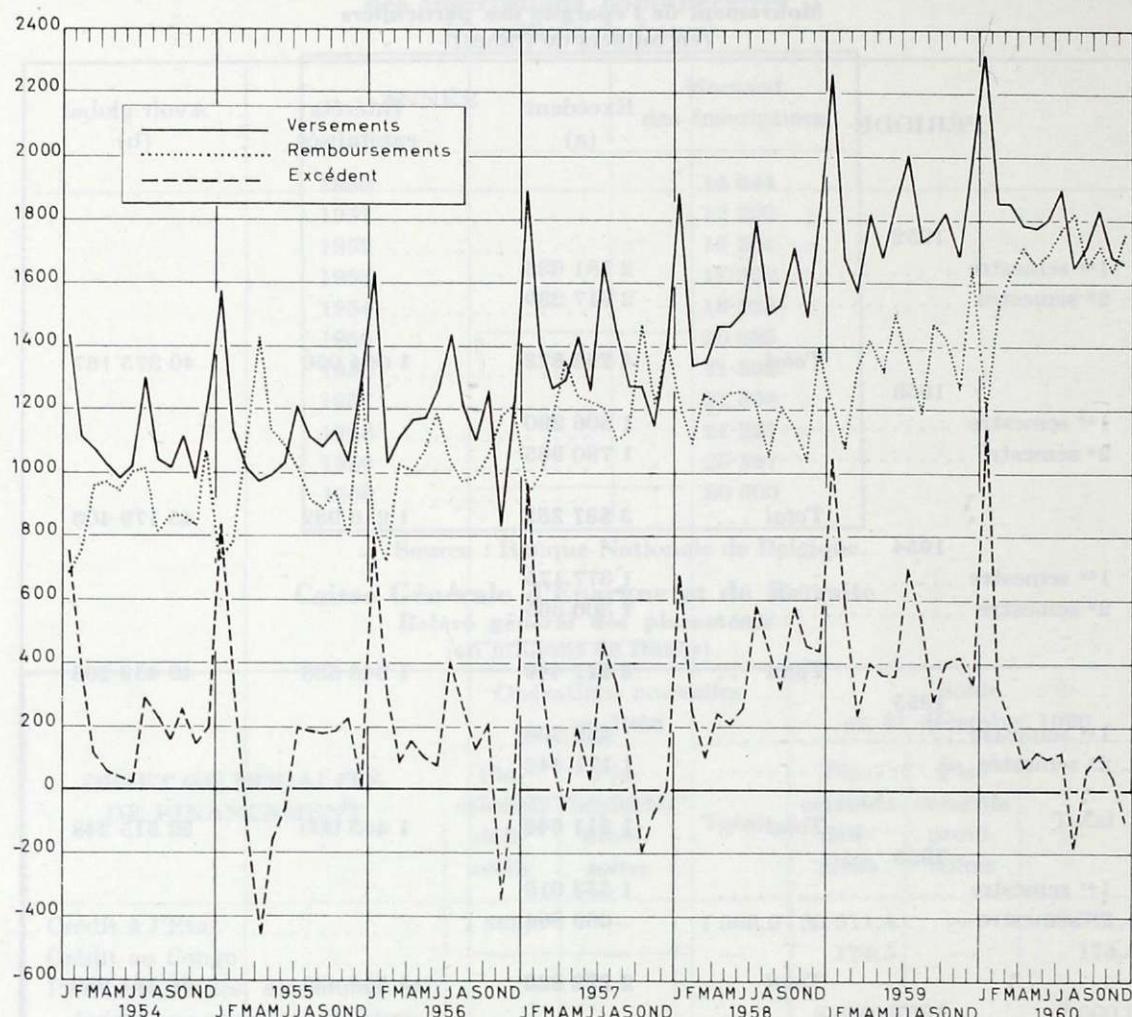
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Mouvement de l'épargne des particuliers
 (en milliers de francs)

PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1952			
1 ^{er} semestre	2 181 633		
2 ^e semestre	2 617 239		
	Total ...	4 798 872	1 064 050
1953			
1 ^{er} semestre	1 806 290		
2 ^e semestre	1 780 965		
	Total ...	3 587 255	1 216 982
1954			
1 ^{er} semestre	1 377 175		
2 ^e semestre	1 300 365		
	Total ...	2 677 440	1 346 538
1955			
1 ^{er} semestre	439 598		
2 ^e semestre	1 171 442		
	Total ...	1 611 040	1 445 000
1956			
1 ^{er} semestre	1 553 016		
2 ^e semestre	669 804		
	Total ...	2 222 820	1 555 431
1957			
1 ^{er} semestre	1 638 551		
2 ^e semestre	689 244		
	Total ...	2 327 795	1 684 713
1958			
1 ^{er} semestre	1 756 244		
2 ^e semestre	2 839 628		
	Total ...	4 595 872	1 959 215
1959			
1 ^{er} semestre	3 004 307		
2 ^e semestre	2 702 678		
	Total ...	5 706 985	2 035 024
1960			
1 ^{er} semestre	1 978 372		
2 ^e semestre	76 139		
	Total ...	2 054 511	2 390 780
			78 886 847

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
 (b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne
 (en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

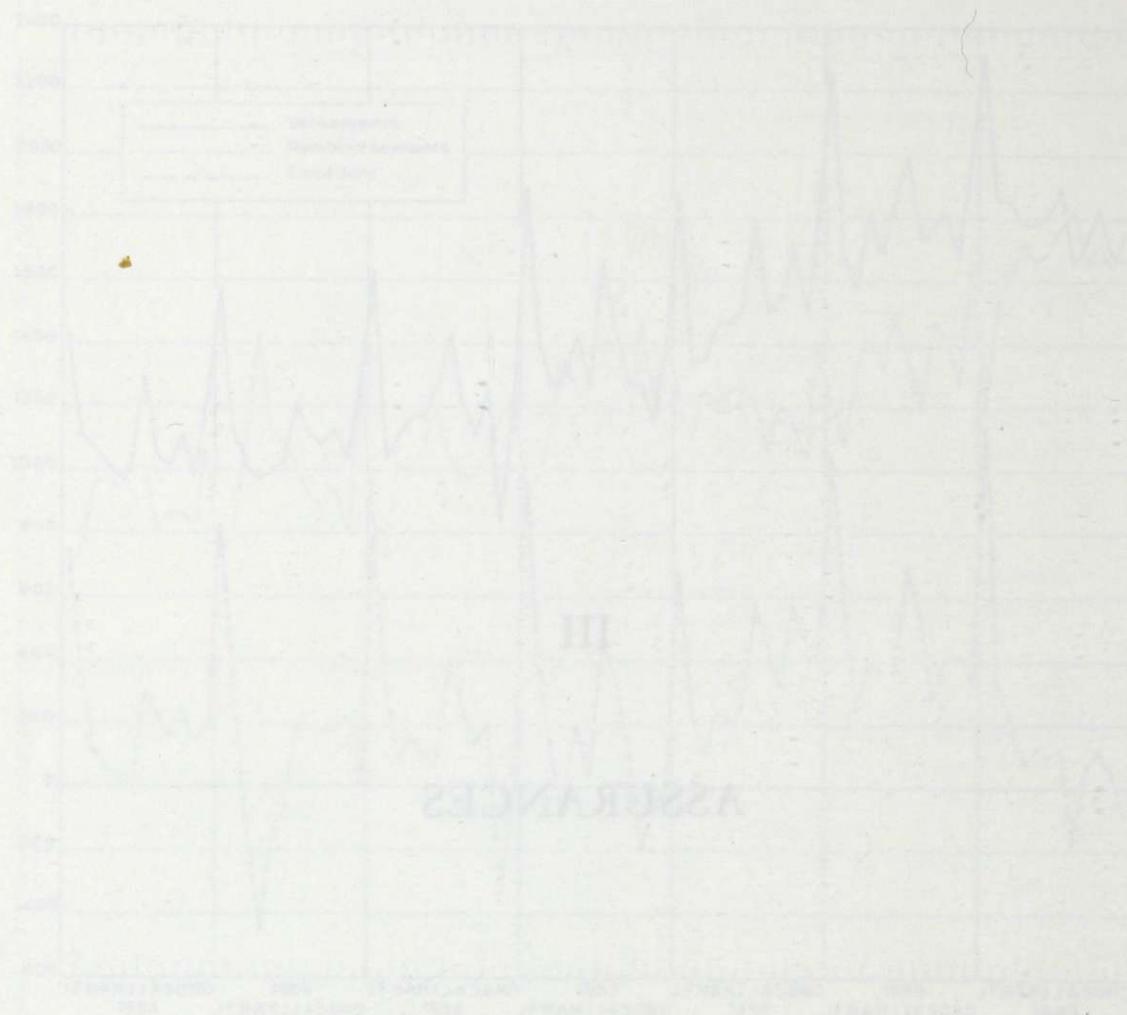
Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en %)			
Année	Montant	Secteur	1959	1960	
1951	417	Commerce de gros et de détail	19,5	19,1	
1952	678	Industrie alimentaire	16,7	17,2	
1953	931	Industrie de la construction	15,7	12,2	
1954	1 046	Transports	14,7	15,8	
1955	1 126	Industrie des fabrications métalliques	5,0	6,0	
1956	1 234	Industrie textile	7,3	6,5	
1957	898	Autres secteurs	21,1	23,2	
1958	1 025				
1959	1 363				
1960	2 224				
		Total ..	100,0	100,0	

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

III

ASSURANCES

Verso le 1er octobre 1966, les débits de la rivière Chaudière ont atteint leur niveau moyen annuel.



ASSOCIANCES

Source : Catalogue Annuel de Statistique du Canada

Crédit National de Crédit Professionnel

Année	Montant en millions de francs	Répartition des crédits accordés par secteur d'activité	
		1966	1967
1953	100	Construction et aménagement du territoire	100
1954	100	Commerce et distribution	100
1955	100	Industrie et construction	100
1956	1 000	Transport	100
1957	2 250	Industrie et construction	200
1958	3 250	Transport	300
1959	3 250	Industrie et construction	300
1960	3 250	Transport	300
1961	3 250	Industrie et construction	300
1962	3 250	Transport	300
1963	3 250	Industrie et construction	300
1964	3 250	Transport	300
1965	3 250	Industrie et construction	300
1966	3 250	Transport	300
1967	3 250	Industrie et construction	300

Source : Catalogue Annuel de Crédit Professionnel

Assurances sur la vie

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (a)			
	1957	1958	1959	1960	1957	1958	1959	1960
Sociétés belges	4 008,6	4 239,8	5 776,7	5 874,8	24 407	27 035	31 044	35 342
Sociétés étrangères ..	1 442,8	1 506,8	1 572,6	1 653,3	8 178	8 968	9 809	10 709

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1957	1958	1959	1960
<i>Sociétés belges :</i>				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (a)	2 696,6	3 096,5	3 912,6	4 902,9
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges	4 683,7	5 253,8	5 953,2	7 001,4
Obligations de sociétés belges	6 015,8	6 378,9	7 207,7	7 171,9
Actions de sociétés belges	2 330,2	2 501,2	1 737,6	2 083,4
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	516,0	532,3	793,2	1 344,6
Prêts sur polices	817,3	898,7	1 015,7	1 123,8
Immeubles	1 018,9	1 353,9	1 714,3	2 253,4
Prêts hypothécaires	6 192,3	7 092,8	7 750,3	8 966,2
Espèces - Divers	311,5	269,3	1 190,2	804,6
Fonds communs de placement	—	—	—	1,5
<i>Sociétés étrangères :</i>				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (a)	2 410,8	2 874,8	3 111,0	3 241,1
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges	1 620,6	1 869,0	2 005,3	2 074,8
Obligations de sociétés belges	512,6	528,1	575,5	547,0
Actions de sociétés belges	497,3	511,4	533,3	531,3
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	188,5	183,1	273,6	364,7
Prêts sur polices	352,0	384,2	412,8	454,6
Immeubles	881,6	978,0	1 052,6	1 192,4
Prêts hypothécaires	1 584,8	1 837,8	2 014,1	2 312,8
Espèces - Divers	67,3	67,1	66,3	70,2
Fonds communs de placement	—	—	—	6,6

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

Opérations de capitalisation

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960
Primes encaissées	63,3	56,7	68,8	65,2
Valeur nominale des contrats souserits :				
Capitalisation pure	992,2	998,5	1 027,9	1 027,4
Capitalisation immobilière	98,3	84,1	71,4	62,7
Total . . .	1 090,5	1 082,6	1 099,3	1 090,1
Réserve mathématiques :				
Capitalisation pure	383,4	393,1	426,2	434,0
Capitalisation immobilière	55,6	48,1	43,0	38,9
Total . . .	439,0	441,2	469,2	472,9
Cautionnements	5,4	6,1	6,4	6,6
Total général . . .	444,4	447,3	475,6	479,5

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	89,4	97,5	101,4	91,7
Titres garantis par la Colonie (a)	1,4	3,0	2,4	1,7
Obligations institutions parastatales	28,4	29,4	33,5	42,8
Obligations provinces et communes	9,5	7,3	7,9	7,7
Obligations sociétés belges	1,0	2,7	2,6	2,5
Actions sociétés belges	1,0	1,1	1,1	6,1
Immeubles	9,6	12,4	16,5	14,1
Prêts hypothécaires	284,4	288,8	298,1	333,2
Prêts sur polices	2,4	2,2	2,3	2,4
Espèces	—	3,5	3,9	0,4
Divers (b)	4,5	5,3	8,6	9,2
Total . . .	431,6	453,2	478,3	511,8

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique Divers sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960
<i>Prêts hypothécaires par intervention :</i>				
Valeur nominale des prêts	991,8	1 097,7	1 140,2	1 151,5
Fonds de reconstitution	146,3	159,1	172,7	186,5
Cautionnements	2,2	2,7	3,0	2,8
<i>Total ...</i>	148,5	161,7	175,7	189,3
<i>Prêts hypothécaires sans intervention :</i>				
Solde restant dû	25 310,4	28 156,1	31 878,2	36 098,0

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Service d'Inspection des Assurances.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960
Fonds publics belges	16,6	18,6	21,3	23,0
Obligations institutions parastatales	6,8	8,5	8,6	7,6
Valeurs étrangères	—	—	—	0,1
Titres garantis par la Colonie (a)	0,2	0,3	0,5	0,9
Obligations de sociétés belges	—	—	—	1,2
Obligations provinces et communes	1,2	1,7	1,5	1,5
Actions de sociétés belges	—	—	—	0,1
Immeubles	8,2	7,5	8,5	7,2
Prêts hypothécaires	124,3	139,4	147,8	149,7
Divers (b)	0,6	0,6	1,6	3,2
<i>Total ...</i>	157,9	176,5	189,8	194,5

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique Divers sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services			Taxis et fiacres automobiles			Transports de choses pour compte de tiers			Transports de choses pour compte propre		
	1958	1959	1960	1958	1959	1960	1958	1959	1960	1958	1959	1960
<i>Affaires directes :</i>												
Nombre de véhicules assurés (a)	3,9	4,5	4,6	6,8	7,1	6,6	20,2	21,4	22,0	261,4	278,7	298,2
Primes émises	72,6	72,3	78,4	44,6	42,8	42,3	203,8	214,9	234,9	929,3	982,5	1025,7
Montant des sinistres payés (b)	37,7	40,3	50,1	32,8	33,8	40,9	135,9	137,9	150,8	517,4	564,1	616,9
Evaluation des sinistres en suspens	93,8	111,6	113,0	77,4	78,8	76,9	241,8	278,1	314,3	990,8	1062,7	1130,8
Réserves pour risques en cours	7,1	7,3	7,0	16,5	15,6	15,6	77,2	82,0	89,2	375,6	395,5	418,8
Commissions payées	12,2	11,9	13,5	7,2	7,2	7,0	35,7	37,5	42,1	196,5	208,4	221,2
Frais généraux	11,2	11,8	13,7	7,2	6,8	7,5	33,0	34,0	38,1	145,7	152,6	166,5
<i>Affaires cédées en réassurance :</i>												
Primes cédées	17,4	19,7	12,5	11,4	11,6	64,4	64,0	69,9	302,2	303,2	318,9	318,9
Commissions reçues	5,0	4,9	6,1	3,5	3,3	3,2	18,6	17,8	19,6	91,0	88,6	96,1
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	9,5	10,1	15,1	9,6	8,5	14,1	61,1	50,5	53,7	194,5	198,3	219,0
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	44,9	55,1	62,0	29,5	28,1	29,1	94,9	114,0	136,0	396,3	408,6	421,1
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	2,4	2,5	5,4	4,1	3,7	3,8	20,1	19,4	23,4	105,9	103,1	114,0
<i>Affaires acceptées en réassurance :</i>												
Primes acceptées	7,5	6,8	8,6	2,9	2,5	2,4	8,1	5,5	7,7	25,9	21,2	24,8
Commissions payées	2,1	2,0	2,8	1,0	0,8	0,7	1,9	1,6	2,5	9,1	6,9	9,0
Quote-part dans sinistres réglés	5,8	4,4	6,9	2,9	2,2	1,4	6,8	4,4	6,1	15,9	14,2	18,4
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	28,5	30,3	31,0	10,8	10,4	10,3	7,6	8,4	7,7	24,8	21,6	22,6
Quote-part dans réserve pour risques en cours	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8	2,7	2,2	3,0	12,4	6,5	10,1

(a) En milliers d'unités.
(b) Pendant l'année de l'intitulé.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Services d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles
Valeurs représentatives des réserves techniques
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960
Fonds publics belges	783	978	1 105	1 183
Fonds garantis par la Colonie (a).....	32	37	40	28
Parastataux	276	321	358	346
Parastataux de crédit	135	146	216	307
Provinces et communes	103	162	189	156
Fonds publics étrangers.....	26	54	45	60
Immeubles	142	193	283	391
Prêts hypothécaires	168	202	213	239
Obligations de sociétés belges	208	228	240	248
Actions de sociétés belges	204	266	249	235
Espèces.....	11	23	—	21
Divers	25	26	32	37
Fonds communs de placement	—	—	—	2
<i>Total ...</i>	2 113	2 636	2 970	3 253

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces fonds étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

Necessidade bilhetar das transportações por veículos automóveis

Título	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	20100	20101	20102	20103	20104	20105	20106	20107	20108	20109	20110	20111	20112	20113	20114	20115	20116	20117	20118	20119	20120	20121	20122	20123	20124	20125	20126	20127	20128	20129	20130	20131	20132	20133	20134	20135	20136	20137	20138	20139	20140	20141	20142	20143	20144	20145	20146	20147	20148	20149	20150	20151	20152	20153	20154	20155	20156	20157	20158	20159	20160	20161	20162	20163	20164	20165	20166	20167	20168	20169	20170	20171	20172	20173	20174	20175	20176	20177	20178	20179	20180	20181	20182	20183	20184	20185	20186	20187	20188	20189	20190	20191	20192	20193	20194	20195	20196	20197	20198	20199	20200	20201	20202	20203	20204	20205	20206	20207	20208	20209	20210	20211	20212	20213	20214	20215	20216	20217	20218	20219	20220	20221	20222	20223	20224	20225	20226	20227	20228	20229	20230	20231	20232	20233	20234	20235	20236	20237	20238	20239	20240	20241	20242	20243	20244	20245	20246	20247	20248	20249	20250	20251	20252	20253	20254	20255	20256	20257	20258	20259	20260	20261	20262	20263	20264	20265	20266	20267	20268	20269	20270	20271	20272	20273	20274	20275	20276	20277	20278	20279	20280	20281	20282	20283	20284	20285	20286	20287	20288	20289	20290	20291	20292	20293	20294	20295	20296	20297	20298	20299	20300	20301	20302	20303	20304	20305	20306	20307	20308	20309	20310	20311	20312	20313	20314	20315	20316	20317	20318	20319	20320	20321	20322	20323	20324	20325	20326	20327	20328	20329	20330	20331	20332	20333	20334	20335	20336	20337	20338	20339	20340	20341	20342	20343	20344	20345	20346	20347	20348	20349	20350	20351	20352	20353	20354	20355	20356	20357	20358	20359	20360	20361	20362	20363	20364	20365	20366	20367	20368	20369	20370	20371	20372	20373	20374	20375	20376	20377	20378	20379	20380	20381	20382	20383	20384	20385	20386	20387	20388	20389	20390	20391	20392	20393	20394	20395	20396	20397	20398	20399	20400	20401	20402	20403	20404	20405	20406	20407	20408	20409	20410	20411	20412	20413	20414	20415	20416	20417	20418	20419	20420	20421	20422	20423	20424	20425	20426	20427	20428	20429	20430	20431	20432	20433	20434	20435	20436	20437	20438	20439	20440	20441	20442	20443	20444	20445	20446	20447	20448	20449	20450	20451	20452	20453	20454	20455	20456	20457	20458	20459	20460	20461	20462	20463	20464	20465	20466	20467	20468	20469	20470	20471	20472	20473	20474	20475	20476	20477	20478	20479	20480	20481	20482	20483	20484	20485	20486	20487	20488	20489	20490	20491	20492	20493	20494	20495	20496	20497	20498	20499	20500	20501	20502	20503	20504	20505	20506	20507	20508	20509	20510	20511	20512	20513	20514	20515	20516	20517	20518	20519	20520	20521	20522	20523	20524	20525	20526	20527	20528	20529	20530	20531	20532	20533	20534	20535	20536	20537	20538	20539	20540	20541	20542	20543	20544	20545	20546	20547	20548	20549	20550	20551	20552	20553	20554	20555	20556	20557	20558	20559	20560	20561	20562	20563	20564	20565	20566	20567	20568	20569	20570	20571	20572	20573	20574	20575	20576	20577	20578	20579	20580	20581	20582	20583	20584	20585	20586	20587	20588	20589	20590	20591	20592	20593	20594	20595	20596	20597	20598	20599	20600	20601	20602	20603	20604	20605	20606	20607	20608	20609	20610	20611	20612	20613	20614	20615	20616	20617	20618	20619	20620	20621	20622	20623	20624	20625	20626	20627	20628	20629	20630	20631	20632	20633	20634	20635	20636	20637	20638	20639	20640	20641	20642	20643	20644	20645	20646	20647	20648	20649	20650	20651	20652	20653	20654	20655	20656	20657	20658	20659	20660	20661	20662	20663	20664	20665	20666	20667	20668	20669	20670	20671	20672	20673	20674	20675	20676	20677	20678	20679	20680	20681	20682	20683	20684	20685	20686	20687	20688	20689	20690	20691	20692	20693	20694	20695	20696	20697	20698	20699	20700	20701	20702	20703	20704	20705	20706	20707	20708	20709	20710	20711	20712	20713	20714	20715	20716	20717	20718	20719	20720	20721	20722	20723	20724	20725	20726	20727	20728	20729	20730	20731	20732	20733	20734	20735	20736	20737	20738	20739	20740	20741	20742	20743	20744	20745	20746	20747	20748	20749	20750	20751	20752	20753	20754	20755	20756	20757	20758	20759	20760	20761	20762	20763	20764	20765	20766	20767	20768	20769	20770	20771	20772	20773	20774	20775	20776	20777	20778	20779	20780	20781	20782	20783	20784	20785	20786	20787	20788	20789	20790	20791	20792	20793	20794	20795	20796	20797	20798	20799	20800	20801	20802	20803	20804	20805	20806	20807	20808	20809	20810	20811	20812	20813	20814	20815	2

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CONTINUATION

PRIX ET REVENUS

I

PRIX

PRICE

Indices des prix et des salaires dans quelques pays

(1953 = 100)

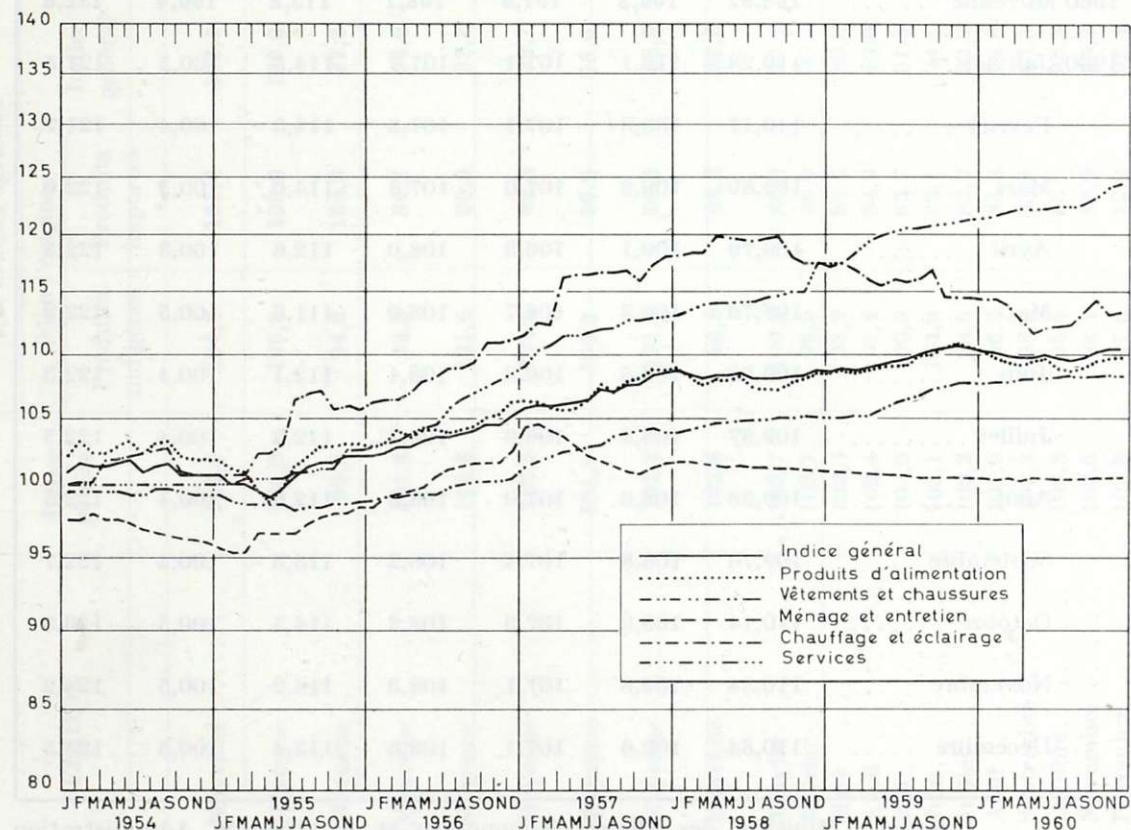
PAYS	Prix de détail ou coût de la vie			Prix de gros			Salaires horaires bruts (a)		
	1959		1960	1959		1960	1959		1960
	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année
Belgique	110	110	110	101	102	102	133	138	141
Etats-Unis d'Amérique	109	111	111	108	109	109	125	129	131
Royaume-Uni	120	121	123	111	112	114	133	140	143
France	129	134	136	127	130	131	158	170	175
Allemagne Occidentale	112	114	114	105	107	108	146	160	167
Pays-Bas	119	121	121	106	103	103	146	159	161

Source : Organisation Européenne de Coopération Economique.

(a) Dans les industries manufacturières.

Indices des prix de détail

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Administration du Commerce.

Evolution des prix de détail par groupe de produits (a)
 (1953 = 100)

PÉRIODE	Indice général	Pro- duits alimen- taires	Produits non alimentaires				Services
			En- semble	Pro- duits d'habi- lement	Chau- fage et éclai- rage	Pro- duits d'entre- tien	
1952 Moyenne	100,3	99,2	101,6	100,9	97,8	105,0	..
1953 Moyenne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954 Moyenne	101,3	102,7	99,2	99,6	101,5	97,0	100,0
1955 Moyenne	100,8	101,5	99,2	98,7	104,1	96,9	101,0
1956 Moyenne	103,65	104,2	101,5	99,7	108,7	100,7	105,5
1957 Moyenne	106,93	107,0	104,5	103,0	115,6	102,4	111,7
1958 Moyenne	108,31	107,9	106,2	104,7	118,9	101,4	114,7
1959 Moyenne	109,64	109,5	106,6	106,4	116,1	100,7	120,0
1960 Moyenne	109,97	109,3	107,0	108,1	113,2	100,4	122,6
1960 Janvier	110,28	110,1	107,1	107,7	114,5	100,5	121,5
Février	110,17	109,8	107,1	107,8	114,5	100,4	121,7
Mars	109,89	109,3	107,0	107,8	114,0	100,5	122,0
Avril	109,79	109,1	106,8	108,0	112,6	100,3	122,3
Mai	109,76	109,3	106,7	108,0	111,6	100,5	122,2
Juin	109,98	109,6	106,8	108,1	112,1	100,4	122,3
JUILLET	109,67	108,8	106,9	108,1	112,3	100,4	122,5
Août	109,56	108,6	107,0	108,3	112,6	100,4	122,5
Septembre	109,76	108,8	107,1	108,2	113,3	100,4	122,7
Octobre	110,14	109,3	107,3	108,2	114,5	100,5	123,3
Novembre	110,34	109,6	107,1	108,3	113,2	100,5	124,2
Décembre	110,34	109,6	107,1	108,3	113,4	100,5	124,5

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) Les indices partiels ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.
 Pour l'année 1952, d'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)

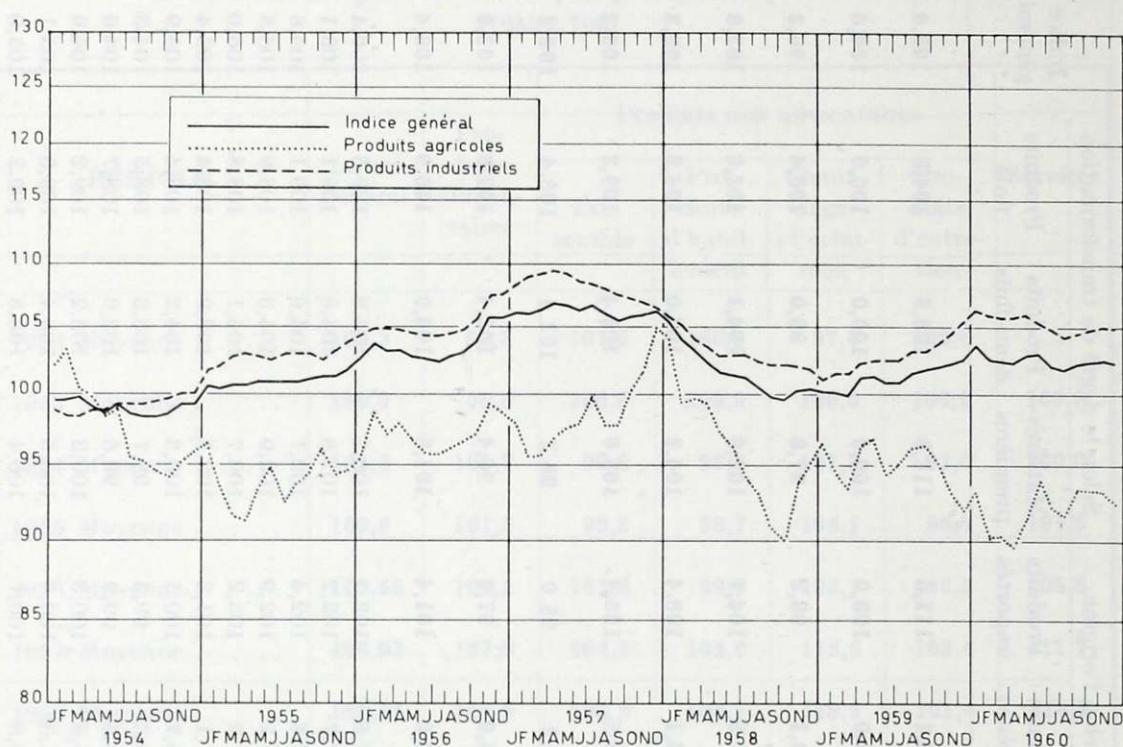
PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles				Produits industriels				Indice général	
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis		
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés					
1952 Moyenne	107,0	104,9	101,4	103,1	105,7	117,6	112,9	108,5	104,8	108,0	
1953 Moyenne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
1954 Moyenne	99,0	94,0	104,9	97,8	99,1	98,2	97,8	99,0	100,4	99,2	
1955 Moyenne	101,0	93,3	94,7	94,0	101,5	104,7	102,9	104,1	102,0	102,8	
1956 Moyenne	103,6	101,6	90,8	97,2	104,1	108,4	104,2	107,0	104,8	105,3	
1957 Moyenne	106,3	101,2	90,8	98,7	109,5	106,9	105,6	109,4	109,2	108,2	
1958 Moyenne	101,7	100,0	90,9	96,0	107,3	95,0	96,2	102,4	108,4	103,2	
1959 Moyenne	101,3	101,1	90,8	95,0	105,9	97,0	96,4	102,4	107,8	103,0	
1960 Moyenne	102,6	98,9	84,5	92,2	107,0	101,4	101,5	104,0	108,9	105,4	
1960 Janvier	103,7	100,8	88,3	93,3	107,8	103,4	103,7	104,9	109,3	106,4	
Février	102,7	96,9	86,9	90,2	107,7	102,2	102,8	104,8	109,1	106,1	
Mars	102,5	98,2	85,4	90,3	107,3	102,4	102,1	104,6	109,1	105,8	
Avril	102,4	97,8	84,9	89,6	107,2	102,9	102,9	104,3	108,9	105,8	
Mai	102,9	100,9	83,7	91,5	107,2	103,2	103,7	104,1	108,8	106,0	
Juin	103,1	104,9	83,1	94,1	107,1	101,3	102,5	103,9	108,4	105,4	
Juillet	102,2	98,5	83,9	92,2	106,7	100,5	100,3	104,2	108,4	104,9	
Août	101,9	96,8	84,8	92,6	106,3	99,3	98,7	103,6	108,5	104,3	
Septembre	102,3	98,3	83,8	93,5	106,5	99,9	99,6	103,6	108,7	104,6	
Octobre	102,5	98,4	83,5	93,3	106,8	100,3	100,2	103,2	109,2	104,9	
Novembre	102,6	98,1	82,9	93,2	107,0	100,8	100,5	103,4	109,3	105,1	
Décembre	102,3	97,6	82,2	92,4	106,8	100,7	100,4	103,3	109,2	105,0	

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros

(1953 = 100) (a)

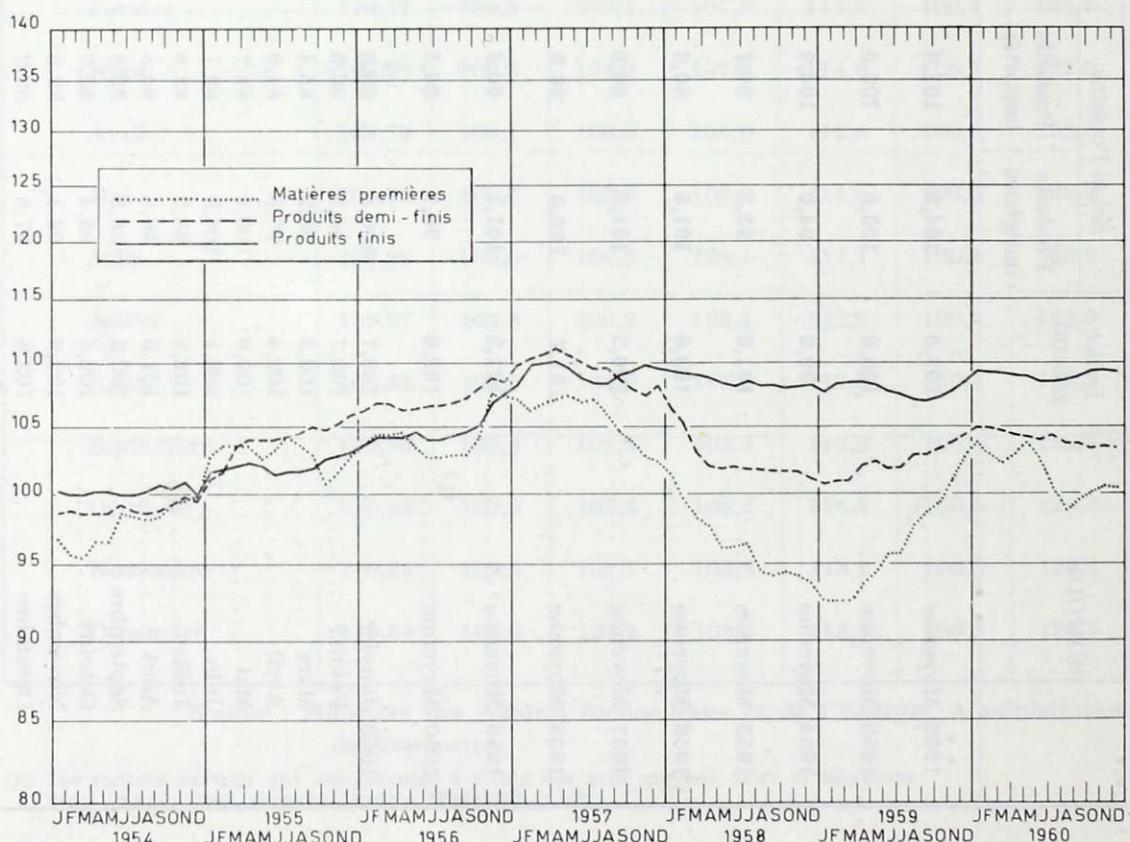


Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels

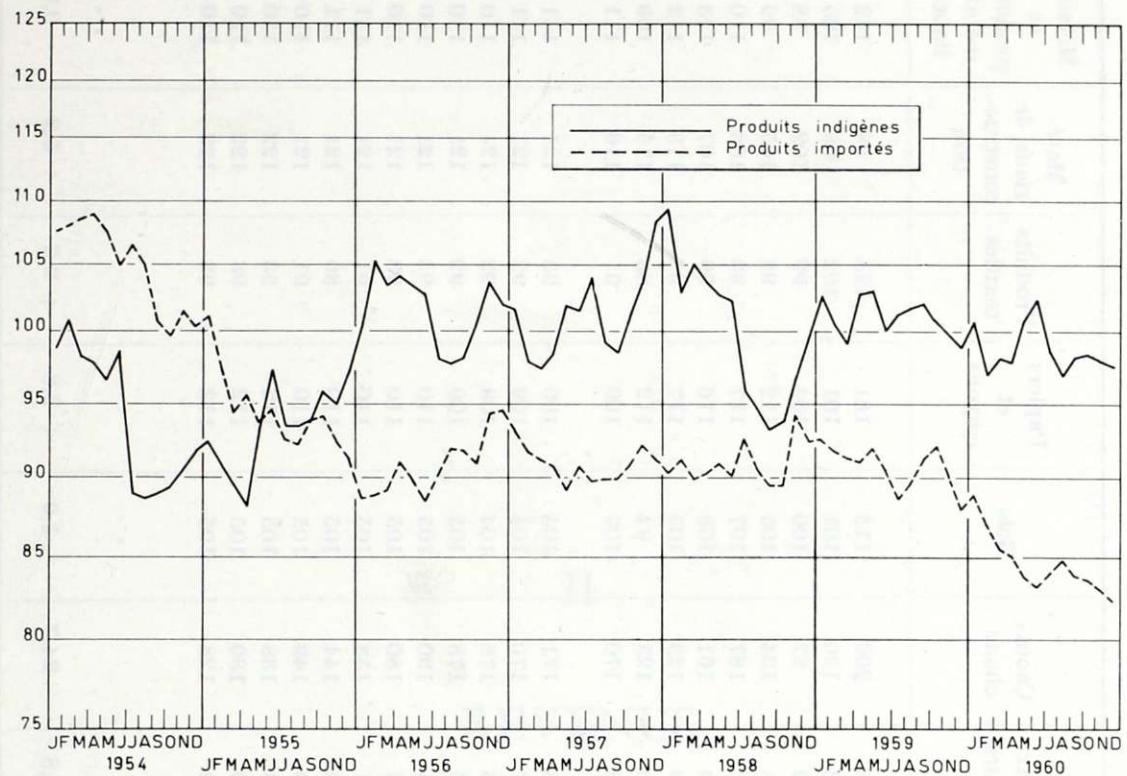
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

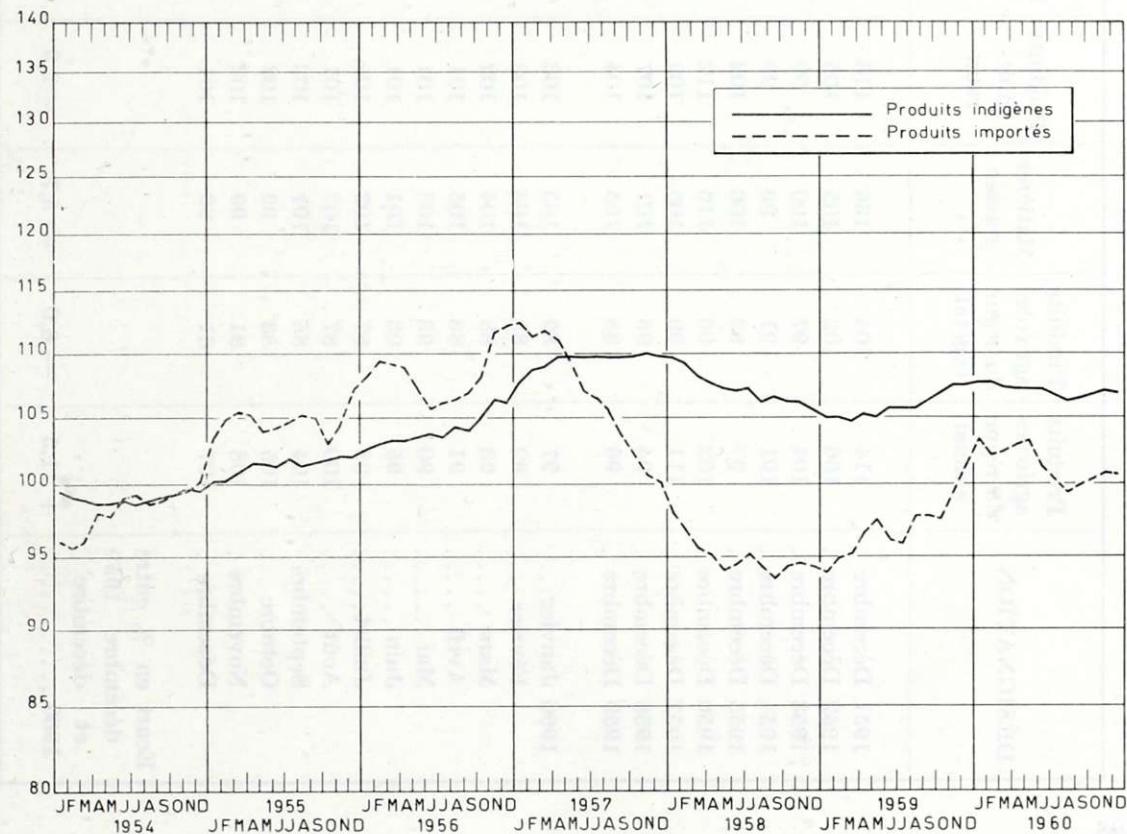
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
 (1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
 (1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices partiels des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Produits de construction	Métaux et produits métalliques
1951 Décembre .	114	104	136	113	125	108	206	115	161	125	98	112
1952 Décembre .	106	102	105	105	106	103	130	101	101	102	99	105
1953 Décembre .	104	97	100	99	100	99	87	100	104	99	102	98
1954 Décembre .	101	91	99	99	101	88	134	105	112	98	105	99
1955 Décembre .	97	93	106	102	106	90	187	107	117	93	106	110
1956 Décembre .	102	96	116	112	106	89	161	108	116	99	107	113
1957 Décembre .	111	99	106	109	109	89	123	105	117	95	113	112
1958 Décembre .	94	96	101	107	108	90	123	94	112	83	115	109
1959 Décembre .	96	88	105	104	108	105	170	103	109	91	116	111
1960 Janvier ...	97	89	105	103	109	108	171	104	109	93	121	111
Février ..	92	88	104	103	110	107	170	104	109	92	121	111
Mars	93	88	104	102	110	106	176	104	109	92	121	110
Avril	91	88	105	101	109	106	178	105	109	92	121	110
Mai	90	93	103	101	108	104	190	105	110	95	121	110
Juin	95	93	101	101	106	102	180	105	110	93	121	110
JUILLET....	98	87	102	101	106	101	158	105	110	91	121	111
Août	100	87	102	101	106	100	144	105	110	89	121	111
Septembre ..	104	85	101	102	105	100	149	105	110	91	121	110
Octobre ..	105	83	99	102	105	98	138	105	112	93	122	110
Novembre ..	108	81	99	102	106	100	130	105	112	93	122	110
Décembre ..	107	81	99	101	106	100	128	105	112	93	122	110
Ecart en % entre décembre 1959 et décembre 1960	+ 11,5	- 8,0	- 5,7	- 2,9	- 1,9	- 4,8	- 24,7	+ 1,9	- 2,8	+ 2,2	+ 5,2	- 0,9

Ecart en % entre
décembre 1959

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

II

REVENUS

<i>Revenus du travail</i>	. . . . .	p. 201 à 204
<i>Revenus des sociétés</i>	. . . . .	p. 205 à 212

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1958 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondération	1959			1960			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Agriculture, sylviculture	1,92	100,9	100,9	101,4	103,6	104,6	104,5	105,0
Industries extractives	11,42	100,0	100,1	102,5	102,5	102,5	102,5	102,5
Industries manufacturières	62,52	100,4	100,8	102,5	103,0	103,2	103,6	106,2
dont : produits alimentaires	(4,14)	(101,2)	(101,6)	(105,2)	(105,2)	(106,1)	(106,7)	(107,4)
textiles	(9,55)	(100,2)	(102,3)	(102,3)	(102,3)	(102,3)	(102,3)	(108,0)
confection	(4,60)	(101,7)	(101,7)	(101,8)	(104,3)	(107,1)	(107,4)	(107,3)
chimie	(2,26)	(100,0)	(100,0)	(102,6)	(102,6)	(103,5)	(103,5)	(106,6)
métallurgie	(7,42)	(100,0)	(100,0)	(102,4)	(102,4)	(102,4)	(102,4)	(107,4)
fabrications métalliques	(18,89)	(100,0)	(100,0)	(102,2)	(102,5)	(102,5)	(102,5)	(103,5)
Construction	13,70	100,4	100,9	101,1	101,7	106,1	104,4	106,2
Électricité, gaz, eau	0,87	104,2	104,2	106,4	107,1	107,1	107,1	107,1
Commerce	1,81	102,5	103,2	105,1	105,1	106,7	106,7	107,1
Transports	2,66	101,3	101,3	102,9	104,3	104,3	103,0	104,3
Services	5,10	105,3	105,3	107,6	107,8	108,2	109,5	110,3
<i>Indice général</i>	100,00	100,7	101,0	102,6	103,2	103,4	103,7	106,1
								106,8

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires
 (1953 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts				Salaires-coûts			Salaires sociaux par mois dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié	Autres industries par heure	Célibataire	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants	9
		2	3		4					
1954	103	103	102	102	102	103	103	103	103	103
1955	106	105	106	102	106	106	105	105	105	106
1956	115	114	114	118	114	114	110	110	110	111
1957	125	125	125	134	125	125	116	116	117	118
1958	131	129	129	136	132	121	122	122	123	123
1959 Mars	131	129	130	136,1	132,9	122,2	122,8	123,1	123,1	123,1
Juin	132	130	131	135,4	133,7	123,0	123,4	123,7	123,7	123,7
Septembre	134	131	133	138,2	134,9	124,2	124,4	124,6	124,6	124,6
Décembre	137	133	134	139,6	138,1	127,6	128,3	128,7	128,7	128,7
1960 Mars	136	133	135	138,7	137,6	127,1	127,8	128,3	128,3	128,3
Juin	139	135	137	140,7	142,8	130,6	130,7	130,7	130,7	130,7
Septembre	138	135	136	140,6	141,2	129,0	129,4	129,7	129,7	129,7
Décembre	141	136	138	142,3	144,0	131,7	131,7	131,7	131,7	131,5

(a) Les ouvriers des transports non compris.
 (b) A l'exclusion des mines.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
 Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques,
 Louvain (col. 5 à 9).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)			Indices (1958 = 100)	
		Octobre 1958	Octobre 1959	Octobre 1960	Octobre 1959	Octobre 1960
Industries extractives	hommes	38,63	39,36	39,72	102	102
Industries manufacturières.	hommes	31,60	32,20	33,30	102	105
	femmes	18,58	19,13	20,00	103	108
	hommes + femmes	27,91	28,56	29,59	102	106
Industrie de la construction	hommes	30,42	30,72	32,76	101	108
	hommes	32,51	32,98	34,16	101	105
	femmes	18,58	19,13	20,00	103	108
	hommes + femmes	29,75	30,24	31,36	102	105
<i>Moyenne</i>						

Source : Institut National de Statistique.

Gain horaire brut en octobre 1960

Par province, région linguistique et sexe
(en francs)

DÉSIGNATION	Hommes		Femmes	Hommes + femmes	
	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages
Anvers	34,72	34,72	20,33	31,76	31,76
Brabant	32,85	33,00	20,70	29,73	30,36
Flandre occidentale . . .	29,29	29,29	19,58	26,62	26,62
Flandre orientale	29,77	29,77	19,55	26,19	26,19
Hainaut	32,71	35,93	19,16	29,83	34,09
Liège	34,88	37,83	22,85	32,22	35,70
Limbourg	29,72	34,85	17,35	27,45	34,14
Luxembourg	32,15	34,50	18,91	30,31	33,56
Namur	33,49	33,82	19,79	32,27	32,85
<i>Le Royaume</i>	32,45	34,16	20,00	29,37	31,36
Flandre	31,51	32,14	19,72	28,27	29,35
Wallonie	33,68	36,35	20,90	31,08	34,50
Arr. de Bruxelles	33,18	33,18	20,78	30,09	30,09

Source : Institut National de Statistique.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1950	85,7	19,3	22,5
1951	97,8	21,9	22,4
1952	100,6	24,0	23,9
1953	101,5	24,5	24,1
1954	104,3	25,3	24,3
1955	110,3	27,4	24,9
1956	119,0	29,5	24,8
1957	130,0	33,9	26,1
1958	131,4	34,9	26,5
1959	131,3	34,2	26,1
1960	139,0	38,0	27,3

Source : Office National de Sécurité Sociale

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande.

(b) Retenues fiscales et sociales non déductibles; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1957	1958	1959	1960	
				Total	Dont interventions de l'Etat
Vieillesse et décès prématuré .	13 713,0	15 202,8	15 061,3	15 945,1	4 163,4
Maladie-invalidité.....	9 548,6	10 888,9	11 510,0	13 582,7	5 698,8
Chômage	3 716,4	6 104,8	7 996,5	6 690,9	4 345,4
Allocation familiales	8 893,8	9 346,4	9 847,2	10 489,7	729,0
Vacances annuelles.....	5 790,1	5 939,3	5 642,9	5 890,0	78,0
<i>Total ...</i>	41 661,9	47 482,2	50 057,9	52 598,4	15 014,6

Sources : Office National de Sécurité Sociale.

Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins naviguant sous Pavillon belge.

Rendement des sociétés par actions belges et congolaises (a)
 (en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	Evolution de 1959 à 1960	
									chiffres absolus	en pour- cent
<i>Nombre de sociétés recensées (b)</i>	7 594	13 674	13 838	13 978	14 132	13 997	14 454	14 201	- 253	- 1,8
dont : en gain	5 748	9 615	10 082	10 396	10 821	10 471	10 184	10 433	+ 249	+ 2,4
en perte.....	1 846	4 059	3 756	3 582	3 311	3 526	4 270	3 768	- 502	- 11,7
<i>Moyens d'action propres</i>	63 952	235 481	247 078	264 883	284 290	305 574	329 375	325 768	- 3 607	- 1,1
dont : capital versé.....	46 397	142 465	148 636	160 776	176 298	193 773	206 952	205 118	- 1 834	- 0,9
réserves	17 555	93 016	98 442	104 107	107 992	111 801	122 423	120 649	- 1 774	- 1,5
<i>Résultats d'exploitation :</i>										
Solde bénéficiaire net	4 537	21 777	25 093	30 040	33 015	28 213	22 797	27 286	+ 4 489	+ 19,7
Bénéfices	5 228	23 742	26 906	32 212	35 262	30 472	26 917	31 061	+ 4 144	+ 15,4
Pertes	691	1 965	1 813	2 172	2 247	2 259	4 120	3 775	- 345	- 8,4
<i>Dividendes bruts mis en paiement</i>	3 651	13 369	15 497	17 961	19 942	17 785	16 893	18 568	+ 1 675	+ 9,9
<i>Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :</i>										
Solde net	7,1	9,2	10,2	11,3	11,6	9,2	6,9	8,4	+ 1,3	+ 21,7
Dividendes	5,7	5,7	6,3	6,8	7,0	5,8	5,7	5,7	-	-
<i>Dette obligataire au 31 décembre</i>	9 297	37 897	43 277	46 931	54 251	63 537	71 717	78 044	+ 6 327	+ 8,8
<i>Coupons d'obligations bruts</i>	476	1 627	1 884	2 130	2 274	2 655	3 170	3 572	+ 402	+ 12,7

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).

Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publant effectivement leur bilan est sujet à variations.

(b) En unités.

Rendement des sociétés par actions belges

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Nombre de sociétés recensées</i>	12 396	13 309	13 426	13 551	13 433	13 894	13 837
d ^o nt : en bénéfice	8 711	9 668	9 972	10 365	10 031	9 777	10 130
en perte	3 685	3 641	3 454	3 186	3 402	4 117	3 666
<i>Moyens d'action propres</i>	183 067	194 797	208 750	221 573	239 260	257 105	267 6193
d ^o nt : capital versé	109 464	116 492	125 896	133 180	148 079	157 422	164 2298
réserves	73 603	78 305	82 854	88 393	91 181	99 683	103 4892
<i>Résultats d'exploitation :</i>							
Solde bénéficiaire net	13 891	15 963	19 566	21 048	18 802	14 953	18 7651
Bénéfices	15 721	17 487	21 316	23 009	20 739	18 622	22 2671
Pertes	1 830	1 524	1 750	1 961	1 937	3 669	3 4291
<i>Dividendes bruts mis en paiement</i>	8 833	9 930	11 160	12 353	11 293	10 575	12 0188
<i>Dette obligataire</i>	30 937	41 394	45 194	51 452	60 484	68 526	74 812
<i>Coupons d'obligations bruts</i>	1 432	1 793	2 035	2 167	2 530	3 018	3 412
<i>nombre de sociétés en perte</i>							
Rapport _____	29,73	27,35	25,73	23,51	25,33	29,63	26,518
<i>nombre de sociétés recensées</i>							
Rapport _____	7,59	8,19	9,37	9,50	7,86	5,82	7,020
<i>soldé bénéficiaire net</i>							
Rapport _____	4,83	5,09	5,37	5,58	4,72	4,11	4,522
<i>moyens d'action propres</i>							
Rapport _____	56,19	56,78	52,36	53,69	54,45	56,79	54,317
<i>dividendes bruts distribués</i>							
Rapport _____	4,64	4,39	4,50	4,21	4,18	4,40	4,616
<i>moyens d'action propres</i>							
Rapport _____	16,90	20,91	21,65	23,22	25,28	26,65	27,98
<i>dividendes bruts distribués</i>							
Rapport _____							
<i>bénéfices réalisés</i>							
Rapport _____							
<i>coupons d'obligations bruts</i>							
Rapport _____							
<i>montant de la dette obligataire</i>							
Rapport _____							
<i>montant de la dette obligataire</i>							
Rapport _____							
<i>moyens d'action propres</i>							

Coloniales d'après le lieu de leur exploitation

Principale exploitation

Au Congo

A l'étranger

1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Unités

370	443	472	501	495	494	382	80	86	80	80	69	66	60
302	348	365	395	394	360	286	58	66	59	61	46	47	46
68	95	107	106	101	134	96	22	20	21	19	23	19	14

En millions de francs

1937	42 622	46 042	50 534	54 619	60 517	58 116	7 479	9 660	10 090	12 182	11 695	11 753	11 802
1980	27 949	29 946	36 093	38 619	42 202	40 908	3 836	4 195	4 933	7 025	7 075	7 328	7 115
1957	14 673	16 096	14 441	16 000	18 315	17 208	3 643	5 465	5 157	5 157	4 620	4 425	4 687
1964	7 872	9 281	10 614	8 246	6 862	8 541	1 033	1 259	1 194	1 353	1 166	982	1 010
1968	8 106	9 643	10 870	8 491	7 258	8 850	1 088	1 314	1 254	1 384	1 243	1 038	1 049
204	234	362	256	245	396	309	55	55	60	31	77	56	39
838	4 979	6 033	6 623	5 542	5 571	6 507	458	588	768	966	950	748	776
271	1 843	2 201	2 772	3 026	3 164	3 156	63	40	40	28	27	27	27
57	89	94	105	124	150	77	3	2	2	2	1	1	1

En pour-cent

,38	21,44	22,67	21,16	20,40	27,13	25,13	27,50	23,25	26,25	23,75	33,33	28,79	23,33
,55	18,46	20,16	21,00	15,10	11,34	14,70	13,81	13,03	11,83	11,11	9,97	8,36	8,56
,02	11,68	13,10	13,10	10,15	9,21	11,20	6,12	6,08	7,61	7,93	8,12	6,36	6,58
,71	61,42	62,56	60,93	65,27	76,76	73,53	42,10	44,74	61,24	69,80	76,43	72,06	73,98
,48	5,54	4,27	3,79	4,10	4,74	2,44	4,76	5,00	5,00	7,14	3,7	3,70	3,70
,98	3,76	4,78	5,49	5,54	5,23	5,43	0,84	0,41	0,40	0,23	0,23	0,23	0,23

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires

Sociétés ayant leur prin

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Électricité	Industrie du cuir
<i>Nombre de sociétés recensées (unités) :</i>														
1956	50	125	1 360	523	2 664	1 233	106	74	1 087	731	330	561	63	51
1957	49	132	1 431	534	2 696	1 250	100	77	1 094	730	338	552	63	47
1958	49	134	1 414	532	2 702	1 245	100	78	1 041	701	336	538	62	44
1959	52	135	1 465	570	2 820	1 275	103	81	1 047	725	348	545	60	41
1960	53	137	1 457	563	2 853	1 271	100	79	1 009	725	341	534	57	40
<i>Capitaux et réserves (en millions de francs) :</i>														
1952	5 727	1 256	17 759	2 310	6 584	15 460	16 605	4 460	18 812	10 240	993	13 414	2 562	14 944
1953	6 100	1 358	18 837	2 495	7 364	17 148	17 389	5 166	19 724	10 659	1 183	14 200	2 588	15 174
1954	6 418	1 489	20 494	2 654	8 132	18 513	17 853	5 464	19 609	11 100	1 212	14 177	2 579	15 663
1955	6 954	1 645	21 798	2 811	8 765	19 425	16 045	5 777	19 417	11 427	1 307	14 896	2 578	16 493
1956	7 397	2 020	22 872	2 938	9 411	19 936	20 098	6 346	20 118	11 952	1 385	15 597	2 695	17 589
1957	7 810	2 433	26 535	3 014	8 814	21 158	21 636	7 503	20 054	12 484	1 469	17 372	2 760	19 238
1958	8 178	2 725	33 431	3 208	9 947	22 700	24 773	8 084	20 860	13 714	1 507	17 095	2 820	19 738
1959	8 722	2 796	36 641	3 615	10 961	25 015	25 512	8 552	22 031	14 537	1 631	18 771	2 944	21 032
1960	9 389	3 092	40 041	4 005	11 777	26 217	26 546	8 614	21 991	15 095	1 708	19 751	3 068	20 761
<i>Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :</i>														
1952	844	300	1 429	277	874	1 978	1 684	933	962	627	77	1 443	101	1 243
1953	915	360	1 596	264	581	2 009	1 303	758	7	588	38	1 028	47	1 304
1954	1 021	391	1 776	282	666	1 798	607	759	289	734	72	836	157	1 456
1955	988	487	2 094	309	770	1 764	1 089	1 038	496	798	73	1 206	224	1 502
1956	1 137	611	2 134	355	972	1 765	2 346	1 558	441	856	97	1 416	308	1 558
1957	1 135	549	2 544	369	974	2 032	2 717	973	913	923	105	1 530	287	1 581
1958	1 216	555	2 725	378	776	1 993	1 584	693	626	877	93	1 230	270	1 636
1959	1 156	721	2 562	428	704	1 871	719	594	107	1 056	70	1 033	300	1 748
1960	1 177	687	2 783	435	1 134	2 120	1 903	945	844	1 202	107	1 394	523	1 808
<i>Moyenne 1952/1960 ..</i>	1 065	518	2 183	344	828	1 926	1 550	917	521	851	81	1 235	246	1 537
<i>Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :</i>														
1952	431	170	977	138	211	882	1 039	405	507	396	19	624	80	1 036
1953	462	192	1 127	131	195	989	798	401	247	352	20	582	52	1 115
1954	499	209	1 258	146	191	923	410	408	252	394	22	502	131	1 165
1955	535	235	1 379	142	254	1 247	653	456	291	425	22	932	168	1 164
1956	564	283	1 506	163	266	1 065	1 324	537	286	446	22	750	236	1 251
1957	573	315	1 903	187	221	1 255	1 445	540	348	516	28	810	205	1 365
1958	612	347	1 932	186	216	1 110	1 057	491	321	466	32	543	139	1 458
1959	634	403	1 929	204	262	1 267	623	515	272	638	29	577	202	1 511
1960	680	420	2 082	229	275	1 533	992	581	452	720	38	711	290	1 539
<i>Moyenne 1952/1960 ..</i>	554	286	1 560	170	232	1 141	927	482	331	484	26	670	167	1 289

des dividendes mis en paiement ge d'exploitation en Belgique

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de la de
Sociétés ayant leur si

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières						Commerce de détail		Commerce de gros et extérieur		Fabrications métalliques		Métallurgie du fer		Non ferreux		Industrie textile		Industrie alimentaire		Industrie du bois		Industrie chimique		Industrie verrière		Electricité		Gaz	
<i>Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :</i>																																
1951	7,22	13,27	5,78	7,07	4,66	6,06	3,32	8,24	3,46	4,04	1,91	4,08	3,99	6,60	3,57																	
1952	7,53	13,54	5,50	5,97	3,20	5,70	6,26	9,09	2,69	3,87	1,91	4,65	3,11	6,93	3,69																	
1953	7,57	14,14	5,98	5,26	2,65	5,77	4,59	7,76	1,25	3,30	1,69	4,10	1,99	7,35	5,86																	
1954	7,78	14,03	6,14	5,50	2,35	4,99	2,30	7,47	1,29	3,55	1,82	3,54	5,07	7,28	4,42																	
1955	7,69	14,29	6,33	5,05	2,90	6,42	4,07	7,89	1,50	3,72	1,68	6,26	6,52	7,06	4,35																	
1956	7,62	14,01	6,58	5,55	2,83	5,34	6,59	8,46	1,42	3,73	1,59	4,81	8,76	7,11	5,17																	
1957	7,33	12,95	7,17	6,20	2,51	5,93	6,68	7,20	1,74	4,13	1,91	4,66	7,43	7,10	5,03																	
1958	7,48	12,73	5,78	5,79	2,17	4,89	4,27	6,07	1,54	3,40	2,12	3,18	4,93	7,39	4,55																	
1959	7,27	14,41	5,26	5,64	2,39	5,06	2,44	6,02	1,23	4,39	1,78	3,07	6,86	7,18	4,53																	
1960	7,24	13,58	5,07	5,72	2,34	5,85	3,74	6,74	2,06	4,77	2,22	3,60	9,45	7,41	3,0%																	
<i>Dette obligataire (en millions de francs ; fin année) :</i>																																
1951	526	—	12 075	350	307	914	2 397	155	467	542	53	964	91	3 652	127																	
1952	912	—	14 543	364	227	1 249	2 358	151	482	591	64	1 073	90	4 300	297																	
1953	1 840	—	14 790	368	254	1 452	2 069	150	486	696	63	1 097	104	4 589	298																	
1954	2 759	—	18 264	487	297	1 426	2 303	148	503	765	59	1 091	83	4 764	297																	
1955	3 653	—	22 176	476	345	2 007	2 226	45	522	792	66	1 006	190	4 494	31																	
1956	3 972	701	24 576	604	363	2 005	2 158	52	510	789	70	1 038	193	4 434	310																	
1957	4 710	766	27 965	623	447	1 778	2 269	50	529	906	72	1 305	191	5 543	434																	
1958	6 406	863	33 960	612	595	1 679	3 133	45	473	896	71	1 383	190	5 871	44																	
1959	6 619	5 40 791	924	670	1 998	4 679	35	485	981	66	1 263	189	5 510	30																		
1960	7 264	6 46 392	972	838	1 915	4 763	23	457	872	65	1 266	188	5 441	38																		
<i>Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :</i>																																
1952	51,1	56,7	68,4	49,8	24,1	44,6	61,6	43,4	52,7	63,1	24,6	43,2	79,2	83,3	4,0																	
1953	50,4	53,3	70,6	49,6	33,5	49,2	61,2	52,9	3528,5	59,8	52,6	56,6	11,1	85,5	6,2																	
1954	48,9	53,4	70,8	51,7	28,6	51,3	67,5	53,7	87,1	53,6	30,5	60,0	83,4	80,0	8,1																	
1955	54,1	48,2	65,8	45,9	32,9	70,6	60,0	43,9	58,6	53,2	30,1	77,3	75,0	77,4	8,1																	
1956	49,6	46,3	70,6	45,9	27,4	60,3	56,4	34,5	64,9	52,1	22,7	53,0	76,6	80,3	7,4																	
1957	50,5	57,3	74,8	50,7	22,7	61,8	53,2	55,5	38,1	55,9	26,7	52,9	71,4	86,3	6,5																	
1958	50,3	62,5	70,9	49,2	27,8	55,7	66,7	70,8	51,3	53,1	34,4	44,1	51,5	89,1	6,7																	
1959	54,8	55,9	75,3	47,7	37,2	67,7	86,6	86,7	254,2	60,4	41,4	55,9	67,3	86,4	6,7																	
1960	57,8	61,1	73,0	52,6	24,3	72,3	52,1	61,5	53,6	59,9	35,5	51,0	55,4	85,1	8,3																	
<i>Moyenne 1952/1960 . . .</i>	52,0	55,2	71,5	49,4	28,0	59,2	59,8	52,6	63,5	56,9	32,1	54,3	67,9	83,9	6,5																	

**le gataire et de l'autofinancement net
exploitation en Belgique**

	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
57	3,66	3,59	2,29	5,25	3,66	5,28	3,90	5,96	4,61	3,57	2,32	3,66	4,04	2,73	3,14	4,88
69	3,75	5,00	2,75	5,36	4,17	7,67	2,99	7,73	4,34	3,76	2,21	2,94	2,91	3,10	2,89	5,30
86	2,13	5,23	2,50	6,23	4,22	6,70	2,16	7,09	4,88	4,13	1,65	2,78	3,87	6,41	2,44	4,83
42	2,59	3,78	2,74	4,76	4,13	5,48	2,95	7,94	4,93	4,08	1,52	2,91	5,29	5,77	1,61	4,45
25	3,56	4,27	2,44	4,68	3,66	5,56	3,30	7,63	5,35	3,74	2,50	2,24	3,34	6,06	1,47	5,09
17	3,66	5,44	2,71	4,20	3,82	7,29	3,37	7,38	6,42	3,94	2,99	1,76	2,68	3,27	1,50	5,37
35	3,39	5,23	2,46	4,07	4,08	7,78	3,44	6,53	7,62	3,38	4,05	2,97	2,80	12,84	1,34	5,58
55	3,37	4,42	3,13	3,64	3,91	6,70	3,08	5,93	7,40	3,21	2,76	2,59	2,46	6,41	1,58	4,72
52	2,99	3,18	3,31	3,97	3,34	0,69	2,17	4,83	7,51	3,29	2,94	3,23	3,40	5,14	1,31	4,11
93	2,90	3,31	1,15	4,29	2,90	0,49	2,43	5,51	8,19	3,55	2,59	3,14	3,73	5,47	1,25	4,51
79	218	178	19	9	141	938	36	418	7	12	2	57	3	1	14	24 914
78	223	364	18	12	144	848	39	350	8	12	5	52	2	2	19	28 925
82	192	651	18	14	187	906	40	386	8	12	5	52	26	6	40	39 037
78	257	736	17	11	194	1 073	40	362	12	20	4	52	26	8	42	36 237
70	362	670	23	46	199	1 015	40	370	7	24	24	69	26	9	44	41 394
63	412	742	23	51	307	972	36	519	10	26	24	68	25	10	48	45 194
52	419	1 161	23	51	347	985	33	560	10	26	24	65	2	10	48	51 452
48	423	1 187	26	55	359	940	30	589	10	26	24	61	2	10	47	60 484
45	333	1 453	27	72	353	860	29	487	9	26	26	57	18	10	38	68 526
42	304	1 451	25	93	348	780	29	700	8	26	30	52	21	14	39	74 888
—	41,9	59,6	63,3	42,7	44,8	88,3	47,5	63,6	70,8	35,9	54,1	64,4	44,4	38,9	31,2	56,3
—	103,7	64,9	56,2	49,4	43,2	89,7	55,0	58,7	78,6	53,3	125,0	52,9	45,2	51,7	28,6	63,6
—	55,0	74,4	63,6	44,9	34,6	102,7	44,3	57,8	76,1	54,5	500,0	49,1	44,7	38,5	23,7	61,8
—	43,3	76,8	76,0	40,2	45,4	95,7	40,4	52,5	80,5	42,5	57,1	46,0	33,3	48,6	18,1	62,2
—	43,5	63,5	67,6	33,0	40,3	88,5	47,6	54,8	70,3	41,7	96,3	48,8	20,8	45,8	18,1	57,0
—	38,6	59,4	78,6	28,9	40,2	86,0	46,7	53,9	71,8	43,9	87,5	50,7	21,5	84,4	20,2	58,7
—	44,1	58,4	67,5	34,8	38,2	79,9	41,3	52,7	78,7	38,3	184,6	41,8	18,7	46,8	20,8	60,1
—	53,9	129,2	42,3	35,3	43,4	—	53,6	63,6	82,3	44,2	144,4	51,9	24,1	47,6	27,5	70,7
—	44,0	142,4	183,3	49,3	38,8	—	43,6	62,9	77,2	28,6	—	31,8	23,8	45,3	23,5	64,3
—	46,3	71,3	63,6	39,5	40,5	113,6	46,6	57,7	76,8	40,9	127,8	45,6	26,8	51,4	23,6	61,3

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfices (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1960 des sociétés recensées
ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 385	1 165	84,1
Opérations financières et immobilières	1 748	1 218	69,7
Carrières	108	74	68,5
Charbonnages	841	570	67,8
Industrie verrière	215	140	65,1
Métallurgie du fer	1 385	829	59,9
Cimenteries et industries connexes	393	222	56,5
Assurances	445	244	54,8
Banques	947	493	52,0
Non ferreux	824	426	51,7
Industrie alimentaire	860	484	50,5
Fabrications métalliques	2 124	1 070	50,4
Industrie chimique	1 262	618	49,0
Céramiques	45	22	48,9
Commerce de détail	384	156	46,7
Industrie du papier	299	126	42,1
Industrie de la terre cuite commune	57	23	40,3
Industrie textile	939	359	38,2
Commerce de gros	943	221	23,4
Autres secteurs	2 097	1 040	49,6
<i>Total moyen ...</i>	17 260	9 451	54,8

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en pertes ne sont pas reprises dans cette statistique.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET
CONSOMMATION

Bénéfices belges par actions en bénéfices (1)

Bénéfices et dividendes propres nettoys de 1949 à 1965 des sociétés cotées
exercant leur siège d'exploitation en Belgique

SOCIÉTÉ	Bénéfices, millions de francs	Dividendes propres nets en francs	
		en millions de francs	en % des bénéfices
Électricité	1 085	1 152	104
Opérations financières et bancaires	1 793	1 218	68,7
Gaziers	106	54	51,3
Charbonnages	667	254	38,1
Industrie métallurgique	1 197	1 021	85,3
Métaux et minéraux	1 089	820	75,1
Construction et industries mécaniques	1 052	812	77,1
Automobiles	105	64	60,5
Autres	1 000	800	80,0
Total	17 369	9 481	54,6

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Industrie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

(1) Ainsi qu'il résulte des documents de base que les sociétés belges cotées ont versé des dividendes nets aux actionnaires.

I

INVESTISSEMENTS

INVESTMENTS

Investissements dans l'ensemble de l'économie

Défense nationale exclue
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960(b)		
	Sec- teur privé	Sec- teur public															
A. Bâtiments et Génie civil :																	
1. Immeub. d'habitation(a)	15 560	18 080	17 960	19 020	28 000	24 320	25 490	27 020									
2. Locaux professionnels ..	7 480	8 050	8 900	9 750	10 910	10 370	8 960	9 000									
3. Transports et communica-																	
tions	4 650	4 290	4 510	6 240	7 010	6 580	6 570	6 140									
4. Bâtiments publics de																	
l'Etat	730	750	1 170	1 400	1 420	1 290	3 120	2 330									
5. Travaux des pouvoirs																	
subordonnés	4 550	5 110	6 030	5 620	4 800	5 700	5 300	5 670									
6. Travaux agricoles	420	410	490	530	500	530	550										
<i>Total par secteur ...</i>	<i>23 460</i>	<i>9 930</i>	<i>26 540</i>	<i>10 150</i>	<i>27 350</i>	<i>11 710</i>	<i>29 300</i>	<i>13 260</i>	<i>39 440</i>	<i>13 230</i>	<i>35 190</i>	<i>13 570</i>	<i>34 980</i>	<i>17 120</i>	<i>36 570</i>	<i>14 140</i>	
<i>Total A...</i>	<i>33 390</i>	<i>36 690</i>	<i>39 060</i>	<i>42 560</i>	<i>52 670</i>	<i>48 760</i>	<i>52 100</i>	<i>50 710</i>									
B. Outillage :																	
1. Outilage industriel ..	19 270	18 930	20 160	25 630	25 400	24 570	25 160	27 930									
2. Avions	520	500	160	1 160	730	560	460	1 600									
3. Navires et bateaux	950	20	1 550	50	1 670	160	2 050	300	1 990	280	3 380	200	2 500	70	3 160	40	
4. Outilage agricole	1 950	2 000	2 360	2 420	2 490	2 280	2 400										
5. Chemins de fer et tram-																	
ways	140	1 830	80	1 600	110	3 500	180	1 870	130	1 810	180	2 300	100	2 090	230	1 570	
6. Outilage destiné																	
à d'autres branches ..	1 550	2 280	1 370	2 170	1 520	2 150	1 810	2 160	2 410	2 560	2 070	2 200	1 790	3 330	2 060	2 910	
<i>Total par secteur ...</i>	<i>24 380</i>	<i>4 130</i>	<i>24 430</i>	<i>3 820</i>	<i>25 980</i>	<i>5 810</i>	<i>33 250</i>	<i>4 330</i>	<i>33 150</i>	<i>4 650</i>	<i>33 040</i>	<i>4 700</i>	<i>32 410</i>	<i>5 490</i>	<i>37 780</i>	<i>4 520</i>	
<i>Total B ...</i>	<i>28 510</i>	<i>28 250</i>	<i>31 790</i>		<i>37 580</i>	<i>37 800</i>			<i>37 140</i>		<i>37 740</i>	<i>37 900</i>		<i>42 300</i>			

(suite à la page 218)

Investissements dans l'ensemble de l'économie (suite)
 Défense nationale exclue
 (en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960 (b)		
	Sec- teur privé	Sec- teur public															
C. Véhicules automobiles :																	
1. Véhicules utilitaires	2 120	2 630	2 400	2 300												2 120	2 730
2. Voitures	3 300	4 100	4 600	4 600												5 000	5 500
Total par secteur	5 420	6 730	7 000	6 900												7 120	8 230
Total C	5 420	6 730	7 000	6 900												7 120	8 230
D. Divers :																	
Variation cheptel	430	320	- 60	50												770	- 220
Total D	430	320	- 60	50												770	- 220
Total général par secteur	53 690	14 060	58 020	13 970	60 270	17 520	69 500	17 590	80 510	17 880	75 730	18 270	75 280	22 610	82 360	18 660	
Total général ($A + B + C + D$)	67 750		71 990		77 790		87 090		98 390		94 000		97 890		101 020		
Total général arrondi	67 800		72 000		77 800		87 100		98 400		94 000		97 900		101 000		

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Déduction faite des parts d'habitation attribuées aux locaux professionnels.
 (b) Données provisoires.

II

CONSOMMATION

Consommation des produits industriels

1960

BRANCHE D'INDUSTRIE	Biens disponibles				Produits nationaux (d)	
	Origine en % du total par branche		Destination en % du total par branche		Destination en % du total par branche	
	Import- ation (a)	Produc- tion nationale (b)	Marché intérieur (c)	Expor- tation (c)	Marché intérieur	Expor- tation
Charbonnages.....	15	75	90	10	90	10
Cokéfaction et gaz.....	—	100	93	7	94	6
Electricité	4	96	96	4	96	4
Sidérurgie	12	88	31	69	22	78
Industrie des métaux non ferreux.....	28	72	26	74	23	77
Industries chimiques :						
— chimie minérale	2	98	42	58	37	63
— chimie organique	50	50	74	26	40	60
— chimie diverse.....	28	72	66	34	53	47
Industrie pétrolière	29	71	63	37	48	52
Industrie du caoutchouc	33	67	74	26	59	41
Industrie du papier	25	75	82	18	83	17
Industrie textile	15	85	43	57	55	45
Industrie des matériaux de construction	6	94	61	39	59	41
Industrie de la construc- tion	—	100	100	—	100	—
Bois et industrie trans- formatrice du bois	11	89	85	15	83	17
Industrie des peaux et cuirs.....	11	89	73	27	71	29
Industrie du tabac	8	92	79	21	76	24
Industrie alimentaire ...	11	89	93	7	92	8

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Industrie,
Service Planning industriel et Expansion économique.

- (a) Il s'agit de produits terminés du point de vue du secteur industriel considéré.
- (b) Comprend la valeur ajoutée de la production nationale, les fournitures par d'autres industries, les fournitures pour l'agriculture, les prélèvements sur stocks, les importations de matières nécessaires à l'activité du secteur considéré.
- (c) Il est admis — ce qui est approximativement exact — que tout produit exporté a subi un traitement industriel en Belgique.
- (d) Total des ventes effectuées dans un secteur aux différents stades du processus de fabrication.

Consommation

Par catégorie de produits

DÉSIGNATION	Unité	1958	1959	1960
<i>Produits alimentaires :</i>				
Viande fraîche et congelée (a)	10 ³ t	424,2	433,5	453,6
Lait (33 % de matières grasses) :				
livraisons des fermiers aux laiteries . . .	10 ⁶ litres	1 859,0	1 833,0	2 008,8
ventes des laiteries aux particuliers	10 ⁶ litres	412,5	432,5	450,2
Sucre : total déclaré en consommation . . .	10 ³ t	266,3	266,1	273,3
Confitures (b) :				
confitures proprement dites	10 ³ t	13,5	11,5	12,9
fruits confits, corin de prunes, fruits au sirop et conserves de fruits au naturel	10 ³ t	10,0	10,4	11,4
Margarine (b)	10 ³ t	101,2	106,9	114,4
Beurre (c)	10 ³ t	100,0	99,0	94,0
Pommes de terre (d)	10 ³ t	1 913,6	1 357,0	1 893,8
Farine (e)	10 ³ t	792,0	790,9	799,9
<i>Boissons et tabacs :</i>				
Bière	10 ³ hl	10 349,0	10 805,0	10 283,1
Alcool (à 50°, temp. 15° C.) :				
alcool à bouche	10 ³ hl	124,9	121,1	150,1
alcool industriel	10 ³ hl	130,4	130,5	136,2
Vins et moûts de raisins (f)	10 ³ hl	565,5	592,2	663,1
Vins mousseux	10 ³ hl	26,7	30,3	32,2
Tabacs préparés :				
cigares	10 ⁶ pièces	193,5	217,4	231,6
cigarillos	10 ⁶ pièces	560,8	596,7	647,0
cigarettes	10 ⁶ pièces	10 479,9	10 307,8	10 973,1
tabac à fumer	10 ³ t	8,9	8,8	8,5
<i>Habillement :</i>				
Cuir lourds à semelles (d)	10 ³ t	2,3	2,9	2,1
Chaussures (d) :				
dites « tout cuir »	10 ⁶ paires	9,7	10,9	11,1
autres chaussures (g)	10 ⁶ paires	2,6	2,9	3,3
Pantoufles (d)	10 ⁶ paires	7,3	7,5	7,9
<i>Autres produits :</i>				
Gaz (h)	10 ⁶ m ³	533,1	525,0	557,6
Charbons domestiques (i)	10 ³ t	5 337,0	5 268,0	5 221,0
Pneumatiques pour vélocipèdes (d) :				
enveloppes	10 ⁶ pièces	3,0	3,3	3,8
chambres à air	10 ⁶ pièces	2,7	2,6	4,0

Sources : Institut National de Statistique et diverses autres sources.

- (a) Pour la viande porcine, à l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés, mais y compris le lard frais destiné à l'exportation.
- (b) Ventes.
- (c) Estimations (y compris variations de stock et toutes importations).
- (d) Estimation de la production.
- (e) Quantités produites; importations négligeables.
- (f) Importations.
- (g) A l'exclusion des chaussures et pantoufles dont la fabrication relève de l'industrie du caoutchouc.
- (h) Consommation domestique.
- (i) Y compris le charbon livré aux mineurs

Ventes à la consommation
Indices par secteur et par catégorie d'articles
(moyenne mensuelle 1953 = 100)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	DÉSIGNATION	1958	1959	1960
<i>Grands magasins à rayons multiples (a) :</i>				Parfumerie, toilette	129	130	140
<i>Indice général</i>	139	144	156	Jeux, jouets, sports, voyages	130	134	153
Alimentation	140	145	159	<i>Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement :</i>			
périssable	139	142	153	Hommes	132	136	144
non périssable	139	148	169	Dames	96	89	116
restaurant	151	155	162	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	105	104	106
Habillement	138	149	159	<i>Coopératives : Indice général</i>	131	132	138
auvages	109	121	119	Boulangerie	108	115	122
dessus hommes	160	173	204	Alimentation (sauf boulangerie)	139	142	146
dessus femmes	123	135	151	Habillement	116	110	112
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	163	179	187	Ameublement	148	148	132
mercerie, rubans, patrons	100	109	159	Articles de ménage	108	110	127
chaussures, pantoufles	143	162	180	Tabacs	128	111	130
articles divers de parure	133	132	143	Librairie-papeterie	131	144	149
Ameublement	129	126	141	Parfumerie, articles de luxe	138	148	156
textiles	123	120	128	Restaurant, tea-room	119	116	114
meubles, lusterie	135	132	156	Divers	136	131	145
Ménage	149	150	162	<i>Sous-vêtements et mercerie, articles de parure (b)</i>	108	115	111
articles de ménage	131	128	134	<i>Chaussures et pantoufles (b)</i>	115	123	134
appareils ménagers, électricité	238	258	301	<i>Entreprises à succursales (alimentation)</i>	131	138	144
Tabacs, articles pour fumeurs	159	163	175				
Librairie-papeterie	150	150	156				
librairie	153	151	160				
papeterie	149	150	155				

Source : Institut National de Statistique.

(a) Grands magasins à rayons multiples, sans limitation de chiffres d'affaires, mais à l'exclusion de ceux qui sont spécialisés en confection et repris dans la rubrique suivante.

(b) La majorité des firmes recensées sont des magasins à succursales.

Ventes à la consommation en 1960

(moyenne mensuelle 1953 = 100)

MOIS	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives	Magasins à succursales (alimentation)
Janvier	135	138	136
Février	132	129	138
Mars	151	137	142
Avril	159	135	144
Mai	152	135	139
Juin	148	136	136
Juillet	161	138	148
Août	146	134	139
Septembre	156	136	136
Octobre	168	140	140
Novembre	179	132	149
Décembre	191	161	183

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1960

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1959 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier	104	97	101	101	103	96	100
Février	115	106	105	101	114	105	104
Mars	110	106	106	101	109	105	105
Avril	122	103	111	100	122	103	111
Mai	111	101	101	100	111	101	101
Juin	106	105	102	100	106	105	102
Juillet	125	110	110	100	125	110	110
Août	111	105	105	99	112	106	106
Septembre ...	110	104	101	99	111	105	102
Octobre	105	100	98	99	106	101	99
Novembre ...	103	104	107	99	104	105	108
Décembre ...	99	104	108	99	100	105	109

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.

(b) Y compris leurs restaurants.

Ventes à tempérament
Nombre de contrats et crédits annuels accordés
par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			En millions de francs				Crédits accordés			
			1958	1959	1960	1958	1959	1960	1958	1959	1960
	1958	1959									
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	8 838	9 635	9 551	810	840	946	10,5	11,3	9,8	9,8	2,2
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	4 306	4 712	5 058	191	203	212	2,5	2,5	2,5	2,5	2,2
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	56 327	62 513	76 221	2 370	2 539	3 331	30,8	29,9	34,7	34,7	
Motos, scooters, vélorouteurs, bicyclettes	33 391	34 678	38 171	292	284	289	3,8	3,8	3,5	3,5	3,0
Textiles, fourrures, vêtements	509 795	509 330	567 893	613	620	680	8,0	7,6	7,1	7,1	0,8
Livres	37 258	40 525	41 471	64	72	75	0,8	0,8	0,9	0,9	
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	17 765	17 000	19 218	690	648	665	9,0	7,9	6,9	6,9	
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	485 155	496 517	553 395	2 664	2 919	3 312	34,6	35,7	34,5	34,5	
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	605	10 366	13 918	6	60	96	—	0,7	1,0	1,0	
<i>Total</i>	1 153 440	1 185 276	1 324 896	7 700	8 185	9 606	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1959			1960		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	700 540	2 391	29	783 375	3 049	32
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	82 501	2 632	32	96 745	3 025	31
— d'organismes de financement ou de particuliers	402 235	3 162	39	444 776	3 532	37
<i>Total</i> ...	1 185 276	8 185	100	1 324 896	9 606	100

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2 ^e semestre			
	1959	1960	1959		1960	
			Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	523 738	534 420	23 759	47	23 742	47
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	130 677	144 280	1 303	3	1 436	3
— d'organismes de financement ou de particuliers	524 734	529 709	25 445	50	25 523	50
<i>Total</i> ...	1 179 149	1 208 409	50 507	100	50 701	100

Source : Institut National de Statistique.

SIXIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES
EXTÉRIEURES

Ventes à l'exportation
Crédits courts et courts

Système de financement	1959		1960		Nombre millions de francs
	Nombre	Montant millions de francs	Nombre	Montant millions de francs	
Financement direct par les membres	369 241	3 581	399	3 604	1 100
Financement par moyen d'un apport de capita- le	—	—	—	—	9
au capital	40 503	2 608	131	40 543	1 022
à l'organisme de finan- cement ou de partici- pation	—	—	—	—	—
Total	409 744	3 581	530	3 643	1 121

RÉACTIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

Ventes à l'exportation
Nombre de policiers de route mises en jeu

Système de financement	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Nombre en cours de policiers renouvelés au cours de l'année		Nombre millions de francs
	1959	1960	Nombre	%	
Financement direct par les membres	369 241	391 420	23 780	10	1 100
Financement par moyen d'un apport de capita- le	—	—	—	—	—
au capital	40 503	46 500	5 980	10	1 022
à l'organisme de finan- cement ou de partici- pation	—	—	—	—	—
Total	409 744	437 920	30 760	10	1 121

Sources : Institut Général du Travail.

I

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

- | | |
|---|--------------|
| <i>Mouvement général</i> | p. 231 à 233 |
| <i>Structure du commerce extérieur</i> | p. 234 à 238 |
| <i>Répartition géographique du commerce spécial</i> | p. 239 à 242 |
| <i>Balance commerciale</i> | p. 243 à 247 |
| <i>Balance des paiements</i> | p. 248 à 250 |

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION
ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

115 à 115 d
115 à 115 d

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en mil- lions de francs)	Coeffi- cient de cou- verture (pourcen- tage)
	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations (c. i. f.)	Expor- tations (f. o. b.)		
1951 Moyenne mensuelle	3 195	1 690	10 626	11 056	+ 430	104,0
1952 Moyenne mensuelle	3 240	1 695	10 252	10 213	- 39	99,6
1953 Moyenne mensuelle	3 297	2 055	10 094	9 414	- 680	93,3
1954 Moyenne mensuelle	3 686	2 118	10 624	9 598	- 1 026	90,3
1955 Moyenne mensuelle	4 115	2 547	11 846	11 580	- 266	97,8
1956 Moyenne mensuelle	4 572	2 549	13 635	13 177	- 458	96,6
1957 Moyenne mensuelle	4 715	2 412	14 302	13 275	- 1 027	92,8
1958 Moyenne mensuelle	4 752	2 409	13 037	12 691	- 347	97,3
1959 Moyenne mensuelle	4 928	2 443	14 341	13 730	- 611	95,7
1960 Moyenne mensuelle	5 269	2 690	16 488	15 731	- 757	95,4
1959 Janvier	4 649	2 304	13 272	13 232	- 40	99,7
Février	3 929	1 892	12 522	11 246	- 1 276	89,8
Mars	5 329	2 306	14 992	12 824	- 2 168	85,5
Avril	4 955	2 587	13 934	14 462	+ 528	103,8
Mai	4 750	2 420	12 790	12 511	- 279	97,8
Juin	4 920	2 538	14 817	13 523	- 1 294	91,3
Juillet	4 787	2 663	13 382	14 529	+ 1 147	108,6
Août	4 841	2 297	12 882	11 447	- 1 435	88,9
Septembre	4 768	2 576	14 145	14 548	+ 403	102,8
Octobre	5 292	2 461	15 504	14 974	- 530	96,6
Novembre	5 064	2 492	15 562	14 429	- 1 133	92,7
Décembre	5 415	2 645	16 692	15 718	- 974	94,2
<i>Total (a) ...</i>	59 142	29 315	172 090	164 757	-7 333	95,7
1960 Janvier	4 957	2 653	15 775	15 973	+ 198	101,3
Février	4 993	2 455	17 009	15 190	- 1 819	89,3
Mars	5 791	2 913	17 128	17 068	- 60	99,6
Avril	5 081	2 629	15 648	16 251	+ 603	103,9
Mai	5 232	2 498	16 129	15 652	- 477	97,0
Juin	5 264	2 924	15 829	15 871	+ 42	100,3
Juillet	5 288	2 709	15 412	15 053	- 359	97,7
Août	5 369	2 711	15 420	13 120	- 2 300	85,1
Septembre	5 547	2 782	16 512	14 779	- 1 733	89,5
Octobre	5 327	2 761	16 839	16 427	- 412	97,6
Novembre	5 200	2 764	16 925	15 744	- 1 181	93,0
Décembre	4 728	2 328	16 510	15 796	- 714	95,7
<i>Total (a) ...</i>	63 227	32 276	197 854	188 772	- 9 082	95,4

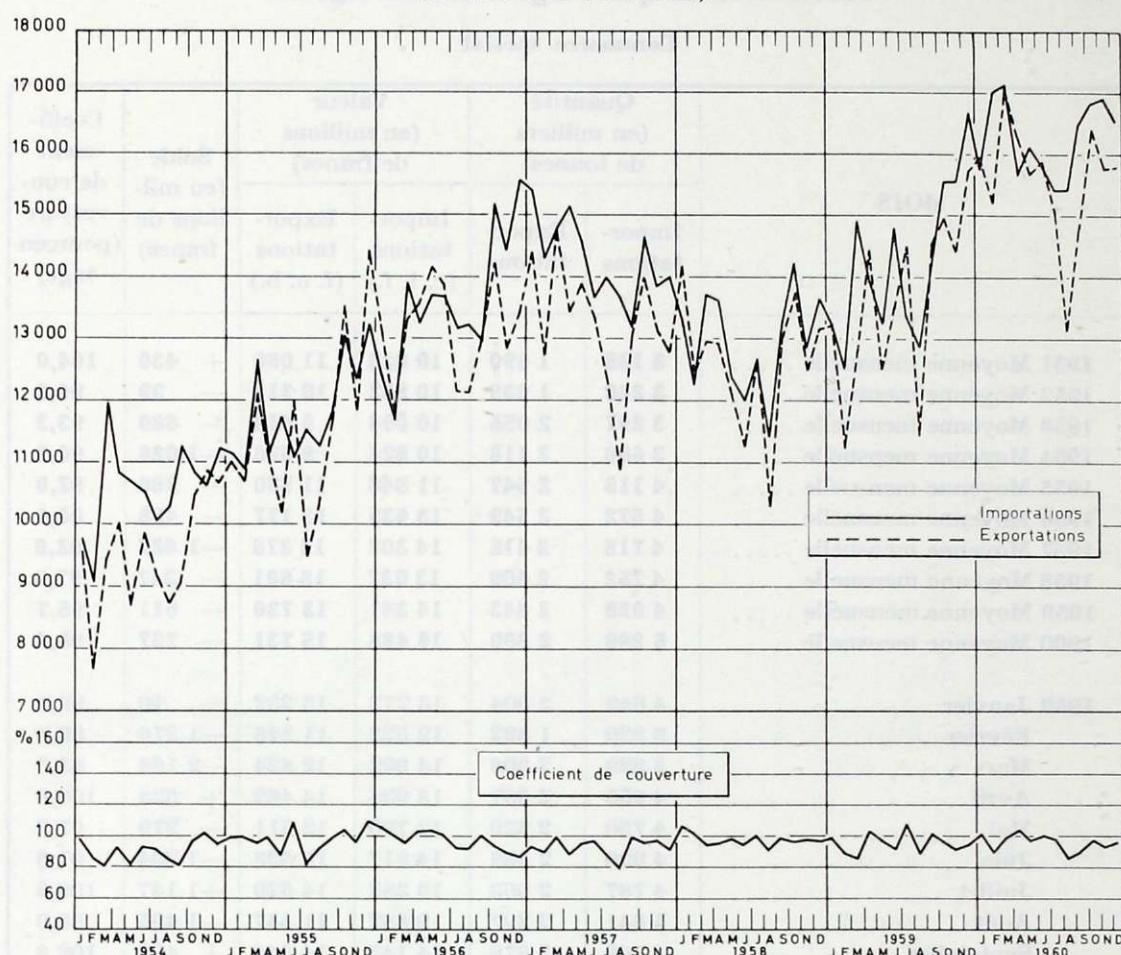
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

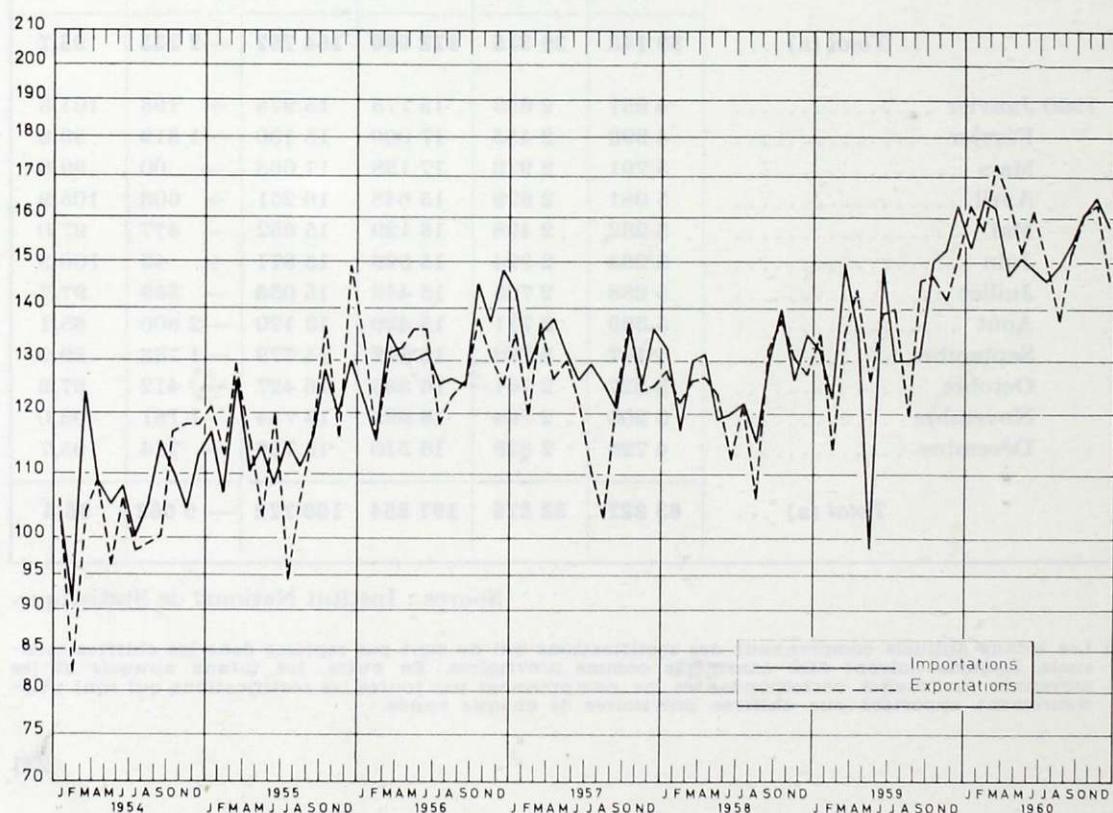
Valeur

(en millions de francs)



Indices de volume

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation
(1953 = 100)

DÉSIGNATION	Volume						Valeur moyenne							
	1951	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1951	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. Importations	97	122	136	139	137	154	174	109	96	99	102	95	93	93
Matières premières et auxiliaires	99	121	134	138	130	153	173	116	98	100	98	87	86	89
Biens d'équipement	97	119	151	139	138	140	163	82	96	97	109	108	110	111
Biens de consommation durables ...	85	134	152	160	175	214	271	97	93	92	92	88	86	88
Biens de consommation non durables,	101	112	121	133	132	150	158	98	97	97	100	99	95	94
B. Exportations	97	127	136	133	136	154	168	120	97	103	106	99	95	97
Matières premières et auxiliaires	104	126	134	132	134	157	171	125	98	105	105	95	92	97
Biens d'équipement	96	120	126	129	122	120	152	92	95	100	112	120	117	105
Biens de consommation durables ...	101	169	209	204	200	248	279	111	94	94	97	101	94	94
Biens de consommation non durables.	103	129	153	150	162	177	198	112	92	94	96	94	92	92
C. Taux d'échange (= —)								110	100	104	104	105	102	104
A														

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Exportations par secteur industriel
(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1953	1956	1957	1958	1959	1960
A. Sidérurgie.....	24,9	39,6	41,3	37,0	37,5	47,6	22,0	25,0	25,9	24,3	22,8	25,2
1. Formes primaires.....	1,6	2,0	3,3	4,1	3,1	6,0	1,4	1,2	2,1	2,7	1,9	3,2
2. Produits mi-finis	23,3	37,6	38,0	32,9	34,4	41,6	20,6	23,8	23,8	21,6	20,9	22,0
B. Fabrications métalliques	18,4	23,8	25,7	27,4	28,5	32,6	16,3	15,1	16,1	18,0	17,3	17,3
1. Articles manufacturés non dénommés	3,1	4,3	4,6	4,3	4,8	5,1	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7
ailleurs.....	4,4	5,9	7,2	7,5	7,6	9,5	3,9	3,7	4,5	4,9	4,6	5,0
2. Machines (sauf électriques)												
dans : machines pour le travail des métaux	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,9)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(0,5)
machines textiles	(0,5)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(1,4)	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,7)
3. Machines et appareils électriques	3,3	4,9	5,1	5,7	4,8	5,7	2,9	3,1	3,2	3,7	2,9	3,0
4. Matériel de transport	5,0	7,4	6,9	8,1	8,9	9,2	4,4	4,7	4,3	5,3	5,4	4,9
dans : matériel ferroviaire	(1,9)	(1,4)	(1,7)	(1,7)	(1,3)	(0,8)	(1,6)	(0,8)	(1,1)	(1,1)	(0,8)	(0,4)
véhicules à moteur	(1,4)	(3,6)	(3,1)	(3,5)	(4,4)	(5,6)	(1,2)	(2,3)	(1,9)	(2,3)	(2,7)	(3,0)
bateaux et navires	(1,5)	(2,0)	(1,3)	(2,5)	(2,2)	(2,0)	(1,3)	(1,2)	(0,8)	(1,6)	(1,3)	(1,1)
5. Armes et munitions	2,7	1,4	1,8	1,8	2,3	3,1	2,4	0,9	1,1	1,2	1,4	1,6
C. Métaux non ferreux.....	10,0	14,7	11,2	10,4	12,8	15,1	8,9	9,3	7,0	6,8	7,8	8,0
1. Non travaillés	8,4	11,4	8,4	7,6	9,6	10,7	7,5	7,2	5,3	5,0	5,9	5,7
2. Travaillés	1,6	3,3	2,8	2,8	3,2	4,4	1,4	2,1	1,7	1,8	1,9	2,3
D. Industrie textile	21,8	25,6	26,6	21,9	24,8	28,5	19,3	16,2	16,7	14,3	15,0	15,1
1. Fibres	7,1	7,3	7,4	5,2	6,2	6,5	6,3	4,6	4,6	3,4	3,8	3,4
2. Fils	5,1	5,5	5,7	4,7	5,4	6,6	4,5	3,5	3,5	3,0	3,3	3,5
3. Tissus et cordages	8,4	10,5	11,1	9,9	10,9	12,6	7,4	6,7	7,6	6,5	6,7	6,7

¹ Autres produits.

E. Industrie chimique	8,0	10,2	11,0	11,5	12,9	12,6	7,1	6,5	6,9	7,6	7,8	6,7
1. Produits inorganiques	1,1	1,8	1,7	1,5	2,4	2,5	1,0	1,2	1,1	1,0	1,5	1,3
2. Produits organiques	0,6	0,8	0,8	0,8	0,9	1,4	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
3. Teintures, tannants et colorants . . .	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
4. Produits pharmaceutiques	0,5	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,4	0,5	0,6	0,5	0,6	0,4
5. Engrais manufacturés	4,2	5,1	5,5	6,6	6,6	5,3	3,7	3,2	3,4	4,3	4,0	2,8
6. Divers	1,1	1,5	1,7	1,6	1,8	2,2	1,0	0,9	1,1	1,1	1,1	1,2
F. Produits alimentaires, boissons, tabacs . .	5,2	6,5	6,1	7,6	7,7	8,1	4,6	4,1	3,8	5,0	4,7	4,3
dout : sucre et sucreries	(1,4)	(1,0)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(1,3)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,5)	(0,4)
viandes fraîches ou préparées	(0,5)	(0,6)	(0,4)	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,4)	(0,3)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,4)
produits laitiers	(0,3)	(0,4)	(0,6)	(0,8)	(0,7)	(1,1)	(0,2)	(0,3)	(0,4)	(0,5)	(0,4)	(0,6)
G. Industrie diamantaire	3,5	7,1	6,2	6,5	8,4	6,6	3,1	4,5	3,9	4,3	5,1	3,5
H. Charbonnages et cokeries	4,2	5,6	5,9	4,2	2,7	2,6	3,7	3,6	3,7	2,8	1,6	1,4
I. Industrie du pétrole	3,0	3,9	4,4	5,2	5,8	5,5	2,7	2,5	2,8	3,4	3,6	2,9
J. Industries diverses	7,1	10,7	10,3	9,8	11,9	13,5	6,3	6,7	6,5	6,4	7,3	7,2
1. Matériaux de construction	1,8	1,9	1,9	1,5	1,9	2,0	1,6	1,2	1,2	1,0	1,1	1,1
dout : ciment	(1,1)	(1,0)	(1,1)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,0)	(0,7)	(0,7)	(0,5)	(0,5)	(0,4)
2. Industrie verrière	2,2	3,9	3,5	3,9	5,1	5,6	2,0	2,5	2,5	2,6	3,1	3,0
dout : verre plat	(1,8)	(3,0)	(2,6)	(2,9)	(3,9)	(4,2)	(1,6)	(1,9)	(1,6)	(1,9)	(2,4)	(2,2)
3. Papier et ouvrages	0,9	1,5	1,6	1,6	1,6	2,1	0,8	0,9	1,0	1,1	1,0	1,1
4. Caoutchouc et ouvrages	0,6	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5
5. Bois et ouvrages	0,5	1,1	1,1	0,9	1,3	1,6	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,8
6. Huiles et graisses	1,0	1,1	0,9	0,7	0,6	0,7	0,9	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4
7. Chaussures	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Total (A à J)	106,1	147,8	148,6	141,5	153,2	172,8	93,9	93,5	93,3	92,9	93,0	91,6
K. Autres secteurs	6,9	10,3	10,7	10,8	11,6	15,9	6,1	6,5	6,7	7,1	7,0	8,4
Total général	113,0	158,1	159,3	152,3	164,7	188,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations par secteur industriel
(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale					
	1953	1956	1957	1958	1960	1953	1956	1957	1958	1959	1960
A. Sidérurgie.....	3,0	5,2	5,9	4,2	4,9	6,2	3,2	3,4	2,7	2,8	3,1
1. Formes primaires.....	1,6	2,5	2,5	1,9	2,2	2,7	1,3	1,5	1,4	1,7	1,4
2. Produits mi-finis	1,5	2,8	3,4	2,3	2,7	3,5	1,2	1,7	1,5	1,0	1,8
B. Fabrications métalliques	22,5	31,9	32,7	32,9	35,6	43,9	18,5	19,5	19,1	21,0	22,2
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs.....	2,4	3,1	3,3	3,1	3,1	3,6	2,0	1,9	1,9	2,0	1,8
2. Machines (sauf électriques)	9,6	13,6	13,4	12,2	12,9	15,8	7,9	8,3	7,8	7,8	8,0
don : machines pour le travail des métaux	(0,8)	(1,2)	(0,9)	(0,7)	(0,8)	(1,3)	(0,6)	(0,7)	(0,5)	(0,4)	(0,7)
machines textiles	(0,9)	(1,3)	(1,4)	(1,2)	(1,0)	(1,0)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,6)	(0,7)
3. Machines et appareils électriques	3,3	5,2	5,2	5,4	5,8	7,0	2,7	3,2	3,0	3,4	3,5
4. Matériel de transport	6,5	9,7	10,5	11,9	13,3	17,2	5,4	5,9	6,1	7,6	7,7
don : matériel ferroviaire	(0,3)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,1)
véhicules à moteur	(5,1)	(6,9)	(8,0)	(8,5)	(10,1)	(13,4)	(4,2)	(4,2)	(4,7)	(5,4)	(6,8)
bateaux et navires	(0,3)	(0,7)	(0,5)	(1,0)	(0,6)	(0,8)	(0,2)	(0,5)	(0,3)	(0,6)	(0,4)
5. Armes et munitions.....	0,6	0,2	0,3	0,3	0,4	(0,2)	0,5	0,5	0,2	0,2	0,2
C. Métaux non ferreux.....	6,8	11,2	8,0	7,5	9,3	13,1	5,6	6,8	4,7	4,8	5,4
1. Non travaillés	6,4	10,6	7,4	7,0	8,6	12,3	5,3	6,4	4,3	4,5	5,0
2. Travaillés	0,4	0,6	0,6	0,5	0,6	0,8	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4
D. Industrie textile	19,4	20,9	23,8	17,3	20,1	22,9	16,0	12,8	13,9	11,1	11,6
1. Fibres	13,7	14,1	15,6	10,1	11,6	13,1	11,4	8,6	9,1	6,5	6,6
2. Filis	1,3	1,5	1,8	1,3	1,8	2,1	1,0	0,9	1,0	0,8	1,1
3. Tissus et cordages	3,1	4,0	4,7	4,3	4,9	5,6	2,5	2,4	2,7	2,7	2,8
4. Autres produits finis	1,3	1,4	1,6	1,7	1,8	2,1	1,1	0,9	1,1	1,1	1,1

E. <i>Industrie chimique</i>	5,5	8,8	10,0	10,2	11,4	12,0	11,4	12,0	11,4	12,0	12,0
1. Produits organiques	0,8	1,5	1,4	1,5	1,6	1,4	0,6	0,9	1,0	0,9	0,7
2. Produits organiques	0,7	1,2	1,4	1,3	1,5	1,8	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
3. Teintures, tannants et colorants	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0	1,3	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7
4. Produits pharmaceutiques	0,9	1,2	1,9	1,8	1,9	2,2	0,7	0,8	1,1	1,1	1,1
5. Engrais manufacturés	1,4	1,5	1,8	2,0	2,0	2,0	1,1	0,9	1,0	1,3	1,2
6. Divers	0,9	2,5	2,5	2,7	3,2	4,0	0,8	1,5	1,5	1,7	1,9
F. <i>Produits alimentaires, boissons, tabacs</i>	21,7	24,0	24,0	23,3	24,9	25,3	18,0	14,6	14,0	14,9	14,5
dont : sucre et sucreries	(0,7)	(0,4)	(0,7)	(0,5)	(0,6)	(0,9)	(0,6)	(0,4)	(0,3)	(0,3)	(0,5)
viandes fraîches ou préparées.	(0,7)	(0,8)	(1,1)	(1,0)	(0,9)	(1,2)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,5)	(0,6)
produits laitiers	(2,8)	(2,1)	(2,2)	(1,6)	(2,0)	(1,6)	(2,3)	(1,3)	(1,0)	(1,1)	(0,8)
G. <i>Industrie diamantaire</i>	3,3	6,1	6,4	5,4	8,1	7,4	2,8	3,7	3,7	3,5	4,7
H. <i>Charbonnages et cokeries</i>	4,1	7,3	8,6	8,4	8,1	7,8	3,4	4,5	5,0	5,4	4,7
I. <i>Industrie du pétrole</i>	7,3	10,8	13,6	12,7	11,6	11,5	6,1	6,6	7,9	8,1	6,7
1. Produit brut ou semi-raffiné	3,7	6,0	7,7	7,8	7,4	7,1	3,1	3,7	4,5	5,0	4,2
2. Produits dérivés	3,6	4,8	5,9	4,9	4,2	4,4	3,0	2,9	3,4	3,1	2,5
J. <i>Industries diverses</i>	8,6	12,2	13,3	11,9	12,9	15,2	7,1	7,5	7,8	7,6	7,5
1. Matériaux de construction	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Industrie verrière	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
3. Papier et ouvrages	2,6	4,0	4,4	4,1	4,1	4,8	2,1	2,4	2,6	2,6	2,4
4. Caoutchouc et ouvrages	1,2	1,9	1,8	1,7	2,0	2,4	1,0	1,2	1,0	1,1	1,2
5. Bois et ouvrages	2,5	3,6	4,0	3,4	3,7	4,5	2,1	2,2	2,3	2,2	2,3
6. Huiles et graisses	1,4	1,7	1,7	1,4	1,5	1,7	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9
7. Chaussures	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Total (A à J) ...	102,3	138,5	146,3	133,8	147,1	166,1	84,5	84,6	85,3	85,6	84,0
K. <i>Autres secteurs</i>	18,8	25,1	25,3	22,6	25,0	31,7	15,5	15,4	14,7	14,4	16,0
Total général ...	121,1	163,6	171,6	156,4	172,1	197,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale
suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International
(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1953	1956	1957	1958	1959	1960
0. Produits alimentaires	- 14 771	- 15 467	- 15 737	- 13 472	- 15 022	- 14 703
1. Boissons et tabacs	- 1 815	- 1 983	- 2 160	- 2 241	- 2 227	- 2 473
2. Matières brutes non combustibles, carburants non compris. dont : 26. Fibres textiles et déchets de fibres textiles	- 18 987	- 25 662	- 26 819	- 19 828	- 21 483	- 25 708
28. Minéraux métallifères et déchets de métaux	(- 6 597)	(- 6 816)	(- 8 143)	(- 4 972)	(- 5 349)	(- 6 586)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes.	(- 6 761)	(- 10 354)	(- 9 699)	(- 7 577)	(- 7 889)	(- 10 339)
4. Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	- 4 212	- 8 544	- 11 803	- 11 618	- 11 193	- 11 649
5. Produits chimiques	+ 471	- 633	- 730	- 753	- 824	- 1 037
6. Articles manufacturés	+ 1 955	+ 1 457	+ 962	+ 1 314	+ 1 498	- 117
61. Cuir, articles manufacturés en cuir, non dénommés ailleurs et fourrures apprêtées	+ 38 689	+ 54 487	+ 53 326	+ 50 484	+ 53 564	+ 61 926
62. Caoutchouc manufacturé, non dénommé ailleurs	(- 143)	(- 181)	(- 237)	(- 260)	(- 291)	(- 475)
63. Articles manufacturés en bois et en liège (à l'exception des meubles)	(- 64)	(- 68)	(- 141)	(- 194)	(- 270)	(- 548)
64. Papier, carton et articles manufacturés en papier, carton ou pâte de bois	(- 311)	(- 276)	(- 281)	(- 276)	(- 122)	(- 139)
65. Filés, tissus, articles textiles façonnés et produits connexes (autres que les vêtements et les chaussures)	(- 876)	(- 1 239)	(- 1 545)	(- 1 384)	(- 1 437)	(- 1 528)
66. Articles minéraux non métalliques, manufac-turés, non dénommés ailleurs	(+ 9 189)	(+ 10 547)	(+ 10 325)	(+ 9 040)	(+ 9 618)	(+ 11 486)
67. Argent, platine, pierres précieuses et bijoux	(+ 2 939)	(+ 4 517)	(+ 3 970)	(+ 3 974)	(+ 5 588)	(+ 6 021)
68. Métaux communs	(+ 129)	(+ 1 006)	(- 307)	(+ 1 163)	(+ 676)	(- 555)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 25 104)	(+ 37 856)	(+ 38 675)	(+ 35 693)	(+ 36 139)	(+ 43 289)
7. Matériel de transport	(+ 2 721)	(+ 2 325)	(+ 2 866)	(+ 2 728)	(+ 3 662)	(+ 4 376)
71. Machines, à l'exception des machines électriques	- 6 763	- 10 382	- 9 936	- 8 147	- 10 819	- 15 743
72. Machines électriques et appareils accessoires	(- 5 213)	(- 7 737)	(- 6 142)	(- 4 640)	(- 5 344)	(- 6 361)
73. Matériel de transport	(+ 46)	(- 284)	(- 116)	(- 274)	(- 1 018)	(- 1 384)
8. Articles manufacturés divers	(- 1 596)	(- 2 367)	(- 3 677)	(- 3 781)	(- 4 456)	(- 7 998)
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	- 1 360	- 233	- 968	- 1 468	- 1 596	- 1 598
<i>Balance générale</i>	- 8 162	- 5 501	- 12 320	- 4 160	- 7 333	- 9 082

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale					
	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1953	1955	1956	1957	1958	1959
1. Pays-Bas	20,1	28,8	34,7	36,2	31,5	35,0	40,1	17,8	20,7	21,9	22,7	20,7	21,2
2. Allemagne Occidentale	10,5	16,3	16,1	16,3	17,6	21,8	29,8	9,3	11,8	10,2	10,2	11,6	13,3
3. France (b)	9,1	13,9	16,9	17,6	16,1	14,9	19,6	8,0	10,0	10,7	11,0	10,6	9,0
4. Etats-Unis	11,5	12,2	15,1	13,1	14,1	21,8	17,9	10,2	8,8	9,6	8,2	9,3	13,2
5. Royaume-Uni	8,8	8,9	10,1	8,9	8,7	9,7	10,5	7,8	6,4	6,4	5,6	5,7	5,5
6. Italie	3,7	3,1	3,2	3,3	3,5	4,3	5,8	3,3	2,2	2,0	2,1	2,3	3,1
7. Suède	3,9	4,8	4,8	5,3	4,0	4,5	5,5	3,5	3,5	3,0	3,3	2,6	2,7
8. Suisse	3,0	3,8	4,8	4,6	4,4	4,5	5,2	2,7	2,7	3,0	2,9	2,9	2,8
9. Danemark	2,5	2,9	2,7	2,6	2,5	2,7	3,5	2,7	2,1	1,7	1,6	1,6	1,9
10. Congo (Léo) et Ruanda-Urundi	6,6	6,6	7,1	7,0	5,9	4,5	3,1	5,8	4,8	4,5	4,4	3,9	2,7
11. Chine (République populaire)	0,1	0,4	1,1	1,1	2,6	1,6	2,2	—	0,3	0,7	0,7	1,7	1,0
12. Norvège	2,0	2,4	2,2	2,1	1,9	1,7	2,1	1,8	1,7	1,4	1,3	1,2	1,0
13. Canada	1,5	1,4	2,5	2,1	1,7	2,1	1,4	1,0	1,6	1,3	1,1	1,3	1,1
14. Portugal	1,8	1,5	1,4	1,5	1,7	1,5	1,8	1,6	1,1	0,9	0,9	1,1	1,0
15. Grèce	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1	1,0	1,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,6
16. Finlande	0,7	1,2	1,3	1,0	1,1	1,6	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8
17. Venezuela	0,8	1,0	1,4	1,8	1,7	1,7	1,4	0,7	0,7	0,9	1,1	1,1	1,0
18. Argentine	0,2	1,2	0,8	2,8	3,1	2,1	1,4	0,2	0,8	0,5	1,8	2,0	1,3
19. Australie	0,6	1,3	1,0	0,7	0,8	1,3	0,5	0,9	0,7	0,4	0,6	0,5	0,7
20. Autriche	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,3	1,3	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
21. Japon	0,9	0,8	1,0	1,3	0,9	1,1	1,2	0,8	0,6	0,7	0,8	0,6	0,7
22. Inde	1,0	1,1	2,4	2,0	1,9	0,8	1,2	0,9	0,8	1,5	1,3	1,2	0,5
23. Tchécoslovaquie	0,2	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7	1,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6
24. Union Sud-Africaine	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	0,9	1,1	1,2	1,0	0,9	1,0	0,9	0,6
25. Espagne	0,7	1,0	1,5	1,0	1,0	1,1	1,0	0,6	0,7	0,9	0,6	0,7	0,5
Autres pays	20,0	20,9	22,4	22,8	21,6	21,6	25,2	17,7	15,0	14,2	14,3	14,2	13,3
<i>Total ...</i>	113,0	139,0	158,1	159,3	152,3	164,8	188,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1960.
(b) Y compris la Saxe de 1953 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Principales exportations vers les Etats-Unis
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)
V. <i>Produits minéraux</i>	157	129	360	219	263	157	161	188
doint : huiles de goudron, etc.	98	61	120	119	99	76	68	112
VI. <i>Produits chimiques, etc.</i>	806	463	644	760	902	906	1 828	1 698
doint : produits chimiques proprement dits	203	170	259	264	221	196	776	644
engrais	363	77	120	112	122	219	310	348
produits photographiques, etc.	165	152	209	324	498	445	639	620
VIII. <i>Peaux, cuirs et pelleteries, etc.</i>	109	89	114	130	97	80	104	94
doint : pelleteries	93	72	96	107	59	38	57	41
XI. <i>Matières textiles et ouvrages</i>	1 886	1 666	2 092	2 235	2 192	1 781	2 504	2 503
doint : soie artificielle	278	197	352	219	248	228	262	117
laine, etc.	642	583	807	1 017	952	708	1 249	549
coton, etc....	272	195	188	189	193	150	169	198
lin, etc.	525	522	557	600	581	483	587	677
XIII. <i>Ouvrages en pierres, céramiques, verre, etc.</i>	582	496	916	1 110	823	888	1 519	1 390
doint : verre et ouvrages en verre	557	466	896	1 075	792	832	1 354	1 243
XIV. <i>Perles fines, pierres précieuses, etc.</i>	1 459	2 251	3 301	3 860	2 763	3 087	4 185	3 435
XV. <i>Métaux communs et ouvrages</i>	5 583	3 357	3 966	5 804	4 850	5 961	9 803	6 768
doint : fer, fonte, acier	3 736	1 952	2 149	3 898	3 363	4 368	7 800	5 454
étain	930	789	737	737	406	352	95	146
zinc	191	74	221	506	413	202	71	59
métaux rares	469	359	451	231	229	428	800	402
XVI. <i>Machines, matériel électrique</i>	271	310	163	299	413	254	344	194
Machines et appareils	233	261	114	242	331	156	286	137
Matériel électrique	38	49	49	57	82	98	58	57
XVII. <i>Matériel de transport</i>	11	15	24	36	68	196	470	498
XIX. <i>Armes et munitions</i>	256	206	286	221	330	303	346	394
Total ...	11 120	8 976	11 866	14 674	12 501	13 613	21 264	17 162
Autres postes	424	299	317	416	412	463	522	729
Total des exportations ...	11 544	9 275	12 183	15 090	13 113	14 076	21 786	17 891

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

(b) Les données de 1960 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Imports par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale							
	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Allemagne Occidentale	14,9	19,7	24,3	26,7	26,8	28,1	33,7	12,3	13,9	14,9	15,6	17,1	16,4	17,0
2. Pays-Bas	16,6	18,8	21,4	24,3	24,6	27,1	29,4	13,7	13,2	13,1	14,2	15,7	15,8	14,8
3. France (b)	13,4	17,7	19,5	20,4	18,1	21,6	26,9	11,1	12,4	11,9	11,6	12,6	12,6	13,6
4. Etats-Unis	12,4	15,7	20,4	21,2	15,5	16,2	19,6	10,3	11,0	12,5	12,3	9,9	9,4	9,9
5. Royaume-Uni	11,0	12,1	13,2	14,1	11,6	14,3	14,6	9,0	8,5	8,1	8,2	7,4	8,3	7,4
6. Congo (Léo) et Ruanda-Urundi	9,1	11,7	12,1	9,5	8,3	9,8	13,3	7,5	8,2	7,4	5,5	5,8	5,8	6,7
7. Suède	3,9	4,5	4,9	5,2	4,8	4,7	6,0	3,2	3,2	3,0	3,0	2,7	2,7	3,0
8. Italie	1,8	2,2	2,4	3,2	3,4	4,0	4,7	1,5	1,5	1,4	1,9	2,2	2,3	2,4
9. Suisse	3,0	2,9	3,3	3,4	3,2	3,2	3,6	2,5	2,5	2,0	2,0	2,0	1,9	1,8
10. Australie	3,6	3,3	3,4	3,8	2,7	2,9	2,8	3,0	2,8	2,1	2,2	1,7	1,7	1,4
11. Canada	2,9	2,5	2,3	2,1	2,2	2,3	2,4	2,4	2,4	1,7	1,4	1,2	1,3	1,2
12. Irak	1,1	1,6	1,5	0,2	0,4	2,0	2,4	0,8	1,1	0,9	0,1	0,2	1,1	1,2
13. Argentine	2,4	1,2	1,7	2,0	2,2	2,4	2,3	2,0	0,9	1,0	1,2	1,4	1,4	1,2
14. Iran	0,1	0,5	1,2	2,5	3,5	2,7	2,2	—	0,3	0,7	1,4	2,2	1,6	1,1
15. Finlande	0,8	1,5	1,7	1,8	1,5	1,7	1,9	0,7	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
16. Union Sud-Africaine	0,8	1,6	2,0	1,4	1,6	1,9	0,7	1,1	1,2	1,2	0,9	0,9	1,0	1,0
17. Pérou	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	1,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,7
18. U.R.S.S.	0,8	1,5	1,8	1,7	1,3	1,6	1,4	0,7	1,1	1,1	1,0	0,8	0,9	0,7
19. Brésil	1,5	1,1	1,5	1,0	0,9	1,2	1,3	1,2	0,8	0,9	0,6	0,6	0,7	0,7
20. Arabie Séoudite	0,2	0,3	1,0	0,9	1,0	0,5	1,2	0,2	0,2	0,6	0,5	0,6	0,3	0,6
21. Nouvelle-Zélande	0,5	0,7	0,8	1,0	0,7	0,8	1,2	0,4	0,5	0,6	0,4	0,4	0,6	0,6
22. Espagne	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,9	1,2	0,6	0,6	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6
Autres pays	19,2	19,7	21,8	23,3	21,1	22,0	22,5	15,8	13,9	13,3	13,6	13,5	12,8	11,4
<i>Total . . .</i>	121,1	142,2	163,6	171,6	156,4	172,1	197,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des importations en 1960.

(b) Y compris la Saxe de 1954 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Principales importations en provenance des Etats-Unis
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1956	1957	1958	1959	1960 (b)
II. Produits du règne végétal	2 261	4 071	2 653	3 013	4 029	3 627
dont : fruits comestibles	368	534	545	329	254	203
céréales	1 735	2 962	1 678	2 342	3 112	2 533
graines, etc.	103	494	360	292	583	800
III. Corps gras	288	238	255	94	148	263
IV. Produits des industries alimentaires . . .	794	932	956	916	1 038	1 057
dont : cacao et ses préparations	52	3	3	6	8	10
préparations de légumes, etc.	142	238	334	325	292	274
tabacs	492	443	441	431	424	465
V. Produits minéraux	1 356	3 045	4 279	2 250	1 554	1 371
dont : sel, soufre, etc.	78	140	215	163	142	146
combustibles, etc.	1 167	2 727	3 900	1 965	1 272	1 112
VI. Produits chimiques, etc.	942	1 402	1 790	1 607	1 899	2 131
dont : produits chimiques proprement dits	356	630	692	658	739	1 011
produits pharmaceutiques	237	327	639	531	712	674
extraits tannants	179	284	271	235	250	195
savons, bougies, etc.	70	70	86	66	71	71
VIII. Peaux, cuirs, pelleteries, etc.	121	138	154	130	153	203
IX. Bois, liège et ouvrages	84	106	81	37	31	80
dont : bois et ouvrages	83	104	79	36	30	79
X. Papier et ses applications	108	201	272	258	260	342
Matières premières	15	57	99	103	108	165
Carton et papier, ouvrages	62	109	134	113	117	136
Livres	31	35	38	41	35	41
XI. Matières textiles et ouvrages	1 171	1 421	2 883	1 443	1 078	2 030
dont : soie artificielle, etc.	112	142	168	123	141	243
coton	924	1 044	2 431	1 097	585	1 560
bonneterie	12	19	28	20	15	14
vêtements, lingerie, etc.	49	63	72	57	52	42
XIV. Pierres précieuses, etc.	209	419	519	239	484	575
XV. Métaux et ouvrages en métal	809	1 746	1 611	580	437	938
dont : fer, acier, etc.	512	1 404	1 316	404	220	384
plomb	211	212	160	40	67	53
XVI. Machines, matériel électrique	2 066	2 976	2 461	1 871	1 948	2 869
Machines et appareils	1 556	2 255	1 900	1 383	1 419	2 333
Matériel électrique	510	721	561	488	530	536
XVII. Matériel de transport	1 572	2 716	2 334	2 129	1 911	2 943
dont : automobiles, cycles, etc.	1 273	1 521	1 580	1 261	1 149	1 266
XVIII. Instruments et appareils scientifiques . . .	195	256	276	283	394	380
dont : appareils d'optique, etc.	116	135	139	146	234	215
Total . . .	11 976	19 667	20 524	14 850	15 364	18 809
Autres postes	462	762	723	647	888	742
Total des importations . . .	12 438	20 429	21 247	15 497	16 252	19 551

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

(b) Les données de 1960 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1959 et 1960 (a)

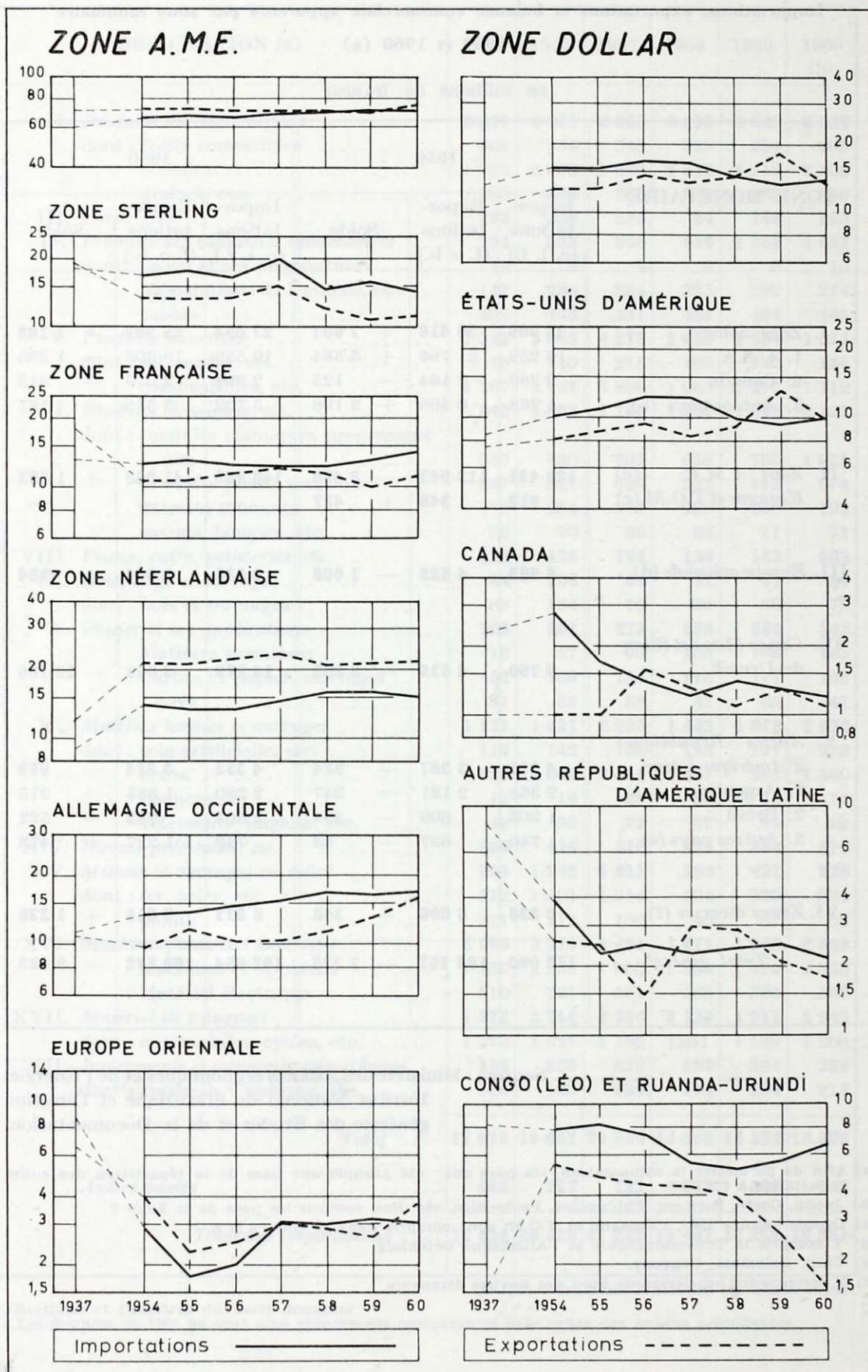
(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1959			1960		
	Imports (c. i. f.)	Exports (f. o. b.)	Solde	Imports (c. i. f.)	Exports (f. o. b.)	Solde
I. Zone dollar	22 809	30 416	+ 7 607	27 684	25 902	- 1 782
1. U.S.A.	16 252	21 786	+ 5 534	19 588	18 308	- 1 280
2. Canada	2 289	2 164	- 125	2 394	2 079	- 315
3. Autres pays (b) ..	4 268	6 466	+ 2 198	5 702	5 515	- 187
II. Zone A.M.E. . . (c) Espagne et T.O.M.(c)	122 431 918	113 943 1 345	- 8 488 + 427	140 265	141 848	+ 1 583
III. Europe orientale (d) .	5 593	4 525	- 1 068	6 020	6 944	+ 924
IV. Congo (Léo) et Ruan- da-Urundi	9 790	4 535	- 5 255	13 275	3 089	- 10 186
V. Autres Républiques d'Amérique latine ..	4 311	3 387	- 924	4 333	3 374	- 959
1. Argentine	2 368	2 121	- 247	2 280	1 365	- 915
2. Brésil	1 203	609	- 594	1 304	782	- 522
3. Autres pays (e) ..	740	657	- 83	749	1 227	+ 478
VI. Zones diverses (f) . .	6 238	6 606	+ 368	6 277	7 615	+ 1 338
Total général...	172 090	164 757	- 7 333	197 854	188 772	- 9 082

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Institut National de Statistique et Direction
générale des Etudes et de la Documentation.

- (a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1960.
- (b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V.
- (c) Depuis l'année 1960, l'Espagne et T.O.M. sont compris dans la zone A.M.E.
- (d) Y compris la Tchécoslovaquie et l'Allemagne Orientale.
- (e) Chili, Colombie, Uruguay.
- (f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations et exportations par zone monétaire
(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation Européenne de Coopération Economique

(en millions de francs)

PAYS	1959			1960		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. Communauté Economique Européenne	80 984	76 146	—4 838	94 690	95 393	+ 703
Pays-Bas	27 171	35 008	+7 837	29 390	40 149	+10 759
Allemagne Occidentale (a) ..	28 226	22 103	—6 123	33 701	29 803	—3 898
France (a)	21 552	14 719	—6 833	26 898	19 620	—7 278
Italie	4 035	4 316	+ 281	4 701	5 821	+1 120
2. Association Européenne de Libre-Echange	25 495	26 177	+ 682	27 593	29 937	+2 344
Royaume-Uni	14 342	9 743	—4 599	14 583	10 481	—4 102
Norvège	862	1 737	+ 875	996	2 090	+1 094
Suède	4 714	4 545	— 169	5 976	5 515	— 461
Danemark	913	2 736	+1 823	734	3 508	+2 774
Portugal	520	1 560	+1 040	576	1 818	+1 242
Suisse	3 250	4 559	+1 309	3 577	5 229	+1 652
Autriche	894	1 297	+ 403	1 151	1 296	+ 145
3. Autres pays O.E.C.E. (b)	793	2 220	+1 427	1 975	4 035	+2 060
Grèce	149	1 017	+ 868	129	1 708	+1 579
Irlande	121	596	+ 475	131	654	+ 523
Islande	3	56	+ 53	12	49	+ 37
Turquie	520	551	+ 31	551	634	+ 83
Espagne	(878)	(1 159)	(+ 281)	1 152	990	— 162
Total O.E.C.E. (b)	107 272	104 543	—2 729	124 258	129 365	+ 5 107

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Les données de la Sarre sont depuis 1959 comprises dans celles de l'Allemagne Occidentale.
(b) Pour l'année 1959 : exclusif l'Espagne et T.O.M.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

(en pourcentage du total des importations)

ZONE MONÉTAIRE	1953	1956	1957	1958	1959	1960
I. Zone dollar	— 1,9	— 2,8	— 4,0	— 0,4	+ 4,4	— 0,9
1. U. S. A.	— 0,8	— 3,3	— 4,7	— 0,9	+ 3,2	— 0,6
2. Canada	— 1,1	+ 0,1	—	— 0,3	—	— 0,2
3. Autres pays (b)	—	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,3	— 0,1
II. Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen (c)	— 4,1	+ 2,5	— 2,2	— 2,1	— 4,9	+ 0,8
1. Zone sterling	— 6,5	— 3,4	— 5,2	— 3,1	— 5,7	— 3,7
dont : Royaume-Uni	(— 1,8)	(— 1,9)	(— 3,0)	(— 1,8)	(— 2,7)	(— 2,1)
Australie	(— 2,5)	(— 1,4)	(— 1,8)	(— 1,2)	(— 1,2)	(— 0,7)
2. Zone monétaire française	— 3,0	— 1,4	— 1,4	— 1,1	— 4,9	— 3,7
dont : France	(— 3,6)	(— 1,6)	(— 1,7)	(— 1,3)	(— 4,0)	(— 3,7)
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 2,7	+ 8,2	+ 7,0	+ 4,3	+ 4,6	+ 5,6
dont : Pays-Bas	(+ 2,9)	(+ 8,1)	(+ 6,9)	(+ 4,4)	(+ 4,5)	(+ 5,4)
4. Danemark	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,4
5. Norvège	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,6
6. Suède	—	—	—	— 0,5	+ 0,1	— 0,2
7. Italie	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,1	—	+ 1,6	— 0,6
8. Suisse	—	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8
9. Allemagne Occidentale	— 3,6	— 5,1	— 6,1	— 5,9	— 3,6	— 2,0
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie.	+ 2,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,7	+ 0,9	+ 1,9
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,2	—
III. Europe orientale (d)	+ 1,3	+ 0,1	— 0,2	— 0,1	— 0,6	+ 0,5
IV. Congo (Léo) et Ruanda-Urundi ...	— 2,0	— 3,1	— 1,5	— 1,5	— 3,0	— 5,1
V. Autres républiques d'Amérique latine	— 2,8	— 1,0	+ 0,6	+ 0,4	— 0,5	— 0,5
1. Argentine	— 1,8	— 0,6	+ 0,4	+ 0,6	— 0,1	— 0,5
2. Brésil	— 0,8	— 0,4	—	— 0,1	— 0,3	— 0,3
3. Autres pays (e)	— 0,2	—	+ 0,1	—	—	+ 0,2
VI. Zones diverses (f)	+ 2,7	+ 0,6	— 0,1	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,7
Total général...	— 6,7	— 3,4	— 7,2	— 2,7	— 4,3	— 4,5

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1960.

(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.

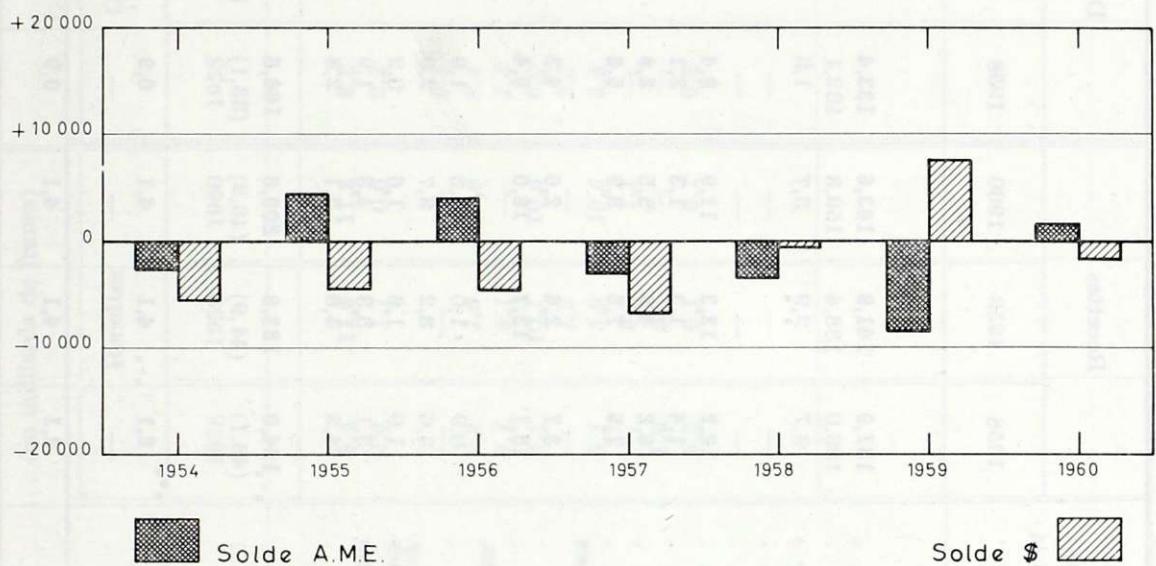
(c) L'Espagne est comprise dans le total depuis l'année 1960.

(d) Y compris la Tchécoslovaquie et l'Allemagne Orientale.

(e) Chili, Colombie, Uruguay.

(f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

**Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. (a) et la zone dollar
(en millions de francs)**



Source . Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'A. M. E. a remplacé depuis le 27 décembre 1958 l'U. E. P.

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1958, 1959 et 1960 (a)
 (en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes			Dépenses			Solde		
	1958	1959	1960	1958	1959	1960	1958	1959	1960
A. Transactions sur biens et services :									
1. Opérations sur marchandises	137,9	141,9	163,6	133,4	143,7	162,3	+ 4,5	-1,8	+1,3
a) Exportations et importations f. o. b.	133,0	138,4	159,3	132,1	142,6	161,2	+ 0,9	-4,2	-1,9
b) Travail à façon	3,7	2,9	3,7	1,3	1,1	1,1	+ 2,4	+1,8	+2,6
c) Opérations d'arbitrage	—	—	—	—	—	—	+ 1,2	+0,6	+0,6
2. Or non monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—0,6
3. Transports	12,2	12,3	11,9	9,4	9,8	10,7	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2
4. Primes et indemnités d'assurances	1,4	1,3	1,3	2,1	2,0	2,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9
5. Déplacements à l'étranger	6,2	4,5	5,5	2,9	5,9	6,9	+ 3,3	- 1,4	- 1,4
6. Revenus d'investissements	7,5	7,5	8,9	5,0	6,4	6,6	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	3,7	2,6	2,6	4,3	4,8	5,0	- 0,6	- 2,2	- 2,4
8. Autres services	15,1	13,7	16,0	9,4	9,4	10,6	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur	0,9	1,0	1,3	1,6	1,7	2,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9
b) Courtages et commissions	3,6	3,2	3,7	2,9	3,4	3,4	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,3
c) Opérations avec des institutions européennes	1,0	1,6	1,6	0,2	0,3	0,2	+ 0,8	+ 1,3	+ 1,4
d) Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers	5,1	3,3	4,3	1,9	1,9	2,3	+ 3,2	+ 1,4	+ 2,0
e) Divers	4,5	4,6	5,1	2,8	2,6	2,5	+ 1,7	+ 2,0	+ 2,6
<i>Total des transactions sur biens et services (b)</i>	184,0	183,8	209,8	166,5	182,6	204,9	+17,5	+1,2	+4,9
(dont : services = 3 à 8)	(46,1)	(41,9)	(46,2)	(33,1)	(38,3)	(42,0)	(+13,0)	(+3,6)	(+4,2)
B. Transferts :									
9. Transferts privés	2,1	4,1	4,1	0,9	0,9	1,0	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1
10. Transferts de l'Etat	—	—	—	0,8	2,5	—	—	- 0,8	- 2,5
<i>Total des transferts</i>	2,1	4,1	4,1	0,9	1,7	3,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6

(suite à la p. 249.)

Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1958, 1959 et 1960 (a) (suite)
 (en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes			Dépenses			Solde		
	1958	1959	1960	1958	1959	1960	1958	1959	1960
C. Mouvement des capitaux :									
11. Etat	9,4	11,8	11,2	8,2	15,0	8,0	+ 1,2	- 3,2	+ 3,2
a) Long terme	0,3	1,7	0,6	2,2	7,2	2,7	- 1,9	- 5,5	- 2,1
— Participation à des organismes internationaux	—	—	—	0,5	4,6	0,2	- 0,5	- 4,6	- 0,2
— Prêts et emprunts	0,2	1,6	0,6	0,4	1,2	0,7	- 0,2	+ 0,4	- 0,1
— Amortissements	0,1	0,1	—	1,3	1,4	1,8	- 1,2	- 1,3	- 1,8
b) Court terme	9,1	10,1	10,6	6,0	7,8	5,3	+ 3,1	+ 2,3	+ 5,3
— Certificats remis au F.M.I.	—	4,2	—	2,5	—	—	- 2,5	+ 4,2	—
— Autres engagements et avoirs	9,1	5,9	10,6	3,5	7,8	5,3	+ 5,6	- 1,9	+ 5,3
12. Autres pouvoirs publics	—	0,2	1,7	—	1,0	—	—	- 0,8	+ 1,7
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	1,8	0,7	—	—	0,1	+ 1,8	+ 0,7	- 0,1	- 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit	0,2	0,1	0,1	0,8	0,3	—	- 0,6	- 0,2	+ 0,1
15. Autres	—	—	—	—	—	—	— 5,0	- 2,1	- 2,5
a) Papier commercial	—	—	—	—	—	—	- 0,1	- 1,2	+ 0,2
b) Autres mouvements des capitaux	—	—	—	—	—	—	- 4,9	- 0,9	- 2,7
<i>Total du mouvement des capitaux</i>									
D. Opérations non déterminées (c)	—	—	—	—	—	—	- 2,6	- 5,6	+ 2,4
E. Erreurs et omissions	—	—	—	—	—	—	- 0,7	- 1,9	- 2,1
<i>Solde global des transactions sur biens et services et des mouvements des capitaux (y compris les opérations non déterminées et les erreurs et omissions)</i>									
							+ 0,5	- 0,2	+ 0,4
							+ 15,9	- 4,1	+ 6,2

(suite à la p. 250)

Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1958, 1959 et 1960 (a) (suite)
 (en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes			Dépenses			Solde		
	1958	1959	1960	1958	1959	1960	1958	1959	1960
F. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
1. Banque Nationale de Belgique :									
— Encaisse-or							+17,7	-6,8	+1,8
— Crédit sur l'U.E.P.							+ 1,0	-2,3	-2,0
— Monnaies convertibles							- 0,4	+2,9	+8,2
— Autres avoirs et engagements							- 1,2	+2,3	-
— Acceptations en francs belges représentatives d'exportations							-	+0,6	+0,4
2. Organismes publics belges							+ 0,2	-0,4	-0,8
3. Banques de dépôts belges							- 1,2	+1,7	-3,1
4. Engagements des banques de dépôts belges envers les sociétés congolaises et créances nettes des organismes monétaires luxembourgeois sur l'étranger							- 0,2	-2,1	+1,7
<i>Total</i> . . .							+ 15,9	-4,1	+ 6,2

Source : Banque Nationale de Belgique, Département d'Etudes et de Documentation.

(a) Pour des détails complémentaires, cf. « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1960 » (*Bulletin d'Information et de Documentation*, Banque Nationale de Belgique, XXXVI^e année, vol. II, n° 1, juillet 1961, p. 1-17).

(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage et en dépenses le solde négatif de l'or non monétaire.

(c) Opérations qu'il n'est pas possible de ventiler et qui concernent surtout des opérations sur marchandises, des déplacements à l'étranger et des mouvements de capitaux privés.

II

UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (B E N E L U X)

<i>Grand-Duché du Luxembourg</i>	p. 253 à 255
<i>Pays-Bas</i>	p. 256 à 260
<i>Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas</i> .	p. 261 à 263

Balances des paiements, taux de change, 1950 et 1960 (en francs belges)

	1950	1960	1950	1960	1950	1960
	Besoins	Déficit	Solde	Déficit	Besoins	Solde
I. Mouvements des réserves et des opérations courantes						
a) Transferts financiers						
Banques étrangères	— 125	— 125	— 125	— 125	— 125	— 125
Banques belges	— 25	— 25	— 25	— 25	— 25	— 25
Autres sociétés et organismes	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10
Souscription en cours billets émis par les banques	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10
b) Opérations financières	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10
c) Recettes et dépenses courantes	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10	— 10
II.						
UNION ÉCONOMIQUE						
belgo-néerlandso-luxembourgeoise						
(annexe)						

Balances des paiements, taux de change, 1950 et 1960 (en francs belges)
 Liste des principales opérations courantes et des opérations financières
 entre les deux pays et l'Union économique belgo-néerlandso-luxembourgeoise.
 Les opérations financières sont détaillées dans le tableau I du document I.
 Les opérations courantes sont détaillées dans le tableau II du document I.
 Les opérations financières sont détaillées dans le tableau III du document I.

Grand-Duché de Luxembourg

Indices de la production industrielle (a)

BRANCHE INDUSTRIELLE	1937/1938 = 100					
	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Industries extractives</i>	102	104	110	96	91	95
Extraction de minerai de fer	112	118	122	103	101	108
Extraction de pierre	76	71	80	78	64	63
<i>Industries manufacturières</i>	152	163	167	163	173	189
Industrie des denrées alimentaires .	80	79	82	82	81	80
Boissons et industrie du tabac	172	206	258	287	338	375
Industrie textile	77	66	70	64	53	49
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement	71	72	75	68	64	65
Industrie du bois	155	127	120	114	94	89
Industrie du meuble et de l'ameublement	69	70	68	70	65	55
Impression et édition	122	129	127	133	134	134
Industrie du cuir	48	40	48	39	40	32
Industries chimique et parachimique	162	179	176	164	144	166
Industrie des produits minéraux non métalliques	182	193	203	201	199	219
Industrie sidérurgique	159	171	172	166	180	199
Transformation des métaux	128	132	134	133	129	129
<i>Electricité, gaz</i>	193	204	209	213	225	245
Energie électrique	215	226	236	239	254	281
Production et distribution de gaz ..	133	142	137	144	145	148
<i>Indice général</i> ...	150	160	164	159	168	184

Source : Service d'Etudes et de Documentation économiques
du Grand-Duché de Luxembourg.

(a) Indices bruts.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1937/1938 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi- produits	
1955	27	257,1	268,8	215,7	159
1956	29	276,1	287,9	232,4	171
1957	28	280,7	291,1	232,9	172
1958	28	273,8	281,6	222,9	166
1959	29	287,0	305,2	245,5	180
1960	30	315,5	340,3	271,2	199
1960 Janvier	30	316,2	335,5	261,0	195
Février	30	306,7	331,8	262,3	193
Mars	30	328,3	359,4	291,6	211
Avril	30	312,3	338,0	269,2	197
Mai	29	309,3	330,7	261,7	193
Juin	30	309,0	334,0	270,9	196
Juillet	29	325,7	349,6	273,5	203
Août	30	304,5	329,4	267,7	194
Septembre ..	30	320,8	352,6	276,1	203
Octobre.....	29	325,7	348,1	277,3	204
Novembre ..	29	311,1	336,3	269,7	197
Décembre ..	30	315,8	338,3	273,1	199

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
 Service d'Etudes et de Documentation économiques du Grand-Duché
 de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUITS	Unité	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Céréales panifiables ..	10 ³ q.m.	461,5	401,3	516,7	533,3	537,0	578,5
Céréales secondaires ..	»	615,4	657,7	478,1	519,3	576,2	621,3
Legumineuses.....	»	8,1	10,8	5,9	6,9	9,4	17,0
Pommes de terre	»	1 331,2	1 205,7	1 338,7	940,9	1 122,0	1 029,9
Autres plantes racines	»	2 206,5	2 033,6	1 965,1	1 804,1	820,7	1 977,2
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	1 880,5	1 736,7	1 813,3	1 950,0	1 731,2	1 567,1
Lait	10 ⁶ kg	183,8	193,6	190,5	184,0	180,0	200,0

Source : Service d'Etudes et de Documentation économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice du coût de la vie

Situation au premier du mois

(1^{er} janvier 1948 = 100)

MOIS	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Janvier	124,20	123,91	127,36	131,12	131,12	131,44
Février	123,63	122,98	128,06	130,41	130,61	131,00
Mars	122,45	123,99	127,68	129,39	130,04	130,61
Avril	122,15	122,79	128,01	129,76	129,91	130,87
Mai	122,01	122,24	128,13	129,83	129,48	130,72
Juin	122,21	123,36	129,23	130,38	130,72	131,94
Juillet	123,26	123,50	130,14	130,42	131,11	131,50
Août	123,44	123,42	131,81	130,77	132,61	131,51
Septembre	123,87	123,89	131,57	131,40	132,31	132,64
Octobre	123,77	124,12	131,16	130,86	131,37	132,28
Novembre	123,96	126,34	131,46	131,00	131,49	132,44
Décembre	124,01	126,93	131,63	131,04	131,67	132,56
<i>Moyenne annuelle</i>	123,25	123,96	129,69	130,53	131,04	131,63

Source : Office de la Statistique générale du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a) (en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Formation :</i>						
Production des entreprises privées	21,4	23,3	25,6	26,2	27,9	30,9
Production du secteur public	2,6	2,9	3,2	3,4	3,4	3,8
Revenus nets en provenance de l'étranger...	0,6	0,3	0,2	0,4	0,5	0,1
<i>Revenu national (au coût des facteurs)</i>	24,6	26,5	29,0	29,6	31,7	34,8
Impôts indirects moins subsides	3,0	3,1	3,0	2,8	3,3	3,7
<i>Produit national (aux prix du marché)</i>	27,6	29,6	32,0	32,5	35,0	38,5
Solde de la balance des paiements (transactions courantes) (b)	—0,8	+0,7	+0,6	—1,6	—1,8	—1,2
<i>Total des moyens disponibles</i>	26,8	30,3	32,6	30,9	33,2	37,3
<i>Utilisation :</i>						
Consommation privée	17,7	19,5	20,6	21,1	22,0	23,9
Dépenses du secteur public	4,4	4,9	5,3	5,2	5,1	5,7
Investissements nets des entreprises	3,1	4,1	4,5	3,3	4,1	4,7
Investissements nets du secteur public	0,9	1,1	1,3	1,2	1,4	1,5
Stocks et fabrications en cours	0,6	0,7	0,9	0,1	0,6	1,5
<i>Total des dépenses nationales</i>	26,8	30,3	32,6	30,9	33,2	37,3

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1954	74 300	60 200	14 100	68 400	5 900
1955	53 400	41 400	12 000	49 300	4 100
1956	40 400	30 300	10 100	37 300	3 100
1957	52 000	41 400	10 600	47 900	4 100
1958	97 700	81 500	16 200	91 300	6 400
1959	76 800	63 000	13 800	71 300	5 500
1960	48 900	41 300	7 600	44 400	4 500

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1953 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1952	91	98	93
1953	100	100	100
1954	110	104	106
1955	119	107	111
1956	124	109	114
1957	127	111	115
1958	127	108	118
1959	139	109	127
1960	157	112	140
1960 : 1 ^{er} trimestre	150	111	135
2 ^e trimestre	160	111	144
3 ^e trimestre	154	113	136
4 ^e trimestre	165	114	145

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.

(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1953 = 100)

INDUSTRIE	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Matériaux de construction et terre cuite	111	115	122	114	122	129
Industrie chimique (produits pétroliers non compris)	117	123	133	137	145	153
Cuir, caoutchouc	115	120	125	121	137	144
Exploitation minière	101	102	105	110	113	120
Produits métalliques	133	139	137	138	164	199
Papier	116	118	130	129	144	158
Textile	109	111	112	108	112	118
Gaz, électricité et eau	118	130	138	141	151	165
Produits alimentaires, boissons et tabac	108	113	116	118	120	131
<i>Indice général de l'industrie ...</i>	119	124	127	127	139	157

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1955	1956	1957	1958	1959	1960
IMPORTATIONS						
1 ^{er} trimestre	2 979	3 246	4 119	3 316	3 436	4 217
2 ^e trimestre	2 912	3 555	3 964	3 417	3 768	4 208
3 ^e trimestre	3 060	3 584	3 824	3 342	3 720	4 228
4 ^e trimestre	3 240	3 771	3 692	3 699	4 045	4 564
<i>Année . . .</i>	12 191	14 156	15 599	13 774	14 968	17 217
EXPORTATIONS						
1 ^{er} trimestre	2 408	2 538	2 899	2 924	3 083	3 713
2 ^e trimestre	2 383	2 812	2 718	2 901	3 331	3 663
3 ^e trimestre	2 563	2 651	2 979	3 071	3 362	3 791
4 ^e trimestre	2 857	2 875	3 174	3 331	3 927	4 138
<i>Année . . .</i>	10 211	10 876	11 770	12 227	13 703	15 305
SOLDE						
1 ^{er} trimestre	— 571	— 708	— 1 220	— 392	— 353	— 504
2 ^e trimestre	— 529	— 743	— 1 246	— 516	— 435	— 545
3 ^e trimestre	— 497	— 933	— 845	— 271	— 357	— 437
4 ^e trimestre	— 383	— 896	— 518	— 398	— 118	— 426
<i>Année . . .</i>	— 1 980	— 3 280	— 3 829	— 1 547	— 1 262	— 1 912

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1955	1956	1957	1958	1959	1960
En millions de florins						
U. E. B. L.	2 205	2 680	2 816	2 459	2 747	3 155
Allemagne Occidentale	2 147	2 533	2 890	2 683	3 093	3 712
France (a)	483	485	512	384	537	660
Italie....	127	167	200	243	272	363
Royaume-Uni	1 039	1 158	1 255	1 017	1 132	1 183
Etats-Unis d'Amérique	1 651	1 975	2 043	1 551	1 649	2 276
En pourcentage du total						
U. E. B. L.	18,1	18,9	18,1	17,9	18,4	18,3
Allemagne Occidentale	17,6	17,9	18,5	19,5	20,7	21,6
France (a)	4,0	3,4	3,3	2,8	3,6	3,8
Italie....	1,0	1,2	1,3	1,8	1,8	2,1
Royaume-Uni	8,5	8,2	8,0	7,4	7,6	6,9
Etats-Unis d'Amérique	13,5	14,0	13,1	11,3	11,0	13,2

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1955	1956	1957	1958	1959	1960
En millions de florins						
U. E. B. L.	1 411	1 543	1 826	1 830	2 009	2 184
Allemagne Occidentale	1 742	1 962	2 173	2 320	2 955	3 452
France (a)	505	613	576	594	735	902
Italie....	250	279	319	335	370	490
Royaume-Uni	1 263	1 273	1 280	1 455	1 470	1 676
Etats-Unis d'Amérique	596	672	596	681	778	743
En pourcentage du total						
U. E. B. L.	13,8	14,2	15,5	15,0	14,7	14,3
Allemagne Occidentale	17,1	18,0	18,5	19,0	21,6	22,6
France (a)	4,9	5,6	4,9	4,9	5,4	5,9
Italie....	2,4	2,6	2,7	2,7	2,7	3,2
Royaume-Uni	12,4	11,7	10,9	11,9	10,7	10,9
Etats-Unis d'Amérique	5,8	6,2	5,1	5,6	5,7	4,9

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas
Réserves de change
(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1953	2 792	1 653	4 445
1954	3 015	1 635	4 650
1955	3 275	1 382	4 657
1956	3 192	672	3 864
1957	2 812	1 120	3 932
1958	3 972	1 496	5 468
1959	4 281	775	5 056
1960	5 355	832	6 187

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

Pays-Bas
Salaires et prix
(1953 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Cout de la vie	Salaires payés
1954	101	104	111
1955	102	105	120
1956	105	106	128
1957	107	118	145
1958	105	121	151
1959	106	122	153
1960	104	125	..
1960 : 1 ^{er} trimestre	105	125	..
2 ^e trimestre	104	125	163
3 ^e trimestre	102	126	..
4 ^e trimestre	103	125	..

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas
Consommation des particuliers
(1953 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1953	100	100	100
1954	111	107	106
1955	121	115	112
1956	133	125	121
1957	141	125	119
1958	145	126	118
1959	151	130	120
1960	163	138	126

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1949.....	81,9	7,6	9,3	80,1	11,7	14,6
1950.....	97,8	9,8	10,0	82,8	18,6	22,4
1951.....	127,5	13,9	10,9	132,6	23,8	17,9
1952.....	123,0	16,2	13,2	122,6	18,7	15,3
1953.....	121,0	16,6	13,7	113,0	20,1	17,8
1954.....	127,5	17,1	13,4	115,2	24,2	21,0
1955.....	142,2	18,8	13,2	139,0	28,8	20,7
1956.....	163,6	21,4	13,1	158,1	34,7	21,9
1957.....	171,6	24,3	14,2	159,3	36,2	22,7
1958.....	156,0	24,6	15,8	152,1	31,5	20,7
1959.....	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2
1960.....	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3

Source : Institut National de Statistique

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1949.....	5 332	761	14,3	3 851	511	13,3
1950.....	7 811	1 437	18,4	5 386	727	13,5
1951.....	9 700	1 774	18,3	7 409	1 095	14,8
1952.....	8 449	1 451	17,2	8 015	1 251	15,6
1953.....	9 026	1 556	17,2	8 180	1 266	15,5
1954.....	10 860	1 841	17,0	9 172	1 293	14,1
1955.....	12 191	2 205	18,1	10 211	1 411	13,8
1956.....	14 156	2 680	18,9	10 876	1 543	14,2
1957.....	15 599	2 816	18,1	11 770	1 826	15,5
1958.....	13 774	2 459	17,9	12 227	1 830	15,0
1959.....	14 968	2 747	18,4	13 703	2 009	14,7
1960.....	17 217	3 155	18,3	15 305	2 184	14,3

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et combustibles		Produits manufacturés		Total
	En milliards de frances	% de la valeur totale	En milliards de frances	% de la valeur totale	En milliards de frances	% de la valeur totale	
IMPORTATIONS							
1953.....	5,3	31,7	3,4	20,6	7,9	47,7	16,6
1954.....	4,6	26,8	3,6	20,9	8,9	52,3	17,1
1955.....	5,0	26,4	4,0	21,3	9,8	52,3	18,8
1956.....	5,2	24,4	5,1	23,9	11,0	51,7	21,4
1957.....	5,3	22,2	6,0	24,7	12,9	53,1	24,2
1958.....	5,2	21,1	5,5	22,4	13,9	56,5	24,6
1959.....	5,8	21,3	5,2	19,1	16,2	59,6	27,2
1960.....	5,6	18,9	5,7	19,5	18,1	61,6	29,4
EXPORTATIONS							
1953.....	0,6	3,0	2,6	13,2	16,9	83,8	20,1
1954.....	0,9	3,7	3,3	13,9	19,9	82,4	24,2
1955.....	1,0	3,3	4,5	15,7	23,3	81,0	28,8
1956.....	1,1	3,3	4,7	13,7	28,8	83,0	34,7
1957.....	1,3	3,7	5,1	14,2	29,7	82,1	36,1
1958.....	1,8	5,7	4,3	13,7	25,2	80,0	31,5
1959.....	1,9	5,4	4,3	12,3	28,8	82,3	35,0
1960.....	1,9	4,8	4,1	10,2	34,1	85,0	40,1

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1957	1958	1959	1960	1957	1958	1959	1960
<i>Industrie métallurgique</i>	571	588	686	914	7 507	4 825	5 987	7 497
Fer et acier	448	413	463	573	5 694	3 372	4 252	5 084
Métaux non ferreux	123	175	223	341	1 813	1 453	1 735	2 413
<i>Industrie des fabrications métalliques</i>	4 497	5 296	5 868	6 615	8 507	8 402	8 938	9 044
Machines	998	1 109	1 798	1 772	2 179	2 426	2 029	2 112
Construction électrique ...	1 490	1 716	1 965	2 408	2 289	2 395	2 452	2 891
Matériel de transport	1 138	1 620	1 212	1 374	2 987	2 796	3 449	3 928
Armes	93	21	2	1	53	93	103	113
Autres articles manufacturés en métal	778	830	891	1 060	999	692	905	1 206
<i>Industries textiles et du vêtement</i>	2 928	2 758	3 142	3 556	7 646	6 179	6 940	8 222
Filés	404	349	530	615	2 766	2 128	2 429	2 694
Tissus	1 458	1 343	1 554	1 605	2 402	1 904	2 205	2 556
Autres produits textiles....	283	289	211	381	719	607	705	978
Vêtement	783	777	847	955	1 759	1 540	1 601	1 994
<i>Industries chimiques</i>	1 488	1 675	1 892	1 918	1 616	1 717	1 872	2 176
Produits chimiques proprement dits	573	650	654	394	355	395	466	613
Engrais manufacturés	19	38	47	56	476	493	505	484
Produits photographiques ..	8	7	10	37	122	126	137	172
Autres produits chimiques ..	888	980	1 181	1 431	663	703	764	907
<i>Industrie charbonnière</i>	1 151	1 224	1 322	1 215	1 354	771	619	472
<i>Dérivés du pétrole</i>	2 692	3 557	1 955	1 962	2 065	2 944	2 005	1 624
<i>Produits alimentaires, boissons et tabacs</i>	1 587	1 838	2 014	2 377	662	786	925	1 111
<i>Matériaux de construction</i>	148	132	152	690	1 010	759	962	1 580
<i>Industrie du verre</i>	136	89	127	160	662	742	874	1 044
<i>Industrie du papier et du carton</i>	1 029	1 008	1 068	1 227	795	697	781	964

Source : Institut National de Statistique.

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES HAUTS
PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

AIDE FINANCIÈRE

Dans le cadre de l'aide apportée aux agriculteurs, victimes de la sécheresse de l'année 1959, des arrêtés ministériels du 22 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1960) et du 15 avril 1960 (« Moniteur belge » du 19 avril 1960) déterminent les modalités et conditions particulières de rachat des obligations de l'emprunt d'assainissement monétaire appartenant à ces catégories de cultivateurs.

L'arrêté royal du 22 août 1960 (« Moniteur belge » du 7 septembre 1960) relève de 250 millions de francs, pour le porter à 2,25 milliards, le plafond des engagements de l'Institut National de Crédit Agricole.

Le 14 juin 1960, a été déposé un projet de loi créant un Fonds d'investissement agricole : ce projet est devenu la loi du 15 février 1961 (« Moniteur belge » du 2 mars 1961).

ETUDES

Par l'arrêté royal du 20 juin 1960 (« Moniteur belge » du 27 juin 1960) est créé un Institut économique agricole. Celui-ci a pour mission d'étudier les problèmes généraux de l'économie agricole, la tenue des comptabilités agricoles et le calcul des prix de revient actuels et futurs dans l'agriculture.

RÉGLEMENTATION

L'arrêté royal du 25 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 30 août 1960) établit une nouvelle réglementation en ce qui concerne l'importation et l'exportation des œufs.

L'arrêté ministériel du 6 août 1960 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1960) soumet à réglementation l'exportation des pommes de terre.

SUBSIDES ET PRIMES

L'arrêté ministériel du 17 mars 1960 (« Moniteur belge » du 12 mai 1960) fixe l'intervention du Fonds agricole en matière de malt et d'orge utilisés en malterie. Elle s'élève à 105 F par 100 kg pour l'orge indigène et importée, mise en œuvre. Ce montant a été ramené à 100 F par l'arrêté ministériel du 28 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1960). Les malteurs exportant du malt provenant d'orge indigène reçoivent une indemnité de 138,60 F ou de

132,65 F par 100 kg, suivant que la taxe de transmission a ou n'a pas été acquittée à l'achat de l'orge utilisée.

L'arrêté royal du 28 mars 1960 (« Moniteur belge » du 12 avril 1960) fixe un montant minimum pour les subsides de l'Etat en faveur des sociétés reconnues d'assurance mutuelle et de réassurance contre la mortalité du bétail des agriculteurs, prévus à l'arrêté royal du 11 mars 1959.

Par l'arrêté royal du 19 août 1960 (« Moniteur belge » du 1^{er} septembre 1960), est autorisé l'octroi de primes pour l'amélioration de l'espèce chevaline. Celles-ci ont été réduites de 25 % par l'arrêté royal du 8 novembre 1960 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1960), de même que les primes mises en liquidation à partir du 1^{er} septembre 1960, accordées en application de l'arrêté royal du 10 février 1954.

L'arrêté ministériel du 20 octobre 1960 (« Moniteur belge » du 29 octobre 1960) fixe à 96 F par 100 kg l'intervention du Fonds agricole en matière de flocons d'avoine importés ou obtenus à partir d'avoine importée ou indigène, en emballage de 3 kg ou moins, destinés à l'alimentation humaine.

L'arrêté royal du 10 novembre 1960 (« Moniteur belge » du 25 novembre 1960) porte à 5 000 F, par hectare et par demandeur, le maximum du subside pour l'encouragement de la culture fruitière, fixé par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1951.

Benelux

Le 1^{er} février 1960, la carte de travailleur frontalier a été supprimée entre les Pays-Bas et la Belgique.

Le 11 avril 1960, le Comité de Ministres de Benelux a décidé de supprimer, à partir du 1^{er} juillet, le contrôle des passeports aux frontières intérieures et d'instaurer une politique commune en matière de visas.

Le 1^{er} novembre 1960, est entré en vigueur le Traité d'Union économique Benelux, approuvé par la loi du 20 juin 1960 (« Moniteur belge » du 27 octobre 1960).

Accords Benelux (Voir Commerce extérieur).

Chômage (Voir Sécurité sociale)

Commerce extérieur

PROMOTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

- Le Conseil consultatif du Commerce extérieur a fusionné avec le groupe des Conseillers belges du Commerce extérieur.
- Il a été créé, de concert entre les secteurs public et privé, un Institut belge de Coopération technique qui a pour but d'accorder de l'aide aux régions sous-développées, en mettant des spécialistes à leur disposition.

— Plusieurs missions commerciales se sont rendues à l'étranger : en mars-avril, en Argentine, au Chili et au Pérou, sous la conduite du Ministre du Commerce extérieur, en septembre en Tchécoslovaquie et en Iran. Enfin en octobre, une importante mission économique a visité Mexico, sous la présidence de S.A.R. le Prince Albert.

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

Le Royaume-Uni : le 1^{er} janvier 1960, est entré en vigueur l'accord relatif aux contingents commerciaux bilatéraux signé à Londres, le 10 décembre 1959. Il est valable jusqu'au 31 décembre 1960.

La Hongrie : l'accord commercial, signé le 28 mars 1959, a été tacitement reconduit le 1^{er} janvier 1960.

La Pologne : l'accord commercial du 3 mars 1959 a été tacitement reconduit, pour une durée d'un an, à partir du 1^{er} janvier 1960.

La Finlande : le 16 février 1960, a été signé à Helsinki par les pays du Benelux, un protocole multilatéral en matière de commerce et de paiement, conclu le 29 décembre 1959. Ce protocole est valable pour un an à partir du 1^{er} janvier 1960. Il proroge, jusqu'au 31 décembre 1960, l'accord commercial signé le 8 novembre 1955 par l'U.E.B.L. et la Finlande et devenu caduc le 30 juin 1957.

La Suède : le 1^{er} mars 1960, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été tacitement reconduit pour un an.

La Grèce : le 9 mars 1960, a été signé à Athènes, un accord commercial entrant en vigueur le même jour. Il était valable pour un an à partir du 1^{er} février 1959 et a été reconduit tacitement pour une même durée, le 1^{er} février 1960.

La Bulgarie : un accord commercial a été signé, à Sofia, le 19 mars 1960. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1960 et est valable pour un an. En même temps, a été signé un accord de paiement entrant en vigueur le 1^{er} avril 1960 pour une durée illimitée.

L'Autriche : l'accord commercial du 29 juin 1957 a été prorogé tacitement pour un an, le 1^{er} avril 1960. Un protocole additionnel, signé le 3 novembre 1960, apporte certaines modifications aux listes contingentaires.

La Tchécoslovaquie : l'accord commercial du 15 juin 1959 a été tacitement reconduit, le 1^{er} avril 1960, pour une période d'un an. Certaines modifications ont été apportées aux listes contingentaires annexes.

La Tunisie : l'accord commercial, signé le 1^{er} août 1958, a été tacitement reconduit le 1^{er} avril 1960, pour une durée d'un an. Le 11 octobre 1960, ont été paraphés deux protocoles complémentaires à cet accord.

La Suisse : le 1^{er} avril 1960, l'accord commercial, signé le 21 juin 1957, a été tacitement reconduit pour un an.

La Norvège : l'accord commercial, signé le 28 mai 1957, a été tacitement reconduit pour une nouvelle période d'un an, le 1^{er} mai 1960.

Le Honduras : l'accord commercial du 30 janvier 1959 est entré en vigueur le 28 mai 1960. Les deux parties bénéficient de la clause de la nation la plus favorisée.

L'Espagne : le 2 juin 1960, a été signé à Madrid un nouvel accord commercial qui est entré en vigueur le même jour. Il est valable pour un an à partir du 15 avril 1960.

La Yougoslavie : l'accord commercial du 18 juin 1958 a été prorogé, le 1^{er} juillet 1960, pour une période d'un an. Le 30 septembre 1960, a été signé un protocole complémentaire.

Le Maroc : l'accord commercial, signé le 5 août 1958, a été reconduit tacitement pour une période d'un an, à partir du 1^{er} juillet 1960.

Israël : l'accord commercial du 29 août 1958 a été prorogé, le 1^{er} septembre 1960, pour une période d'un an.

La Roumanie : un accord commercial a été signé, à Bucarest, le 30 septembre 1960; il est entré en vigueur le 1^{er} octobre 1960 pour une durée illimitée.

Le Japon : le 8 octobre 1960, a été signé, à Tokio, un accord commercial qui est entré provisoirement en vigueur le 1^{er} janvier 1961 pour une période de 3 ans.

Le Danemark : le 1^{er} décembre 1960, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été reconduit tacitement pour un an.

Le Portugal : un accord commercial a été paraphé à Bruxelles le 6 décembre 1960. Il est valable pour un an, à partir du 1^{er} octobre 1960.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

L'Irlande : un accord a été signé à Dublin, le 23 septembre 1960, pour la période 1960/1961 en ce qui concerne la livraison de bétail irlandais destiné à la fabrication de sérum contre le piétin et la fièvre aphthuse.

Le Japon : le 8 octobre 1960, les accords existants ont été abrogés après la signature d'un nouvel accord Benelux.

L'Allemagne occidentale : la convention relative au commerce, conclue le 5 décembre 1958 entre la Chambre du Commerce extérieur de la République démocratique allemande et l'Office de Récupération économique, a été de nouveau prorogée pour un an à partir du 31 décembre 1960.

DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE

Par l'arrêté royal du 28 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 16 février 1960), un nouveau Tarif des droits d'entrée est mis en vigueur, à partir du 1^{er} mars 1960. Cinq arrêtés ministériels d'exécution ont été pris le 17 février 1960 (« Moniteur belge » du 18 février 1960). Ils concernent le tarif des droits d'entrée, l'importation de biens tombant sous l'application des Traités créant le Marché Commun Européen, l'exemption des droits d'entrée, l'exemption des droits d'accise à l'importation et le remboursement de droits d'entrée et d'accise à l'importation.

L'arrêté royal du 24 juin 1960 (« Moniteur belge » du 27 juin 1960) modifie l'arrêté royal du 28 janvier 1960. Les droits d'entrée sur les produits importés des Etats membres de la C.E.E. ont été réduits de 10 % à partir du 1^{er} juillet 1960. L'arrêté ministériel du 25 juin 1960 (« Moniteur belge » du 27 juin 1960) adapte l'arrêté ministériel du 17 février 1960 relatif à l'exemption des droits d'entrée au nouveau tarif.

L'arrêté royal du 28 janvier 1960 a été abrogé par l'arrêté royal du 7 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 15 décembre 1960) instaurant un nouveau tarif des droits d'entrée à partir du 1^{er} janvier 1961, à la suite de l'application accélérée du Traité de Rome. Le nouveau tarif contient, d'une part, les droits applicables aux pays de la C.E.E. et, d'autre part, ceux applicables aux pays tiers. Les tarifs nationaux sont réduits de 20 %, en vue de les adapter au tarif extérieur de la Communauté. En outre, le même arrêté réduit de nouveau de 10 % les droits d'entrée sur les fournitures de produits industriels entre les Etats membres.

Les arrêtés ministériels du 17 février 1960, relatifs aux formalités à remplir pour l'importation de marchandises tombant sous l'application des Traités créant les Communautés Européennes et à la libération des droits d'entrée, ont été modifiés par des arrêtés ministériels des 14 décembre 1960 (« Moniteur belge » des 16-17 décembre 1960) et 16 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1960).

L'arrêté royal du 24 février 1960 (« Moniteur belge » du 29 février 1960) adapte à la nouvelle nomenclature du Tarif des droits d'entrée entrant en vigueur le 1^{er} mars 1960, la liste des produits agricoles et alimentaires soumis à un droit spécial à l'importation. Cet arrêté a été complété par les arrêtés royaux des 9 avril 1960 (« Moniteur belge » du 9 mai 1960), 12 septembre 1960 (« Moniteur belge » du 17 septembre 1960) et 28 octobre 1960 (« Moniteur belge » du 5 novembre 1960).

Divers arrêtés ministériels fixent le droit à percevoir, à un taux inférieur au maximum prévu dans les arrêtés royaux, ou même le suppriment. En contrepartie, l'arrêté royal du 26 août 1960 (« Moniteur belge » du 29 août 1960) relève le droit spécial fixé antérieurement pour certains produits.

L'arrêté royal du 24 février 1960 a été remplacé, à partir du 1^{er} janvier 1961, par un arrêté royal du 27 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1960), à la suite des modifications dans la nomenclature du Tarif des droits d'entrée, consécutives à la décision d'accélérer l'application du Traité de Rome.

LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

Deux arrêtés ministériels du 24 février 1960 (« Moniteur belge » du 27 février 1960) ont remplacé les arrêtés précédents suspendant l'obligation de produire une licence à l'importation, l'exportation ou le transit de certaines marchandises. Les produits d'origine étrangère, qui sont exportés, sont soumis au même régime que les produits d'origine belge ou luxembourgeoise. Depuis le 1^{er} mars, l'importation de tous les produits en provenance du Japon ou de Hong-Kong est soumise à licence, en vertu de l'arrêté ministériel du 24 février 1960 précité.

L'arrêté ministériel du 2 août 1960 (« Moniteur belge » du 18 août 1960) et celui du 27 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1960) suppriment respectivement l'Espagne et la Yougoslavie de la liste des pays dont tous les produits sont soumis à licence, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation.

A la suite de l'arrêté ministériel du 7 octobre 1960 (« Moniteur belge » du 13 octobre 1960), les importations de Turquie ne sont plus soumises à licence, sauf pour quelques produits.

Les deux arrêtés ministériels précités du 24 février 1960 ont été respectivement remplacés ou modifiés par deux arrêtés ministériels du 27 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1960) entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1961.

Communauté Economique Européenne

Le 12 mai 1960, le Conseil de Ministres a décidé d'accélérer la mise en pratique du Marché Commun. Cette décision comprend, sur le plan interne, une réduction accélérée des droits, qui porte à 30 % la réduction des tarifs nationaux en vigueur au 1^{er} janvier 1957 et le premier rapprochement anticipé des tarifs nationaux au tarif extérieur commun, pour les produits industriels.

L'application accélérée du Traité entre les « Six » dans le domaine agricole est devenue effective le 1^{er} janvier 1961, après que le Conseil, en sa séance du 20 décembre 1960, eut constaté les progrès réalisés dans ce domaine.

Le 1^{er} juillet 1960, est entrée en vigueur la deuxième réduction de 10 % des tarifs extérieurs.

Une troisième réduction, résultant de la décision d'accélérer la mise en application du Traité, a amené les tarifs intérieurs des pro-

duits industriels et des produits agricoles non libérés, à 70 et 75 % du niveau de 1957, à partir du 1^{er} janvier 1961.

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

Voir Industrie (Charbonnages).

Coopération économique internationale

Le 14 décembre 1960, a été signée une convention relative à la création de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (O.C.D.E.). Cet accord contient une refonte de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.). Le Canada et les Etats-Unis sont devenus membres effectifs. Cette convention a pour but, outre le développement maximum de l'économie des pays membres, l'octroi d'une aide aux régions sous-développées et la poursuite de la libération du commerce mondial.

Coordination économique

L'arrêté royal du 7 octobre 1960 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1960) modifie le statut du Comité Ministériel de Coordination Economique et détermine la compétence du Ministre de la Coordination économique.

Distribution

La loi du 9 février 1960 (« Moniteur belge » du 27 février 1960), en vue d'assurer la loyauté des transactions commerciales, donne au Roi le pouvoir de réglementer l'emploi des dénominations sous lesquelles les marchandises sont mises dans le commerce.

L'arrêté ministériel du 23 mars 1960 (« Moniteur belge » du 30 mars 1960) remplace l'arrêté ministériel d'exécution du 23 décembre 1959 et impose aux raffineurs et importateurs de produits pétroliers les deux obligations suivantes :

1^{re} celle de détenir, à partir du 1^{er} septembre 1960, un stock représentant 10 % du tonnage des livraisons nettes qu'ils ont effectuées en Belgique, durant l'année-calendrier précédente et d'au moins 5.000 t par catégorie de produits (essence, gasoil et fuel-oil).

Le pourcentage et la quantité minimum ont été relevés respectivement à 18 % et 7 000 t, à partir du 1^{er} septembre 1961, par l'arrêté ministériel du 30 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1961) ;

2^e celle de posséder des moyens de stockage de 10 000 m³ pour chacune des mêmes catégories de produits.

La loi du 27 mai 1960 (« Moniteur belge » du 22 juin 1960) concerne la protection contre l'abus de la puissance économique. Après avoir indiqué ce qu'il faut entendre sous ce vocable, elle règle notam-

ment la procédure de constatation de l'abus, les dispositions pénales et certaines dispositions particulières.

La loi du 22 juin 1960 (« Moniteur belge » du 24 juin 1960) donne la possibilité d'instaurer un jour de repos hebdomadaire pour les indépendants. Le Roi a dorénavant le pouvoir de rendre obligatoire, dans les diverses branches du commerce ou de l'artisanat, un jour de repos hebdomadaire, à condition que la demande en soit faite par une ou diverses organisations professionnelles. Les arrêtés royaux du 28 juin 1960 (« Moniteur belge » du 1^{er} juillet 1960) et du 11 août 1960 (« Moniteur belge » du 31 août 1960) concernent l'exécution de cette loi.

L'arrêté royal du 7 novembre 1960 (« Moniteur belge » des 11-12 novembre 1960) prévoit la possibilité d'instaurer un service de garde dominical dans l'artisanat et le commerce.

L'arrêté ministériel du 5 septembre 1960 (« Moniteur belge » du 17 septembre 1960) supprime l'obligation, pour les importateurs d'essence pour auto et les raffineurs de produits pétroliers, d'ajouter du benzol à l'essence vendue en Belgique.

Emploi (Voir Expansion économique et Travail)

Euratom

L'Agence d'Approvisionnement de l'Euratom est entrée en activité le 1^{er} juin 1960, en vertu d'une décision de la Commission, en date du 5 mai 1960. (« Journal officiel des Communautés européennes » du 11 mai 1960).

Aucun prélèvement sur les transactions n'a été instauré, afin de ne pas augmenter inutilement le coût de l'énergie nucléaire.

Expansion économique

L'arrêté royal du 3 février 1960 (« Moniteur belge » du 13 février 1960) fixe les critères utilisés pour la désignation des régions de chômage structurel, auxquelles s'applique l'article 2 § 3, a, de la loi du 15 juillet 1959, modifiant temporairement le régime de taxation des plus-values, en vue de favoriser les investissements. Il désigne également les arrondissements administratifs répondant à ces critères.

L'arrêté ministériel du 23 février 1960 (« Moniteur belge » du 1^{er} mars 1960) contient l'agrément de sept comités provinciaux d'expansion économique.

Un Conseil national de l'Expansion économique a été créé par l'arrêté royal du 25 novembre 1960 (« Moniteur belge » du 30 novembre 1960). Ce comité comprend les ministres directement intéressés à la politique économique et sociale et des représentants des principales organisations des entreprises et des travailleurs.

Les pouvoirs publics et les institutions de droit public ont procédé, en 1960, à l'émission publique des emprunts suivants :

DÉSIGNATION	Date d'émission	Montant nominal (en millions de francs)	Taux d'intérêt nominal (%)	Durée	Taux d'émission	Rendement moyen pour les souscripteurs (%)
Etat belge, 1960-1970	1/2	12 848	5,25	10 ans	100,—	5,25
Régie Téléphones et Téléphones, 1960-1975	3/3	1 500	5,25	13 ans	99,50	5,304
Caisse Nationale de Crédit professionnel, 1960, à 5 ou 10 ans	8/4	325	5,— (5 prem. an.) 5,25 (5 an. suiv.)	5 ou 10 ans	100,—	5,— (5 ans) 5,266 (10 ans)
Etat belge, 1960, à 5 ou 10 ans	19/4	7 753	5,— (5 prem. an.) 5,25 (5 an. suiv.)	5 ou 10 ans	100,—	5,— (5 ans) 5,19 (10 ans)
Crédit communal, 1960-1980	7/6	2 000	3,— (10 prem. an.) 5,— (de la 11 ^e à la 15 ^e an.) 5,50 (de la 16 ^e à la 20 ^e an.)	20 ans	100,—	5,53
S. N. C. B., 1960, à 5 ou 10 ans	29/6	2 300	5,— (5 prem. an.) 5,25 (5 an. suiv.)	5 ou 10 ans	100,—	5,— (5 ans) 5,19 (10 ans)
S. N. C. I., 1960, à 5 ou 10 ans	10/10	2 000	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.)	5 ou 10 ans	98,50	5,60 (5 ans) 5,67 (10 ans)
Etat belge, 1960 ; à 5, 10 ou 15 ans	16/11	7 324	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.) 5,75 (5 dern. an.)	5, 10, ou 15 ans	99,—	5,48 (5 ans) 5,60 (10 ans) 5,73 (15 ans)

IMPÔTS

IMPÔTS SUR LES REVENUS

- La loi du 17 juin 1960 (« Moniteur belge » du 18 juin 1960) relative au statut des sociétés belges de droit colonial qui ont leur principal établissement administratif en Belgique, contient certaines dispositions concernant les plus-values provenant de la réévaluation des apports.
- La loi du 11 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1960) accorde, aux entreprises qui exploitent des gisements pétrolifères, une exonération de la taxe professionnelle sur les montants consacrés à la constitution d'une provision, jusqu'à concurrence de 50 % des profits annuels taxables. Ces montants doivent être investis, dans les cinq ans, de la manière prévue par la loi.
- L'arrêté royal du 11 juillet 1960 « (Moniteur belge » du 11 août 1960) instaure un nouveau régime d'imputation des paiements effectués par les redevables d'impôts directs, de taxes assimilées au timbre et de taxes provinciales. Le débiteur de diverses impositions peut dorénavant, lors de son versement, faire connaître quelle cotisation il entend acquitter.

IMPÔT SUR LA CIRCULATION JURIDIQUE DES BIENS

- La taxe de transmission sur l'énergie électrique a été réduite de 2 % à partir du 1^{er} janvier 1960, par l'arrêté royal du 30 décembre 1959 (« Moniteur belge » des 1^{er} et 2 janvier 1960).
- L'arrêté royal du 23 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 29 janvier 1960) a établi un nouveau tableau des majorations de la taxe de transmission à l'importation, dans lequel les marchandises sont désignées par référence au Tarif des droits d'entrée, basé sur la nomenclature de Bruxelles. Cet arrêté royal a été modifié par les arrêtés royaux du 26 février 1960 (« Moniteur belge » du 29 février 1960), du 23 août 1960 (« Moniteur belge » du 25 août 1960) et du 8 décembre 1960 (« Moniteur belge » des 16-17 décembre 1960).
- L'arrêté royal du 15 mars 1960 (« Moniteur belge » du 19 mars 1960) établit une taxe forfaitaire de 10 % sur la transmission des huiles minérales de graissage et des préparations faites à base de ces huiles.
- L'arrêté royal du 28 avril 1960 (« Moniteur belge » du 30 avril 1960) réorganise le système de la taxe de transmission forfaitaire due à l'abattage des animaux de boucherie et à l'importation des viandes.
- L'arrêté royal du 14 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 22 décembre 1960) a prorogé certaines réductions accordées anté-

rieurement, à savoir : sur la taxe de transmission perçue à la vente de certaines catégories de papier, sur la taxe perçue sur certains fils et tissus de lin et sur la taxe de facture perçue sur les contrats d'entreprise ayant pour objet le peignage, le lavage et le carbonisage des laines et des matières textiles à l'état non usagé.

- Une nouvelle loi, du 26 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 6 février 1960) relative aux taxes sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, a remplacé la loi du 24 décembre 1957.
- La loi du 20 juin 1960 (« Moniteur belge » du 21 juillet 1960) modifie la taxe de circulation sur les véhicules automobiles. Elle vise à relever progressivement la taxe de circulation des véhicules munis à l'huile lourde ou au gaz.
- L'arrêté royal du 22 juin 1960 (« Moniteur belge » du 29 juin 1960) a prorogé, jusqu'au 30 juin 1961, l'exonération de la taxe sur les transports accordée dans certains cas pour le transport fluvial de grains et de céréales en vrac, de même que pour le remorquage y relatif.
- En vertu des arrêtés royaux des 28 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 5 août 1960) et 14 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 22 décembre 1960), les exonérations de la taxe sur les contrats de transport en faveur des transports par voies ferrées et sur routes par trolleybus, ont été prorogées respectivement jusqu'au 31 décembre 1960 et jusqu'au 31 décembre 1961.

Droits d'entrée et de sortie (Voir Commerce extérieur).

TAXE DE CONSOMMATION

L'arrêté ministériel du 4 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1960) constitue une réglementation complète de l'accise sur le gaz de pétrole et sur les autres hydrocarbures gazeux.

Une taxe de consommation spéciale sur le fuel-oil, de 60 F/t a été établie à partir du 1^{er} août 1960, en vertu de l'arrêté royal du 30 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 1^{er} août 1960).

Industrie

INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

MESURES PRISES PAR LA BELGIQUE

Depuis le début de janvier 1960, huit mines produisant ensemble 30 % du charbon, ont quitté Cobechar et ont appliqué une politique commerciale propre, comportant un barème de prix moins élevé. La plupart d'entre elles sont cependant rentrées à Cobechar, en 1961.

L'arrêté royal du 30 décembre 1959, relatif au stockage des combustibles minéraux solides, a exclu de son champ d'application les stocks saisonniers; l'arrêté ministériel du 26 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 16 février 1960) indique la quantité des stocks de combus-

tibles minéraux non domestiques sur le carreau des mines pouvant être considérée comme stock saisonnier; les stocks de combustibles domestiques ne tombent pas sous l'application de l'arrêté royal en question.

Trois arrêtés royaux du 6 avril 1960 (« Moniteur belge » du 23 juin 1960) octroient, respectivement pour les années 1958, 1959 et 1960, une prime complémentaire aux travailleurs recrutés pour le travail du fond. Elle s'élève à 1 000 ou 1 500 F, d'après la durée de l'engagement.

La loi du 28 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 1^{er} août 1960) crée un « Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier » en vue d'accroître l'exportation de la production charbonnière excédentaire au moyen de subsides. Un droit spécial sur le fuel-oil a été établi, à partir du 1^{er} août 1960, pour une durée maxima de 36 mois, en vue d'assurer le financement de ce fonds. Ce droit est dégressif et peut s'élever au maximum à 60 F la tonne pour les douze premiers mois, à 40 F la tonne pour la deuxième période de douze mois et à 20 F la tonne pour la dernière période.

L'arrêté royal du 30 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 1^{er} août 1960), pris en exécution de cette loi, fixe les conditions auxquelles peut être accordée une prime à l'exportation de charbon à charge du Fonds temporaire.

Par l'arrêté royal du 30 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 14 janvier 1960), est approuvée la décision du Conseil national des Charbonnages, du 19 octobre 1960, ordonnant la fermeture, en 1961, de onze sièges d'exploitation, situés tous dans le bassin du Sud.

En 1960, avait été déposé un projet de loi prévoyant la création d'un Comité national des charbonnages. Ce comité, doué de la personnalité juridique, aurait une compétence très étendue en matière d'industrie charbonnière. En 1961, cependant, ce projet de loi a été remplacé par un autre qui vise l'instauration d'un Directoire charbonnier.

MESURES DE LA C.E.C.A.

A partir du 1^{er} janvier 1960, les expéditions de combustibles solides de et vers la Belgique ont été contingentées à l'égard des autres pays de la Communauté, sauf en ce qui concerne les exportations belges vers l'Italie, en vertu d'une décision de la Haute Autorité en date du 23 décembre 1959.

Le contingent global fixé pour les livraisons de la Belgique aux pays de la Communauté, l'Italie exceptée, s'élève à 1 945 000 t. Le contingent des livraisons des pays de la Communauté à la Belgique est fixé à 2 950 000 t. Les importations des pays tiers ne peuvent pas dépasser 600 000 t (« Journal officiel des Communautés européennes » du 31 décembre 1959). Ces contingents globaux ont été relevés respectivement de 50 000 et de 100 000 t par une décision de la Haute Autorité, en date du 7 décembre 1960. Ces quantités supplémentaires sont réservées.

vées à des livraisons à et de la République fédérale d'Allemagne (« Journal officiel des Communautés européennes » du 16 décembre 1960).

Par décision du 20 décembre 1960, la Haute Autorité a prorogé, pour l'année 1961, le contingentement du commerce international de la houille et des agglomérés de houille. L'importance des livraisons des pays de la Communauté à la Belgique a été fixée à 3 150 000 t soit 3,5 % de plus qu'en 1959. Le contingent de fournitures de la Belgique aux pays de la Communauté, l'Italie exceptée, s'élève à 1 995 000 t. Les importations en provenance des pays tiers, en Belgique, ne peuvent pas dépasser 620 000 t.

L'expression « combustibles solides » a été remplacée, en vertu d'une décision de la Haute Autorité du 18 janvier 1960, par l'expression « houille et agglomérés de houille » (« Journal officiel des Communautés européennes » du 28 janvier 1960).

L'allocation temporaire spéciale de soutien, accordée aux travailleurs des charbonnages belges réduits au chômage partiel, a été prorogée jusqu'au 30 septembre 1960, par une décision du Conseil, du 27 janvier 1960, pour un montant maximum de 150 millions de F. L'octroi de cette allocation se fait d'après un système dégressif (Journal officiel des Communautés européennes » du 4 février 1960). Le Conseil a refusé fin septembre de proroger cette allocation temporaire spéciale.

Une décision du 7 décembre 1960 de la Haute Autorité, a habilité le Gouvernement belge à octroyer, pour l'année 1960, des subsides pour une quantité de 4,2 millions de tonnes et pour un montant total de 685 millions de francs. (« Journal officiel des Communautés européennes du 16 décembre 1960»).

Investissements (Voir Expansion économique)

Monnaie et Crédit

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le 4 août 1960, la Banque Nationale de Belgique a relevé de 4 à 5 % son taux d'escompte pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le 10 novembre 1960, elle applique aux acceptations visées représentatives d'exportations de marchandises, un taux de réescompte de 4 %.

MARCHÉ DES CAPITAUX

Un arrêté royal du 4 mars 1960 (« Moniteur belge » du 14 mars 1960) a porté à 40 milliards de francs le montant nominal des bons de caisse et obligations pouvant être émis par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Ce montant a été porté à 45 milliards de francs par l'arrêté royal du 16 novembre 1960 (« Moniteur belge » du 30 novembre 1960).

L'arrêté royal du 22 juin 1960 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1960) a porté à 6,5 milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Prévoyance sociale

SALARIÉS ET APPOINTÉS

Les cotisations pour les pensions des travailleurs ont été portées à 9 % (4,5 % à charge de l'employeur et 4,5 % à charge du salarié), à partir du 1^{er} janvier 1960, par l'arrêté royal du 30 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1960).

La loi du 22 février 1960 (« Moniteur belge » du 5 mars 1960) modifie la loi du 12 juillet 1957 concernant la pension de retraite et de survie des employés. Le relèvement à 10 000 F du plafond des rénumérations prévu par cette loi n'est plus retenu à partir du 1^{er} janvier 1960. La loi du 22 février 1960 a également rétabli le principe de la propriété individuelle sur le produit des versements effectués et elle a élargi les conditions d'octroi de la rente de survie.

Divers arrêtés royaux du 20 août 1960 (« Moniteur belge » du 15 septembre 1960) règlent les modalités d'exécution de cette loi.

L'arrêté royal du 2 mars 1960 (« Moniteur belge » du 12 mars 1960) réglemente certains cumuls des avantages prévus par les régimes de pensions des ouvriers, employés, mineurs et gens de mer.

La loi du 2 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1960) modifie les dispositions relatives aux majorations de cotisation et aux intérêts de retard dus pour paiements tardifs par les employeurs, en matière de sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés. L'arrêté royal du 7 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1960) modifié par l'arrêté royal du 16 août 1960 (« Moniteur belge » du 29 août 1960), assure l'exécution de la loi ci-dessus.

L'arrêté royal du 13 avril 1960 (« Moniteur belge » du 18 avril 1960) a porté de 6 000 à 8 800 F, à partir du 1^{er} avril 1960, la limite prévue pour certaines retenues à la sécurité sociale. Le plafond en matière de retenues pour la pension d'employé, demeure cependant fixé à 8 400 F.

La loi du 12 avril 1960 (« Moniteur belge » du 16 avril 1960) unifie les divers systèmes de liaison à l'indice des prix de détail (cotisations et prestations sociales; traitements, salaires et allocations à charge du Trésor public). Les montants en vigueur au 1^{er} janvier 1960 ont été liés à l'indice 110. Ils seront adaptés à chaque hausse ou baisse de 2,75 points de l'indice. L'importance des modifications a été limitée à 2,5 % des montants à l'indice 110.

La loi du 12 avril 1960 (« Moniteur belge » du 7 mai 1960) porte création d'un Fonds social pour les ouvriers diamantaires, qui a pour mission le financement, l'octroi et le paiement d'avantages sociaux supplémentaires aux travailleurs du diamant. L'arrêté royal du 21 novembre 1960 (« Moniteur belge » du 8 décembre 1960) fixe les statuts du Fonds.

La loi du 26 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 3 août 1960) a

regroupé les cinq organismes nationaux d'allocations familiales en deux nouvelles institutions : l'Office national d'Allocations familiales pour Salariés et l'Office national d'Allocations familiales pour Travailleurs indépendants. L'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1960 (« Moniteur belge » du 9 septembre 1960) modifié par l'arrêté ministériel du 7 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 24 janvier 1961) règle la constitution des deux Offices ci-dessus.

La loi du 27 juin 1960 (« Moniteur belge » du 30 juin 1960) institue auprès de l'Office National du Placement et du Chômage, pour une durée de trois ans, un « Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise » (voir aussi « Relations du travail »).

L'arrêté ministériel du 2 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 13 décembre 1960) modifie l'arrêté ministériel du 20 mars 1956 organisant la mise au travail des chômeurs par les provinces, les communes et les établissements publics. Les administrations publiques doivent dorénavant supporter 50 % des salaires des chômeurs mis au travail, au lieu de 16 % précédemment.

Les principales modifications au système général de l'assurance maladie-invalidité, régi par l'arrêté royal organique du 22 septembre 1955, ont été apportées par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1960 (« Moniteur belge » du 22 juin 1960) et l'arrêté royal du 22 septembre 1960 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1960). Le premier de ces arrêtés restreint les conditions de remboursement des frais de séjour dans les hôpitaux. Le Ministre reçoit également le pouvoir de faire dépendre les prestations de l'assurance maladie de certaines conditions et formalités.

L'arrêté royal du 22 septembre 1960 fixe, lors de leur assujettissement à la sécurité sociale belge, aux personnes ayant quitté le Congo et jusqu'alors liées par un contrat de louage de service régi par la législation sociale congolaise, les conditions d'octroi des prestations de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

La loi du 20 juillet 1960 sur le salaire hebdomadaire garanti (« Moniteur belge » des 22-23 juillet 1960), mentionnée à la rubrique « Relations du travail », contient des stipulations relatives aux indemnités en cas de maladie. Celles-ci sont seulement d'application temporaire, mais la durée de leur validité peut être prorogée par arrêté royal. Le travailleur qui a au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise, conserve pendant sept jours le droit à 80 % de son salaire normal, à condition que l'in incapacité de travail dure au moins quinze jours. Cette indemnité est à charge de l'employeur dans les entreprises occupant plus de dix travailleurs et, dans les plus petites entreprises, à charge de la Caisse d'assurance contre la maladie et l'invalidité. Les employeurs intéressés doivent verser, dans ce but, une cotisation spéciale à l'O.N.S.S.

L'arrêté royal du 29 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 1^{er} août 1960) a enlevé cet avantage aux mineurs pour une période de 12 mois.

Les arrêtés royaux des 12, 13 et 14 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 26 décembre 1960) ont modifié les arrêtés du Régent des 12 et 14 août 1948 en matière d'habitations sociales. Ils ont pour but de réserver les avantages de la législation aux personnes ne disposant que d'un faible revenu. Une adaptation de loyer est également prévue quand le revenu dépasse un certain taux.

INDÉPENDANTS

La loi du 28 mars 1960 (« Moniteur belge » du 4 avril 1960) réorganise le régime de pension des indépendants. Trois sortes de prestations sont prévues : la pension de retraite, la pension de survie et l'indemnité d'adaptation. Le taux de base de la pension de retraite est de 21.000 F pour les mariés et de 14.000 F pour les autres. Pour la pension de survie, le maximum varie entre 10.500 F et 14.000 F. En matière d'indemnité d'adaptation, les modalités d'octroi sont les mêmes que pour les salariés. Le règlement de ces prestations dépend d'une enquête sur les moyens d'existence. L'arrêté royal du 27 mai 1960 (« Moniteur belge » du 14 juin 1960) fixe les modalités d'exécution de cette loi. L'arrêté royal du 14 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1960) adapte la loi ci-dessus aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

Prix

Une réduction de prix de 12 % est appliquée, à partir du 1^{er} janvier 1960, aux contrats de fourniture d'électricité à haute tension aux utilisateurs petits et moyens. Les contrats des utilisateurs importants ont également été adaptés.

Les prix de différentes qualités de charbons, principalement de charbons industriels, ont été de nouveau réduits à partir du 15 janvier 1960.

L'arrêté royal du 18 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1960) supprime l'obligation de déclaration de hausse du prix des journaux et périodiques.

L'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1960 (« Moniteur belge » du 6 avril 1960) fixe le prix maximum de vente au consommateur du lait de consommation.

Le 14 juillet 1960, le prix de l'essence a été relevé de 4 c par litre. Le prix du gas-oil, qui avait déjà été relevé le 6 juillet, a encore été augmenté de 2 c au litre.

Prix des transports (Voir Transport).

Recherche scientifique

Certains montants ont été prélevés sur la taxe exceptionnelle de conjoncture pour le financement de la recherche scientifique. A cette fin, l'arrêté royal du 5 janvier 1960 (« Moniteur belge » du 15 janvier

1960) a mis un montant de 4 500 000 F à la disposition du Ministre de l'Agriculture, en vue de l'extension des effectifs du personnel des services de recherche scientifique dépendant de son département.

L'arrêté royal du 14 mars 1960 (« Moniteur belge » du 17 mars 1960) a mis un montant de 137 000 000 F à la disposition du Ministre des Affaires économiques. Cette somme est répartie comme suit : 74 000 000 F à l'Institut Interuniversitaire des Sciences Nucléaires, 25 000 000 F au Centre d'Etudes de l'Energie Nucléaire et 38 000 000 F à l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.).

L'arrêté royal du 14 avril 1960 (« Moniteur belge » du 18 avril 1960) a mis un montant de 150 000 000 F à la disposition du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, pour le développement de l'activité dans le domaine scientifique et universitaire au Congo.

L'arrêté royal du 4 mai 1960 (« Moniteur belge » du 14 mai 1960) a mis à la disposition du Ministre des Affaires économiques, un montant de 20 000 000 F destiné à l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.).

L'arrêté royal du 16 mai 1960 (« Moniteur belge » du 19 mai 1960) a mis à la disposition du Ministre de la Santé publique et de la Famille, un montant de 14 500 000 F destiné à subventionner le Fonds de la Recherche scientifique médicale et les centres anti-cancéreux.

Transport

TRANSPORT AÉRIEN

- Le 19 octobre 1960, un accord relatif à la navigation aérienne a été conclu entre la Belgique et la Jordanie.
- Le « Moniteur belge » du 25 novembre 1960 publie la loi du 26 juillet 1960 approuvant l'accord signé à Téhéran, le 14 avril 1958, entre le Gouvernement belge et le Gouvernement iranien, au sujet des transports aériens entre leurs territoires et des pays tiers.
- L'octroi, par les autorités mexicaines, d'une licence d'exploitation a permis à la Sabena d'ouvrir, le 2 décembre 1960, une ligne aérienne, entre Bruxelles et Mexico.

ACCORD MULTILATÉRAL

L'accord relatif à « Eurocontrol » a été signé à Bruxelles, le 13 décembre 1960, par les pays suivants : République fédérale allemande, Belgique, France, Grande-Bretagne, Luxembourg et Pays-Bas. Bruxelles a été désignée comme siège de cette organisation. Les parties contractantes ont décidé de renforcer leur coopération en matière de navigation aérienne et, en particulier, d'organiser en commun les services de la circulation aérienne dans l'espace aérien supérieur.

TRANSPORTS TERRESTRES

- Deux arrêtés royaux du 24 juin 1960 (« Moniteur belge » du 21 juillet 1960) concernent la limitation des perturbations radioélectriques produites dans les récepteurs de radiodiffusion sonore par les moteurs à combustion interne à allumage électrique et par les oscillateurs de balayage des appareils de télévision.
- La loi du 1^{er} août 1960 (« Moniteur belge » du 12 août 1960) et l'arrêté ministériel du 22 septembre 1960 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1960) réglementent le transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.
- L'arrêté royal du 18 novembre 1960 et l'arrêté ministériel d'exécution du 21 novembre 1960 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1960) établissent pour l'ensemble du pays un tarif « telex » intérieur unique.

ACCORDS MULTILATÉRAUX

- La loi du 16 février 1960 (« Moniteur belge » du 25 avril 1960) a approuvé l'accord relatif à la création d'Eurofima, Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, et le protocole signés à Berne le 20 octobre 1955.
- Le « Moniteur belge » du 7 octobre 1960 publie la loi du 10 août 1960 portant approbation de l'accord européen relatif au transport international par route des marchandises dangereuses, signé à Genève le 30 septembre 1957.

TRANSPORT PAR EAU

- L'arrêté ministériel du 23 mars 1960 (« Moniteur belge » du 31 mars 1960) modifié par les arrêtés ministériels du 6 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 5 août 1960) et du 26 août 1960 (« Moniteur belge » du 31 août 1960), fixe les conditions dans lesquelles les bateaux affectés au transport de marchandises pour compte propre sont libérés de l'intervention des bureaux d'affrètement à tour de rôle.
- La loi du 23 mars 1960 (« Moniteur belge » du 31 mars 1960) porte de 2,5 à 4 milliards de francs le montant global de la garantie de l'Etat pour le Fonds de l'armement et des constructions maritimes.
- Les arrêtés ministériels des 28 mars 1960 (« Moniteur belge » du 30 mars 1960), 30 juin 1960 (« Moniteur belge » du 7 juillet 1960) et 30 septembre 1960 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1960) ont modifié les taux des barèmes des frets applicables par l'Office Régulateur de la Navigation Intérieure aux contrats d'affrètement au voyage. De nouveaux taux ont été d'application le 1^{er} avril 1960 et le 1^{er} octobre 1960.

Les barèmes des frets de l'Office régulateur de la navigation inté-

rieure de certains districts ont été modifiés par l'arrêté ministériel du 20 juillet 1960 (« Moniteur belge » du 4 août 1960).

ACCORD BILATÉRAL

Le 23 janvier 1960, un accord a été conclu avec les Pays-Bas au sujet du canal et de l'écluse de Terneuzen. Le coût total des travaux est évalué à 3,3 milliards de francs dont 2,9 milliards à charge de la Belgique.

IMPOTS SUR LES TRANSPORTS (Voir Finances)

Travail

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'arrêté royal du 4 avril 1960 (« Moniteur belge » du 9 avril 1960), modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 23 décembre 1960), règle le financement du Fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés.

Une Commission consultative nationale de la réadaptation professionnelle des travailleurs mis en chômage par suite de la fermeture de certaines mines, a été créée par l'arrêté royal du 31 mai 1960 (« Moniteur belge » du 18 juin 1960).

L'arrêté ministériel du 27 avril 1960 (« Moniteur belge » du 23 mai 1960) fixe le montant et les modalités de l'intervention financière de l'Etat, prévue par l'arrêté royal du 13 avril 1959 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels dans les métiers et négociés.

RELATIONS DU TRAVAIL

Divers arrêtés royaux ont homologué les décisions de certaines commissions paritaires portant réduction de la durée du travail dans leur secteur.

La loi du 6 avril 1960 (« Moniteur belge » du 7 mai 1960) énumère une série de travaux de construction, travaux occasionnels et activités exercées de manière accessoire non compris, qui doivent être exécutés entre certaines heures et à l'exclusion des samedis, dimanches et jours de fête. Les travaux, auxquels s'applique cette loi, ne peuvent donc être exécutés le samedi ou durant la part de la journée pendant laquelle il est accordé repos aux travailleurs de l'industrie de la construction ou d'une branche de celle-ci par ou en vertu de la loi ou par application d'une décision de la Commission paritaire rendue obligatoire par arrêté royal.

En mai 1960, un pacte social a été conclu entre les organisations patronales et les syndicats. Il prévoit un relèvement, étalé sur plusieurs années, du salaire indirect (allocations familiales et congés payés); les syndicats se sont engagés à n'émettre aucune revendication nouvelle de caractère général avant la fin de 1962. Divers arrêtés royaux ont

entériné les décisions des commissions paritaires réglant l'application de ce pacte.

La loi du 27 juin 1960 (« Moniteur belge » du 30 juin 1960) relative à la fermeture des entreprises, s'applique aux entreprises occupant au moins cinquante travailleurs. La loi reconnaît aux commissions paritaires la compétence pour déterminer les méthodes suivant lesquelles, lors d'une éventuelle fermeture d'entreprise, doit être organisée l'information préalable des autorités intéressées et des travailleurs et le remplacement de ces derniers. Elle prévoit aussi une indemnité de licenciement pour les travailleurs qui ont au moins cinq ans d'ancienneté dans la même entreprise, indemnité à charge de l'employeur et dont le montant dépend de la durée des services de l'intéressé. En cas de non-paiement dans un certain délai, le travailleur congédié peut s'adresser au « Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise ». Ce fonds est alimenté par les cotisations annuelles des employeurs soumis à la loi. Cette loi est valable pour trois ans, mais cette période peut être prolongée.

L'arrêté royal du 18 juillet 1960 (« Moniteur belge » des 22-23 juillet 1960) a exclu de l'application de la loi un certain nombre d'entreprises, notamment les charbonnages, les entreprises sidérurgiques et portuaires.

La loi du 20 juillet 1960 (« Moniteur belge » des 22-23 juillet 1960) sur le salaire hebdomadaire garanti, rapproche notamment le statut des ouvriers de celui des employés. Le travailleur conserve le droit à son salaire normal pendant sept jours en cas d'accident technique occasionnel dans l'entreprise, en cas d'incapacité de travail résultant d'un accident et lorsque l'employeur ne remplit pas les formalités nécessaires lors d'une éventuelle cessation de travail due à des causes économiques. De plus, il lui est accordé des congés à l'occasion de certains événements familiaux, ou pour remplir certaines obligations civiques. L'arrêté royal du 25 octobre 1960 (« Moniteur belge » du 28 octobre 1960) fixe la durée de ces absences. Ceci rend caduques les accords collectifs relatifs aux petits chômage, à moins qu'ils ne contiennent des stipulations plus favorables que l'arrêté susdit. Cette loi traite également de l'indemnité en cas de maladie (voir rubrique « Prévoyance sociale »).

L'arrêté royal du 1^{er} septembre 1960 (« Moniteur belge » du 22 septembre 1960) modifie certains articles de l'arrêté du Régent du 2 avril 1947 relatif à l'octroi du salaire aux travailleurs pendant un nombre déterminé de jours de fête par an.

SÉCURITÉ SOCIALE ET HYGIÈNE

Le règlement général sur la protection du travail a été considérablement modifié en plusieurs endroits.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES⁽¹⁾

AGRICULTURE.

	Pages
Superficies cultivées. Recensements des 15 mai 1956, 1957, 1958, 1959 et 1960	23
Céréales. Superficies cultivées	23
Plantes industrielles. Superficies cultivées	24
Plantes racines et tuberculifères. Superficies cultivées	24
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare	25
Production agricole	25
Matériel agricole	26
Cheptel	26
Production nette de viande indigène	26
Consommation de viande	27
Solde d'importations et d'exportations de viande	27
Beurre	27
Importations et exportations de produits agricoles	28
Importations et exportations de produits horticoles	29

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques	183
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives	183
Opérations de capitalisation	184
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives	184
Prêts hypothécaires	185
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives	185
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles	186
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques	187

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur	261	X
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur	261	
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation	262	
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel	263	

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Signification des signes employés dans les tableaux :

- .. Non disponible ;
- Nul ou négligeable ;
- / Moyenne.

Pages

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur)	231
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation	233
Exportations par secteur industriel	234-235
Importations par secteur industriel	236-237
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International	238
Solde d'importations et d'exportations de viande	27
Beurre (importations)	27
Importations et exportations de produits agricoles	28
Importations et exportations de produits horticoles	29
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques	30
Production nette, importations et exportations de gaz	47
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie	51
Commerce extérieur des produits sidérurgiques	56
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur	58
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité	59
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur.	66-67
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité	68-69
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur	70
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique	71
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur	72
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité	73
Commerce extérieur de l'industrie du papier	76
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur	78
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité	79
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Valeur	84-85
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Quantité	86-87
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur	92
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité	93
Importations et exportations de diamants	94
Commerce extérieur en peaux, cuirs et articles en cuir	95
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés	97
Commerce extérieur en bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis	99
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur.	261
Evolution du Commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur	261
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation	262
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel	263
Exportations par pays de destination	239
Principales exportations vers les Etats-Unis	240
Importations par pays de provenance	241
Principales importations en provenance des Etats-Unis	242
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1959 et 1960	243
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation Européenne de Coopération Economique	245
Soldes de la balance commerciale par zone monétaire	246
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1958, 1959 et 1960	248-249-250

Pages

CONSOMMATION.

Consommation des produits industriels	221
Consommation. Par catégorie de produits	222
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles	223
Ventes à la consommation en 1960	224
Ventes à la consommation en 1960. Produits alimentaires	224
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises	225
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés	226
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus	226

DISTRIBUTION.

Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale	119 X
Entreprises commerciales. Personnel assujetti à la sécurité sociale	120
Cartes professionnelles pour étrangers	121
Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce	122
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique	123
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce	124
Déclarations de faillite et concordats judiciaires	124
Ventes à la consommation	125
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale à clientèle indépendante	125
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés	126
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre	126

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin	11
Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée	12
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs	13
Nombre de journées perdues par suite de grèves	15
Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage	15
Répartition par province des chômeurs complets contrôlés	17 X
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée. En novembre 1958, 1959 et 1960	18

FINANCES DE L'ÉTAT.

Exécution des budgets de 1950 à 1960 par année civile	137
Exécution des budgets de 1950 à 1960 par exercice	138
Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile	139
Dépenses budgétaires	140
Recettes fiscales ordinaires nettes	141
Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées	142
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre	142
Recettes non fiscales par année civile	143
Evolution de la situation de la Trésorerie	143
Dette publique. Situation à fin d'année	144
Evolution de la dette publique	145

Pages

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés	146
Budgets provinciaux pour 1959 et 1960	147
Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1954 à 1960 pour l'ensemble des provinces	147
Répartition des dépenses provinciales. Exercices 1954 à 1960	148
Budgets et comptes communaux	148
Budgets communaux pour 1959 et 1960	149
Versements à effectuer par le Trésor aux communes	149
Additionnels communaux à la contribution foncière	150
Crédits et subventions aux administrations régionales et locales	150
Répartition des dépenses communales. Exercices 1953 à 1960	151
Bilans comparatifs au 31 décembre du Crédit Communal de Belgique	152

INDUSTRIE

Evolution de l'activité industrielle	33 X
Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle	34-35
Evolution comparée des indices de production	37
Evolution de l'activité industrielle d'après le degré de transformation des produits	39
Production de charbon par bassin	40
Balance charbonnière	41
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille	42
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1958 à 1960	43
Situation économique globale de l'industrie charbonnière	44 X
Consommation intérieure brute de combustibles solides par les principaux secteurs	45
Energie électrique disponible	46 X
Production nette, importations et exportations de gaz	47
Distribution publique de gaz	48
Production et consommation de produits pétroliers	49
Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire	50
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie	51
Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire	52
Estimation de la consommation finale nette d'énergie selon les secteurs économiques et la forme de l'énergie mise en œuvre	53
Production sidérurgique dans les pays de la C.E.C.A.	54 X
Consommation apparente d'acier brut dans les pays de la C.E.C.A.	55
Commerce extérieur des produits sidérurgiques	56
Production de métaux non ferreux	57
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur	58
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité	59
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions	61
Industrie des fabrications métalliques. Emploi	63
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les secteurs d'activité	64
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité	65
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur	66-67
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité	68-69

	Pages
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur	70
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique	71
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur	72
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité	73
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique	74
Production de papier et de carton	75
Commerce extérieur de l'industrie du papier	76
Production de ciment	77
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur	78
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité	79
Production de l'industrie de la terre cuite	80
Production de chaux, calcaire et dérivés	80
Production de l'industrie céramique	81
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine	82
Stocks de tissus	82
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Valeur	84-85
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Quantité	86-87
Production d'articles de bonneterie	90
Activité des laiteries et fromageries	91
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur	92
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité	93
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire	94
Importations et exportations de diamants	94
Commerce extérieur en peaux, cuirs et articles en cuir	95
Production de cuirs finis et de chaussures	96
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre	96
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufaturés	97
Ventes de l'industrie transformatrice du bois	98
Commerce extérieur en bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis	99
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries	100
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries. Répartition par arrondissement administratif	101

INVESTISSEMENTS.

Investissements dans l'ensemble de l'économie	217-218
---	---------

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices de la production industrielle	253
Production sidérurgique	254
Production agricole	255
Indice du coût de la vie	255

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire	155
Bilans intégrés des organismes monétaires	156-157
Origines des variations du stock monétaire	158-159

	Pages
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique	160
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers	161
Situation globale des banques.	162
Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers	163
Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées	164
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières	165
Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Moyennes journalières	166
Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique	167
Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique	168
Principales modalités de l'épargne privée	169
Appels nets de capitaux en Belgique	169
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises. Répartition d'après le centre d'activité	170
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges	171
Emissions du secteur public	172
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations	174
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles.	175
Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui	176
Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes	177
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires	178
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements	178
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers	179
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	180

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national	256
Nombre de chômeurs	256
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie	257
Indices de la production par industrie	257
Commerce extérieur	258
Valeur des importations par pays de provenance	259
Valeur des exportations par pays de destination	259
Réserves de change	260
Salaires et prix	260
Consommation des particuliers	260
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur	261
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur	261
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation	262
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel	263

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité	30
Arrivages de poissons. Valeur	30
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques	30

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale	7
Mouvement de la population en 1960	8

Pages

PRIX.

Indices des prix et des salaires dans quelques pays	193
Evolution des prix de détail par groupe de produits	194
Indices des prix de gros	195
Indices partiels des prix de gros	198

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

REMUNÉRATIONS.

Indices des salaires conventionnels	201
Indices des salaires	202
Evolution des salaires horaires bruts	203
Gain horaire brut en octobre 1960. Par province, région linguistique et sexe	203
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale	204
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale	204

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés, Revenu national).

REVENU NATIONAL.

Revenu national belge de 1952 à 1960	XIII
--	------

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges et congolaises	205
Rendement des sociétés par actions belges et congolaises d'après le lieu de leur exploitation	206-207
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement.	
Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique	208-209
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net.	
Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique	210-211
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1960 des sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique	212

SALAIREs (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance	129
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1960	130
Répartition des nuitées par saison	130
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs	131
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges	131
Etablissements de vacances populaires	132
Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances	132

	Pages
TRANSPORTS.	
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets	106
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises .	106
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs	107
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs	107
Parc de véhicules routiers	108
Transports fluviaux. Marchandises transportées.	108
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises .	109
Transports fluviaux. Trafic par bassin	109
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge	110
Nature de la flotte belge	110
Marine marchande belge	111
Port d'Anvers. Navigation maritime	112
Port de Gand. Navigation maritime	113
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime	114
Trafic commercial des aérodromes belges	115
Trafic de la SABENA	116

LISTE DES GRAPHIQUES⁽¹⁾

	Pages
COMMERCE EXTÉRIEUR.	
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur	232
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de volume	232
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire	244
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar	247
 EMPLOI ET CHÔMAGE.	
Evolution comparée de la production, du personnel ouvrier et des heure-ouvriers prestées dans différentes industries	14
Evolution du chômage. Journées perdues et contrôlées	16
Réserve de la main-d'œuvre masculine	17
 FINANCES DE L'ÉTAT.	
Dette publique	144
 INDUSTRIE.	
Evolution de l'activité industrielle	33
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle	36
Evolution de la production et des prix industriels de 1950 à 1960	38
Balance charbonnière	40
Balance du coke de four	45
Sidérurgie. Production et personnel occupé	55
Industrie des métaux non ferreux. Production et personnel occupé	57
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts	60
Industrie des fabrications métalliques. Commandes inscrites et expéditions totales en valeur	62
Industrie des fabrications métalliques. Volume des expéditions totales et personnel occupé	62
Industrie de l'azote. Production et personnel occupé	74
Industrie du papier et du carton. Production et personnel occupé	75
Industrie du ciment. Production et personnel occupé	77
Industrie du verre. Production et personnel occupé	81
Industrie textile. Filatures. Production et personnel occupé	83
Industrie textile. Tissages. Production et personnel occupé	83
Production textile. Coton	88
Production textile. Laine	88
Production textile. Lin	89

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

	Pages
Production textile. Rayonne	89
Bonneterie. Production et personnel occupé	90
 MONNAIE ET CRÉDIT.	
Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire	166
Bourse de Bruxelles. Activité	172
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers	173
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne	180
 PRIX.	
Indices des prix de détail	193
Indices des prix de gros	196
Indices des prix de gros des produits industriels	196
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes	197
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes	197
 TRANSPORTS.	
Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises	105
Trafic maritime au port d'Anvers	112
Trafic maritime au port de Gand	113

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	Européan Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.

O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
T.D.	Tarif douanier.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avertissement	VII
Considérations générales	IX
Aperçu par secteur	XV
Tableaux statistiques et graphiques	1

PREMIÈRE PARTIE : POPULATION ET EMPLOI

I. — POPULATION	5
II. — EMPLOI ET CHÔMAGE	9
<i>Emploi</i>	11
<i>Chômage</i>	15

DEUXIÈME PARTIE : PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

I. — AGRICULTURE ET PÊCHE	21
<i>Agriculture</i>	23
<i>Pêche</i>	30
II. — INDUSTRIE	31
<i>Activité industrielle générale</i>	33
<i>Energie et activités connexes</i>	40
— Combustibles solides	40
— Electricité	46
— Gaz de charbon	47
— Pétroles	49
— Bilan énergétique	50
<i>Industrie des métaux</i>	54
— Sidérurgie	54
— Industrie des métaux non ferreux	57
— Industrie des fabrications métalliques	61
<i>Industrie chimique</i>	71
<i>Industrie du papier</i>	75
<i>Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes</i>	77

	Pages
<i>Industrie textile</i>	82
— Aperçu général	82
— Aperçu par secteur	88
<i>Industries alimentaires et fabrications connexes</i>	91
<i>Industrie diamantaire</i>	94
<i>Industries diverses</i>	95
— Peaux, cuirs et chaussures	95
— Industrie du tabac	96
— Industrie transformatrice du bois	98
<i>Approvisionnement en eau</i>	100
 III. — TRANSPORTS	103
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Belges</i>	105
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux</i>	107
<i>Transports routiers</i>	108
<i>Navigation intérieure</i>	108
<i>Transports maritimes</i>	110
<i>Activités portuaires</i>	112
— Port d'Anvers	112
— Port de Gand	113
— Ports de Bruges et de Zeebrugge	114
<i>Navigation aérienne</i>	115
 IV. — DISTRIBUTION	117
 V. — TOURISME	127
 TROISIÈME PARTIE : FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT	
 I. — FINANCES PUBLIQUES	135
<i>Finances de l'Etat</i>	137
<i>Finances provinciales et communales</i>	146
 II. — MONNAIE ET CRÉDIT	153
<i>Stock monétaire et avoirs extérieurs nets</i>	155
<i>Marché de l'argent</i>	161
<i>Marché des capitaux</i>	169
 III. — ASSURANCES	181

	Pages
QUATRIÈME PARTIE : PRIX ET REVENUS	
I. — PRIX	191
II. — REVENUS	199
<i>Revenus du travail</i>	201
<i>Revenus des sociétés</i>	205
CINQUIÈME PARTIE : INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION	
I. — INVESTISSEMENTS	215
II. — CONSOMMATION	219
SIXIÈME PARTIE : RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES	
I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE	229
<i>Mouvement général</i>	231
<i>Structure du commerce extérieur</i>	234
<i>Répartition géographique du commerce spécial</i>	239
<i>Balance commerciale</i>	243
<i>Balance des paiements</i>	248
II. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)	251
<i>Grand-Duché du Luxembourg</i>	253
<i>Pays-Bas</i>	256
<i>Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas</i>	261
Répertoire des faits principaux	265
 <i>Liste des tableaux statistiques</i>	 287
<i>Liste des graphiques</i>	295
<i>Liste des abréviations</i>	297
<i>Table des matières</i>	299

Publications
de la
Direction générale
des Etudes et de la Documentation
du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie

L'économie belge en 19... Publication annuelle à partir de 1947. — Prix : 80,— F (1947); 100,— F (à partir de 1948). — Le volume relatif à l'année 1961 sortira de presse dans le courant du 4^e trimestre de 1962.

... *Rapport relatif au problème des investissements.* Publication annuelle. — Prix : 10,— F (5^e rapport, année 1949); 20,— F (à partir du 6^e rapport, année 1950); pour les 10^e et 11^e rapports (années 1954 et 1955) et pour les 15^e et 16^e rapports (années 1959 et 1960), une seule publication (20,— F).

Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion. 6^e édition. Bruxelles, décembre 1960. 21 cm × 15 cm, 144 p. — Prix : 28,— F. *Addendum et corrigendum pour le premier semestre de 1961,* 15 p.

Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation (y compris une annexe de graphiques et tableaux statistiques). Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F); le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F); le numéro spécial d'avril (aperçu général de l'économie belge pendant l'année antérieure) : 25,— F (tous pays).

L'organisation du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie (annexe annuelle au *Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation*, n° de janvier), (bilingue).

Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet). Liste mensuelle. Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F); le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F).

Bibliothèque Centrale Fonds Quetelet (du) Ministère des Affaires économiques. Règlement. Bruxelles, s.d., 21 cm × 15 cm, 15 + 15 p., (bilingue).

Ces publications sont en vente au Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation, 24 rue du Luxembourg, 3^e étage, Bruxelles 4 (compte chèques postaux n° 2630.40), et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du même Département.

Les publications non bilingues sont aussi éditées en langue néerlandaise.